

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# Le Premier Administrateur de l'Alsace Française

Jacques DE LA GRANGE

Intendant d'Alsace de 1673 à 1698

« La Grange est le véritable  
conquérant civil de l'Alsace. »

Rodolphe REUSS

---

## THÈSE pour le DOCTORAT

*Présentée et soutenue le 12 Mars 1930*

PAR

**Jean BENOIST**

---

Président du Jury : M. OLIVIER-MARTIN, professeur.

Suffragants { M. GENESTAL, professeur.  
                  { M. PETOT, professeur.

---

LIBRAIRIE ISTRÀ

MAISON D'ÉDITION DE L'IMPRIMERIE STRASBOURGEOISE

15. Rue des Juifs, 15

STRASBOURG

—  
1930







# **Le Premier Administrateur de l'Alsace Française**

---

**Jacques DE LA GRANGE**

**Intendant d'Alsace**

**de 1673 à 1698**

---



# Le Premier Administrateur de l'Alsace Française

Jacques DE LA GRANGE  
Intendant d'Alsace de 1673 à 1698

« La Grange est le véritable  
conquérant civil de l'Alsace. »

Rodolphe REUSS

---

## THÈSE pour le DOCTORAT

*Présentée et soutenue le 12 Mars 1930*

PAR

**Jean BENOIST**

---

Président du Jury : M. OLIVIER-MARTIN, professeur.

Suffragants { M. GENESTAL, professeur.  
                  { M. PETOT, professeur.

---

LIBRAIRIE ISTRÀ  
MAISON D'ÉDITION DE L'IMPRIMERIE STRASBOURGEOISE  
15, Rue des Juifs, 15  
STRASBOURG

—  
1930

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



## Introduction

---

La possibilité d'utiliser des papiers de famille et, surtout, l'intérêt tout spécial qui s'attache aux choses d'Alsace nous ont poussé à étudier la vie et l'œuvre de Jacques de La Grange.

Pour les raisons que l'on trouvera exposées dans les pages qui vont suivre, l'œuvre de cet intendant fut considérable. Il nous suffira de rappeler ici qu'en 1673, lors de son arrivée en Alsace, cette province n'était pas encore complètement séparée de l'Empire. Ce n'est que pendant l'intendance de La Grange qu'eut lieu la réunion définitive de l'Alsace à la France. Par une administration qui dura vingt-cinq années, cet homme, exécuteur intelligent des ordres de Louis XIV, sut faire des populations alsaciennes les plus fidèles et les plus loyales du Royaume.

Pour mener à bien notre tâche, nous avons consulté un grand nombre d'ouvrages généraux et spéciaux, dont on pourra trouver la liste dans la bibliographie. Parmi ceux-ci, nous devons une mention particulière à l'œuvre remarquable de feu M. Rodolphe Reuss, sur « *L'Alsace au XVII<sup>e</sup> Siècle* », à laquelle nous avons fait de fréquents emprunts.

Mais notre documentation provient principalement de sources manuscrites, la plupart inédites, d'origines très diverses. Pour obtenir les renseignements nécessaires sur la vie privée de La Grange, sur sa famille et le train de son existence, nous avons utilisé la généalogie et les archives de famille que notre beau-frère, M. Rémi Rousselle, descendant de l'intendant, a bien voulu mettre à notre disposition. Des recherches complémentaires faites à l'état-civil de Blois, aux Archives Nationales, à la Bibliothèque Nationale, département des Manuscrits, et dans diverses études de notaires parisiens ont achevé de nous éclairer sur ce point.

Pour étudier l'œuvre de La Grange, nous avons consulté, tout d'abord, un document émanant de lui-même. Il s'agit d'un de ces mémoires, rédigés à la demande du duc de Beauvillier, Gouverneur du duc de Bourgogne, par tous les intendants de France. Son titre officiel est: « *Description de la province d'Alsace dressée par M. de La Grange, Intendant, par ordre du Roi, pour l'ins-*

truction de Monseigneur le Duc de Bourgogne ». Bien qu'écrit sans prétention, ce Mémoire est très précieux par tous les renseignements qu'il nous donne sur l'état de l'Alsace en 1697. Ce fut une sorte de manuel administratif de cette province pour les générations de fonctionnaires français qui s'y succédèrent au XVIII<sup>e</sup> siècle. L'original, qui se trouvait à Strasbourg, a été brûlé pendant le siège, en 1870, lors de l'incendie de la Bibliothèque. Il en existe, heureusement, de nombreuses copies. L'une d'elles se trouve aux Archives Nationales. Ce Mémoire n'a jamais été intégralement publié. Il ne l'a été qu'en partie par M. Ernest Lehr, dans sa *Description du Département du Bas-Rhin* (Strasbourg, 1858, Tome I<sup>er</sup>, pages 519 à 557) et par M. Julien Hayem, dans la Sixième Série des *Mémoires et Documents pour servir à l'Histoire du Commerce et de l'Industrie en France* (Paris, 1921, pages 153 à 202). Il a été résumé par Boulainvilliers, dans son *Etat de la France*, mais cet auteur en attribue, à tort, la paternité à l'intendant Le Pelletier de La Houssaye, qui n'est arrivé en Alsace qu'en 1700. Ce qui a causé l'erreur de Boulainvilliers, partagée d'ailleurs par divers historiens <sup>(1)</sup>, c'est que Le Pelletier de La Houssaye a, lui-même, écrit en 1701 un *Mémoire sur l'Alsace*, publié en entier de nos jours par le D<sup>r</sup> Henry Weisgerber, dans la Revue d'Alsace (1897-1898). Au reste, Boulainvilliers se trompe encore sur l'année de la rédaction du Mémoire de La Grange, qui est 1697 et non 1698.

Le manuscrit original du travail de notre intendant n'est pas seul à avoir été détruit par l'incendie de 1870. On ne déplorera jamais assez la perte de ces documents innombrables, qui présentaient un tel intérêt pour l'histoire de l'Alsace. Le premier bienfait que les Prussiens apportaient à cette province était l'anéantissement de ses archives. Malgré tous les efforts qui ont été faits depuis pour reconstituer les trésors de la Bibliothèque de Strasbourg, on n'est pas arrivé encore à rassembler des pièces de premier ordre concernant l'intendance de La Grange. Il faut avouer, d'ailleurs, qu'à l'époque

(1). — JO. DANIEL SCHÖEFLIN, dans son *Alsatia Illustrata Germanica Gallica* (Tome II, page 733), parle avec éloge du Mémoire de La Grange, mais il le confond, quant à la date et quant au but visé, avec celui de La Houssaye : « Rosselanganis successerunt Commentarii pleniores quos circa Pacis Rishvicensis tempora, vigesimo quarto Administrationis suae anno, perfecit Grangius, Alsatae Intendens, Ulrici Obrechtii aliorumque, auxilio suffultus; unde multae observationes politicae lectu dignae, in illis occurrunt. Commentarii hi, Gallico sermone, ut Rosselanganii conscripti, in Bibliothecis Alsaticis hinc inde occurrunt. Tertium locum temporis ratione tenent Commentarii Houssaeani, quos communi omnium Galliae Intendentium exemplo, Ludovici XIV, jussu, in usum Burgundiae Ducis. An. MDCXCVIII, concinnavit Housseaus Intendens prolixos fatis et amplos. »

qui nous intéresse, les archives des intendants étaient leur propriété personnelle, qu'ils faisaient de leurs papiers ce que bon leur semblait et que, n'habitant pas d'hôtels spéciaux, comme nos préfets, ils les détruisaient, souvent, au cours de leurs déménagements. Il se peut donc que la majeure partie de la correspondance reçue par La Grange ait disparu de son vivant ou n'ait pas attendu longtemps avant d'être dispersée.

Si les intendants du XVII<sup>e</sup> siècle ne conservaient guère leurs archives, certains ministres ont pris soin de léguer les leurs à la postérité. Tous les documents qui ont trait aux rapports de La Grange et du Contrôleur Général des Finances se trouvent aujourd'hui dans deux cartons aux Archives Nationales. Il y a là de nombreuses lettres de l'intendant et de ses collaborateurs immédiats, Obrecht et Güntzer, et des copies de celles qui lui ont été adressées par les Contrôleurs successifs: Colbert (jusqu'en 1683), Claude Le Pelletier (de 1683 à 1689), Louis Phélypeaux de Pontchartrain (à partir de 1689).

Mais l'Alsace, à la veille de l'arrivée de La Grange, venait d'être confiée au Secrétaire d'Etat à la Guerre, c'est-à-dire à Louvois, et, comme celui-ci était fort ordonné, le Dépôt des Archives historiques du Ministère de la Guerre devait être le lieu où nos recherches seraient le plus couronnées de succès. Nous y avons, en effet, trouvé aisément, grâce à la merveilleuse organisation actuelle de ce service, plus de cent cinquante volumes contenant la correspondance échangée entre La Grange et Louvois ou entre La Grange et Barbézieux (depuis 1691). Ces volumes, reliés en beau cuir, timbrés quelquefois aux armoiries de Louvois, possèdent, certains, des centaines de lettres de l'intendant. Celui-ci, en effet, écrivait au ministre presque tous les jours et, souvent, plusieurs fois par jour. S'il n'y avait quelques lacunes, on pourrait, sans difficulté, reconstituer son emploi du temps pendant les vingt et quelques années que dura sa carrière comme Commissaire des Guerres, d'abord, comme Intendant d'Alsace, ensuite. A côté des missives si nombreuses de La Grange, ces volumes contiennent les originaux ou les minutes d'une infinité d'autres lettres fort intéressantes émanant du Roi, des autres ministres, du Gouverneur de l'Alsace, de l'Evêque de Strasbourg, de grands chefs militaires comme Turenne, Condé, les maréchaux d'Humières, de Créqui et de Lorge, le baron de Montclar, d'intendants des provinces voisines et, enfin, de tous les collaborateurs possibles de La Grange. Ce sont tous ces documents qui ont fourni le principal aliment de cet ouvrage.

Après avoir passé en revue les diverses sources auxquelles nous avons puisé, nous serions bien ingrats si nous n'en profitons pour

dire notre infinie gratitude à tous ceux qui nous en ont facilité l'accès. Nous prions Messieurs les bibliothécaires et archivistes paléographes des Archives Nationales, de la Bibliothèque Nationale, du Dépôt des Archives du Ministère de la Guerre, des Archives départementales du Bas-Rhin, des Bibliothèques de Strasbourg et de Blois, de vouloir bien trouver ici l'expression de nos très vifs remerciements pour tous les conseils et les renseignements qu'ils ont eu la grande bonté de nous donner.

Il nous sera plus difficile d'acquitter l'immense dette que nous avons contractée envers notre Maître, M. Olivier-Martin, Professeur à la Faculté de Droit de Paris. Le désir d'entreprendre ce travail nous est venu tandis que nous assistions à un de ses cours remarquables sur l'administration provinciale sous l'Ancien Régime. Puisse-t-il ne pas nous trouver trop indigne de l'enseignement qu'il a bien voulu nous dispenser. Qu'il reçoive, en tout cas, pour la bonté constante de son accueil et pour l'intérêt qu'il nous a porté l'hommage respectueux de notre infinie reconnaissance.

---

## **Abréviations**

**utilisées dans cet ouvrage.**

---

- A. N. = Archives Nationales.  
B. N. = Bibliothèque Nationale.  
B. S. = Bibliothèque de Strasbourg.  
D. G. = Dépôt des Archives historiques du Ministère de la Guerre.  
Con. = Carton.  
Vol. = Volume.  
Mits. = Département des Manuscrits (Bibliothèque Nationale).  
op.cit. = Ouvrage cité.  
V. = Voir.
-



## CHAPITRE PREMIER

---

### Jacques de La Grange et sa famille

---

Jacques-François de La Grange naquit à Blois le 11 novembre 1643. Il fut baptisé en la paroisse de Saint-Honoré, eut pour parrain Jacques Yvonnet, avocat, et pour marraine Françoise Pathault <sup>(1)</sup>.

De son père, le « noble homme » Pierre de La Grange, nous ne savons que fort peu de chose. Les registres paroissiaux nous disent qu'il était « Ecuyer et Sieur de la Charrière ». Sa famille n'était pas originaire de Blois et il est fort probable que ce fut son mariage qui l'attira dans cette ville.

C'est à ce changement de résidence qu'il faut attribuer l'incertitude des renseignements que nous possédons sur l'ascendance de Pierre de La Grange. Sur elle, tous les généalogistes sont en désaccord, qu'ils soient du XVII<sup>e</sup> ou du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les uns classent les La Grange qui nous intéressent dans la famille de La Grange, de Champagne, branche de Villedonné; les autres, dans les La Grange de Mœurs, d'autres, enfin, dans les La Grange de Trianon. C'est cette dernière hypothèse que nous serions le plus tenté d'admettre, la similitude des armoiries étant presque complète <sup>(2)</sup>.

Sans qu'il soit besoin de préciser davantage, il apparaît que, du côté paternel, Jacques de La Grange est issu d'une famille noble, dont le rôle, au fond de sa province, semble assez effacé. A Paris, pourtant, il possède des cousins plus huppés, qui viendront signer à son contrat de mariage, et dont certains, comme les Feydau, appartiennent à la meilleure noblesse de robe.

---

(1). — Registres paroissiaux de Saint-Honoré de Blois. Ils se trouvent, aujourd'hui, à la Bibliothèque municipale du Château.

(2). — B. N. (Manuscrits) *Dossiers bleus*: N° 330, f. 28 et 29.

Sa mère, Marie Yvonnet, est d'une origine plus modeste, de la bonne bourgeoisie de Blois. Son père, Pierre Yvonnet, sieur de Banneville, avait épousé, en l'Eglise des Cordeliers, Marie-Anne Hardouin de Saint-Jacques. Fils de Jean Yvonnet et de Marguerite de Saint-Etienne, il était élu en l'Election. Ce sont des professions analogues qu'exercent les deux beaux-frères de Marie: l'un, Jean-François Amyot, sieur d'Inville, est Conseiller en la Cour des Aides; l'autre, Denis Gallard, est Procureur au Siège Présidial <sup>(1)</sup>. Ces deux oncles par alliance n'apparaîtront guère dans la vie de Jacques de La Grange. Tout autres seront ses rapports avec René Yvonnet, le propre frère de sa mère. Celui-ci, entré de bonne heure dans les ordres, devint Chanoine, puis Grand Doyen de la Cathédrale de Blois. Lorsque son neveu sera parvenu à l'Intendance d'Alsace, il lui fera donner par le Roi le prieuré de Meslenheim, qui dépend de l'Abbaye d'Heysserthal <sup>(2)</sup>. Et, comme tout bien-fait appelle une contre-partie, l'oncle chanoine se départira, de son vivant, en faveur de l'intendant, du magnifique château d'Andeuille, que lui avait légué, quelques années auparavant, un frère prédécédé, Nicolas Yvonnet <sup>(3)</sup>.

Jacques ne fut pas le seul enfant de Pierre de La Grange et de sa femme. Ceux-ci, mariés en 1641, eurent, dans le cours de l'année suivante, un fils aîné auquel on donna le prénom de son père, puis naquirent après Jacques trois autres enfants, deux filles et un fils. Celles-ci, Elisabeth et Marguerite, furent baptisées à Blois, les 31 décembre 1645 et 6 février 1649. Elles eurent, respectivement, pour parrains: Jacques Lenoir, apothicaire, et Jean Maucourt, premier commis au Greffe du Baillage, et pour marraines, leurs deux tantes Elisabeth et Marguerite Yvonnet.

Si, après son élévation, Jacques de La Grange ne semble pas s'être beaucoup occupé de ses sœurs, dont la première mourut, d'ailleurs, assez jeune, à quarante ans et sans laisser de postérité, il paraît, par contre, s'être toujours intéressé au sort de ses frères. L'aîné de ceux-ci, Pierre, a une physionomie fort sympathique. Tenu sur les fonds baptismaux de l'Eglise Saint-Honoré par son grand-père maternel et par une parente, la demoiselle Magdeleine Galard, le 14 octobre 1642, il se fit soldat, dès qu'il fut parvenu à l'âge d'homme. Trente années durant, il resta au service du Roi, partici-

---

(1). — B. N. (Manuscrits). *Dossiers bleus*, N° 366. Yvonnet y est orthographié Ivonnet.

Pièces de l'ancienne Etude GUILLARD, à Blois.

(2). — *Mémoire de LA GRANGE*.

(3). — Pièces de l'Etude JUNOT, à Paris, actuellement Etude de M<sup>e</sup> Moreau, 76, rue Saint-Lazare.

pant à toutes sortes d'engagements et de batailles, recevant un nombre respectable de blessures. En 1694, il commande le deuxième bataillon du Régiment de Bourbonnais; il est Chevalier des Ordres Royaux, Militaires et Hospitaliers de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Jean de Jérusalem et Gentilhomme de la Grande Fauconnerie du Roi, mais la vie active menée depuis sa jeunesse l'a un peu usé. Son frère l'intendant voudrait lui assurer un poste plus tranquille, convenant mieux à son âge et à son état de santé. Le 15 septembre, il écrit à Barbézieux: « J'ai appris que la lieutenance de Roi de Bouchain est vacante par la mort de M. de Courcelles. Vous avez eu la bonté de me faire espérer l'honneur de votre protection pour mon frère, capitaine au Régiment de Bourbonnais, lorsqu'il y aurait quelque emploi de vacant. Si vous avez la bonté de demander pour lui au Roi la dite lieutenance de Roi, ce sera une grâce dont je vous serais toute ma vie infiniment obligé. Il y a trente ans qu'il sert et il commence à être un peu infirme et hors d'état de pouvoir servir en campagne. » <sup>(1)</sup> Une maladresse regrettable commise à cette époque par Jacques de La Grange empêcha la recommandation de produire son effet. Mais, Louis XIV ne pouvait oublier les mérites d'un vieux serviteur. Une faute de l'intendant ne devait pas retomber sur son frère, l'officier. Le Roi le comprit et créa Pierre de La Grange Commandeur de son nouvel Ordre de Saint-Louis <sup>(2)</sup>. Quelques années plus tard, celui-ci se retirait dans son château de Fougères-en-Blaisois. Il devait y mourir en juin 1709 et, comme il n'avait pas d'héritiers plus proches, c'est à son frère qu'il légua ce fief.

Le dernier fils de la famille, Louis, se fit religieux et entra chez les Bénédictins. L'Intendant d'Alsace le fit élire, en 1681, Abbé régulier de l'Abbaye de Saint-Maur, à Munster, dans le diocèse de Strasbourg. De cette abbaye, qui était, alors, appauvrie par suite des vicissitudes diverses, traversées depuis un siècle, causées tantôt par les progrès de la Réforme, tantôt par les guerres et les occupations militaires, et qui était diminuée dans sa population monacale, il réussit à faire une des plus prospères de l'Alsace. Tout en raffermissant la discipline spirituelle, tout en restaurant les grands intérêts moraux dont il avait la charge, il se montra administrateur habile du temporel, ne négligeant aucune amélioration nouvelle susceptible d'accroître le rendement des domaines abbaciaux. Dom Louis de La Grange fut pour son frère un auxiliaire précieux et avisé, que celui-ci consultait d'autant plus volontiers que c'était le seul

(1). — D. G., Vol. 1266.

(2). — Louis XIV créa, en 1693, l'Ordre Militaire de Saint-Louis. Il fallait avoir servi au moins 20 ans pour pouvoir en être décoré.

membre de sa famille présent dans la province administrée par lui. Cette aide se manifesta davantage encore lorsque l'Abbé de Munster devint Conseiller d'Eglise au Conseil Supérieur de Brisach. Dans cette assemblée judiciaire dont le maniement aurait pu être difficile, l'intendant possédait en la personne de son frère un allié influent qui lui facilitait sa tâche, capable d'adoucir les heurts toujours possible, entre le représentant du pouvoir civil et une magistrature parfois prompte à sortir de ses attributions normales.

Que ce soit en faveur du Chanoine René Yvonnnet, ou de ses propres frères, Jacques de La Grange n'a jamais hésité à se montrer bon parent. On peut, du moins, lui rendre cette justice que les personnes recommandées par lui au Roi ou aux ministres surent, par les services rendus, se montrer dignes de leur protection. Si, arrivé au faite de sa carrière, il a été à même d'user de son influence au profit des siens, il n'apparaît pas qu'il se soit trouvé aucun membre de sa famille pour l'épauler lui-même sa vie durant. Il semble bien que son élévation ait été due à son seul mérite et à l'appui fidèle qu'il sut trouver auprès de supérieurs hiérarchiques dont il avait toute la confiance.

Jacques de La Grange n'avait que seize ans lorsque mourut son père, le 16 février 1660. Il vint à Paris quelques années plus tard et dut être présenté, par un cousin de la capitale, au marquis de Louvois. Celui-ci avait besoin d'un commis. Il le prit à son service. C'est ainsi que débuta notre personnage. Il ne fut pas, comme tant d'autres futurs intendants de son époque, Maître des Requêtes au Conseil d'Etat du Roi. Ce Conseil était la pépinière dans laquelle Louis XIV aimait choisir les commissaires qu'il envoyait dans ses provinces. Il considérait qu'avant de se spécialiser dans des fonctions particulières, il fallait que ses agents eussent acquis une pleine expérience des questions générales. Une fois envoyés dans leurs postes lointains, ces hommes ne pouvaient oublier la formation reçue et sacrifier l'intérêt du royaume aux divers intérêts locaux. Napoléon devait comprendre la justesse de cette idée et imiter le Grand Roi en choisissant, le plus souvent, ses préfets parmi les éléments jeunes de son Conseil d'Etat.

La Grange ne reçut donc pas, à cet égard, l'éducation désirée par le maître qu'il allait servir, mais, l'ayant sous ses ordres directs, Louvois fut à même de le façonner à son goût, de lui inculquer ses principes et, aussi, d'apprécier son intelligence et son zèle. Le séjour passé dans les bureaux ministériels ne fut pas du temps perdu pour le jeune commis. C'est le point de départ d'une confiance qui ne se démentira plus, d'une protection qui ira toujours en s'affirmant, de la part du Secrétaire d'Etat. Et, comme nous sommes aux environs de 1670 et que la fortune des Le Tellier semble, cha-

que jour, plus éblouissante, la faveur de Louvois entraînera d'elle-même pour La Grange la faveur de Louis XIV.

En juillet 1671 <sup>(1)</sup>, le ministre l'envoie à Ath, en qualité de commissaire des Guerres. Cette ville du Hainaut autrichien avait été prise, quatre ans auparavant, par les armées du Roi. Celui-ci, soit qu'il espérât la conserver <sup>(2)</sup>, soit qu'il voulût l'utiliser dans les campagnes prochaines, avait décidé de la fortifier en même temps que beaucoup d'autres places du pays. La Grange y succédait à Charuel, nommé intendant à Metz <sup>(3)</sup>. Cette transmission de pouvoirs fut l'origine d'une chaude amitié qui unit les deux hommes. Quelques années plus tard, Charuel, voulant donner à son remplaçant un souvenir de leur intimité, manifesta, dans son testament, la volonté de lui laisser un diamant, d'une valeur de trois mille livres. Ses héritiers attaquèrent le legs et ce bijou fut la cause d'un long procès entre La Grange et eux.

Le nouveau commissaire des Guerres travailla, principalement sous les ordres de Vauban, aux fortifications d'Ath, mais son rôle ne s'en arrêta pas là. Il est, souvent, attiré hors de cette ville. On le voit suivre l'armée dans les camps devant Utrecht et devant Maestricht. Quand cette place sera prise, il y fera des séjours prolongés.

Ses occupations n'intéressent pas beaucoup La Grange. Il est jeune, il se sent de la valeur, il a de l'ambition. La vie qu'il mène ne lui convient pas, elle ne lui permet pas de donner sa mesure. Ses goûts le porteraient plutôt vers l'armée. C'est là qu'il aimerait servir et se distinguer. Le 20 juillet 1672, il est devant Utrecht et termine ainsi sa lettre à Louvois : « Pour moi, Monseigneur, je meurs d'ennui de faire quelque chose pour mériter la continuation de votre protection et la bienveillance du Roi. Quand vous me jugerez digne de quelque chose, vous le ferez. Je croyais servir de major général dans cette armée, mais cela ne s'est pas fait. Je sers toujours de même et très agréablement, afin, Monseigneur, que vous ne croyiez pas que je m'ennuie. J'ai de l'ambition et de la bonne volonté et autant de respect et de reconnaissance comme personne du monde, estant, comme je dois, Monseigneur, Votre très humble, très obéissant serviteur. » <sup>(4)</sup>.

Sur ces entrefaites, le 12 août suivant, La Grange tombe malade. Il restera un mois au lit et à la chambre. Louvois fait la sourde oreille. Il n'a pas répondu à la sollicitation du commissaire des

(1). — La première lettre envoyée d'Ath par La Grange à Louvois est datée du 2 août 1671.

(2). — La ville d'Ath fut rendue aux Impériaux par le Traité de Ryswick (20 septembre 1697).

(3). — GODARD: *Les Pouvoirs des Intendants sous Louis XIV.*

(4). — D. G., Vol. 276.

Guerres. Celui-ci, à peine rétabli, le 12 septembre, renouvelle sa prière: « J'avais bien souhaité, Monseigneur, pouvoir aller servir [comme] major de brigade dans l'armée de Monsieur de Turenne et j'aurais fait ce que j'aurais pu pour y servir utilement, puisque je n'ai d'autre ennui au monde que de faire quelque chose qui vous peut plaire » (1). Le ministre ne veut toujours rien entendre. Il ne se montre, pourtant, aucunement importuné par l'insistance de son protégé. Celui-ci en profite, après avoir laissé s'écouler une année, pour appeler de nouveau l'attention sur lui et manifester son désir d'un avancement qui se fait trop lent à son gré. Cette fois, c'est au sujet du commandement de Maëstricht qu'il écrit à Louvois, le 10 septembre 1673: « J'ai appris, hier, par M. le comte d'Estrades, qu'il vous avait écrit en ma faveur pour la lieutenance de Roi d'ici. Il l'a fait à mon insu et par l'amitié qu'il a pour moi depuis longtemps. Je ne désire rien sur cela que votre volonté... » (2). Louvois finit enfin par répondre. Il refuse, mais donne au commissaire des assurances formelles de sa bienveillance. Dans un billet du mois d'octobre, celui-ci dit sa reconnaissance: « Je suis beaucoup plus touché de l'honneur que vous me faites par l'assurance de votre protection que je ne l'aurais été des provisions de la Lieutenance de Roi de Maëstricht. L'ancienne amitié que M. le comte d'Estrades a toujours eue pour moi a agi à mon insu [au sujet de] cet emploi... » (3). Il ajoute que si les Espagnols déclarent la guerre, il espère pouvoir se faire remarquer et mériter l'honneur que veut bien lui faire le Secrétaire d'Etat de l'appuyer auprès de Sa Majesté.

La Grange ne reste pas longtemps en repos. Il désire plus que jamais servir dans l'armée. Il fait une allusion directe aux préparatifs en cours lorsque, le 4 novembre, il écrit: « Au cas où on me ferait l'honneur de me donner quelque emploi en campagne et si vous me jugiez digne, présentement que Monsieur de Luxembourg va joindre un corps d'armée dans lequel nos vieux bataillons seront, je suis prêt, vous n'avez qu'à ordonner. Quoique je n'aie point d'équipage, j'ai de forts bons chevaux de selle et bien de la bonne volonté pour mériter de mieux en mieux votre protection et je vous jure, Monseigneur, que, par un jour de bataille, je ferais ce que je pourrais pour bien exercer la charge de major général, sous un général qui m'a fait l'honneur de vous faire savoir avoir été un peu content de moi quand il a fallu aller aux ennemis... » (4).

(1). — D. G., Vol. 278.

(2). — D. G., Vol. 336.

(3). — D. G., Vol. 339.

(4). — D. G., Vol. 340.

Louvois a-t-il fait comprendre à La Grange qu'il le destinait à d'autres fonctions? Celui-ci s'est-il rendu compte qu'il trouverait aussi bien à s'employer ailleurs que dans le métier militaire? Toujours est-il que les sollicitations de ce genre cessent complètement à la fin de l'année 1673. Un changement se produit, d'ailleurs, dans la carrière du commissaire des Guerres. Il est déchargé des places de Flandres et du Hainaut pour ne s'occuper désormais que de celles de l'Alsace. C'était la dernière étape imposée avant l'aboutissement à la situation définitive.

En juillet 1674, Poncet de la Rivière quitte la province et M. de La Grange, « Conseiller du Roi en Ses Conseils » <sup>(1)</sup>, est nommé « Intendant de Police, Justice et Finances en Alsace et Brisgau », fonctions qu'il cumulera, de façon presque constante, avec celle d'« Intendant des Armées de Sa Majesté en Allemagne ».

Jacques de La Grange, à cette époque, a trente-et-un ans: c'est l'âge normal pour être chargé d'une généralité, Louis XIV tenant expressément à être servi par des hommes jeunes et actifs. Il restera en place vingt-quatre années durant. S'il avait occupé cette haute situation en des circonstances ordinaires, ce laps de temps exceptionnellement long aurait suffi à lui permettre d'accomplir une œuvre importante. Parmi ses prédécesseurs, c'est tout au plus s'il en est un ou deux qui soient restés une dizaine d'années dans la province. Et leur rôle, pour des raisons certaines, ne pouvait être efficace. Quant à ceux qui l'ont remplacé, les plus longs ont été Le Pelletier de la Houssaye, Feydeau de Brou et de Lucé. Le premier y est demeuré seize ans, le second quinze, le troisième neuf ans seulement. La Grange a donc été, de tous les intendants d'Alsace, celui qui y resta le plus longtemps. Et si l'on fait état des fréquents bouleversements politiques et changements de régimes subis par notre pays depuis 1789, on peut être amené à penser que, jamais, il ne s'est trouvé d'administrateur français pour faire dans cette province un séjour aussi prolongé.

Outre le temps, qui était, dans la pensée de Louis XIV, le facteur primordial, pour assurer le succès d'une politique de longue haleine, cette intendance s'est encore trouvée grandie par les circonstances particulières, qui rendaient cette politique nécessaire. La Grange eut à façonner l'Alsace et à en faire une province française.

Le dernier acte de sa carrière fut la rédaction, faite par lui ou par ses secrétaires, sur son ordre, de l'un de ces mémoires que le duc de Beauvillier, gouverneur du duc de Bourgogne, fit demander, en 1697, à tous les intendants du Royaume, pour servir à l'éduca-

---

(1). — Pour La Grange, le titre de « Conseiller du Roi » n'a jamais été qu'honorifique.

tion de ce prince. Le Mémoire de La Grange n'a jamais été publié intégralement. L'original même a été brûlé, avec tant de papiers précieux, lors de l'incendie de la Bibliothèque de Strasbourg, pendant le siège de 1870; mais il en reste heureusement un certain nombre de bonnes copies. Bien qu'il ait été écrit dans un style médiocre, avec un plan défectueux, ce document a une valeur inestimable pour l'histoire de la province. Il décrit en détail son état physique, judiciaire, ecclésiastique, militaire et économique. Il contient toutes les appréciations que peut dicter une expérience de vingt-quatre années. Sa lecture profiterait encore aux modernes administrateurs de l'Alsace.

Ce qui domine la vie active de La Grange, c'est la protection constante de Louvois. Les rapports des deux hommes se manifestent par le ton de leur correspondance. L'intendant n'aurait jamais écrit au Contrôleur Général des Finances Phélypeaux de Pontchartrain, ou à tel autre ministre, comme il écrivait au Secrétaire d'Etat, chargé de la Guerre. Tout en étant fort respectueux avec celui-ci, tout en gardant la plus grande déférence envers son supérieur, il s'abandonne beaucoup plus volontiers. Il donne son avis. Il marque en toute indépendance sa manière de voir. Ses lettres sont, d'ailleurs, fort détaillées et précises, sans digressions inutiles. Elles sont nombreuses. La Grange en envoie fréquemment plusieurs le même jour. Dans le même billet, il traite des questions les plus diverses. Après s'être étendu sur la religion, la justice, il parlera de fournitures aux armées, il rendra compte de bruits recueillis sur les projets belliqueux des gouvernements étrangers. En 1668, Louvois envoyait en Franche-Comté le jeune Michel Le Peletier. Il lui donnait ce conseil: « Ecrivez-moi dorénavant par billet. Défaites-vous du titre que vous me donnez et n'appréhendez point, s'il vous plaît, de me fatiguer de longues lettres, sans lesquelles il est impossible de s'instruire à fond des affaires d'une province, dans laquelle on n'a demeuré que quatre ou cinq jours. » <sup>(1)</sup> Entre le ministre et l'intendant, qui a sa confiance, qui est souvent sa créature, ce ne sont que « billets » nets et circonstanciés, qui disent bien ce qu'ils veulent dire et rien autre chose. Le Secrétaire d'Etat veut tout connaître. En 1676, quelques cantines s'écroulent dans les places d'Alsace. La Grange n'en rend pas compte, jugeant la chose de trop minime importance. Louvois l'apprend par une voie détournée et blâme sévèrement ce silence: « Je suis surpris que vous ne m'en ayez rien

---

(1). — Lettre de Louvois à Michel Le Peletier, nouvel Intendant de Dôle, publiée par M. ALBERT CROQUEZ dans son « *Histoire politique et administrative d'une province française: La Flandre. — La Flandre wallonne et les pays de l'Intendance de Lille sous Louis XIV.* »

mandé, puisque vous savez bien que je dois être averti par vous de tout ce qui se passe » <sup>(1)</sup>.

Lorsque les affaires du Roi sont réglées, la correspondance prend souvent un tour plus intime. Le ministre demande à ses intendants de lui rendre certains services. Michel le Peletier, qui a quitté Dôle pour Lille, est prié de faire venir de Hollande des vases de Chine, des ifs et des pisceas pour le jardin de Meudon, des oignons de renoncule, des jonquilles, des ormeaux pour Chaville, un cheval gris d'Angleterre, une meute de sept chiens, des vaches, un taureau, une « servante, qui sache engraisser des poulets et des dindons, semblables à ceux que j'ai mangés la dernière fois que je suis venu à Lille » <sup>(2)</sup>. Quant à La Grange, il va exprès de Ath à Bruxelles pour y voir l'état d'avancement des cinq pièces de tapisserie commandées par Louvois. Elles sont, dit-il, « très belles et bien exécutées » <sup>(3)</sup>. Si quelque évènement survient dans la vie du Secrétaire d'Etat, l'Intendant d'Alsace ne manque jamais de dire la part qu'il y prend. Le 31 décembre 1674, il le félicite du rétablissement de sa santé, après une maladie <sup>(4)</sup>. Le 2 novembre 1677, il écrit : « Je vous supplie très humblement, Monseigneur, de trouver bon que je vous témoigne la joie que j'ai eue en apprenant le choix que le Roi avait fait de Monseigneur Le Tellier pour être Chancelier et que je vous assure, comme une personne entièrement à vous, que je prends toute la part que je dois au plaisir que vous en recevez » <sup>(5)</sup>. S'agit-il d'un succès militaire, il ne manquera pas de dire la joie de la province et la sienne propre. Il ajoutera : « ...Comme vous avez, Monseigneur, la plus grande part à tous ces grands desseins et à leur succès, qui sont si glorieux, et que je vous suis voué entièrement, ma joie a encore surpassé celle de tous les autres et je vous supplie très humblement de trouver bon la liberté que je prends de vous le témoigner » <sup>(6)</sup>. A chaque premier janvier, La Grange envoie ses vœux au ministre : « Je vous supplie très humblement, Monseigneur, de trouver bon que je vous souhaite une heureuse année » <sup>(7)</sup>. Quand Louvois manifeste par des actes que l'intendant a toujours sa faveur et celle du Roi, les remerciements sont des plus sentis : « J'ai reçu, Monseigneur, la commission

(1). — Lettre de Louvois à La Grange (8 août 1676). D. G., Vol. 515.

(2). — V. ALBERT CROQUEZ, op. cit. — Lettre de Louvois à Michel Le Peletier (1672), publiée dans le même ouvrage.

(3). — Lettre de La Grange à Louvois (12 octobre 1671). D. G., Vol. 262.

(4). — D. G., Vol. 414.

(5). — D. G., Vol. 561.

(6). — Lettre de La Grange à Louvois (16 avril 1677). D. G., Vol. 568.

(7). — Lettre de La Grange à Louvois (1<sup>er</sup> janvier 1677). D. G., Vol. 568.

d'Intendant de justice en Alsace, que vous avez eu la bonté de m'accorder, ce sont des marques d'une protection si particulière que je ne puis assez vous en remercier et vous assurer que je suis avec toutes sortes de respect... » <sup>(1)</sup>. De temps en temps, La Grange recommande quelqu'un. C'est ainsi qu'il obtient, en 1677, une « expédition... pour faire jouir le sieur Jacquinet (son secrétaire) du greffe du Conseil Provincial d'Alsace » <sup>(2)</sup>.

Lorsque Louvois meurt subitement, le 16 juillet 1691 <sup>(3)</sup>, son fils, le jeune marquis de Barbézieux lui succède. Les rapports entre La Grange et lui seront les mêmes. Lorsque le nouveau ministre annonce à l'ancien commis de son père que le Roi l'a désigné pour servir d'intendant d'armée en Allemagne, il lui « en donne avis avec plaisir » <sup>(4)</sup>. Mais, c'est une faveur qui coûte assez cher à celui qui en est l'objet. Le bénéficiaire le fait remarquer : « Comme je suis pressé de faire mon équipage, il m'en coûtera beaucoup. Le Roi donne ordinairement une gratification en cette considération. Si je puis l'espérer de vos bontés, je vous en serais infiniment obligé » <sup>(5)</sup>. Entre La Grange et Barbézieux, le ton ne change pas. C'est à peine si l'on constate un peu moins de déférence chez le premier. L'attachement reste le même. Quant au second, bien qu'inexpérimenté, il fait son possible pour remplacer un père qui fut un génie.

Le Roi, pourtant, ne s'est pas fait d'illusion en lui confiant une charge trop lourde pour des épaules de vingt-trois ans. Il a voulu, en fait, que le véritable successeur de Louvois, ce fût lui. Les historiens ont prétendu que, s'il n'était mort en 1691, le grand ministre aurait, peut-être, connu la disgrâce. Louis XIV devenait de plus en plus autoritaire avec l'âge et les difficultés politiques croissantes. Les Le Tellier perdaient peu à peu la faveur royale dont ils avaient joui si longtemps. La fortune de La Grange, leur protégé, devait s'en ressentir.

Depuis quelques années, le nom de l'Intendant d'Alsace était mêlé à une affaire regrettable. Son intégrité paraissait compromise. Il eût peut-être conservé sa place s'il avait été soutenu par un ministre puissant. Barbézieux n'était pas assez fort pour le couvrir. A ce jeu, il aurait immédiatement risqué sa propre situation. Il jugea

(1). — Lettre de La Grange à Louvois (20 janvier 1679). D. G., Vol. 631. Il s'agit d'un renouvellement de la commission d'intendant primitive. Ces commissions, en effet, n'étaient que temporaires, sous Louis XIV.

(2). — Lettre de La Grange à Louvois (19 octobre 1677). D. G., Vol. 568.

(3). — La dernière lettre écrite par Louvois à La Grange est du 15 juillet 1691. Elle est relative aux entrepreneurs travaillant au Fort-Louis.

(4). — Lettre de Barbézieux à La Grange (avril 1697). D. G., Vol. 1406.

(5). — Lettre de La Grange à Barbézieux (19 avril 1693). D. G., Vol. 1213.

prudent d'abandonner à son sort un homme suspecté. La Grange fut révoqué dans les premières semaines de l'année 1698. La chute des Le Tellier se consommait peu de temps après.

C'est dans le cours de ses fonctions en Alsace que Jacques de La Grange épouse, à Paris, le 20 août 1679, Florimonde Bonnet de Mainville, veuve, riche et belle, de Richard le Boistel, sieur de Courcelles, possesseur des belles terres d'Estoquey, Vostin et Voberlin. Le contrat de mariage de Florimonde et de l'intendant fut passé devant Maître Routier, notaire. Il est intéressant, car il nous renseigne sur les parents et les amis de l'un et de l'autre: « Entre... Jacques de La Grange, Intendant de Justice, Police et Finances, résidant ordinairement à Brisach, logé à Paris, rue Pastourelle, paroisse de Saint-Nicolas-des-Champs, fils de feu Pierre de La Grange... et de Marie Yvonnnet, d'une part, et... Florimonde Bonnet, veuve de Richard le Boistel de Courcelles, fille de Noble Jean Bonnet, Conseiller du Roi, Contrôleur ordinaire d'Argenterie, Préposé au Trésor des Ordinaires du Roi de la Généralité de Soissons, et de Marie Hébert, d'autre part... En la présence de... Hauts et Puissants Seigneurs Messires Michel Le Tellier, Chancelier de France, et François-Michel Le Tellier, Chevalier des Ordres Royaux, Marquis de Louvois... Du consentement de la Marquise de Louvois, de Monsieur l'Archevêque-Duc de Reims, Pair de France... Comme en la présence des parents et amis ci-après nommés: François-Nicolas Yvonnnet, Conseiller du Roi, oncle et comme fondé de pouvoir de Marie Yvonnnet, veuve de Noble Pierre de La Grange, sieur de la Charrière (pouvoirs passés devant M<sup>e</sup> Guillard, notaire à Blois); René Yvonnnet, prêtre chanoine... oncle; François Faguiet de Quincy, Conseiller du Roi; Pierre Barbé d'Aurilly, cousin; Feydeau de la Lande, cousin; ...Du côté Bonnet: Bonnet d'Epagny, de Villanof, amis; de Teillade, Pierre le Boistel, vicomte d'Ambrif, et dame Florimonde Bonnet, son épouse, oncle et tante; Germain Bonnet, oncle; Charles Hébert, lieutenant-colonel au Régiment de Vermandois; Claude de Banssay, Conseiller du Roi..., etc... » (1).

La famille Bonnet est loin de valoir, au point de vue ancienne-té, celle de La Grange. Le grand-père de Florimonde est « établi dans la Cour de l'Abbaye de Saint-Jean des Vignes, à Soissons ». Il est dit, tantôt savetier, tantôt marchand de blé. Il épouse une demoiselle Cady, fille du tenancier de l'Hôtellerie des Trois-Cuillers (2). Son fils, Jean Bonnet, le père de la mariée, a une existence plus mouvementée. Il entre comme commis au service de l'Intendant de

(1). — Contrat de mariage de Jacques de La Grange et de Florimonde Bonnet, chez M<sup>e</sup> ROUTIER, aujourd'hui M<sup>e</sup> Salats, notaire, 3, rue du Louvre.

(2). — B. N. (Manuscrits): *Cabinet d'Hozier*, 53, et *Dossiers Bleus*.

la Généralité de Soissons, qu'il remplace en qualité de subdélégué, lors de ses absences. Puis, il devient Trésorier extraordinaire des Guerres et acquiert en fort peu de temps une fortune considérable. Ce bien, vite amassé, permit à ses enfants d'élever le niveau social auquel ils appartenaient, mais il dut être très tôt dissipé, car sa femme, Marie Hébert, meurt dans la misère, en 1708, et ses héritiers renoncent à la succession plus onéreuse que profitable pour eux <sup>(1)</sup>. Outre Florimonde, Jean Bonnet eut quatre enfants. L'aîné, Gilbert, écuyer, sieur de Mainville, acheta la charge de Trésorier de France au Bureau des Finances de Soissons, dans le désir évident de parvenir à la noblesse <sup>(2)</sup>. Il avait épousé Catherine de Mangin. Un autre fils, François, sieur d'Epagny, fut Directeur général des Gabelles du Soissonnais. Le dernier fils, s'étant fait prêtre, devint Chanoine, puis Prieur en l'Eglise Abbaticale de cette ville de Soissons, berceau de la famille. Enfin, la sœur de Florimonde, Agnès, fut mariée à un Bertherand de Longprez <sup>(3)</sup>.

La femme de La Grange avait épousé en premières noces Richard le Boistel, sieur de Courcelles, fils d'un lieutenant-général au Bailliage de Dourdan. Ce mariage avait, probablement, été provoqué par celui de sa tante paternelle avec Pierre Le Boistel, sieur d'Ecury, fourrier de Monseigneur Le Tellier. Devenue veuve, Gilberte-Florimonde avait hérité de la terre de Courcelles, qui passera, plus tard, à un enfant du second lit. De son union avec l'Intendant d'Alsace naissent, en effet, deux fils: Michel-Louis et Guy-Roger-Jacques de La Grange.

La jeune femme était belle, ce qui est une grande qualité, mais, fort malheureusement pour la paix de sa famille, elle avait le défaut de cette qualité. Elle était coquette et aimait qu'on s'occupât d'elle. La bonne entente du ménage disparut bientôt. Florimonde tolérait les assiduités du gouverneur de Brisach, le marquis de la Chétardye, officier à qui l'on reprochait, pourtant, d'être irascible et emporté <sup>(4)</sup>. Il semble même qu'elle « causa du scandale » <sup>(5)</sup> avec lui. Après cet éclat, les époux se séparèrent à l'amiable. La femme de l'Intendant s'en alla vivre à Paris.

(1). — Acte du 25 février 1708 passé devant M<sup>e</sup> JUNOT, notaire à Paris.

(2). — La charge de Trésorier de France conférait la noblesse à son titulaire. Si deux Trésoriers de France se succédaient dans la même famille, en ligne directe, la noblesse devenait héréditaire.

(3). — Archives de Famille: Acte notarié de partage des héritages divers entre les enfants de La Grange et les enfants Bertherand de Longprez. — Actes notariés divers, se trouvant, actuellement, dans les Etudes de M<sup>es</sup> Faroux, 5, rue du Louvre, et Moreau, 76, rue Saint-Lazare.

(4). — Lettre de La Grange à Louvois, du 24 janvier 1690, D. G. Vol. 966.

(5). — B. N. (Manuscrits): *Dossiers bleus*.

Si La Grange eut à se plaindre de son épouse, il ne fut pas un mari modèle. Sa conduite lui attira une histoire assez plaisante. Une dame à laquelle il s'intéressait prétendit avoir été séduite. Elle saisit la justice, demanda qu'on contraignît le coupable à l'épouser. Le Conseil Supérieur avait admis un appel suspensif de l'inculpé, mais l'Intendant écrivit au bas de la décision une ordonnance, portant que la sentence serait « immédiatement exécutoire, nonobstant opposition et sans y préjudicier ». Les gens de robe, qui ne l'aimaient pas beaucoup, en firent des gorges chaudes. Ils ne perdirent pas une si bonne occasion de ridiculiser un homme, auquel ils reprochaient d'ignorer les règles de la judicature et de n'être pas même lettré. <sup>(1)</sup>.

Malgré tous les déboires rencontrés dans sa vie domestique, l'accroissement de sa fortune et l'augmentation de ses revenus permettent à La Grange de mener une vie de plus en plus fastueuse. Lorsqu'il est à Ath, ses appointements de Commissaire des Guerres sont fort modestes. En décembre 1673, ils sont portés à 600 livres par mois <sup>(2)</sup>. L'année suivante, il succède à Poncet de La Rivière. Il attend près de deux ans, puis, le 4 septembre 1676, il écrit à Louvois: « Comme vous avez toujours été en campagne, depuis que vous m'avez honoré de la qualité d'intendant, j'ai différé jusqu'à présent à vous prier de considérer qu'elle m'engage à une plus grande dépense qu'auparavant et à vous supplier très humblement de vouloir bien augmenter mes appointements... Je suis si accoutumé à toutes vos bontés, Monseigneur, que j'en espère encore cette grâce, que je tiendrai au-dessus de tout ce que je puis mériter par les services et l'application que je me donnerai. » <sup>(3)</sup>.

Sous l'Ancien Régime, il n'existait pas, comme de nos jours, toute une théorie de la fonction publique. Le Roi se devait seulement d'assurer à ses serviteurs une existence décente. Bien qu'il y eût, dans certains cas, des usages toujours respectés, le traitement n'avait pas le caractère de fixité et de régularité acquis depuis. Il dépendait plus ou moins de la faveur du monarque. Ce principe pouvait avoir, vis à vis des fonctionnaires, de gros inconvénients. Il avait, du moins, l'avantage que ceux-ci ne pouvaient se déclarer propriétaires de leur fonction, au détriment du bien public, comme c'était, alors, le cas des titulaires d'offices et comme cela tend à le

(1). — Cité par le compilateur des Notes d'Arrêt du Conseil Souverain, publiées à Colmar en 1742, et rapporté par REUSS dans: « *L'Alsace au XVII<sup>e</sup> siècle.* »

(2). — Lettre de La Grange à Louvois (D. G., Vol. 351).

(3). — D. G., Vol. 509.

devenir, aujourd'hui, avec les prétentions actuelles des employés de l'Etat.

C'est à cette profonde différence des conceptions ancienne et moderne qu'il faut attribuer certaines démarches qui, aujourd'hui, sembleraient étranges, celle, par exemple, que fit La Grange, le 29 juin 1677: « Je prendrai la liberté de vous dire, Monseigneur, écrivait-il à Louvois, que ne croyant pas d'héritiers à Monsieur de la Brosse, qui a été tué, et lequel ne savait pas lui-même d'où il était, le reste de l'argent dont vous lui aviez fait faire don par Sa Majesté et qui se peut monter à 17 ou 18.000 livres, ses dettes payées, me feraient beaucoup plus de bien qu'à aucun autre à qui le Roi en pourrait faire présent, et c'est ce qui m'oblige à vous dire. Monseigneur, qu'ayant l'honneur d'être sous votre protection et dans une très grande obligation de toutes vos grâces, j'espère que vous aurez encore la bonté de demander pour moi à Sa Majesté cette aubaine, qui me mettra en état de lui continuer mes services avec toute l'exactitude et la fidélité possibles » (1). Le ministre accède au désir de l'intendant et intervient, avec succès, auprès du Roi, ainsi que l'atteste une lettre du 9 juillet. « Je vous remercie, Monseigneur, du présent que vous avez eu la bonté de me faire. C'est encore un effet de votre protection que j'essaierai de mériter toute ma vie » (2).

La satisfaction royale devait se manifester de façon plus tangible pour La Grange. En 1682, Louis XIV lui fit don des fiefs de Florimont, Hastatt, Holtzwihr, Wickerswihr, Bilsheim (3) et Oberhergheim. Les lettres de confirmation relatives au premier d'entre eux portent que la terre de Florimont, « située dans la Haute-Alsace, ses appartenances et dépendances » fut donnée à l'intendant « en considération des bons et fidèles services qu'il nous a rendus depuis de longues années en plusieurs occasions et emplois que nous lui avons confiés, sur nos troupes et autres et particulièrement dans la dite intendance, depuis les dernières guerres, et qu'il continue de nous rendre journellement, avec beaucoup d'assiduité et d'affection..., pour en disposer et ses hoirs par vente ou autrement à perpétuité » (4).

Outre ces seigneuries, La Grange possédait encore celle de Cour-

(1). — D. G., Vol. 558.

(2). — D. G., Vol. 559.

(3). — Voir: JO. DANIEL SCHÆPFLIN, op. cit., pages 51, pour Florimont, 71 pour Hastatt, Holtzwihr et Wickerswihr, et 257 pour Bilsheim.

(4). — A. N. — Q (1) 979. — Le don de Florimont a été fait par Lettres Patentes de mai 1682. Les Lettres de Confirmation et Ampliation sont de janvier 1684.

celles, qui lui venait de sa femme. De l'oncle Yvonnnet, il avait hérité de celle d'Andeuille, et de son frère, l'officier, il devait avoir Fougères-en-Blaisois. De ces trois fiefs, Andeuille est le plus important. Situé dans la Beauce, non loin d'Etampes, il avait appartenu, jadis, à un sieur Riquier, ainsi que la terre de Rossignol, qui en dépendait. L'intendant s'y trouve être le vassal des Lamoignon. Quelques semaines après sa mort, le 16 octobre 1710, son fils Louis en fit hommage et aveu, à genoux, à la porte du château des suzerains, en présence de notaires et de nombreux témoins. <sup>(1)</sup>.

La demeure de La Grange, à Andeuille, était très richement meublée. Il y avait, notamment, des « tapisseries dans toutes les pièces, quatre-vingt plats d'étain pour la table et une chaise à brancards, doublée de drap bleu, pour la promenade ». De toutes les habitations de l'intendant, celle sur laquelle nous sommes le mieux renseignés est son hôtel de la rue des Francs-Bourgeois, à Paris. Cette maison était louée à un certain Louis de Clinchamps, membre d'une vieille famille normande. Quelques jours après la mort de Jacques de La Grange, un inventaire de son mobilier a été dressé en présence de Marie Péter et Marie-Angélique Le Chaleux, femmes de chambre, et de plusieurs valets, dont un nommé Jacques Pélissier. L'hôtel se composait de vingt chambres, de salons, d'écuries, de remises. Dans la salle du commun, on trouve: deux muids et demi de vin de Bourgogne, un double tourne-broche, une fontaine en cuivre jaune, une autre en cuivre rouge, cinquante plats et un flacon d'étain et maints autres objets. Dans les écuries, il y a quatre chevaux, dont deux noirs de sept et huit ans, pour le carrosse. Il y a deux petites voitures de cette sorte, dans les remises, dont une, à tambour, doublée de soie rouge à ramages, et une autre doublée de velours de la même couleur, avec housses en drap appareillées. Pour le voyage, il y a une berline à l'intérieur de drap gris. Dans les appartements d'habitation, il y a, entre autres meubles, treize fauteuils de noyer, dont quatre à tapisseries turques, un bureau en marqueterie, une pendule en bois d'écaille et cuivre, une couche « à la Duchesse », un tour de lit en point d'Angleterre, un miroir de vingt-quatre pouces sur vingt-deux, une bassinoire, un coffre pour la vaisselle d'argent, un tapis de Turquie, un grand nombre de sièges et quatre-vingt paires de drap. Dans toutes les chambres et même dans le salon, il y a des fauteuils de commodité. Deux d'entre eux ont des coussins à plumes et sont garnis de point à la Turquie. Quant aux tapisseries, elles sont innombrables : neuf représentent des fleurs et des feuillages. Une série de sept pièces des Gobelins figure les « Requêtes ». Presque tous les meubles en sont recouverts. Dans

---

(1). — Pièces de l'ancienne Etude JUNOT.

le propre cabinet du défunt, se trouve un coffre en chêne, à deux cadenas, plein de parchemins et de papiers de famille. Parmi les bijoux, il y a un collier de perles et deux boucles. Outre trois cents jetons d'argent, beaucoup d'objets sont de ce métal: plats, assiettes, aiguillères, réchauds, chocolatière, sucriers, salières, moutardier, un plat à poisson, quatorze couteaux, quatre chandeliers, des bassines et une mouchette <sup>(1)</sup>.

C'est dans cet hôtel, assez somptueusement aménagé, on le voit, que vécut La Grange après sa révocation. Sans doute allait-il, de temps à autre, séjourner sur ses domaines, où il possédait plusieurs châteaux. Contrairement à la croyance répandue chez divers auteurs, il ne fut jamais nommé à l'Intendance de Bordeaux <sup>(2)</sup>. Bien que jeune encore en 1698, il avait cinquante-quatre ans, il ne reçut pas d'autre emploi et passa dans la retraite les douze années qui lui restaient à vivre.

En 1710, à la fin de l'été, il tomba malade à Andeuille. Dès que sa femme, qui était à Paris, fût prévenue de la gravité de son état, elle prit « la poste pour aller audit lieu, sur la nouvelle de la maladie du Sieur, son mari » <sup>(3)</sup>. Elle arriva trop tard. Jacques de La Grange était mort le 14 Septembre.

La veuve de l'ancien intendant devait réparer ses écarts passés par la dignité de sa conduite pendant les vingt-sept années qu'elle avait à vivre encore. Après avoir réglé minutieusement les affaires compliquées de son mari, elle se retire au Couvent des Bénédictines de Saint-Thomas à Laval-lès-Lagny. Elle suit en cela une habitude courante chez les grandes dames de son époque. Les religieuses lui abandonnent un grand appartement qu'elle garnit de ses meubles. Pour n'être pas seule, elle attache à sa personne une dame de compagnie, la demoiselle Jeanneton de la Maisonnière. Celle-ci, du reste, profite de l'influence qu'elle a su acquérir sur sa maîtresse pour se faire promettre à chaque nouveau codicille des legs de plus en plus avantageux. Florimonde meurt, dans son couvent, le 25 janvier 1737. Son mobilier est emporté chez son second fils et vendu en partie ainsi que l'argenterie. Le tout atteint la somme de 19.815 livres tournois <sup>(4)</sup>.

La haute situation occupée par Jacques de La Grange aurait pu permettre à ses deux enfants, Michel-Louis et Guy-Roger, de se

(1). — Inventaire du mobilier de La Grange à Paris, fait le 22 septembre 1710, par le notaire JUNOT.

(2). — ICHTERSHEIM: « *Topographia* », II, page 56; — RODOLPHE REUSS, « *L'Alsace au XVII<sup>e</sup> siècle* », Tome I<sup>er</sup>, page 274; — CHARLES GODARD, « *Les Pouvoirs des Intendants sous Louis XIV* ».

(3). — Papiers de l'ancienne Etude JUNOT.

(4). — Inventaire dressé par M<sup>e</sup> JUNOT, le 9 février 1737.

créer une existence heureuse. Les évènements s'y opposèrent. L'aîné, Sieur de Hauteville en Gastinois et de Fougères en Blaisois, épouse Marie de Paris de Branscourt. Il lui donne une fille, Florimonde-Nicole, puis, très rapidement, devient fou et doit être interné. Son unique héritière, du moins, fait un fort beau mariage en s'unissant à André-Claude-Aimable Vidart, Marquis de Saint-Clair. Quelques années plus tard, dans une chasse de la Cour, ce valeureux gentilhomme verra un cerf blessé charger Louis XV. N'écoutant que son devoir, il se précipitera entre la bête furieuse et le Roi, fera devant celui-ci un rempart de son corps et trouvera une mort héroïque en sauvant la vie de son maître.

Le second fils de l'intendant, Guy-Roger, Ecuyer, Sieur de Courcelles, épouse, le 20 Janvier 1717, Marie-Anne de Saint-Yon, fille d'Antoine, Sieur de l'Isle, Avocat au Parlement de Paris, et d'Anne Pirouelle <sup>(1)</sup>. Cette famille de Saint-Yon est une des plus anciennes du vieux Paris. Guy-Roger de La Grange devint Conseiller en ce même Parlement, mais sa vie fut obscurcie par les difficultés financières au milieu desquelles il eut à se débattre. Mauvais administrateur de sa fortune, il « mangea tout son bien » <sup>(2)</sup>. Il dut vendre Courcelles. La plupart des fiefs que l'intendant avait possédés en Alsace furent également aliénés. Ceux-ci, sauf Florimont, furent rachetés par un de ses anciens collaborateurs, le sieur Klinglin, devenu Prêteur royal de Strasbourg. La seigneurie d'Hasstatt devait, au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, être érigée en baronnie au profit du fils de ce Klinglin, qui était officier <sup>(3)</sup>. En fait de domaine Guy-Roger ne put conserver que quelques pièces de terre et des vignes à Ivry-sur-Seine. A la fin de sa vie il dut emprunter de l'argent à M. de Larchery. Une rente payée par M. de Ligny et récupérée dans la succession de l'oncle Bonnet lui permettait d'acquitter les arrérages de sa dette. Ses demeures sont de plus en plus modestes. De la rue Neuve Saint-Etienne, sur la paroisse Saint-Etienne du Mont, il se retire rue du Cimetière, sur celle de Saint-André des Arts. A sa mort, le 3 Mai 1740, son mobilier se réduit à « une tapisserie à oiseaux de Bergame, une série de six pièces de tapisserie verdure d'Auvergne, une commode en palissandre, une commode Régence, une tapisserie brocatelle, son épée à poignée et garde d'argent, quelques faïences de Hollande, des cuillers et des four-

---

(1). — Contrat de mariage de Guy-Roger de La Grange et de Marie-Anne de Saint-Yon, passé à Paris devant M<sup>es</sup> DUPORT (actuellement Etude Demanche, boulevard du Montparnasse) et SAVIGNY (actuellement Etude Lesguillier, 9, rue de Villersexel).

(2). — B. N. *Dossiers bleus*.

(3). — A. N. — Q<sup>1</sup>, 979.

chettes, de la literie très simple, un portrait de famille sur bois » <sup>(1)</sup>.

Du mariage de Guy-Roger de La Grange et de Marie-Anne de Saint-Yon étaient nés neuf enfants: cinq fils et quatre filles. Parmi les fils, il y eut un prêtre séculier, un religieux bénédictin, un curé de Sainte-Geneviève à Paris, et un officier, chevalier de Saint-Louis. Parmi les filles, à côté de deux religieuses carmélite et bénédictine, une resta célibataire et une autre se maria à Jacques Blondel. A la veille de la Révolution, le 11 juin 1782, la fille mineure de ce dernier, arrière-petite-fille de l'intendant, épouse François Abraham, sieur du Bois-Gobbe, conseiller du Roi, lieutenant criminel au Bailliage et Vicomté d'Avranches. Tous les descendants vivants de Jacques de La Grange assistent à la cérémonie ou donnent leur procuration et, parmi eux: Charles-François de La Grange, écuyer, chevalier de l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis, capitaine-premier au Corps royal d'artillerie, Régiment de Grenoble, demeurant ordinairement à son corps en Dauphiné, présentement en garnison en cette ville de Calais, et Haut et Puissant seigneur Antoine-Nicolas Vidart, marquis de Saint-Clair, baron d'Unchaire, viconte de Machault, chevalier seigneur de Muire, Branscourt, Busseroux, Fougère, Tugnon, Luguin et autres lieux, lieutenant de Roi des provinces de Champagne et de Brie, mestre de camp de cavalerie, chevalier de l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis, demeurant à Muire, près Reims. <sup>(2)</sup>.

---

(1). — Inventaire des biens de Guy-Roger de La Grange, après son décès, dressé par M<sup>e</sup> BELLANGER (actuellement Etude de M<sup>e</sup> Faroux, 5, rue du Louvre, Paris).

(2). — Contrat de mariage de Auguste-Guillaume-François Abraham du Bois-Gobbe et de Angélique-Charlotte Blondel (Archives de la Famille Rousselle, du Bois-Chicot). Cet Auguste Abraham du Bois-Gobbe fut appelé par les fonctions qu'il occupait à Avranches durant la Révolution à juger le fameux chevalier Jacques Destouches (Voir: « *Le véritable Chevalier Destouches. Chasseurs et Chasseresses du Roi* », par E. DUPONT).

## CHAPITRE II

---

### **Les Débuts d'une Carrière :**

**Jacques de La Grange,  
Commissaire des Guerres**

---

Jacques de La Grange arrive à Ath, en qualité de commissaire des Guerres, à la fin de juillet 1671. Son rôle sera de mettre cette ville en état de défense et d'y faire exécuter les grands travaux conçus par Vauban.

Ce dernier est chargé de fortifier les places de Flandre et du Hainaut. En septembre 1671, il s'occupe à la fois de Charleroi, Ath, Oudenarde, Tournay, Lille, Commines et Dunkerque. Il va constamment d'une ville à une autre, passe son temps en inspections répétées. Entre La Grange et lui règnent d'excellents rapports, le commissaire faisant de son mieux pour s'employer à l'avancement des travaux. Une fois, seulement, Vauban marque à Louvois un certain mécontentement vis-à-vis de son subordonné: « La fondation de la grande écluse [d'Ath] est considérablement avancée, écrit-il, et, avec un peu de beau temps, cet ouvrage sera bientôt hors de page. Une chose, seulement, m'y a chagriné, c'est que l'on n'a pas encore travaillé à la charpenterie du radier qui, cependant, est un ouvrage long à faire. J'en ai un peu tempêté Messieurs de La Grange et de La Lande et j'ai eu raison. Au reste, le premier se met aujourd'hui en campagne pour en avoir les bois. » <sup>(1)</sup>.

---

(1). — D. G., Vol. 262: Lettres-Mémoires de Vauban à Louvois, datés de Dunkerque, le 8 septembre 1671, et de Lille, le 27 septembre.

Rechercher les matériaux de pierre, de brique ou de bois, se les procurer aux conditions de prix les plus avantageuses, les faire parvenir au lieu de leur utilisation et surveiller leur emploi en conformité des ordres reçus, telles sont les attributions du commissaire au début de son séjour. Un grand nombre de défenses s'élèvent, mais le temps, mauvais en cet été et cet automne de 1671, gêne les travaux <sup>(1)</sup>. L'eau ameublait à l'excès le terrain fraîchement remué. Des poussées se produisent annihilant les efforts des terrassiers, emportant les ouvrages de maçonnerie. Les bastions de Bourgogne, de Namur et de Hainaut s'écroulent en partie ou se lézardent. La pluie ravine le glacis de Montferon <sup>(2)</sup>. Presque journellement, La Grange rend compte à Louvois de l'état d'avancement du travail. Celui-ci donne des ordres d'une précision extrême. Pour fixer le sol, on sème du gazon sur les contre-glacis, on plante des haies vives et des arbres en quinconce. Le ministre prescrit d'utiliser des ormeaux. On devra les trouver dans la région, les arracher et les repiquer en trois jours. Les trous, d'une dimension indiquée, devront avoir été creusés d'avance. L'opération aura lieu après la Toussaint, les plantations d'automne étant meilleures que celles du printemps <sup>(3)</sup>. Qu'un propriétaire terrien donne à ses gens de telles instructions, c'est chose naturelle, mais qu'un homme comme Louvois, aux attributions innombrables, ait trouvé le loisir de s'occuper de détails aussi menus, cela déconcerte un peu.

Autour des fortifications, on a creusé des fossés. Ils sont presque terminés en septembre 1672, si l'on en croit cette lettre de Louvois à Vauban : « Je suis bien aise que vous soyez content de la grande écluse d'Ath. Il faut, dorénavant, laisser l'eau aller dans les fossés et donner ordre que, quoi qu'il arrive, on ne l'ôte plus et que, quelque débordement qui puisse survenir, l'on ne donne point cours à la rivière <sup>(4)</sup> par dedans lesdits fossés » <sup>(5)</sup>.

A l'intérieur de la ville, s'élèvent des casernes pour la construction desquelles La Grange s'est procuré de la brique cuite. Le ministre, toujours prévoyant, lui recommande de faire peindre à l'huile les portes, fenêtres, balustrades, enfin tout ce qui est en bois pour en assurer la conservation <sup>(6)</sup>. Quant à l'arsenal, Louvois ordonne qu'on y travaille de jour et de nuit. Si les entrepreneurs et

(1). — D. G., Vol. 261 et 262: Lettres de La Grange d'août à décembre 1671.

(2). — D. G., Vol. 261: Lettres de La Grange des 6 et 30 août 1671.

(3). — D. G., Vol. 261: Lettres de Louvois à La Grange, du 3 septembre 1671.

(4). — Cette rivière est la Dendre, affluent de l'Escaut.

(5). — D. G., Vol. 294: Lettre de Louvois à Vauban, du 11 septembre 1672.

(6). — D. G., Vol. 261: Lettre de Louvois à La Grange, du 22 septembre 1671.

les ouvriers d'Ath ne suffisent pas à la tâche, il faut s'adresser à ceux de Tournay <sup>(1)</sup>. Les moulins, dont l'existence est nécessaire pour que la place puisse soutenir un siège, sont devenus inutilisables du fait des travaux qui ont modifié le cours de la Dendre. Les échevins s'en plaignent. Le commissaire, en transmettant leurs doléances à Versailles, déclare qu'il s'efforcera de les résoudre à bâtir des moulins à vent, bien que « Messieurs du Magistrat » aient argué, pour ne pas le faire, de la pénurie de leurs moyens financiers <sup>(2)</sup>.

Ces travaux sont exécutés tantôt directement, en régie, selon l'expression moderne, aux frais et risques du Roi, ou bien ils sont confiés à des entrepreneurs auxquels ils ont été adjugés à forfait. Quelquefois, les deux systèmes existent simultanément: les entrepreneurs utilisent de la main-d'œuvre militaire ou des matériaux fournis par le commissaire des Guerres. Lorsqu'une adjudication doit avoir lieu, les bans sont publiés à l'avance. Vauban vient, généralement, la présider en personne <sup>(3)</sup>. Elle est faite au rabais. L'adjudicataire est tenu de fournir une caution. Le délai d'exécution des travaux varie avec leur importance. Il est souvent de six mois <sup>(4)</sup>. On s'efforce, autant qu'on le peut, de faire coïncider cette période avec la belle saison, aussi passe-t-on les marchés de préférence au mois de mars, dès que le ministre a fait savoir au commissaire des Guerres la somme affectée pour l'année à ce genre de dépenses. Toutes ces règles sont suivies aujourd'hui, avec des formalités identiques.

En 1672, le devis estimatif du coût des travaux à effectuer pour les fortifications se monte à 148.881 livres. Louvois écrit à La Grange qu'il pourra disposer, en plus des crédits alloués, de tous ceux qui ont reçu cette affectation, dans les exercices antérieurs, et qui n'ont pas été consommés <sup>(5)</sup>. Cette pratique, encore, est courante de nos jours. Grâce à la récupération de ces disponibilités, des travaux supplémentaires sont entrepris et le total de la dépense atteint 230.024 livres <sup>(6)</sup>.

Il arrive parfois que des terrains inutilisés en totalité ou en partie soient remis en vente. C'est ainsi que, le 5 février 1672, Louvois écrit à Vauban: « Je mande à La Grange de vendre autant de

(1). — D. G., Vol. 261: Lettre de Louvois à La Grange du 20 août 1671.

(2). — D. G., Vol. 296: Lettre des Echevins d'Ath à Louvois du 13 décembre 1672. Lettre de La Grange à Louvois du même jour.

(3). — D. G., Vol. 310: Lettre de La Grange à Louvois du 16 janvier 1673.

(4). — D. G., Vol. 310: Lettre de La Grange à Louvois du 31 mars 1673.

(5). — D. G., Vol. 292: Lettre de Louvois à La Grange du 6 février 1672.

(6). — D. G., Vol. 271: Lettre de La Grange à Louvois du 10 juillet 1672. Le devis est joint à la lettre.

places qu'il pourra à Ath, pourvu qu'il n'en reçoive pas moins de sept écus la verge carrée » <sup>(1)</sup>. Dix jours après, le commissaire reçoit l'ordre d'affecter le produit de ces aliénations au pavage des avenues conduisant aux portes de Bruxelles et de Tournay, ces menues recettes étant presque toujours employées sur place <sup>(2)</sup>.

Pour mener à bien la grande tâche entreprise, il fallait à Ath une main-d'œuvre nombreuse. Toutes les semaines, La Grange envoie au ministre l'état des ouvriers présents. Le nombre en est élevé en été. Il diminue progressivement jusqu'en hiver pour augmenter ensuite avec les journées plus longues. Dans la première moitié d'octobre 1671, il y a, dans la ville, 2.322 travailleurs, dont 977 terrassiers, 232 tailleurs de pierre, 195 maçons, 448 manœuvres <sup>(3)</sup>. Au mois de janvier suivant, ce chiffre descend à 186, dont 86 terrassiers occupés au bastion d'Artois <sup>(4)</sup>. Lorsque les équipes sont directement sous ses ordres, le commissaire des Guerres leur procure lui-même les outils et instruments nécessaires. Au printemps 1673, il fait faire ou réparer, pour leur usage, 10.664 hotes et 2.500 bretelles de sangle de corde avec leurs ficelles <sup>(5)</sup>.

Avant que deux années se soient écoulées, les efforts conjugués de Vauban et de La Grange ont un beau résultat, si l'on en croit une missive que le premier expédie à Louvois le 10 mars 1673, à propos des casernes d'Ath: « Les choses (les adjudications) ont été faites dans toutes les formes requises et les prix ravalés aussi bas qu'ils puissent aller. M. de La Grange vous en doit envoyer le marché et je crois, Monseigneur, que vous en serez content et qu'à votre première tournée vous demeurerez d'accord que le plus beau bâtiment de gens de guerre, que vous ayiez encore fait faire, sera celui-là ». Et il ajoute: « Ath n'est pas une place à pouvoir être traitée brusquement, tant qu'il y aura une garnison tant soit peu raisonnable » <sup>(6)</sup>.

Fortifier la ville où il était envoyé n'était pas la seule attribution de Jacques de La Grange. Il devait, en outre, approvisionner la garnison en vivres, en vêtements, en fourrages. Il devait alimenter son arsenal et faciliter ses communications avec l'extérieur. Le 17 mars 1672, Louvois lui ordonne de prendre à « Messieurs les fermiers généraux » 2.400 setiers de blé pour la fourniture en pain

(1). — D. G., Vol. 292: Lettre de Louvois à Vauban du 5 février 1672. Lettre à La Grange du même jour pour dire la même chose.

(2). — D. G., Vol. 292: Lettre de Louvois à La Grange du 15 février 1672.

(3). — D. G., Vol. 262: Lettre de La Grange à Louvois du 18 octobre 1671.

(4). — D. G., Vol. 292: Lettre de La Grange à Louvois du 17 janvier 1672.

(5). — D. G., Vol. 310: Lettre de La Grange à Louvois du 13 avril 1673.

(6). — D. G., Vol. 338: Lettre de Vauban à Louvois du 10 mars 1673.

des troupes d'Ath, pendant la campagne prochaine, à partir du 1<sup>er</sup> mai. Chaque soldat doit avoir une ration journalière de « vingt-quatre onces poids de marc » (1). Des lettres analogues sont envoyées à tous les intendants et commissaires des Guerres. Quelques mois plus tard, la provision diminue. La Grange propose de mélanger pour moitié de la farine de seigle à celle de froment. La bonne nourriture des troupes est, pour lui, une préoccupation constante. La revue mensuelle qu'il passe des compagnies lui fournit l'occasion d'envoyer au ministre un rapport circonstancié sur leur état. Dans l'hiver 1672, il signale la mauvaise situation du Régiment de Carignan. Les soldats y sont mal habillés et mal nourris. Les officiers en prennent trop peu de soin. Il y en a beaucoup de malingres. Pour les rétablir, il faudrait créer une « marmite commune », où ils auraient du bouillon et de la viande (2).

Les cantines étaient, dès ce temps-là, mises en adjudication et, pour recevoir la licence de vendre dans les casernes, les négociants candidats devaient prendre certains engagements (3). Des difficultés étaient fréquemment soulevées soit par les fermiers du Domaine, soit par les magistrats des villes, qui prétendaient soumettre les cantiniers aux impôts généraux ou locaux, selon leur avantage propre. C'est La Grange qui a la police en cette matière. Pour apaiser un conflit, il prend, en novembre 1671, une ordonnance pour le mesurage des liqueurs (4). Il intervient auprès des brasseurs, afin d'éviter des prix trop élevés. Ceux-ci s'engagent à fournir la bière aux cantines au taux de « deux patars la forte, un patar la moyenne et la petite à deux liards, pour la commodité du soldat » (5).

Le commissaire des Guerres fait faire des vêtements militaires et, notamment, des capotes (6). La fourniture des corps de garde en bois et chandelle incombe au magistrat, c'est une charge de la communauté. L'avoine, les fourrages nécessaires à la cavalerie sont conservés dans les magasins du Roi. L'effectif des chevaux est assez important, il atteint deux cents bêtes dans l'hiver 1671-1672 (7), et il se trouve souvent augmenté, lors des passages de troupes. Les magasins étant insuffisants, La Grange, sur le conseil de Colbert, réquisitionne des greniers appartenant aux habitants. (8).

(1). — D. G., Vol. 292: Lettre de Louvois à La Grange du 17 mars 1672.

(2). — D. G., Vol. 296: Lettre de La Grange à Louvois du 2 décembre 1672.

(3). — D. G., Vol. 262: Lettre de Louvois à La Grange du 24 novembre 1671.

(4). — D. G., Vol. 262: Lettre de La Grange à Louvois du 28 novembre 1671.

(5). — D. G., Vol. 294: Lettre de La Grange à Louvois du 27 septembre 1672.

(6). — D. G., Vol. 296: Lettre de La Grange à Louvois du 27 novembre 1672.

(7). — D. G., Vol. 261: Lettre de Louvois à La Grange du 14 août 1671.

(8). — D. G., Vol. 292: Lettres de Colbert à La Grange du 16 janvier 1672 et de La Grange à Colbert du 21 janvier.

A côté de ces approvisionnements, il en est d'autres qui visent le cas où la place aurait à se défendre. Le commissaire entreprend de nombreux voyages pour se procurer de la toile, avec laquelle on fabriquera des sacs à terre. En février 1672, il en achète pour en faire 75.000. Louvois lui avait écrit ces sages recommandations: « Il n'est pas nécessaire que la toile qui y doit être employée soit à beaucoup près aussi fine que celle qui a servi pour les sacs à blé et vous en devrez acheter la plus grosse qui se pourra trouver... » (1). Enfin, l'arsenal, achevé dès la fin de septembre 1671, est garni de boulets, de poudre et de grenades (2).

Pour que Ath puisse être facilement ravitaillé, La Grange fait réparer des bateaux. Il commande les ancres et les cordages nécessaires (3). Les chemins de terre sont améliorés. Il oblige le maître de poste à acheter trois chevaux en plus des neuf qu'il possédait déjà. Quant au loueur, qui en a six, il ne devra plus les donner aux bourgeois, comme jadis, mais les réserver pour les courriers (4). L'imminence des opérations militaires qui allaient être entreprises justifiait ces mesures. Il ne fallait pas que la ville pût rester isolée, sans nouvelles.

Comme toutes les places du pays, Ath n'abritait pas seulement sa garnison. Les troupes de passage s'y arrêtaient. Elles y faisaient des séjours plus ou moins longs, suivant le besoin qu'elles avaient de reconstituer leurs effectifs. La Grange devait, selon le terme encore employé aujourd'hui dans l'administration militaire, les « prendre en subsistance », c'est-à-dire leur procurer, au moins au point de vue nourriture, tout ce qui leur était nécessaire.

Alors que le rôle de nos modernes intendants d'armée atteint à peine les attributions que nous venons d'énumérer, celui du commissaire des Guerres est beaucoup plus large. Il doit rendre compte au ministre de l'état dans lequel se trouvent les troupes, au point de vue tenue, habillement, discipline. Il n'est pas seulement question des soldats dans ses rapports. Il s'occupe tout autant des officiers. Il exerce un contrôle sur leurs actes et, par lui, Louvois sait exactement ce qui se passe dans les moindres fractions d'unités. Si le ministre, ainsi renseigné, a une injonction à adresser, le commissaire sera son délégué naturel. La Grange écrit, le 29 septembre 1672, qu'il réunira, le lendemain, dans la « salle », les capitaines, pour leur mander ce que Louvois désire leur faire entendre, au sujet du rétablissement des compagnies, et qu'il rendra compte de

(1). — D. G., Vol. 292: Lettre de Louvois à La Grange du 5 février 1672.

(2). — D. G., Vol. 261: Lettre de La Grange à Louvois du 27 août 1671.

(3). — D. G., Vol. 310: Lettre de La Grange à Louvois du 16 mars 1673.

(4). — D. G., Vol. 338: Lettre de La Grange à Louvois du 4 juin 1673.

leurs résolutions <sup>(1)</sup>. Lorsque les observations ne produisent aucun effet, des sanctions efficaces sont prises contre les officiers récalcitrants: on ordonne au trésorier de ne plus leur verser leurs appointements <sup>(2)</sup>.

Le contrôle de La Grange s'exerce même sur les militaires les plus élevés en grade. En 1673, une dispute éclate entre le comte de Nancré, gouverneur d'Ath, et le sieur Mareschal, receveur du Domaine. Celui-ci est frappé. Il va s'en plaindre à Paris. Le commissaire des Guerres juge nécessaire d'en aviser le ministre. Il ajoute qu'on ne peut connaître l'exacte vérité, les seules personnes présentes étant des domestiques <sup>(3)</sup>.

Etant chargé de veiller au bon entretien des soldats, La Grange doit aussi les empêcher de faillir à leurs devoirs. Au printemps 1672, il informe contre un déserteur du Régiment de Castelnau, qui venait débaucher ses camarades. L'affaire se complique, l'homme ayant pour complice un bourgeois d'Ath, le sieur Hénin, qu'il accuse d'avoir relevé les plans de la forteresse et de les avoir portés au comte de Monterey, gouverneur espagnol de Bruxelles. L'intendant de Lille, Le Peletier, confie au commissaire le soin de faire des perquisitions dans la ville. Celles-ci, d'ailleurs, demeurent sans résultat <sup>(4)</sup>.

Pour reconstituer leurs unités, les officiers sont obligés de chercher des recrues dans le pays même <sup>(5)</sup>. La Grange signale ceux qui y mettent le plus de diligence. Il se préoccupe des soins donnés, dans les hôpitaux, aux soldats malades ou blessés, dont le nombre va augmenter à la reprise des opérations militaires. Aux infirmes et incurables, il donne des certificats, pour permettre leur entrée à l'Hôtel des Invalides <sup>(6)</sup>.

En période de guerre, le rôle du commissaire est plus actif encore. Pendant l'été 1672, il accompagne les troupes devant Utrecht <sup>(7)</sup>. En juin 1673, Louvois rejoint l'armée assiégeant Maëstricht. Il envoie, aussitôt, ses instructions à La Grange: « Ce mot n'est que pour vous dire de m'avertir ponctuellement, tous les jours, de ce que vous apprendrez des démarches des Espagnols, des remaniements de troupes et changements de garnison, qu'ils pourraient

(1). — D. G., Vol. 294: Lettre de La Grange à Louvois du 29 novembre 1672.

(2). — D. G., Vol. 293: Lettre de La Grange à Louvois du 6 juin 1672.

(3). — D. G., Vol. 310: Lettre de La Grange à Louvois du 23 avril 1673.

(4). — D. G., Vol. 292: Lettres de La Grange à Louvois des 29 et 30 mars 1672. Lettre de Le Peletier à Louvois du 1<sup>er</sup> avril 1672.

(5). — D. G., Vol. 339: Lettre de La Grange à Louvois du 2 octobre 1673.

(6). — D. G., Vol. 296: Lettre de La Grange à Louvois du 8 novembre 1672.

(7). — D. G., Vol. 276 et 278: Lettres de La Grange à Louvois des mois de juillet, août et septembre 1672.

faire, et des assemblées, en cas qu'ils en fassent, et que vous n'épargniez rien pour en être bien ponctuellement averti, c'est-à-dire que vous envoyiez tous les jours dans les lieux où il y aura quelque assemblée de troupes ou quelque préparatif, pour en avoir aussitôt avis et me le donner, en même temps, en chiffre » <sup>(1)</sup>. La Grange obéit. Des agents vont partir pour toutes les places espagnoles. Pour ses rapports, il utilisera normalement les « ordinaires » et les « courriers » ; mais, en cas d'urgence, il enverra des « exprès » <sup>(2)</sup>. Quatre jours après, Louvois insiste encore : « Soyez fort alerte sur ce que je vous ai mandé le 18 et mandez-moi tous les jours des nouvelles de ce que vous apprendrez de tous les endroits où vous enverrez des gens. Vous pourrez, ce me semble, vous servir utilement pour cela du bailli de Cambron, lequel me parut, dans le dernier voyage, fort affectionné et fort intelligent pour le service du Roi » <sup>(3)</sup>.

Le commissaire s'emploie de son mieux à satisfaire le ministre. Chaque jour, il lui envoie, par lettres chiffrées, les nouvelles et lui fait part des bruits que ses espions ont recueillis à Bruxelles, Louvain, Malines, Valenciennes, Condé, Mons. A la fin de juin, les garnisons espagnoles se remuent. On attend la jonction de leur cavalerie avec celle de Hollande. Quant à l'infanterie, elle esquisse un mouvement pour se porter au secours de Maëstricht <sup>(4)</sup>. En fait, la « réduction » de cette ville empêche les ennemis d'aller plus avant <sup>(5)</sup>. Leurs troupes réintègrent les places fortes, dont certaines sont médiocres, comme Bruxelles, qui n'est pas défendable « à cause de l'inégalité du terrain et des hauteurs qui joignent cette ville du côté de la porte de Louvain » <sup>(6)</sup>.

La prise de Maëstricht modifie sensiblement les attributions de La Grange. Il quitte Ath aux environs du 10 juillet 1673 pour y venir résider. Il y mène, pendant plusieurs semaines, une véritable vie d'officier. Tous les matins, il fait faire l'exercice, en particulier, à chaque escouade. Tous les huit jours, il conduit à la manœuvre deux bataillons à la fois <sup>(7)</sup>. Mais son séjour dans cette ville ne doit pas se prolonger. Dès le début de septembre <sup>(8)</sup>, il est chargé

(1). — D. G., Vol. 338: Lettre de Louvois à La Grange du 18 juin 1673.

(2). — D. G., Vol. 338: Lettre de La Grange à Louvois du 21 juin 1673.

(3). — D. G., Vol. 338: Lettre de Louvois à La Grange du 22 juin 1673.

(4). — D. G., Vol. 311 et 324: Lettres de La Grange à Louvois des mois de juin et juillet 1673.

(5). — D. G., Vol. 324: Lettre de La Grange à Louvois des 2 et 5 juillet 1673.

(6). — D. G., Vol. 262: Lettre de La Grange à Louvois du 12 octobre 1671.

(7). — D. G., Vol. 311: Lettre de La Grange à Louvois du 25 juillet 1673.

(8). — D. G., Vol. 351: La première lettre de La Grange à Louvois datée de Brisach et traitant des travaux de cette place est du 12 septembre 1673.

de la surveillance des travaux en cours dans différentes places d'Alsace et s'occupe de leur approvisionnement en vivres et en matériel. Au milieu de novembre <sup>(1)</sup>, il quitte Maëstricht et va résider à Brisach, où il demeurera désormais, de façon continue, pendant huit années.

---

(1). — D. G., Vol. 340: La dernière lettre de La Grange à Louvois est datée de Maëstricht du 4 novembre 1673.



### CHAPITRE III

---

## **L'Alsace** **au temps de Jacques de La Grange**

---

« La province d'Alsace », dont le nom ancien, *Ilstatia*, dérive de celui de la rivière l'Ill, « est située, nous dit La Grange, dans son *Mémoire* <sup>(1)</sup>, entre le Brisgau, la Lorraine, le duché des Deux-Ponts, la Suisse et particulièrement l'évêché de Bâle, le canton de Soleure, le Montbéliard et le comté de Bourgogne, la Sarre, le Palatinat et l'évêché de Spire. Elle a la Suisse et le comté de Bourgogne au Midi; le Palatinat et l'Evêché de Spire au Nord; le Rhin au levant et la Lorraine au couchant ». Ce territoire s'étend de Belfort à Landau, dans l'intérieur des terres, et de Huningue à Guermersheim, le long du Rhin. Sa longueur est de « quarante-six lieues », sa largeur de « quatre ou cinq au plus ». Dans cette dernière estimation, La Grange néglige les montagnes.

Le Rhin borne la province à l'Est. Il sert « de rempart à l'Alsace contre l'insulte de ses voisins, en temps de guerre ». Dans son sable, il roule un or très fin. Les orfèvres l'utilisent « pour dorer leur vermeil ». Après ce fleuve magnifique, la rivière la plus importante est l'Ill, qui prend sa source dans le comté de Ferrette. Ses affluents, fort nombreux, arrosent presque tout le pays. Ce sont, notamment: la Largue, la Doller, la Thur, la Lauch, la Fecht, l'Andlau et la Bruche.

---

(1). — Jacques de La Grange fait dans son *Mémoire* une description détaillée de l'état physique de l'Alsace. Voir: JULIEN HAYEM: « *Mémoires et Documents pour servir à l'histoire du Commerce et de l'Industrie en France* », Sixième Série, Paris 1921, pages 159 à 165.

Au Nord, se trouvent d'autres cours d'eau: la Moder, la Sauer, la Lauter, la Queich et la Sarre.

Quant aux montagnes, celles qui « séparent l'Alsace de la Lorraine, du comté de Bitche et du duché des Deux-Ponts sont fort élevées et la plus grande partie couvertes de bois de sapins, de hêtres et charmes ». Elles forment une chaîne et « règnent le long de la province, depuis Giromagny, près Belfort, jusqu'à Landau ». « Celles qui la séparent de la Suisse et des terres de l'évêché de Bâle sont moins hautes. Elles sont, aussi, couvertes de bois ».

La province est divisée ordinairement en Haute et Basse Alsace. La première « s'étend depuis Giromagny, du côté de Montbéliard, jusqu'au petit ruisseau appelé Eggenbach, à une lieue au-dessus de Sélestat, qui fait la séparation de l'évêché de Bâle d'avec celui de Strasbourg, et un peu en approchant la dite ville de Sélestat, il y a un grand fossé, qui prend de la montagne jusqu'à la rivière d'Ill, que l'on nomme Landgraben, qui fait la séparation des deux landgraviats de la Haute et Basse Alsace ». Cette dernière « s'étend depuis ledit ruisseau d'Eggenbach et ledit Landgraben jusqu'à la rivière de la Queich, qui passe dans la ville de Landau ».

Après nous avoir indiqué les limites de l'Alsace, dit un mot de ses divisions et montré la physionomie du pays, La Grange passe à son histoire <sup>(1)</sup>. Il constate avec satisfaction son rattachement au royaume: « Cette belle province se trouve, aujourd'hui, réunie heureusement à son premier principe, qui est la couronne de France, sous Louis le Grand, par suite de la prise de Brisach arrivée sur la fin de l'an 1638, qui est celle de la naissance de notre très auguste et très invincible monarque, et par la cession qui lui en a été faite par le traité de paix de Munster du mois de novembre 1648, par lequel l'Empereur, l'Empire et la Maison d'Autriche ont cédé au Roi le landgraviat de la Haute et Basse Alsace avec tous les droits de souveraineté et haute puissance qu'ils pourraient avoir sur cette province, de sorte que le Roi la possède aujourd'hui avec toute la plénitude de souveraineté et beaucoup plus absolument que les anciens landgraves. Car, encore qu'il soit constant, suivant ce qui se trouve marqué dans les archives de la Régence d'Ensisheim, que le landgrave avait d'ancienneté, par cette qualité, une autorité supérieure sur tous les états situés en Alsace, qui étaient obligés de le reconnaître pour tel partout où il passait et le loger avec toute sa cour, qu'il pouvait connaître des crimes et accorder grâce aux criminels, pour marque de sa supériorité, comme néanmoins il était

(1). — Voir: *Mémoire* de JACQUES DE LA GRANGE. Copie faite au XVIII<sup>e</sup> siècle se trouvant à la Bibliothèque Nationale, département des Manuscrits, fonds français, cote 8151, folio 11 et suivants.

obligé de se reconnaître pour membre de l'Empire, et en cette qualité en rendre les fois et hommages à l'Empereur, comme font tous les autres princes, ducs, marquis, comtes et états du même Empire, il était encore dans un état de sujétion. Sa Majesté possède présentement cette province sans aucune dépendance et en véritable monarque, de sorte que la qualité que l'Empereur pourrait garder de landgrave d'Alsace, ni les restrictions et réservations particulières, qui ont été insérées dans le traité de Munster, ne peuvent et ne doivent en rien déroger à cette haute puissance et autorité suprême de souveraineté, qui a été accordée à Sa Majesté sur le landgraviat de la Haute et Basse Alsace indifféremment, suivant le même traité de Munster, qui a été confirmé par celui de Ryswick du 30 octobre 1697 ». Au moment où écrit La Grange, en cette année 1697, toutes les difficultés ont, enfin, trouvé une solution. La souveraineté du Roi est reconnue sans conteste dans toutes les parties de la province, mais, pour en arriver là, il a fallu près de cinquante ans de longs et patients efforts.

Lorsque furent signés, au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, les traités de Westphalie, l'Alsace était divisée en une infinité de petites seigneuries. Ce morcellement était déjà grave par lui-même. Les rivalités existant entre ces états, souvent minuscules, avaient empêché l'unification de la province et retardé l'épanouissement du progrès. L'état social des populations se trouvait très en retard de ce qu'il était dans le Royaume de France. Mais, ce qui compliquait, surtout, l'effort d'assimilation de la politique royale, c'était la diversité de ces seigneuries quant à leur nature juridique. Les unes, dépendant directement de l'Empire, étaient dites immédiates; les autres, qui, avant d'en dépendre, relevaient, tout d'abord, d'une autre seigneurie, étaient dites médiates. Le Pelletier de la Houssaye, le successeur de La Grange, l'explique dans son mémoire: « La noblesse immédiate était celle qui possédait des fiefs, dont elle avait été investie par l'Empereur, comme chef d'Empire. La noblesse médiate était celle qui ne possédait que des arriers fiefs, dont elle était investie par des seigneurs particuliers » (1).

Ces Etats sont tantôt ecclésiastiques, tantôt laïques. Ce sont, encore, des villes, dont l'affranchissement s'est fait en dehors du cadre provincial. Parmi les premiers, le plus important est l'Evêché de Strasbourg. Son titulaire est seigneur de la vallée de la Bruche, du Kochesberg, au nord de Strasbourg, de Saverne et, au sud de

---

(1). — *Mémoire de l'intendant LE PELLETIER DE LA HOUSSAYE, rédigé en 1701 et publié dans la Revue d'Alsace, par le DOCTEUR HENRY WEISGERBER, sous le titre: « L'Alsace au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, d'après un Mémoire inédit de l'Intendance » (Neuilly-sur-Seine, 1897-98).*

Strasbourg, à Benfeld et à Marckolsheim. Il possède, dans la Haute-Alsace, le Mundat de Rouffach, avec Rouffach, Soultz et Eguisheim. Le Chapitre de Strasbourg, distinct de l'Evêché, commande à Erstein et à Châtenois. Enfin, les abbayes de Murbach, Lure, Andlau et Munster sont souveraines. Celle de Murbach possède Guebwiller, Watwiller et Saint-Amarin. Toutes ces Abbayes, les Evêchés de Strasbourg et de Spire sont Etats d'Empire et immédiats.

Quant aux seigneuries laïques, en Basse-Alsace, il s'est formé quelques groupes assez importants avec les Hanau-Lichtenberg, autour de Bouxwiller; avec la maison de Deux-Ponts, autour de Bischwiller; les Linange, autour de Dabo; mais, à part cela, la plupart de ces seigneuries immédiates se réduisent à un ou deux villages et la liste en est interminable. En Haute-Alsace, dominent les princes de la Maison d'Autriche. Ils y possèdent directement un domaine étendu, dont la capitale est Ensisheim et dont font partie Altkirch, Thann, Cernay, Ferrette, Delle et Belfort. Puis, la Maison de Habsbourg a réussi à faire reconnaître son autorité par la noblesse de la Haute-Alsace. Les seigneurs du Sundgau, les Reinach, les Freundstein, au Nord, les Ribaupierre, avec leurs possessions de Ribeauvillé, d'Orbey, du Bonhomme, et beaucoup de leurs pairs, se sont ralliés à elle. Ils ont cessé d'être immédiats de l'Empire; ils ne sont plus que médiats. Entre eux et l'Empire s'interposent les archiducs d'Autriche d'Ensisheim. Seuls, dans la région, le comté de Houbourg et la seigneurie de Riquewihr, appartenant aux ducs de Wurtemberg-Montbéliard, gardent, sous l'autorité directe de l'Empire, une certaine indépendance. L'Empire, lui-même, a conservé en Alsace quelques droits avec la possession d'une moitié de la forêt d'Haguenau et d'une quarantaine de villages autour de cette forêt. Ces droits, il les fait exercer par un landvogt ou grand-bailli et, en 1648, l'archiduc autrichien, qui est maître à Ensisheim, est, en même temps, landvogt et seigneur des environs de Haguenau.

Les villes d'Alsace ont conquis, en s'émancipant, une autonomie politique presque complète. Dix d'entre elles ont formé une confédération, « la Décapole ». Ce sont: Landau, Wissembourg, Haguenau, Rosheim, Obernai, Schlestadt, Colmar, Kayserberg, Turckheim et Munster. En fait, ces villes sont indépendantes: le landvogt, au nom de l'Empire, doit, seulement, être présent au renouvellement annuel du Magistrat et touche, sur elles, certains droits. A côté de la Décapole, Strasbourg, ville libre impériale, est une véritable république autonome. Elle a ses sujets: les habitants de Barr, Wasselonne, Schiltigheim et, de l'autre côté du Rhin, ceux de Kehl. Enfin, Mulhouse a contracté, au XVI<sup>e</sup> siècle, une alliance avec les quatre

cantons protestants de la Suisse et est réputée faire partie de la Confédération helvétique <sup>(1)</sup>.

Les Etats de l'Alsace, dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, n'ont plus de relations intimes avec l'Empire. Les relations officielles sont lâches. Elles se bornent au fait de siéger aux diètes, ce qui est rare: on n'en a constitué aucune depuis l'empereur Mathias. La dernière, celle de 1614, dut se séparer sans s'entendre sur son ordre du jour. En réalité, bien avant les négociations de Westphalie, il n'y a plus de vie politique commune entre l'Empire et la « marche occidentale » <sup>(2)</sup>.

Par le traité de Munster du 24 octobre 1648 et moyennant une indemnité de trois millions de livres en faveur des fils de l'archiduc Léopold, le Roi de France obtient les possessions de la Maison d'Autriche en Alsace, le landgraviat de Haute et Basse-Alsace, le Sundgau, la ville de Brisach et le droit de garnison dans Philipsbourg. Quant aux seigneurs ecclésiastiques ou laïques et aux villes impériales relevant immédiatement de l'Empire, ils restent soumis à sa suzeraineté. Sur eux, le Roi n'acquiert que le droit de protection, assez vague, exercé jadis par l'archiduc, landvogt d'Hague-nau <sup>(3)</sup>. La situation créée par le traité n'est donc pas nette. On a dit que cette obscurité avait été voulue par les négociateurs. Il ne nous appartient pas de trancher ici ce point d'histoire. En tout cas, c'est tout à l'honneur de la politique de Louis XIV d'avoir su atteindre un résultat satisfaisant avec un instrument aussi défectueux.

Le point de départ était mauvais. On s'en aperçut bientôt. Profitant de l'ambiguïté des termes de la convention et des contradictions, au moins apparentes, du texte, les adversaires du rattachement à la France renouent avec l'Empire des relations qui n'existaient plus. L'autorité centrale de l'Empire, la Diète permanente de Ratisbonne, accueille les députés des Etats alsaciens. De 1649 à 1674, on assiste à un rapprochement marqué de l'ancienne marche occidentale et de l'Empire. Sous prétexte de sauvegarder l'indépendance du pays, les partisans du vieil état de choses font les plus grands efforts pour échapper à la prise de possession de Louis XIV. Léopold I<sup>er</sup> élève ses droits. Pour les contester, la France devra attendre d'être débarrassée de l'Espagne par le Traité

(1). — Voir: « *L'Alsace et la France* », conférence faite par M. CHRISTIAN PFISTER (Annales d'Alsace, publiées par l'Union Amicale d'Alsace-Lorraine. I. Paris, 1917).

(2). — Voir: RODOLPHE REUSS: « *L'Alsace au XVII<sup>e</sup> siècle* », Tome I<sup>er</sup>, Paris, 1890, page 270.

(3). — Voir: JULIEN HAYEM, op. cit., page 156.

des Pyrénées. Son meilleur argument sera que, longtemps avant 1648, Ferdinand III n'exerçait plus, en fait, aucune autorité sur l'Alsace <sup>(1)</sup>.

Pendant la guerre de Trente Ans, des fonctionnaires supérieurs accompagnent les troupes du Roi dans la province. Ce sont les intendants d'armée, chargés du ravitaillement militaire. Accessoirement, ils administrent les territoires occupés. Depuis la prise de Brisach, on donne à certains d'entre eux le titre d'intendant de justice, police et finances. C'est ainsi qu'apparaissent en Alsace MM. de Belesbat, d'Oysonville, de Baussan, de Girolles. Leur rôle est assez terne. En vain s'efforcent-ils d'empêcher le renouveau des bonnes relations entre la province et l'Empire. Le territoire qui leur est confié est trop exigü pour leur permettre une action utile, avec des vues d'ensemble. Bélesbat et d'Oysonville se partagent l'Alsace. Souvent, ils cumulent leurs fonctions avec d'autres analogues exercées dans les pays avoisinants: Baussan s'occupe du pays de Montbéliard, Girolles du Brisgau. Il faut attendre l'arrivée de Colbert de Croissy pour que l'administration de la province soit unifiée. Mais les tâtonnements du début ne sont pas encore terminés, la situation politique n'est pas assez nette pour que cet intendant et ses successeurs immédiats, Colbert de Vandières et Poncet de la Rivière <sup>(2)</sup>, puissent accomplir une œuvre susceptible de porter des fruits définitifs.

Le morcellement de l'Alsace, l'enchevêtrement des territoires soumis et de ceux des seigneuries immédiates paralyse l'activité des représentants du Roi. La politique monarchique s'inspire de ce grand principe, inscrit par un contrôleur général des finances au dos d'une dépêche du maréchal d'Huxelles, qu'« il ne faut point toucher aux usages d'Alsace » <sup>(3)</sup>. Depuis 1650, c'est la règle de conduite du Gouvernement, sans cesse rappelée à ceux qui sont chargés d'exécuter ses ordres. Louis XIV, lui-même, est tellement persuadé que le temps agira en sa faveur qu'il préfère ajourner une action qui lui semble prématurée. Munis de telles instructions, ses envoyés jouent un rôle passif. Ce libéralisme un peu excessif est pratiqué depuis vingt-cinq ans. En 1673, lorsque Condé arrive dans la province, il est tout surpris d'y trouver tant d'anarchie. C'est ce qu'il exprime dans une lettre à Louvois: « Une des choses qui

---

(1). — RODOLPHE REUSS, *op. cit.*, Tome I<sup>er</sup>, page 270.

(2). — Voir: CHARLES GODARD, *op. cit.*

(3). — Voir: RODOLPHE REUSS, *op. cit.*, Tome I<sup>er</sup>, page 270.

m'a paru plus essentielle en ce pays-ci, c'est qu'il n'y a aucune espèce de gouvernement et quasi aucune autorité établie » (1).

Ces lignes marquent-elles le point de départ de la nouvelle politique alsacienne de Louis XIV? On peut le croire, car elle prend, au cours de l'été 1673, une orientation décisive. Bien qu'on soit en pleine guerre de Hollande, il fait passer la province du département des Affaires Etrangères dans celui de la Guerre. Louvois, de plus, remplace Colbert pour les places d'Alsace. Le Roi en avise celui-ci le 31 juillet: « ...J'ai résolu de faire un échange entre le marquis de Louvois et Pomponne de quelques provinces de leurs départements, et comme l'Alsace doit être de celui de Louvois, et que vous savez qu'il prendra soin des fortifications de Brisach et de Philipsbourg, étant chargé de tout ce qui est dans les départements, je n'ai pas hésité à lui donner ce département, me souvenant que vous m'aviez prié de le charger de ces deux places, même n'ayant pas l'Alsace dans son département. Mandez-moi le fonds qu'on a fait pour les travaux de ces deux places, pendant cette année, et ce qui a été employé, afin que je voie ce qui reste et que je puisse ordonner ce qu'on fera. Ce changement me fait croire que Poncet sera mieux dans les Evêchés, afin que Louvois puisse charger quelqu'un de la conduite des travaux de ces deux places... » (2). Ce « quelqu'un » devait être désigné dans quelques semaines, ce devait être La Grange. Colbert répond le 5 août: « ...Votre Majesté veut bien me délivrer du reproche que je me faisais tous les jours à moi-même de ne pouvoir pas servir Votre Majesté aussi bien que je l'aurais désiré dans ses travaux des places d'Alsace. Je ne puis répondre, Sire, à toutes ces bontés que par un respectueux silence, en la conjurant de vouloir bien pardonner les fautes que je fais dans son service... » (3).

Avec Louvois, l'administration de la province va prendre sa forme définitive. Ses cadres vont être constitués et ne changeront plus. En haut de la hiérarchie, on maintient le représentant supérieur du Roi: le gouverneur. Mais, pas plus en Alsace qu'ailleurs, Louis XIV ne se souciait de lui voir jouer un rôle. S'il avait eu à se méfier, dans les autres parties de son royaume, des titulaires de ces

(1). — Lettre de Condé à Louvois, publiée par le DUC D'AUMALE dans: « *La Dernière Campagne de Condé* », et citée par RODOLPHE REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, page 270.

(2). — Lettre autographe de Louis XIV à Colbert, datée de Nancy, 31 juillet (1673), et publiée par PIERRE CLÉMENT, dans ses « *Lettres, Instructions et Mémoires de Jean-Baptiste Colbert* », Tome II, 1<sup>re</sup> partie, page CCXXXIII.

(3). — Lettre de Colbert à Louis XIV, datée de Paris, 5 août 1673, et publiée par PIERRE CLÉMENT, op. cit., T. I., 1<sup>re</sup> partie, page CCXXXV.

hautes fonctions, il n'avait pu oublier davantage la conduite de Henri de Lorraine, comte d'Harcourt, homme de peu de capacité et de fidélité douteuse, suspecté de trahison. Le cardinal Mazarin, second gouverneur de la province, n'y parut jamais.

En 1661, son neveu par alliance, Charles-Armand de La Porte, duc de la Meilleraye, lui succède. Ce personnage, plus connu sous le nom de duc de Mazarin qu'il prend après son mariage, avait épousé la riche et belle Hortense Mancini, nièce du cardinal. Par elle, il avait hérité en Alsace des domaines considérables abandonnés au ministre, en récompense de ses longs services. Cet homme, solennel et falot, a déjà eu tellement d'histoires dans sa vie qu'il n'aspire plus qu'à la tranquillité. Il aura, du moins, le mérite de ne créer aucun souci au Roi ou à La Grange. La seule correspondance qu'il entretiendra avec ce dernier sera relative aux difficultés qu'il éprouve, dans ses fiefs, à obtenir les corvées de ses paysans. Bien qu'il soit censé gouverner la province de 1661 à 1679 et de 1691 à 1713, il n'y réside jamais et n'exerce aucune influence sur le développement matériel et moral du pays. De même que ses prédécesseurs, il cumule, pourtant, avec ses fonctions, celles de grand-bailli d'Haguenau <sup>(1)</sup>. Il aurait pu, de ce chef, se considérer comme le successeur naturel du landvogt autrichien. Pour lui, comme pour eux, cette charge ne représente plus qu'un supplément de traitement. De 1679 à 1691, il n'y a pas de gouverneur. Il n'y a qu'un commandant militaire. C'est Joseph des Ponts, baron de Montclar, « Lieutenant Général des Armées du Roi Très Chrétien, Mestre de Camp Général de la Cavalerie française et Commandant pour le service de Sa Majesté dans la haute et basse Alsace ». Pendant ces douze années, ce brave soldat sert fidèlement le Roi et obtient des résultats appréciables. C'est entre ses mains que les villes de la Décapole prêteront serment et se soumettront. Sous lui, les arrêts de réunion seront rendus, les résistances de la noblesse immédiate aplanies et Strasbourg sera réuni à la France.

Si l'on excepte Montclar, qui en avait les fonctions sans en avoir le titre, les gouverneurs d'Alsace au XVII<sup>e</sup> siècle ne jouent qu'un rôle d'apparat. Encore s'en acquittent-ils assez mal, car, lorsque le Roi ou quelque membre de sa famille vont dans la province, c'est presque toujours l'intendant qui les y reçoit. En février 1680, celui-ci se rend à Sélestat pour accueillir « Madame la Dauphine » <sup>(2)</sup>. En septembre 1688, le Dauphin arrive de Versailles, pour se rendre au siège de Philipsbourg. La Grange dépêche M. de Fontmort pour

(1). — Voir: RODOLPHE REUSS, op. cit., T. I., page 271.

(2). — D. G.: Lettre de La Grange à Louvois du 4 février 1680.

suivre « Monseigneur » et faire que « lui et sa cour » ne manquent de rien <sup>(1)</sup>.

Cette insignifiance de l'action du gouverneur, son absence continue laissent toute liberté au second représentant du Roi dans la province. L'intendant sera le seul maître, le seul exécuteur des volontés de Versailles. Il sera le dépositaire de l'autorité absolue, dans la mesure où celle-ci lui aura été déléguée par la confiance du prince. Ce sera un « factotum », chargé de toutes les attributions qu'aura voulues le souverain, dont il est l'émanation directe. Ne pouvant toujours agir par lui-même, il aura des lieutenants appelés « subdélégués ». Plutôt que des subordonnés hiérarchiques, comme ils le deviendront au XVIII<sup>e</sup> siècle, ce sont des remplaçants temporaires <sup>(2)</sup>. A Colmar, La Grange se fait seconder par un membre du Conseil Supérieur, « qui, ayant été fait procureur général, ne cessa pas de remplir les fonctions de délégué », si l'on en croit le Chancelier Daguesseau <sup>(3)</sup>. A Strasbourg, le prêteur royal, Ulrich Obrecht, rend des services de cet ordre. Lorsque l'intendant suit les armées, c'est, quelquefois, le sieur Denis Baudouin, conseiller du Roi. En 1693, La Grange écrit à son sujet à Barbézieux : « Je le (l'ordre de me remplacer) lui ai envoyé en attendant que je puisse l'entretenir sur ce qu'il y a à faire pour le bien du service. Comme mon premier secrétaire restera à Strasbourg, il lui aidera encore et, s'il y a quelque difficulté, je pourrai les régler dès aussitôt qu'il m'en écrira » <sup>(4)</sup>. L'intendant a, en effet, dans ses bureaux, quelques commis à sa solde. Il s'efforce, parfois, de leur procurer des situations complémentaires ou d'assurer leur retraite. L'un d'eux, Gabriel Jacquinet, reçu greffier du Conseil de Brisach en 1677, devient greffier en chef en 1694 et le reste jusqu'en 1701 <sup>(5)</sup>. Un autre, le sieur Fumeron, obtient une sinécure aux frais de la ville de Landau. C'est un grief que ne manqueront pas de faire valoir, après son départ, les ennemis de La Grange, pour faire casser, par le Conseil Supérieur, la nomination de ce protégé <sup>(6)</sup>. Enfin, un Edit de janvier 1697 crée un procureur du Roi pour servir auprès

(1). — D. G., Vol. 830: Lettre de La Grange à Louvois du 28 septembre 1688.

(2). — Voir: L. DACHEUX, « *Fragments de Chroniques* », Strasbourg, 1896, IV, page 124.

(3). — Lettre du Chancelier Daguesseau, citée par ROD. REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, page 275.

(4). — D. G., Vol. 1213: Lettre de La Grange à Barbézieux du 11 mai 1693.

(5). — Voir: PRÉSIDENT DE BOUG: « *Recueil des Edits, Déclarations, Lettres Patentes, Arrêts du Conseil d'Etat et du Conseil Souverain d'Alsace, Ordonnances et Règlements concernant cette province* », Tome I<sup>er</sup> (1657-1725). Liste des greffiers du Conseil Souverain.

(6). — Voir: ROD. REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, page 274.

de l'intendant et garder les minutes de ses ordonnances et autres actes, comme dans toutes les intendances du royaume. Cette charge devait être ultérieurement financée <sup>(1)</sup>.

Pour collaborer avec les représentants du pouvoir royal, il n'y avait pas, en Alsace, d'assemblées provinciales ou « états », ou, plutôt, s'il y en avait eu dans le passé, on devait cesser de les convoquer bien avant la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. La dernière session des Etats de la Basse-Alsace a lieu après les arrêts de réunion et la capitulation de Strasbourg. Elle s'ouvre en cette ville le 3 janvier 1683.

La convocation avait été faite par la Régence Episcopale de Saverne. Le baron de Montclar et l'intendant de La Grange sont présents. L'objet des délibérations est sans doute de reconnaître le nouvel état de chose <sup>(2)</sup>. Si, dans la suite, le Gouvernement a renoncé à réunir ces sortes d'assemblées, c'est qu'il ne s'est probablement élevé dans la province aucune voix pour déplorer leur disparition. Quoique souverain absolu, Louis XIV ne méconnaissait pas l'utilité de telles consultations. Respectueux de tous les usages locaux, il avait conservé des « états » en Bourgogne, en Bretagne et ailleurs, partout où « ses peuples » souhaitaient leur maintien. En Alsace, la situation est un peu spéciale. Le pays est très morcelé. Tout en ayant une personnalité nettement marquée au point de vue physique, la province n'est pas encore une réalité politique. Elle ne le deviendra que peu à peu, grâce à l'administration française.

Cette absence de représentation locale est corrigée par le respect absolu dont on entoure les usages alsaciens et par le maintien de tous les fonctionnaires originaires du pays. Tous les baillis, prévôts, juges, nommés par les seigneurs ou les villes, continuent à subsister. Dans l'administration, devant les tribunaux au moins inférieurs, dans les écoles, sauf le Collège français créé à Strasbourg par Louis XIV et les écoles ouvertes par Louis XVI à la veille de la Révolution, la langue allemande est toujours employée. Jamais, la monarchie française ne songe à en entraver l'usage. A l'Université de Strasbourg, qui deviendra si célèbre au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'enseignement se donne en latin. A l'armée, les Alsaciens servent dans des régiments de langue allemande: le Royal-Allemand, le Royal-Deux-Pont, le Royal-Nassau <sup>(3)</sup>. Nulle part, on n'essaie d'introduire prématurément le français. Les seules tentatives faites dans ce sens le sont par des particuliers ou par les Alsaciens eux-mêmes. Le 20

(1). — Voir: JULIEN HAYEM, *op. cit.*, Sixième Série, page 179.

(2). — Voir: ROD. REUSS, *op. cit.*, Tome I<sup>er</sup>, page 283.

(3). — Voir: CHRISTIAN PFISTER, *op. cit.*

août 1677, une école française sans caractère officiel s'ouvre à Strasbourg. Les villes de Landau, en 1682, Ribeauvillé, en 1686, Obernai, en 1688, font venir des maîtres de l'intérieur du royaume. De la part du pouvoir, on ne perçoit aucune trace d'ingérence hâtive ou brutale. La Grange écrit, avec modération, dans son *Mémoire*: « La langue commune de la province est l'allemand. Cependant, il ne s'y trouve guère de personnes un peu distinguées qui ne parlent assez le français pour se faire entendre, en sorte que cette langue sera bientôt commune dans la province ». Cette prédiction modeste était réalisée dès 1720 <sup>(1)</sup>.

Tout en organisant l'administration de l'Alsace et en édictant les principes que ses successeurs respectent jusqu'à la Révolution, Louis XIV va payer de sa personne. Jusqu'en 1673, il a montré, vis-à-vis des villes de la Décapole, une douceur proche de la faiblesse. Elles en abusent et se déclarent à peu près ouvertement fidèles à l'Empereur. Il est temps d'agir. Condé, qui commande depuis le mois d'octobre 1672 les troupes cantonnées en Lorraine et en Alsace, écrit encore à Louvois le 30 juin suivant: « Je ne puis m'empêcher de dire que l'autorité du Roi se va perdant absolument dans l'Alsace. Les Dix Villes impériales, bien loin d'être soumises au Roi, comme elles le devraient être par la protection que le Roi a sur elles par le Traité de Munster, sont presque ennemies... Haguenau a fermé insolemment la porte au nez de M. de Mazarin et la petite ville de Munster l'a chassé honteusement, il y a quelque temps. Il a souffert ces deux affronts avec beaucoup de patience; cependant, c'est un pied qui se prend. Je crois que le Roi devrait prendre le temps qu'il jugerait à propos pour mettre Colmar et Haguenau à la raison, les autres suivraient sans contredit leur exemple. C'est à Sa Majesté à juger quand le temps sera propre » <sup>(2)</sup>.

Cette lettre détermine vraisemblablement le Roi à l'occupation des Dix Villes. Il décide même d'y procéder en personne. La situation politique s'est, d'ailleurs, assombrie. Les hostilités ne sont pas encore officiellement déclarées entre le Roi et l'Empereur, mais la rupture est inévitable. Pour conduire l'opération, Louis XIV ne s'autorise pas du droit de la guerre, mais du pouvoir qu'il tient de la Préfecture d'Haguenau. Le 23 août, au moment où il va passer en Alsace, il écrit à ses plénipotentiaires au congrès de Cologne pour justifier ses intentions: « Je pars le 24 de ce mois pour aller à

(1). — ROD. REUSS, op. cit., Tome II, pages 200, 394 et 395.

(2). — Lettre de Condé à Louvois du 30 juin 1673, publiée par GEORGES BAR-DOT, dans: « *La Question des Dix Villes impériales d'Alsace, depuis la paix de Westphalie jusqu'aux arrêts de réunion du Conseil de Brisach.* »

Brisach et, comme dans la conjoncture présente je dois veiller particulièrement à l'Alsace et à ce que l'Empereur y pourrait entreprendre, lorsque j'apprends principalement que le corps de troupes qu'il a dans le Brisgau et dans la Souabe, auxquelles se doivent joindre celles de Lorraine, est destiné pour entrer dans cette province et se rendre maître des Dix Villes, je fais état de m'en assurer et de mettre garnison dans les principales. Entre tous les droits qui m'ont été acquis sur elles par le Traité de Munster, celui de protection qui m'est incontestable me donne toute l'autorité d'en user en cette sorte. Je dois veiller à leur conservation et il est de ma prévoyance d'empêcher qu'elles demeurent exposées à ce que l'Empereur et mes ennemis pourraient entreprendre sur elles... Les Traités de Westphalie, dont vous avez une si particulière connaissance, vous fourniront seuls les raisons pour autoriser ce que j'ai dessein de faire. Vous y joindrez celles de la situation présente de l'Empire, par la marche de l'Empereur... Mais, afin que vous vous renfermiez exactement dans la foi des traités, qui doit être sacrée à tout l'Empire, vous ferez connaître qu'en même temps je me sers des droits de protection qu'ils m'ont acquis, je les observerai de même fidèlement pour maintenir les Dix Villes dans la jouissance de tous leurs privilèges, que mes garnisons serviront à les assurer et non à [les] détruire et que, plus, je les en retirerai lorsque l'occasion qui m'oblige à les y faire entrer sera cessée. » (1). Louis XIV, on le constate, prend toutes sortes de ménagements dans la transition, mais s'engage résolument dans une voie nouvelle.

Le lendemain, comme cela était prévu, le Roi et sa cour partent pour Colmar. Ils franchissent le col de Sainte-Marie-aux-Mines et arrivent à Ribeauvillé. Ici, se place un épisode tragi-comique: le dernier des Ribaupierre, le comte Jean-Jacques, est mort dans cette ville le jour même. Surpris par l'arrivée des augustes voyageurs, les serviteurs du défunt n'ont pas le temps de l'enterrer. Ils enferment son corps dans une armoire et ouvrent ses appartements à la suite royale. Le lendemain matin, la Grande Mademoiselle, apprenant en quel macabre voisinage elle avait dormi, fut sur le point d'en mourir de frayeur (2). Une autre aventure assez amusante devait arriver à la fille de Gaston d'Orléans. Quelques jours après, en compagnie de son royal cousin, elle entre à Châtenois. Le bailli caracole autour du carrosse. Désireux de montrer à ses hôtes qu'il s'exprime correctement dans la langue française et ne

(1). — Lettre de Louis XIV à ses plénipotentiaires au Congrès de Cologne du 23 août 1673, publiée par GEORGES BARDOT, op. cit.

(2). — Cette anecdote est racontée par M. CHRISTIAN PFISTER, op. cit.

sachant de quel sujet les entretenir, il leur demande avec insistance des nouvelles de M. de Lauzun!

Si la Grande Mademoiselle éprouva quelques déconvenues, si les modes féminines de la province n'eurent pas l'heur de plaire aux dames de la cour, qui les trouvèrent disgracieuses, parce que la taille trop haute, le voyage de Louis XIV eut l'avantage de mettre fin à une équivoque. En quelques jours, les villes sont mâtées. Leurs armes sont confisquées. Les remparts de Colmar et de Sélestat sont rasés. Ceux de Obernai, Rosheim, Haguenau, Wissembourg et Landau sont éventrés. Avec leurs murailles, ces cités perdent l'une des garanties matérielles de leurs libertés et, aussi, une des sauvegardes de leur sécurité en temps de guerre. Comme de simples villages, elles seront désormais livrées sans défense aux excès des bandes armées. Mais le Roi, outre qu'il ne veut à l'avenir aucune résistance de leur part, craint de ne pas pouvoir défendre tant et de si médiocres places fortes contre une offensive des Impériaux. Les événements qui se dérouleront de 1674 à 1678 prouveront qu'au point de vue militaire son calcul était bon <sup>(1)</sup>.

L'opération de l'été 1673 avait été conduite avec une prompte fermeté. Elle réussit pleinement. Le 12 septembre, Colbert en félicitait Louis XIV: « Votre Majesté a, enfin, heureusement terminé la grande affaire des Dix Villes impériales. Je crois qu'elle ne pouvait rien faire de plus avantageux pour son service et pour la sûreté de l'Alsace... » <sup>(2)</sup>. En fait, cette question délicate se trouvait résolue. La Décapole ne créa plus la moindre difficulté au Gouvernement de Versailles. Lorsque la paix fut revenue, en 1679, avec le Traité de Nimègue, les Villes consentirent à prêter, en septembre, entre les mains du baron de Montclar, le serment qu'elles avaient refusé dix-huit ans plus tôt à Mazarin: « Nous promettons et jurons à Dieu d'être fidèles et obéissants au Roi, notre très gracieux seigneur et souverain protecteur, et de reconnaître M. de Montclar pour notre grand bailli, et de lui être obéissants en toutes choses dues et raisonnables. Aussi vrai que Dieu nous aide! » <sup>(3)</sup>. La formule était bien calculée: on avait laissé de côté l'expression « seigneur souverain ». Colmar, seule, esquisse une résistance. La menace d'une exécution militaire la fait céder. La politique des « réunions » suit son cours. Strasbourg capitule le 30 septembre 1681, après avoir été investi. Le Roi y fait, le 23 octobre, une entrée triomphale. Conservant, comme toutes les cités alsaciennes, sa constitution propre, ses « libertés et privilèges », l'ancienne ville libre impériale

(1). — GEORGES BARDOT, op. cit.

(2). — PIERRE CLÉMENT, op. cit., Tome II, 1<sup>re</sup> partie, page CCXXXVIII.

(3). — GEORGES BARDOT, op. cit.

devient « ville libre royale ». En 1697, le Traité de Ryswick, comblant les lacunes de celui de Munster, consacre en droit ce que l'activité de Louis XIV avait réalisé en fait: l'Alsace, officiellement, devient française.

Ce résultat, il est vrai, coûte assez cher: le Roi perd Vieux-Brisach, Kehl et Landau. Les deux premières villes, situées sur la rive droite du Rhin, pouvaient être, à la rigueur, détachées de la province. Il en va autrement de la troisième. Le commissaire Baudouin le signale à Barbézieux: « J'ai l'honneur de vous faire observer, Monseigneur, que l'opinion la plus commune parmi les honnêtes gens de ce pays met les limites de l'Alsace à la rivière de la Queich, qui passe à Landau. Cela est fondé sur le Traité de Munster et sur ceux que les Dix Villes impériales ont fait avec l'Empereur et l'Empire, parmi lesquels il est porté que les Dix Villes impériales, appartenant à Sa Majesté, dont Landau et Wissembourg font partie, sont situées en Alsace » <sup>(1)</sup>. A propos d'un document ancien qu'il s'est fait envoyer par le Doyen de Landau, La Grange écrit, lui-même au ministre: « Ce titre porte en termes exprès, en parlant de Landau, que cette ville est située en Basse-Alsace, ce qui s'accorde avec le Traité de Munster, par lequel toutes les parties intéressées et qui y sont comprises en sont convenues en parlant de la même ville de Landau, ainsi, si elle y est située, à plus forte raison les terres qui sont en deçà et en remontant le Rhin jusqu'à Wissembourg en doivent être » <sup>(2)</sup>.

Dans son Mémoire, l'intendant ne voulut pas tenir compte de cette amputation, qui lui semblait d'autant plus douloureuse qu'il avait toujours fait, dans le passé, les plus grands efforts pour maintenir l'intégrité territoriale de sa province. Ainsi, en 1682, il a une controverse avec M. de la Goupillière, intendant des pays de la Sarre. Celui-ci prétend que le comté de la Petite-Pierre appartient à la Lorraine. Cette prétention peut se soutenir géographiquement, mais, si l'on s'en rapporte à l'histoire, les seigneurs de Lützelstein se sont toujours considérés comme Alsaciens et vassaux de l'Evêque de Strasbourg. La Grange envoie à son collègue Jean-Marie de Steincallenfels, baron d'Asswiller, pour lui expliquer les raisons du rattachement du comté à l'Alsace et finit par obtenir gain de cause <sup>(3)</sup>. Si l'intendant avait pu vivre un siècle de plus, il aurait assisté à un évènement qui devait compenser, pour la France, la perte de

(1). — D. G., Vol. 1410: Lettre du commissaire Baudouin à Barbézieux du 13 décembre 1697.

(2). — D. G., Vol. 1410: Lettre de La Grange à Barbézieux du 21 octobre 1697.

(3). — RODOLPHE REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, page 515.

Landau, il aurait vu la réunion de Mulhouse au royaume, le 15 mars 1798.

Les grandes transformations politiques opérées en Alsace au cours du XVII<sup>e</sup> siècle, l'intégration de la province dans le corps français eurent, trop souvent, pour les habitants de ce pays frontière, de douloureuses conséquences. Les guerres, à peu près continues, dévastèrent la région à plusieurs reprises et la dépeuplèrent. Dès 1639, le magistrat de Strasbourg adressait à Louis XIII cet appel désespéré : « Les insolences et incommodités que nous souffrons des gens de guerre des deux partis, depuis que cette sanglante tragédie se joue sur le théâtre de notre pauvre patrie, sont parvenues à un tel point d'excès qu'il ne nous reste plus de mots pour les exprimer, ni de patience pour les endurer » <sup>(1)</sup>. La situation ne fit, hélas ! que s'aggraver par la suite. Maintes fois, La Grange signale à Louvois que « l'Alsace est extrêmement ruinée », que les populations ont émigré, que les vendanges ne se sont point faites. Au printemps 1675, il s'apitoie sur la grande misère des paysans que tant de souffrances découragent du travail. Il prévoit la disette pour l'année prochaine, parce qu'on n'a pas semé. De remède au fléau, il n'en voit point. Il ajoute, seulement, que la... mortalité, très grande, l'atténuera peut-être ! Les paysans apeurés se sont réfugiés dans les villes. Il a grand peine à les en faire sortir en leur promettant qu'on ne leur demandera pas de corvées <sup>(2)</sup>.

En 1697, l'intendant nous dit : « L'on voit, par les anciens registres, qu'avant les grandes guerres d'Allemagne, le nombre des villages, familles et feux de la Haute et Basse-Alsace montait à un tiers de plus qu'à présent... la plupart des villes et villages ont été brûlés ou ruinés ». D'un grand nombre de ceux-ci, on n'a retenu que « l'endroit où ils étaient situés ». On peut, néanmoins, espérer une amélioration, à la paix, parce que le pays est très fertile et parce que « les habitants sont pour la plus grande partie propriétaires des terres » <sup>(3)</sup>.

Si la détresse est grande dans le peuple, la situation des deux cent vingt familles nobles de la province n'est pas trop brillante. Cela tient, il est vrai à des causes diverses. De ces familles, « il y en a quelques-unes de riches et à leur aise, la plupart très incommodées et le reste fort pauvre, ce qui vient de ce qu'ils ne se mésallient point à cause des chapitres et qu'ils se marient avec des filles de

(1). — JULIEN HAYEM, op. cit., Sixième Série, page 156.

(2). — D. G., Vol. 466 : Lettre de La Grange à Louvois du 12 mars 1675, suite de celle du 16 avril.

D. G., Vol. 461 : Lettres du même des 16 octobre et 6 novembre 1675.

(3). — JULIEN HAYEM, op. cit., Sixième Série, pages 177 et 178.

qualité, qui n'ont aucun bien ou qui ne leur apportent en dot que trois à quatre cents livres au plus. L'on peut dire aussi que c'est la plus pauvre noblesse du royaume par ces mariages » (1).

Grâce à La Grange, nous possédons des données assez précises sur la population de l'Alsace au moment où il rédige son Mémoire. La province est divisée en trois circonscriptions financières ou « bureaux de finances ». Les statistiques, qu'il nous donne, sont celles qui servent à l'établissement des impôts royaux. « Le bureau de Brisach, écrit-il, est composé de 16 villes; 354 bourgs, villages, paroisses ou hameaux; 13.525 feux et 65.355 âmes, dont: 63.318 catholiques, 1.050 luthériens, 90 calvinistes et 897 juifs. — Le bureau de Strasbourg: de 27 villes; 271 bourgs, villages, paroisses ou hameaux; 23.712 feux; 122.735 âmes, dont: 70.907 catholiques, 45.740 luthériens, 4.558 calvinistes et 1.467 juifs. — Le bureau de Landau: de 23 villes; 440 bourgs, villages, paroisses ou hameaux; 14.182 feux; 68.913 âmes, dont: 37.504 catholiques, 22.856 luthériens, 7.352 calvinistes et 1.301 juifs. — Le tout ensemble fait le nombre de: 66 villes; 1.065 bourgs, villages, paroisses ou hameaux; 51.422 feux; 257.003 âmes, dont: 171.792 catholiques, 69.546 luthériens, 12.000 calvinistes et 3.665 juifs » (2).

Sur les mœurs des Alsaciens, La Grange nous donne des détails intéressants (3). Ils ne sont ni vifs, ni industriels. En affaires, ils n'aiment pas le risque et n'ont pas d'ambition. Une vie médiocre leur suffit, ce qui fait qu'en général ils ne sont ni riches, ni pauvres. En Haute-Alsace, le paysan est souvent paresseux. Il a besoin de manouvriers suisses pour cultiver ses terres, rentrer les récoltes, faire la vendange. Il sort ainsi beaucoup d'argent de la province. En Basse-Alsace, au contraire, on voit quelquefois les femmes et les filles labourer elles-mêmes, car depuis la guerre on y manque de domestiques. L'Alsacien aime beaucoup le vin. L'artisan travaille toute la semaine « pour aller au cabaret le dimanche, à la promenade et à la danse avec un ou deux habits ». Les modes féminines ne changent pas ». La noblesse s'habille à la française et, si elle n'était pas si pauvre, elle aimerait assez à paraître... Elle aime aussi la joie, les femmes, la danse et les hommes s'adonnent beaucoup au vin et à la débauche ». Nobles ou bourgeois se marient entre eux et entre gens de même fortune. Jamais on ne cherche à élever son rang social par une alliance. La dot des enfants les plus riches est de quatre mille livres. La population est portée à la joie. Elle est

(1). — JULIEN HAYEM, op. cit., Sixième Série, page 197.

(2). — JULIEN HAYEM op. cit., Sixième Série, page 176.

(3). — JULIEN HAYEM, op. cit., id., pages 184, 188 et 200.

d'humeur docile. Elle aime être bien gouvernée, mais reste fort attachée à ses anciennes coutumes. Les Alsaciens sont pacifiques et n'ont pas naturellement l'esprit processif.

Les grandes fêtes, le retour de la paix donnaient lieu à des réjouissances solennelles dans les villes et, en particulier, à Strasbourg. Le 3 février 1698, le Maréchal d'Huxelles écrit à Barbézieux que la capitale de l'Alsace se prépare à célébrer la signature du Traité de Ryswick: « On chantera jeudi prochain un *Te Deum*, après quoi Messieurs de la ville ont préparé un magnifique feu de joie et un grand repas et vous pourrez compter que les trois-quarts de la ville seront ivres ce jour-là. Peut-être le serais-je aussi, si ma santé me le permettait! L'ivrognerie recommencera dimanche, mais ce sera de la façon de Messieurs de la Noblesse qui doivent donner un grand souper et une illumination magnifique. Les Révérends Pères Jésuites, pour représenter le clergé, donneront aussi à manger lundi avec une illumination et, ayant appréhendé que le *Te Deum* n'eût perdu de la force et de la vertu étant trop tardif, ils ont composé un cantique qu'ils feront chanter à la place. Voilà, Monseigneur, [ce qui est] vous rendre un compte exact de toutes nos réjouissances. » (1).

Le bon maréchal oublie quelques détails. Le prêtre royal Obrecht raconte au ministre que deurs arcs de triomphe avaient été élevés aux frais de la ville avec chacun deux fontaines, d'où coulaient de l'une du vin blanc, de l'autre du vin rouge. Enfin, on avait illuminé tous les monuments et, notamment, la flèche de la cathédrale (2).

---

(1). — D. G., Vol. 2524.

(2). — D. G., Vol. 2524: Lettre du sieur Obrecht à Barbézieux du 7 février 1698.



## CHAPITRE IV

---

### La Justice

---

L'amour de l'équité est un sentiment inné de l'homme. Le triomphe du bon droit lui tient particulièrement à cœur. Le meilleur moyen de satisfaire un peuple, c'est de lui assurer une bonne justice. Très tôt, les princes l'ont compris, aussi, voit-on, à plusieurs reprises, dans notre histoire nationale, les rois envoyer dans les provinces des personnages chargés de surveiller le fonctionnement des tribunaux locaux, d'accomplir les réformes nécessaires et de sévir en cas d'abus. Sous Charlemagne, ce sont les « missi dominici ». Sous Saint Louis, ce sont les « enquêteurs ». Plus tard, Henri II crée de nouveaux maîtres des requêtes au Conseil du Roi, pour que, chaque année, on puisse en dépêcher six en « chevauchées » dans le royaume. Lorsqu'après Richelieu le pouvoir a pris l'habitude régulière de nommer, dans chaque province, des intendants, leur première attribution consiste à assurer l'exacte application des ordonnances par les cours et les tribunaux inférieurs.

En Alsace, le Gouvernement royal se préoccupera, comme partout ailleurs, de la bonne administration de la justice. Les témoignages des contemporains nous prouvent qu'il a réussi sur ce point à donner aux populations toutes les garanties et toutes les satisfactions possibles. Mais ses vues iront bien au delà. Il demandera aux organismes judiciaires, et surtout au Conseil de Brisach, de réparer les défaillances de la diplomatie en créant une province homogène, là où il n'y avait que morcellement, et en incorporant cette province à la France. L'activité des gens de robe, inspirée par l'intendant, porte-parole de Versailles, va consommer la victoire des armées

Ce que n'avait pu faire la paix de Westphalie, elle le réalisera grâce aux fameux « arrêts de réunions » (1).

La Grange sera un des agents les plus actifs de cette grande politique, mais, pour des raisons qu'il est aisé de comprendre, son rôle sera moins extérieur et moins visible ici que dans d'autres branches. Un administrateur ne peut sans danger intervenir dans le domaine judiciaire. Le peuple n'aime pas ces incursions et il est rare que la magistrature n'en sorte compromise et, parfois, déshonorée. L'intendant est trop avisé pour commettre de telles fautes. Aux hommes chargés d'exercer la justice, il ne donne pas d'ordres, mais des conseils, des directives. Il réchauffe le loyalisme des uns, agit sur les autres par le concours de personnes interposées. C'est dans ce but qu'il fait entrer son frère au Conseil de Brisach. Cette activité de La Grange n'a pas laissé de traces écrites, aussi faut-il, aujourd'hui, un peu d'imagination pour la reconstituer. La tâche est moins ardue qu'on ne pourrait croire. Un examen attentif des faits révèle des coïncidences significatives et des phénomènes qui demeureraient inexplicables, si on ne voulait admettre la discrète mais constante intervention de l'intendant dans les grands actes de la vie judiciaire.

Ainsi que nous l'avons vu, l'Empereur, par le Traité de Munster du 24 octobre 1648, cède, en qualité de chef de la Maison d'Autriche, tous les territoires possédés par elle en Alsace et tous ses droits sur lesdits territoires, de sorte que le Roi acquiert sur eux une pleine et entière souveraineté. D'autre part, l'Empereur et l'Empire cèdent leurs droits, quels qu'ils soient, sur les seigneurs ecclésiastiques et laïques et sur les villes impériales d'Alsace, mais ceux qui relevaient immédiatement de l'Empire resteront en état. Sur ces derniers, le Roi acquiert les droits qui avaient appartenu à la Maison d'Autriche, mais ils demeurent soumis à la suzeraineté immédiate de l'Empire.

On en arrive à ce résultat que, dans la province, il y a deux territoires: le premier, composé de la majeure partie de la Haute-Alsace, passe sous la domination directe et exclusive du Roi; le second, comprenant presque toute la Basse-Alsace, continue à relever de l'Empire. Le Roi n'y jouira que des droits de la souveraineté seigneuriale de la Maison de Habsbourg. Ceci se dégage assez nettement des clauses du Traité de Munster. Le texte, par contre, est muet sur les effets de l'immédiateté.

Etant donné cet état de choses, le Roi ne pouvait pas créer en Alsace un parlement, cour souveraine, comme il avait l'habitude de

---

(1). — Voir à ce sujet: E. GLASSON, « *Le Rôle politique du Conseil Souverain d'Alsace* », *Revue Historique*, Tome LXXII, Année 1900.

le faire dans les provinces récemment réunies à sa Couronne. Il se borne à instituer une « Chambre Royale », dont le but, assez modeste, sera de remplacer l'ancienne Régence d'Ensisheim, juridiction seigneuriale de la Maison d'Autriche. Comme celle-ci, la nouvelle Chambre sera un corps mi-judiciaire, mi-administratif.

La situation politique, créée par les incohérences et les lacunes du Traité de 1648, se complique chaque jour. Les seigneurs immédiats prétendent ne relever que de l'Empereur. Les appels formés contre les décisions des tribunaux inférieurs sont, à cause d'eux, portés devant la Chambre Impériale de Spire. Le Gouvernement, par un Edit de 1657, remanie la Chambre Royale, qui devient le « Conseil d'Alsace » et doit désormais remplacer, à la fois, la Régence Archiducal d'Ensisheim et la Chambre Impériale de Spire, pour les anciens domaines de la Maison d'Autriche.

La réforme n'ayant pas donné de résultats jugés satisfaisants, un Edit de 1661 supprime le Conseil d'Alsace et le remplace par un « Conseil Supérieur », qui n'est, en fait, qu'un présidial, dont les appels seront soumis au Parlement de Metz, rendu compétent pour la province entière. La Grange dira plus tard, dans son Mémoire, que ce Conseil fut créé pour travailler de concert avec l'intendant « à la réunion de toutes villes, terres et seigneuries du landgraviat de la Haute et Basse-Alsace » <sup>(1)</sup> La mesure était peut-être prématurée. Elle cause un gros émoi. Nous en arrivons à cette période critique de 1673, où Condé écrit à Louvois pour lui signaler le désordre de la province et où Louis XIV, résolu à établir son autorité sur le pays, va adopter une politique énergique, dont les effets n'apparaîtront, d'ailleurs, que plus tard dans le domaine judiciaire.

Par un Edit d'avril 1674, le Roi se contente d'ordonner le transfert du Conseil d'Ensisheim à Brisach, pour qu'il y soit plus en sécurité qu'ailleurs, à cause de la guerre. C'est là le prétexte officiel et il a sa valeur, mais il y en a un autre : Louis XIV voulait faire de Neuf-Brisach, qui était son œuvre, une ville importante. On pouvait craindre la résistance des magistrats auxquels ce déménagement allait créer des difficultés de logement et imposer des dépenses. La Grange écrit à Louvois, le 22 Juin 1674 : « Vous trouverez dans ce paquet, Monseigneur, une lettre de M. de Lallouette, par laquelle vous verrez qu'ils ont enregistré les patentes que je leur ai données pour la translation du Conseil à Brisach... purement et simplement. Cependant, ils ont résolu, entre eux, de vous députer pour vous représenter leurs raisons, qui ne peuvent être que très faibles » <sup>(2)</sup>.

(1). — B. N., Manuscrits, *Fonds français*. Cote 8151. Copie du *Mémoire de LA GRANGE*. Il est traité de la Justice dans les folios 70 et suivants.

(2). — D. G., Vol. 469: Lettre de La Grange à Louvois du 22 juin 1674.

Il ajoute que M. de Lallouette doit venir le voir et qu'il essaiera de l'adoucir en disant qu'il a plaidé pour le relèvement de ses appointements et de ceux des autres membres du Conseil. Le 5 Juillet 1675, le changement est opéré : « Messieurs du Conseil Provincial d'Alsace s'étant établis à Brisach en conséquence des ordres du Roi, ils ont besoin de 100 écus pour faire des réparations au palais qu'ils ont choisi pour exercer la justice » (1).

L'obligation imposée en 1661 au justiciable alsacien d'aller porter devant le Parlement de Metz les appels interjetés contre les décisions du Conseil de Brisach n'allait pas sans blesser gravement son amour-propre. Il éprouvait une vive répugnance à se faire rendre justice ailleurs que dans sa province. Cela avait encore le gros inconvénient de multiplier les frais des procès, au point que les plaideurs, sûrs d'avoir gain de cause devant la juridiction supérieure, préféraient souvent ne point aller jusqu'à elle et subir les effets défavorables d'une sentence prononcée au premier degré. La charge pécuniaire était encore beaucoup trop lourde lorsque les nouveaux titulaires des bénéfices devaient aller à Metz pour y prêter serment. La dépense qu'on leur imposait n'était pas proportionnée à l'utilité de cet acte, simple formalité. Aussi La Grange s'élève-t-il, en 1678, contre cette pratique. Il écrit à Louvois que, malgré l'arrêt du Parlement de Metz qui les infirme, s'ils ne le font pas, il serait préférable de dispenser les bénéficiers d'aller prêter serment si loin et de les autoriser à aller au Conseil Provincial. « Il n'y en a que très peu, ajoute-t-il, qui aient assez de revenu pour faire cette dépense » (2).

L'intervention, sans doute répétée, de l'intendant finit par convaincre le Roi. Un édit de Novembre 1679 décide qu'à partir du 1<sup>er</sup> Janvier suivant le Conseil Supérieur sera juridiction souveraine. Ses décisions ne seront plus susceptibles d'appel au Parlement de Metz. A partir de cette époque, le Conseil usurpe le titre de « Conseil Souverain », qui ne lui sera officiellement concédé qu'au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Pour bien marquer le caractère et l'importance de la réforme, les officiers du Conseil sont autorisés, en Juillet 1680, à s'habiller comme les membres des parlements. L'Alsace, au point de vue judiciaire, est, pour la première fois, placée au même rang que les autres provinces du royaume.

Mais la paix venait d'être signée à Nimègue. Louis XIV désirait profiter des années de répit qui s'annonçaient pour étendre sa souveraineté sur toutes les parties de l'Alsace. Ses ennemis, usés par la guerre, ne pourraient pas entraver ses efforts. Il fallait utiliser ce

(1). — D. G., Vol. 459: Lettre de La Grange à Louvois du 5 juillet 1675.

(2). — D. G., Vol. 606: Lettre de La Grange à Louvois du 25 janvier 1678.

moment favorable. Dans la seconde moitié de Janvier 1680, les seigneurs et les villes de la Basse-Alsace sont cités pour justifier de leurs titres féodaux et prêter hommage au Roi. Cette citation n'étant suivie d'aucun résultat, le Conseil rend, le 22 Mars, un arrêt déclarant la souveraineté du Roi constante et enjoignant aux habitants de lui prêter foi et hommage et de le reconnaître pour leur seul souverain. Ce premier « arrêt de réunion » a un effet immense. On craint une dépossession générale de tous les seigneurs immédiats. Les villes, elles-mêmes, sont atteintes, puisque les armoiries royales doivent être placées sur leurs portes et sur les maisons communes. L'offensive brusquée du gouvernement engendre un gros émoi dans la province. Il importe de calmer l'opinion publique, qui s'égare, et de préciser le but qu'on veut atteindre. Ce sera l'objet du second arrêt, prononcé le 9 Août. Celui-ci est plus rassurant, il exige seulement, qu'on reconnaisse la souveraineté du Roi.

Comprenant que la résistance est inutile un certain nombre de seigneurs se soumet dans les semaines qui suivent. La Grange écrit à Louvois, le 13 Septembre, que « deux baillis du duc des Deux-Ponts, ceux de l'Electeur de Trèves, évêque de Spire, du comte de Hanau, d'Oberbrunn, du bailliage de Graffenstein, des barons de Flekenstein, du prince de Birkenfeld, les prévôts et les habitants ont prêté serment de fidélité sans répugnance et même avec des témoignages de joie de la part des peuples ». Beaucoup, cependant, attendent encore. Le Directoire de la noblesse immédiate de la Basse-Alsace siégeait à Strasbourg. Cette ville n'étant pas encore réduite à son obéissance, Louis XIV, par lettres-patentes, ordonne son transfert au château de Nidernai, « pour le bien de notre service, la plus grande commodité [de ses membres] et celle du public ». Puis, La Grange dépêche auprès des seigneurs le baron Frédéric de Wangen. Ce personnage revient de Saint-Germain. Il a été fort bien reçu à la Cour. Louvois, pressentant les services que pourrait rendre au Roi ce gentilhomme intelligent et habile, s'est efforcé de gagner son amitié et y a réussi. Après l'avoir converti, sans grande difficulté, à la cause française, on l'a renvoyé dans sa province en le nommant Président du Directoire et Chevalier d'Honneur du Conseil Supérieur d'Alsace.

Par lui, le terrain est savamment préparé, les nobles hésitants sont convaincus. On peut, sans crainte, les convoquer pour le printemps 1681. Le 12 mai, l'assemblée est réunie à Nidernai. L'intendant, en personne, vient y assister. Par une coïncidence étrange, le régiment de dragons du baron d'Asfeld bivouaque dans les prairies environnantes. Dans une courte harangue, La Grange invite les membres du Directoire à prêter, entre ses mains, le serment d'obéis-

sance au Roi et à recevoir de lui la confirmation de leurs privilèges. Ils se soumettent sans difficulté. Les quatre-vingt-un gentilshommes présents, les abbés et les députés des villes signent leurs noms et prénoms. Quand tout fut terminé, l'intendant les invita à dîner. Il pouvait être satisfait : la question de la noblesse immédiate était réglée, au mieux des intérêts du Roi de France. Les quelques seigneurs, qui avaient évité de se rendre à la cérémonie pour échapper à la prestation de serment, furent rejoints les uns après les autres. Ils durent comparaître devant La Grange ou devant Montclar et suivre l'exemple de leurs pairs. Le 7 juin 1682, de nouvelles lettres patentes, invoquant, comme toujours, le bien public, réinstallaient à Strasbourg le Directoire de la Noblesse <sup>(1)</sup>.

Il est vrai qu'entre temps de grands événements avaient modifié le statut de cette ville. La République, visée dans ses possessions par l'arrêt du 22 mars 1680, envoie son Avocat Général, le sieur Imlin, devant le Conseil de Brisach, pour protester contre la mainmise sur les bailliages ruraux. Güntzer, de son côté, est dépêché auprès de La Grange pour obtenir un sursis. Celui-ci, loin de s'émouvoir, poursuit l'exécution des ordres reçus. Le 27 septembre, il vient surveiller la mise en place des armoiries royales dans les villages appartenant à Strasbourg. En désespoir de cause, le Magistrat charge Beck, son agent à Versailles, d'une démarche auprès de Louvois. L'audience est accordée, mais à peine le malheureux envoyé a-t-il franchi le seuil du cabinet qu'il est foudroyé par cette apostrophe du ministre : « Eh bien ! Messieurs de Strasbourg ne sont-ils pas encore en repos ? » Le Gouvernement royal n'était plus disposé à entendre la moindre plainte. Sa ligne de conduite était secrètement arrêtée. L'opération, qui devait aboutir, le 30 septembre 1681, à la Capitulation de la ville libre, venait d'être décidée <sup>(2)</sup>.

Les arrêts de réunion, la soumission de la noblesse immédiate, l'occupation de Strasbourg, avaient étendu à l'Alsace entière la souveraineté de Louis XIV. Il avait fallu trente-trois ans pour que ce résultat fût atteint et que le Roi pût considérer la province comme faisant réellement partie de son royaume. Si l'unification de l'ancienne marche occidentale de l'Empire était réalisée et la question du rattachement résolue, cette politique osée n'avait pas été sans éveiller les susceptibilités et provoquer des protestations. Jusqu'à nos jours, il s'est trouvé des auteurs pour contester la régularité des arrêts de réunion. Le Conseil, en statuant sur des questions de foi et hommage, ne sortait pourtant pas des limites de sa

(1). — Voir : RODOLPHE REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, pages 248, 249, 531 et 532.

(2). — RODOLPHE REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, pages 244, 245 et 246.

compétence. Le Roi lui avait attribué l'administration supérieure et le contentieux de son domaine. Les difficultés soulevées par la clause d'immédiateté rentraient, au premier chef, dans ce contentieux <sup>(1)</sup>. En tout cas, le Traité de Ryswick, signé en 1697, devait confirmer, de façon irrévocable, la situation créée en Alsace par la politique de Louis XIV.

Dans toutes ces circonstances, le Conseil s'était montré d'une docilité exemplaire, suivant avec la plus grande exactitude les directives tracées par l'intendant au nom du Gouvernement. Comme il ne devait plus à l'avenir s'occuper d'affaires sortant du cadre judiciaire, des motifs d'ordre financier aidant pour le surplus, il fut décidé que les offices seraient rendus vénaux. La réforme fut accomplie en 1694, en même temps qu'on créait une seconde Chambre, pour éviter l'encombrement et les retards. Enfin, le Conseil d'Alsace, qui avait été transféré à Neufbrisach en 1681, dut, en 1697, abandonner cette ville, dont la démolition était imposée par le Traité de Ryswick, pour s'installer à Colmar, où il resta jusqu'à la Révolution.

La Grange, dans son Mémoire, nous donne des renseignements fort précis sur la composition du Conseil. En 1661, il y a un président, neuf conseillers, un procureur, un avocat du Roi, un greffier, quatre secrétaires-interprètes et trois huissiers. Plus tard, on y adjoint un conseiller chevalier d'Eglise, un conseiller chevalier d'Epée et trois conseillers ordinaires. La seconde Chambre, créée en 1694, se compose d'un second président, d'un conseiller chevalier d'honneur d'Epée, de dix autres conseillers, dont deux clercs et huit laïques, d'un substitut du procureur général, d'un second greffier, de deux principaux commis. Outre ces officiers, le Roi accorde au Conseil: un premier huissier, deux secrétaires interprètes, un receveur et payeur des épices, vacations et amendes, un receveur des consignations, un payeur des gages des officiers, huit procureurs postulants, tiers référendaires et calculateurs de dépens. Une nouvelle chancellerie est constituée par le même Edit. En 1695, enfin, on augmente encore le nombre des officiers, en créant, notamment, un second chevalier d'honneur d'Eglise, un second substitut du procureur général du Roi, et trois conseillers-secrétaires.

Lors de la rédaction du Mémoire, le Premier Président Le La-boureur touche trois mille livres de traitement et deux mille de pension; le Second Président Klinglin, originaire d'Alsace, a un « gage » de deux mille livres. Dom Louis de La Grange, frère de l'intendant, et M. de Rotembourg, maréchal de camp, qui sont,

(1). — C'est là l'opinion de M. E. GLASSON, *op. cit.*

l'un Conseiller chevalier d'Eglise; l'autre Conseiller chevalier d'Epée, touchent, chacun, mille livres. Les appointements du Procureur Général, de l'Avocat Général et des Conseillers atteignent neuf cent livres, alors que ceux des Substitués n'en dépassent pas trois cents, mais se cumulent avec les épices du Parquet.

Quant à la compétence, La Grange nous dit que « le Conseil connaît de toutes les affaires, en première instance, des personnes qui avaient autrefois leurs causes commises par devant la Régence d'Autriche, comme les abbés, prieurs et autres personnes des communautés ecclésiastiques et séculières, des princes, seigneurs et gentilshommes et de tous les officiers du dit Conseil et de la Chancellerie établie près de lui et autres officiers ressortissants, à l'exception des gentilshommes de la Basse-Alsace, qui ont leur cause commise, en première instance, par devant le Présidial du Directoire de la Noblesse de la Basse-Alsace, de même qu'il en est de ceux dépendant du temporel de l'Evêché de Strasbourg et de ceux appartenant à Messieurs les comtes d'Hanau et autres dont les appellations des sentences des baillis, qui y sont établis, ressortissent, en première instance, à leurs régences et même la Ville de Strasbourg du Petit au Grand Sénat de la dite Ville... Toutes les appellations tant des juges royaux que des seigneurs et magistrats des villes, même les appellations comme d'abus, sont portées par devant ledit Conseil ».

Telles sont les attributions normales du Conseil de Brisach, mais, héritier de la Régence d'Ensisheim, il a tendance à empiéter dans le domaine administratif. En 1679, le Premier Président émet, auprès de Louvois, certaines prétentions dans ce sens. Le ministre, comme toujours, consulte l'intendant avant de répondre. La Grange lui rappelle que le Conseil, créé à l'instar des présidiaux de France, ne peut pas prétendre au rôle de la Régence autrichienne, qui allait jusqu'à nommer les bourgmestres de Brisach, donner des ordres aux administrateurs, lever des impositions. Au contraire, les élections des bourgmestres ne doivent être surveillées que par les intendants, comme cela se pratique dans les provinces frontières, et la magistrature n'a plus à s'immiscer dans les attributions naturelles des représentants du Roi en Alsace, qui sont le Gouverneur et lui-même. La lettre se termine par une exhortation à Louvois de bien vouloir marquer son mécontentement au Premier Président pour l'incorrection de sa démarche <sup>(1)</sup>.

Dans le fonctionnement des juridictions inférieures, La Grange aura peu à intervenir. Elles sont fort nombreuses et de natures

(1). — D. G., Vol. 667: Lettre de La Grange à Louvois du 25 avril 1679 (2<sup>e</sup> partie).

diverses. Il les analyse en détail dans son Mémoire: « Il y a fort peu de justices royales en Alsace, parce que la plupart des terres et seigneuries domaniales ont été données à feu M. le Cardinal Mazarin et à d'autres seigneurs de la province et que les villes... sont encore régies par leurs magistrats ». Les seules qui demeurent sont celles des Bailliage et Prévôté de la « Ville neuve de Brisach », Bailliage et Préfecture d'Haguenau, Bailliages de Wissembourg, Guermersheim et Landeck, Prévôtés royales d'Huningue, Ensisheim et Fort-Louis.

« Toutes les autres justices sont des Villes ou des Seigneurs ecclésiastiques ou laïques. » En Haute-Alsace, le duc de Mazarin possède Belfort, Altkirch, Ferrette, Delle, Thann, Isenheim et leurs dépendances. Parmi les autres fiefs tenus en haute justice, il y a celui de Rougemont à M. le marquis d'Huxelles, lieutenant général et commandant en chef en Alsace; celui de Masmunster à M. de Rotembourg, « maréchal des camps et armées du Roi », et celui de Hastatt à M. de La Grange, intendant. Les baillis seigneuriaux connaissent de toutes les matières civiles et criminelles, en première instance.

En principe, il en est de même des magistrats de la plupart des villes. La Grange, à propos de ceux-ci, écrit à Louvois une lettre assez intéressante, le 25 avril 1679: Les magistrats de Brisach prétendent être en droit de juger souverainement les affaires criminelles de leur ville et banlieue. Il en est ainsi dans toutes les anciennes villes impériales d'Alsace et les intendants l'ont toujours approuvé. Il est bon, dit-il, de faire savoir que « le Roi n'a pas encore révoqué les privilèges de ses sujets et qu'au contraire il les y veut maintenir ». D'autre part, les magistrats des villes sont les seuls juges de la police. Ainsi, ils condamnent aux amendes des corps de métiers. Si on autorise l'appel de leurs décisions, cela leur enlèvera toute autorité pour faire des règlements. Mais le motif politique est le plus fort, aux yeux de La Grange. La question de la Décapole n'est pas encore réglée, non plus que la réduction de Strasbourg n'est effectuée. Quand bien même, ajoute-t-il, Sa Majesté aurait l'intention d'ordonner que l'appel fût possible pour les jugements portant condamnation à mort, il vaut mieux ne pas le permettre tout de suite, pour ne pas gêner l'actuelle prise de possession des Dix Villes, en leur donnant des craintes sur une restriction éventuelle de leur liberté <sup>(1)</sup>. Suivant le sage conseil émis par son intendant, Louis XIV temporisa pendant quelques années, puis, dans l'intérêt des justiciables, il finit par soumettre

(1). — D. G., Vol. 667: Lettre de La Grange à Louvois du 25 avril 1679 (1<sup>re</sup> partie).

les décisions des magistrats à l'appel du Conseil de Brisach. La réforme, entrée dans les mœurs, était acceptée par tous en 1697.

Bien qu'il n'y ait, en principe, que deux degrés de juridiction, l'Evêché de Strasbourg a une « Régence » établie à Saverne, recevant les appels des sentences des baillis et prévôts des terres dépendant de son temporel. Ses jugements peuvent ensuite être portés au Conseil d'Alsace. Celui-ci, d'autre part, a tendance à recevoir assez fréquemment les appels dirigés contre les décisions de l'Official. Le Cardinal de Furstemberg, en 1692, se plaint à Barbézieux des « entreprises du Conseil Souverain d'Alsace » <sup>(1)</sup>. Le ministre envoie la lettre à La Grange, pour qu'il puisse en prendre connaissance. Celui-ci répond qu'il faut distinguer entre le spirituel et les autres affaires. Pour le spirituel, il est naturel que l'Official juge sans appel. Quant aux autres affaires « qui sont réelles et qui dépendent plutôt des juges séculiers que de l'Official, si on le rendait souverain en cette matière, il pourrait y avoir de l'abus, de l'injustice, car la plupart de ses juges ne sont pas assez éclairés pour connaître à fond des droits des parties, pour pouvoir en décider avec équité... » <sup>(2)</sup>.

Une autre juridiction particulière est le Directoire de la Noblesse de la Basse-Alsace jugeant, en première instance, les affaires concernant les gentilshommes et membres de ce corps et, en appel des baillis, celles des vassaux de ces seigneurs. Les appellations de ses sentences sont reçues au Conseil de Brisach.

Enfin, « la Ville de Strasbourg a différents tribunaux comme sont ceux des Treize, des Quinze, des Vingt-et-Un, du Grand et du Petit Sénat, les jugements desquels ressortissent en cas d'appel de l'un à l'autre et, ensuite, au Conseil Souverain pour le civil seulement, étant juges souverains pour le criminel ». Louis XIV avait donc respecté, sur ce point, les engagements pris par lui en 1681. Si La Grange devait, chaque année, veiller au bon recrutement de ces corps élus, leur fonctionnement ne l'obligeait pas à des interventions fréquentes. Il en était autrement de la Chambre des Monnaies de Strasbourg, dont il nommait lui-même les magistrats et dont il avait connaissance des jugements pour lesquels l'appel allait au Conseil d'Etat.

Devant les juridictions inférieures, l'usage de la langue allemande était seul courant. Au Conseil de Brisach, on s'exprimait en français, mais on avait créé un nombre important de secrétaires-interprètes pour en faciliter l'accès aux plaideurs indigènes. Le respect des

(1). — D. G., Vol. 1.160: Lettre du Cardinal de Furstemberg, prince-évêque de Strasbourg, à Barbézieux, du 16 septembre 1692.

(2). — D. G., Vol. 1.160: Lettre de La Grange à Barbézieux du 5 octobre 1692.

traditions locales était allé plus loin : l'ancien droit en vigueur avant le rattachement à la France était resté appliqué par tous les tribunaux d'Alsace. La Grange nous dit que ce droit est écrit et que les dérogations dues aux coutumes particulières sont rares <sup>(1)</sup>. Les Ordonnances et Codes français de 1667 et 1670 ne s'observent pas à Strasbourg, où tous les jugements sont rendus conformément à l'ancien usage. Le Conseil Souverain, juge supérieur du Magistrat, est, pourtant, tenu de s'y conformer, ainsi qu'à tous les actes émanés de l'autorité du Roi et de son bon plaisir : cela doit bien créer quelque difficulté. Boulainvilliers, qui constate cette situation au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'estime préférable à l'introduction hâtive du droit français, car « il faudrait abolir l'usage de la langue allemande dans les sentences, plaidoyers et instructions des procès » <sup>(2)</sup>.

A côté de ce contentieux judiciaire, il y avait un contentieux administratif, de la compétence de l'intendant, avec appel possible au Conseil du Roi. Comme nous le verrons plus loin, les litiges que faisaient naître le recouvrement et la perception des impôts lui étaient soumis au premier degré. Il en était de même des différends qui pouvaient surgir lors des transmissions de fiefs. Il avait, enfin, connaissance de tout ce qui pouvait troubler les rapports des seigneurs et de leurs paysans, dans la fixation des jours de corvée dûs chaque année.

La Grange veille à ce que les fiefs ne soient pas usurpés. A la fin de septembre 1694, le Prince de Veldenz meurt à Strasbourg. Il laisse vacante, en Basse-Alsace, la principauté de la Petite-Pierre. L'intendant transmet les réclamations de ceux qui prétendent à la succession. Il instruit leurs demandes, donne des avis destinés au Roi, qui attribuera. Des difficultés s'élèvent entre les héritiers. Louis XIV désire que la justice ordinaire soit saisie et que l'affaire suive son cours devant le Conseil de Brisach. Le 21 août 1695, La Grange écrit à Barbézieux que cette juridiction a rendu son arrêt. Il lui en envoie une copie. Par cette décision, le Prince de Birkenfeld « a été maintenu en la possession et jouissance des terres, appartenant à la succession de feu M. le Prince de Veldenz, situées en Alsace » <sup>(3)</sup>.

Les paysans devaient à leurs seigneurs un certain nombre de jours de corvée par an. Ceux-ci ont parfois tendance à en exiger trop. En cas de conflit, l'intendant est le conciliateur naturel. Colbert

(1). — JULIEN HAYEM, op. cit., Sixième Série, page 171.

(2). — COMTE HENRI DE BOULAINVILLIERS, dans *L'Etat de la France*.

(3). — D. G., Vol. 1.380: Echange de lettres entre Barbézieux et La Grange, à propos des fiefs des principautés de Veldenz (Province rhénane) et de la Petite-Pierre (Basse-Alsace).

de Croissy avait réglementé la matière, puis le Roi, par une Ordonnance du 4 avril 1683. En principe, les seigneurs ont droit à dix jours de corvée par an. Par exception, ce chiffre est élevé à douze pour les évêques et la noblesse immédiate. En Haute-Alsace, l'usage veut qu'on en demande seulement cinq. En 1690, le duc de Mazarin s'élève contre cette pratique. Il exige dix jours, comme cela se fait dans la Basse-Alsace. Louvois, saisi de ses prétentions, consulte La Grange. Celui-ci donne raison aux paysans et fait observer au ministre que le duc doit céder, l'usage des cinq jours ayant été établi par le Cardinal, son oncle. Les corvées, précise-t-il, sont payables soit en nature, soit en argent, selon un tarif arrêté, qui est de douze livres pour une charrue et de cinquante sous pour un homme <sup>(1)</sup>. Ce fait de donner raison aux paysans contre le gouverneur même de la province témoigne de l'indépendance et de la largeur de vues avec lesquelles l'intendant abordait ces délicats problèmes. Les idées du Gouvernement étaient, d'ailleurs, fort libérales et bienveillantes. Comment, sans cela, aurait-il permis à un de ses fonctionnaires de prononcer quelques années plus tard, alors qu'on se trouvait à l'apogée de la monarchie absolue, un discours public semblable à celui de l'Avocat Général Le Laboureur : « Comme nous ne reconnaissons plus l'esclavage, disait ce magistrat dans une audience du Conseil d'Alsace, ...puisque nous naissons tous libres, il n'est pas juste que ces sortes de corvées soient indéfinies et qu'au premier caprice d'un seigneur ses sujets y soient soumis... » <sup>(2)</sup>.

Que faut-il penser du fonctionnement de la justice française en Alsace? L'appréciation de Jacques de La Grange n'est pas très favorable. Il faut dire qu'il n'aimait pas beaucoup les gens de robe et que ceux-ci le lui rendaient. L'intendant raconte qu'« autrefois les peuples de l'Alsace ne plaidaient que rarement, que la justice y était administrée sans forme et les affaires se terminaient avec très peu de dépense ». Cela a bien changé depuis: on plaide maintenant à tort ou à raison. La principale cause, il est vrai, est le développement exagéré pris par le contentieux fiscal, les impositions ayant été multipliées du fait de la guerre <sup>(3)</sup>. Quant au Conseil Supérieur, il est composé de « très honnêtes gens », mais « la justice s'y rend très lentement, les officiers ne travaillent pas assez ». Les audiences

(1). — D. G., Vol. 1.000: Lettres de Louvois à La Grange et de La Grange à Louvois.

(2). — Réquisitoire du 9 février 1702, cité par ROD. REUSS, op. cit., Tome II, page 85.

(3). — JULIEN HAYEM, op. cit., Sixième Série, page 171.

sont peu nombreuses, les procès s'accumulent et leur retardement cause beaucoup de frais aux parties <sup>(1)</sup>.

Toute autre est l'impression de François d'Ichstersheim, Alsacien resté au service de l'Empire et, par conséquent, peu suspect de partialité en faveur de la France. Celui-ci, dans sa *Topographie d'Alsace*, fait, en 1710, le plus bel éloge du Conseil Supérieur qui se puisse voir. Il écrit: « Le Conseil Souverain existe encore à Colmar. Ce qu'il faut tout particulièrement louer dans les tribunaux français, c'est que les procès n'y durent pas longtemps. Les plus longs et les plus compliqués y sont terminés au bout de trois ans, révision comprise; ensuite, il n'y a plus de retard et la sentence est immédiatement exécutée. Les frais ne sont pas considérables. On n'attache surtout aucune importance à la situation des plaideurs, et l'on y voit tout aussi souvent le sujet y gagner son procès contre le seigneur, le pauvre contre le riche, le serviteur contre le maître, le laïque contre le clerc, le chrétien contre le juif que vice-versa. Le Roi, lui-même, accepte la juridiction de ce Conseil Souverain pour les questions de droit et abandonne les prétentions que le procureur fiscal combat » <sup>(2)</sup>.

Voici un témoignage qui, n'en déplaise à La Grange, a une singulière valeur. Si l'on en croit les grands historiens de l'Alsace, il se trouve corroboré par ceux de la plupart des contemporains. Il apparaît que la justice française fonctionna de façon très satisfaisante dans la province. Elle a beaucoup contribué à faire accepter aux Alsaciens le rattachement à la France. Son esprit d'équité, dissipant leurs anciennes méfiances, les a très vite conquis et a fait d'eux des sujets loyaux et fidèles au Roi et à leur nouvelle Patrie.

---

(1). — JULIEN HAYEM, op. cit., id., page 201.

(2). — FRANÇOIS D'ICHTERSHEIM: « *Topographie d'Alsace* », cité par E. GLASSON, op. cit.



## CHAPITRE V

---

### La Police

---

Sous l'Ancien Régime, lorsqu'on appliquait le mot « police » aux attributions des intendants, on le prenait, suivant son étymologie grecque, *πολιτεια*, dans son sens le plus large. Ce terme embrasse tout ce qui touche à l'intérêt de la société. Le maintien de l'ordre public, l'assistance, les affaires religieuses, l'administration militaire, pour le logement et le transport des troupes de passage, tout cela fait partie des attributions de police. Il en est de même de toutes les interventions de l'intendant relatives à l'économie de la province, le contrôle du commerce et de l'industrie, les approvisionnements en grains, les voies et communications. Il semble, d'ailleurs, impossible d'énumérer toutes les fonctions remplies par ce représentant du Roi. Elles sont indéfiniment variées et extensibles à souhait. Sa qualification habituelle de « Commissaire départi pour l'exécution des ordres de Sa Majesté » fait de lui le factotum du souverain, l'exécuteur naturel de tous les ordres du Roi.

\*  
\*\*

#### § I. — Le Maintien de l'Ordre public.

Le premier devoir de La Grange était de maintenir l'ordre en Alsace. Le gouverneur n'y étant jamais ou presque, il devait y pourvoir à sa place. Un Edit de mars 1692 avait réorganisé la maréchaussée dans la province; mais, dès le 14 juillet de la même année, les officiers se plaignent que les allocations sont insuffisantes. Les archers ne peuvent acquérir de chevaux. L'intendant, sous le

prétexte qu'il n'a pas reçu d'ordres, refuse de leur appliquer le Règlement, commun à tout le royaume, du 4 mars 1656 <sup>(1)</sup>. Le Contrôleur général des Finances, Louis Phélypeaux, comte de Pontchartrain, dut satisfaire à leur requête, car il n'y eut plus dans la suite de récriminations à cet égard. Lorsque La Grange écrit son Mémoire en 1697, la maréchaussée est composée « d'un Prévôt général, qui a sa résidence à Strasbourg; de trois lieutenants, dont un réside à Brisach, pour la Haute-Alsace; un autre à Strasbourg et l'autre à Landau, pour la Basse-Alsace. Ils ont, avec eux, chacun un Procureur du Roi, un exempt, un greffier et six archers. A Strasbourg, il y en a dix » <sup>(2)</sup>.

Pendant les vingt-cinq années que dura l'intendance de La Grange, la province fut fort calme. Il ne semble pas qu'il y ait jamais eu de troubles ou d'émeutes graves. C'est à peine s'il est parfois question de difficultés surgissant entre les fonctionnaires subalternes et les habitants. Dans ce cas, le gouvernement s'efforçait de faire des exemples. Il sévissait vite et, souvent, avec rigueur. Cette lettre de Barbézieux en témoigne : « Pour maintenir la subordination et l'autorité des baillis d'Alsace, le Roi désire qu'ils fassent mettre en prison les habitants qui se distingueront en mal et, si cela ne suffit pas, Sa Majesté trouvera bon que vous sollicitiez le Commandant de la province d'envoyer quelques compagnies de cavalerie dans les communautés qui en useront de cette manière pour les punir et empêcher que le désordre ne continue. » <sup>(3)</sup>. L'intendant répond : « L'ordre que vous me donnez ...était très nécessaire. Je tiendrai la main à ce qu'il s'exécute » <sup>(4)</sup>.

La conduite des villes n'était pas toujours exemplaire. Durant la campagne de 1674, certaines d'entre elles accueillent les ennemis du Roi avec trop de bonne grâce. Les excès des impériaux les remettent, d'ailleurs, assez vite dans la bonne voie et font plus pour la cause française que n'importe quel bienfait gouvernemental. Mais Colmar avait fait montre d'un loyalisme assez médiocre. La Grange, de lui-même, propose le châtimement : il n'y a qu'à emprisonner contre rançon le bourgmestre, le syndic et deux tribuns « parmi les plus enragés » <sup>(5)</sup>. Si la sanction était prompte, il ne faut pas croire qu'on retenait indéfiniment les coupables en prison. La détention

(1). — A. N. — G7 Con 79: Requête des Officiers en la Maréchaussée d'Alsace du 14 juillet 1692.

(2). — B. N. — Manuscrits: Copie indiquée du *Mémoire* de LA GRANGE, folio 69.

(3). — D. G., Vol. 1364: Lettre de Barbézieux à La Grange du 16 février 1696.

(4). — D. G., Vol. 1364: Lettre de La Grange à Barbézieux du 27 février 1696.

(5). — D. G., Vol. 458: Lettre de La Grange à Louvois du 9 avril 1675.

n'était jamais arbitraire. Périodiquement, l'intendant devait envoyer au ministre l'état de toutes les personnes incarcérées dans les diverses villes de la province. Cet état énonçait leurs noms et qualités, les raisons qui avaient motivé leur arrestation et la durée de leur emprisonnement <sup>(1)</sup>.

Dans sa province, l'intendant n'était pas seulement chargé de maintenir l'ordre public, il devait veiller à la conservation des bonnes mœurs. La Grange, à plusieurs reprises, sévit contre les jeux et les paris. Dans son Ordonnance du 30 Décembre 1695, on lit : « Le Roi ayant été informé que l'on recommence à jouer à la bassette, au hoca, au pharaon, barbacole, banque faillite et autres jeux, qui ont été expressément défendus par arrêt du Conseil d'Etat du 15 Janvier 1691, Nous avons reçu l'ordre de Sa Majesté de faire renouveler les défenses portées par ledit arrêt et de tenir la main à ce que les contrevenants soient condamnés aux peines portées par iceluy... » <sup>(2)</sup>.

Il essaie encore de combattre le luxe du vêtement. Pour lui plaire, le magistrat de Strasbourg, dès 1678, rend une ordonnance contre « le luxe excessif » des coiffures des strasbourgeoises, contre les bonnets de fourrure et les « schneppenhauben », sortes de petits casques d'argent ou d'or, chez les riches ; d'étoffe bordée de jais, chez les pauvres. Messieurs de la Ville, dans l'espoir d'arrêter « l'extravagance insensée » des toilettes, ordonnent aux femmes, aux jeunes filles et même aux petites filles d'adopter le costume français et de quitter ces vêtements et bonnets de Souabe, Ratisbonne et Strasbourg <sup>(3)</sup>.

D'innombrables règlements, souvent réunis en un code, comme à Strasbourg et à Colmar, règlent les us et coutumes de la bourgeoisie alsacienne. Ces prescriptions existent dans les cités catholiques comme dans les protestantes, mais elles sont plus rigides et appliquées avec plus de sévérité dans ces dernières. A Strasbourg, le règlement de 1684, sur les noces, fait défense aux jeunes gens de s'asseoir à côté des jeunes filles, à l'auberge. Les danseurs sont tenus de conserver leurs manteaux. Les jeunes filles ne doivent pas danser « en cheveux ». Il est interdit d'offrir des rafraichissements à sa danseuse et de la serrer de trop près. Les cabaretiers doivent, sous des peines graves, veiller au respect de ces consignes dans leurs

(1). — D. G., Vol. 1.068 : Lettre de Barbézieux à La Grange du 9 octobre 1691.

(2). — Voir : PRÉSIDENT DE BOUG : « *Recueil des Edits, Déclarations, Lettres Patentes, Arrêts du Conseil d'Etat et du Conseil Souverain d'Alsace, Ordonnances et Règlements concernant cette province* », Tome 1<sup>er</sup> (1657-1725).

(3). — ROD. REUSS, op. cit., Tome II, pages 56 et 57.

établissements. Il est défendu, enfin, de danser sur les places publiques. Ce bon La Grange admirait tout cela: « Il n'y a rien de plus beau, dit-il dans son Mémoire, que les ordonnances de police de la Ville de Strasbourg. L'on peut dire que la règle qui y est prescrite pour les moindres choses est sans égale. » (1).

Sa seule préoccupation n'est pas de veiller sur la moralité des alsaciens. Les guerres ont beaucoup dépeuplé la province. Pour y remédier, il inaugure une politique d'immigration destinée à remettre en culture les terres abandonnées. Ennemi de la contrainte, il n'est pas partisan « d'obliger les étrangers à prendre des lettres de naturalité ». « Le pays est trop frontière pour qu'il n'y ait pas un commerce continuuel entre les habitants des états du Roi et de ceux de l'Empire. » (2). Néanmoins, il s'efforce de les attirer et de les retenir en leur offrant de gros avantages matériels. En 1697, le bailli de Wissembourg, le sieur Mennenek, lui apprend que plusieurs émigrants, originaires du Marquisat de Bade, sont venus s'établir en Alsace et que les baillis de Monseigneur le Prince Louis de Bade les réclament. Il en écrit à Barbézieux : « Comme il n'y a rien de si avantageux pour le service du Roi que d'en attirer le plus qu'il pourra par un bon traitement, je lui ai fait savoir qu'il devait non seulement les maintenir, mais encore leur faire tout le plaisir possible sans avoir égard aux sollicitations desdits baillis et même, si vous le trouvez bon, Monseigneur, je les ferai exempter du logement des gens de guerre et d'impositions pendant trois années, car c'est le vrai moyen de repeupler la Basse-Alsace, parceque s'ils se voient bien traités, ils en feront part à leurs amis qui sont fort surchargés d'impositions et qui seront bien aise de se tirer de la misère où ils sont dans les terres de ces princes et particulièrement dans le pays de Bade » (3). Cette façon de procéder fut approuvée à Versailles, puisqu'entre les lignes du document original on peut, aujourd'hui, lire cette phrase en surcharge : « Vous les pouvez faire exempter d'impositions et de logement des gens de guerre pendant deux ans ».

En même temps que l'on encourageait les étrangers à venir s'implanter en Alsace, on s'efforçait d'y maintenir les indigènes qui auraient pu être tentés de s'en aller. Le gouvernement faisait son possible pour secourir ceux qui avaient subi, dans leurs biens, des dommages dûs à la guerre et aux passages de troupes. L'intendant instruisait les demandes et distribuait les indemnités, ainsi que le

(1). — ROD. REUSS, op. cit., Tome II, page 47.

(2). — JULIEN HAYEM, op. cit., Sixième Série, page 201.

(3). — D. G., Vol. 794: Lettre de La Grange à Barbézieux du 13 janvier 1697.

prouve cette lettre à Louvois : « Je fis, hier, rembourser les particuliers qui ont eu des maisons brûlées en Alsace » <sup>(1)</sup>. Le sinistré n'avait pas, comme aujourd'hui, de droit à la réparation, mais, en fait, on l'aidait quand même à combler sa perte. Le même principe était rigoureusement appliqué, lorsque des travaux étaient entrepris, qui devaient entraîner la dépossession de certains propriétaires. Ceux-ci touchaient une indemnité proportionnelle à l'amputation de leurs droits. Lorsque la construction du grand hôpital de Strasbourg nécessita, en 1691, la démolition d'un certain nombre de maisons, leurs possesseurs furent dédommagés. La somme à eux destinée atteignit 6.440 livres, dont moitié fut payée par le Roi et moitié par la Ville <sup>(2)</sup>.

\*  
\*\*

## § II. — Politique Religieuse.

Au point de vue religieux, l'Alsace était fort divisée. Le protestantisme dominait à Strasbourg, Wissembourg, Munster, à Horbourg et à Riquewihr, chez les Wurtemberg-Montbéliard, dans les états des Hanau-Lichtenberg et de beaucoup de seigneurs de la Basse-Alsace. Ailleurs, c'était le catholicisme qui était le plus répandu.

La Grange attribue, dans son Mémoire <sup>(3)</sup>, une place fort importante à l'organisation de l'Eglise catholique dans la province. Il consacre à cette étude un nombre de pages impressionnant. Cela s'explique si l'on songe au rôle que jouait, alors, cette institution. Elle faisait fonctionner toutes sortes de services dont la charge incombe, aujourd'hui, au budget de l'Etat. Elle tenait les registres de l'état-civil, distribuait l'enseignement, possédait presque tous les établissements d'assistance existant. Sa prospérité était nécessaire au bien aller de ces rouages. La tâche qu'elle remplissait était d'intérêt public.

L'Alsace, au XVII<sup>e</sup> siècle, est répartie en quatre diocèses. Celui de Besançon y possède vingt-quatre paroisses, celui de Bâle en a deux cent trente-sept, celui de Strasbourg trois cent quarante-sept et celui de Spire cent quinze. L'Archevêché de Besançon n'a pour tout « bénéfice » dans la province que le Chapitre de Belfort, dont le duc de Mazarin est collateur. A Giromagny, existe un Couvent

(1). — D. G., Vol. 564: Lettre de La Grange à Louvois du 26 janvier 1677.

(2). — D. G., Vol. 1.068: Lettre de Louvois à La Grange du 6 juillet 1691.

(3). — B. N. — Manuscrits: Copie indiquée du *Mémoire* de LA GRANGE, folios 11 et suivants: « *Etat ecclésiastique* ».

de religieux du Tiers-Ordre de Saint-François appelé « Picquepu-cès », de la province de Paris. L'Evêché de Bâle a pour titulaire, depuis 1693, Jacques-Guillaume de Rinck de Baldeuffen, d'une famille originaire du Brisgau. Il se qualifie Prince d'Empire. Il a, à Altkirch, un official « pour administrer la justice aux sujets de Sa Majesté ». La Haute-Alsace dépend presque entièrement de ce diocèse. C'est dans cette région que se trouve la très illustre Abbaye de Murbach, de l'Ordre de Saint-Benoît, fondée en 724 par Eberhard, duc de Souabe. L'abbé avait autrefois séance dans les diètes de l'Empire. Il est seigneur temporel des villes de Guebwiller et Watte-willer, de Saint-Amarin et de sa vallée. « C'est M. le comte de Levenstein, Grand Doyen de l'Evêché de Strasbourg, qui est abbé postulé de cette abbaye et qualifié pour ce sujet Prince de Mur-bach. » Moins importante est l'abbaye cistercienne de Lutzel, dans le Bailliage de Ferrette. D'après le Mémoire, lorsqu'il s'agit d'y élire un abbé, trois commissaires président, de la part du Roi, aux élec-tions. Ce sont: le gouverneur, l'intendant et un abbé du même ordre. Ils donnent leur avis sur les trois candidats qui ont le plus de voix et Sa Majesté choisit. Dans la vallée de Saint-Grégoire se trouve l'abbaye de Munster, de l'Ordre de Saint-Benoît, fondée en 660 par Childéric II, roi de France, et réformée en 1679. Son abbé se qualifiait jadis Abbé du Saint-Empire. Il a, actuellement, des droits sur les villes de Turckheim et de Munster. « C'est M. de La Grange, Conseiller Chevalier d'Eglise au Conseil Souverain d'Alsa-ce et Recteur Magnifique de l'Université de Fribourg, qui en est abbé, lequel par ses soins, a rendu ladite abbaye l'un des plus beaux monastères d'Allemagne... » Le diocèse de Bâle possède encore un certain nombre d'établissements religieux d'hommes et de filles. A Colmar, il y a un Collège de Jésuites, fondé par l'archiduc Léopold, doté par le Roi et par le duc de Mazarin.

Le Mémoire nous donne sur l'Evêché de Strasbourg toutes sortes de détails intéressants. « Son centre est à peu près le milieu de l'Alsace, il est des plus anciens chapitres et des plus illustres de l'antiquité. Il peut avoir vingt-deux lieues de longueur sur treize ou quatorze de large, compris ce qui en dépend, qui s'étend jusqu'à Phalsbourg, en Lorraine et au delà du Rhin, vers Oberkirch et Offembourg. » Le diocèse existait déjà sous Constantin. La cathé-drale fut reconstruite par Clovis, Pépin et Charlemagne. Nous de-vons le cœur à ces deux derniers. Le reste fut brûlé en 1003 par Hermann II, duc de Souabe, soulevé contre Henri II, empereur. L'évêque Ternerus, de la famille des comtes de Habsbourg, fit re-construire le grand vaisseau à partir de 1015. « C'est une des plus

belles œuvres du monde », déclare La Grange, qui savait apprécier un art si souvent incompris de son temps.

La Réforme a frappé durement l'Evêché de Strasbourg. En 1559, les Luthériens chassent l'évêque Erasme et son chapitre. Pendant cent vingt-deux ans, ce ne sont que luttes et compétitions. Certains chanoines, passés au luthéranisme, élisent au siège épiscopal Jean-Georges, marquis de Brandebourg; les autres restés fidèles élisent Charles, cardinal de Lorraine. En 1604, un traité conclu entre les deux partis permet à ce prélat de rétablir le culte à Molsheim, à quatre lieues de Strasbourg. Il faut attendre 1681 et la réunion de la République à la France pour que Louis XIV puisse rendre la cathédrale à la religion romaine. Son chapitre, nous dit le Mémoire, est l'« un des plus nobles qu'il y ait dans l'Eglise. Il est composé de vingt-quatre chanoines qui sont tous princes ou comtes d'Allemagne. Depuis que le Roi est rentré dans la possession de la Ville de Strasbourg, il y a été admis des Français des premières et des plus illustres familles du royaume... » Chose curieuse, le Magistrat touche les revenus de la fabrique et se charge de toutes les dépenses de réparation et d'entretien du monument. Un receveur nommé par lui tient cette comptabilité.

Dans le diocèse de Strasbourg se trouvent beaucoup de monastères, de couvents d'hommes et de filles, des collégiales, des commanderies des Ordres du Saint-Esprit, de Malte et Teutonique. Les abbayes les plus importantes sont celles d'Andlau, fondée en 880, par Sainte Richarde, femme de Charles le Gros, et celle de Saint-Valbourg, fondée par un comte de Montbéliard et située dans la forêt d'Haguenau, « qu'on appelle dans les anciens titres la Forêt Sainte, à cause des sept monastères d'hommes et de filles qui y sont établis ». A propos de Sainte-Odile, La Grange nous dit que les bâtiments en ont été ruinés par les luttes religieuses et par la guerre. Des Pères Prémontrés y sont revenus et vivent principalement des aumônes des pèlerins.

Les Jésuites ont des collèges à Haguenau, à Sélestat, à Molsheim et à Strasbourg. Celui-ci a été fondé par le cardinal de Furstemberg et bénéficie des libéralités du Roi. Trente-deux séminaristes y sont entretenus et logés. Huit places sont de la fondation du cardinal, deux du chapitre et vingt-deux du Roi. Ces dernières doivent être données à des jeunes gens de la province, sauf huit qui sont réservées à des Français originaires du royaume. Les Pères jésuites « sont tenus de fournir des prédicateurs à la cathédrale durant l'année, savoir trois Allemands et un Français ». L'intendant dit de ce collège que « c'est la meilleure école et la plus régulière de la

province ». Des sujets d'élite, destinés à briller durant le XVIII<sup>e</sup> siècle, devaient, en effet, en sortir.

Si le diocèse de Strasbourg s'était assez rapidement reconstitué, grâce à l'administration française, il n'en était pas de même de celui de Spire et de ses dépendances en Basse-Alsace. Beaucoup de seigneurs de la région et de princes palatins s'étaient appropriés les biens d'Eglise en embrassant le protestantisme. Puis, les anciens évêques et le Grand Chapitre, par un esprit d'avarice, avaient été amenés à réunir jusqu'à deux et trois cures en une seule pour en tirer les revenus. « Les curés sont très pauvres, nous apprend le Mémoire. On peut dire sans exagération que leur condition est plus misérable que celle des paysans et des autres personnes d'un état mécanique. » Les monastères qui n'ont pas disparu sont dans un état fort précaire. Le prieuré de Meslenheim, qui a été donné par le Roi à M. Yvonnet, oncle de La Grange et Grand Doyen de la Cathédrale de Blois, dépend du diocèse de Spire.

L'intendant termine son étude sur la situation du catholicisme en Alsace par une observation intéressante sur le clergé local. Les inférieurs, explique-t-il, sont plus dociles et plus faciles à gouverner par leurs supérieurs qu'en France. Le bas clergé et les curés sont plus instruits dans les principes de religion et de théologie que les curés de campagne du royaume. Par contre, ils sont moins vifs. « Ils sont peu instruits de la discipline exacte pour la vie ecclésiastique et pour l'extérieur. Ils ne sont pas capables de se laisser persuader de la nécessité de porter les cheveux courts, un habit long et modeste et tel que les canons le prescrivent... Ils veulent bien aller distingués des laïques, mais cette dernière régularité n'est pas de leur goût. » Le clergé est plus respecté qu'en France. Il a plus d'autorité. On n'a jamais entendu parler de jansénisme ou de quiétisme dans ces diocèses. Malheureusement, les prêtres et les religieux aiment un peu trop le vin et les compagnies, mais « ...comme c'est un usage parmi les prêtres et religieux allemands qui est approuvé des peuples, il ne faut pas espérer les faire revenir de cette mauvaise inclination ». Le clergé des Collégiales est assez ignorant. Enfin, la création du collège et séminaire de Strasbourg a eu un effet des plus salutaires, qui s'est répercuté même dans les autres diocèses. Les prêtres, depuis cette institution, sont plus instruits et ont une tenue beaucoup meilleure.

C'est donc à un établissement fortement doté par Louis XIV qu'est dû le relèvement intellectuel et moral du clergé alsacien. On sait que l'Eglise a trouvé dans le Gouvernement de Versailles un appui effectif. Il était naturel qu'un prince foncièrement catholique

eût le désir de soutenir et de fortifier la situation d'une religion à laquelle il appartenait et demeurait fort attaché. Mais cette raison n'était pas la seule. En leur marquant une sympathie agissante, le Roi ne faisait que témoigner à ceux de ses nouveaux sujets, qui étaient ses coreligionnaires, une reconnaissance qui leur était bien due. Si les protestants avaient soutenu, au XVI<sup>e</sup> siècle, l'effort français en Alsace; au XVII<sup>e</sup>, ce sont les catholiques qui l'encouragent et en sont le plus ferme appui. Et, parmi eux, il faut citer deux prélats, les deux évêques successifs de Strasbourg, membres de la famille de Furstemberg <sup>(1)</sup>.

L'aîné, François-Egon, naît en 1626. Il est d'abord ministre de l'Electeur de Cologne et Chanoine de plusieurs églises. En 1658, il est nommé à l'Evêché de Metz, puis, en 1663, à celui de Strasbourg. En Alsace, il se montre comme le partisan le plus chaud et le plus convaincu de la soumission au Roi. Il a à cet égard une influence décisive sur son clergé et sur l'élite du catholicisme. Mais il est souvent à Paris où, sur l'ordre de Louis XIV, Colbert s'était efforcé de lui procurer un hôtel. «... Je lui fais chercher une maison pour [la] lui donner sans meubles, ainsi que Votre Majesté l'ordonne », écrivait le ministre le 11 juin 1674. « Si M. le maréchal de Villeroy quitte celle de la Bazinière dans la fin de ce mois, je la lui ferai donner... » <sup>(2)</sup>. Lorsque le prince-évêque quitte son diocèse, il en laisse l'administration à son frère, très favorable, lui aussi, aux intérêts français. C'est d'ailleurs à Paris et à la Cour que le prélat sert le plus utilement la cause du Roi. Il a sur lui et sur sa politique une très heureuse influence. Alors que Louvois se laisserait souvent aller à brusquer les choses, François-Egon conseille la modération et le respect des anciens usages. Il le fait avec une telle autorité qu'il arrive à convaincre le maître. Les principes appliqués par Versailles sont, le plus souvent, inspirés directement par lui. Louis XIV, qui n'oublie jamais les services rendus, lui fait verser une fort belle pension. « L'Evêque de Strasbourg est arrivé ici. Je lui ferai payer, aujourd'hui, les 12.000 écus que Votre Majesté a ordonnés et les 3.000 écus par mois à commencer du 1<sup>er</sup> juillet » <sup>(3)</sup>, lit-on dans la même lettre de Colbert. En 1681, cette somme devait être encore augmentée.

La capitulation de Strasbourg fut, pour François-Egon, la dernière occasion où il eut à montrer son sens politique. Quelques mois après, le 1<sup>er</sup> avril 1682, il mourut à Cologne. Son frère, Guillaume-

(1). — Voir: LEGRELLE, « *Louis XIV et Strasbourg* ».

(2). — PIERRE CLÉMENT, op. cit., Tome II, 1<sup>re</sup> partie, page CCXLV: Lettre de Colbert à Louis XIV du 11 juin 1674.

(3). — Id.: même lettre du 11 juin 1674.

Egon, lui succède, comme il lui avait succédé à Metz, en 1663. Presque aussitôt après son arrivée à Strasbourg, il reçoit le chapeau et la pourpre cardinalices. Il poursuit, auprès de Louis XIV, le rôle bienfaisant de son aîné. Le Roi, reconnaissant, l'aide à briguer la place de l'Electeur de Cologne, dont il était le coadjuteur. Il ne peut, d'ailleurs, réussir sur ce point. Il devait mourir en 1704, à Paris, dans cette abbaye de Saint-Germain-des-Prés, qui lui avait été donnée et dont les bâtiments furent restaurés par ses soins <sup>(1)</sup>.

Les rapports entre le pouvoir et les princes-évêques de Strasbourg ont beau être excellents, La Grange n'en est pas moins obligé, comme la plupart des intendants, d'intervenir fréquemment dans l'administration religieuse. Que les élections d'abbés et les nominations de prieurs mettent en place des sujets fidèles au Roi, c'est là sa principale préoccupation. Toute sa correspondance reflète ce souci. Le 26 janvier 1677, il écrit à Louvois: « Les visiteurs de Citeaux doivent être présentement dans l'Abbaye de Lutzel, suivant l'avis qu'ils en ont donné au Conseil Provincial, qui a député des commissaires pour y assister et être présents à l'élection d'un autre abbé, en cas qu'ils trouvent matière de déposer celui qui en est présentement pourvu, suivant qu'il a toujours été pratiqué du temps de la Maison d'Autriche » <sup>(2)</sup>. L'année suivante, il s'agit des Augustins d'Alsace: « Sur l'avis que j'ai eu que le Chapitre des Augustins de la province de la Basse-Allemagne se tenait à Wurtzbourg pour changer les prieurs des couvents de Brisach et de l'Alsace, qui sont tous sujets du Roi, j'ai écrit au provincial pour les y faire rester et empêcher les premières idées qu'il avait d'y établir des Allemands » <sup>(3)</sup>. Il arrive parfois qu'un évêque s'insurge contre cette ingérence laïque dans les affaires de l'Eglise. Dans ce cas, on lui fait poliment entendre qu'on trouvera toujours les moyens de le faire céder. C'est à propos d'une affaire de ce genre que Louvois écrit à La Grange, en 1686: « Le Roi a su, par votre lettre du deux de ce mois le refus qu'à fait Monseigneur l'évêque de Bâle de bénir et de confirmer l'élection de l'abbesse d'Ottmarsheim, parce que les commissaires de Sa Majesté ont assisté à la dite élection, sur quoi Elle m'a commandé de vous faire savoir qu'Elle approuve que vous lui fassiez entendre, par quelqu'un qui le lui dise de bouche, que s'il en fait davantage de difficulté il pourrait bien arriver qu'il trouverait des obstacles dans la jouissance des revenus des biens qu'il a en Alsace et, effectivement, Sa Majesté désire que vous empêchiez qu'il ne les

(1). — Voir: A. COSTE: « *La Réunion de Strasbourg à la France* ».

(2). — D. G., Vol. 564: Lettre de La Grange à Louvois du 26 janvier 1677.

(3). — D. G., Vol. 607: Lettre de La Grange à Louvois du 12 avril 1678.

touche jusqu'à ce qu'il ait béni ladite abbesse. » Prudemment, le ministre rajoute, en surcharge: « Vous observerez de ne rien donner par écrit sur cela. » <sup>(1)</sup>. La résistance ne venait pas toujours de l'évêque. Elle venait parfois des religieux eux-mêmes. L'abbé de Murbach, Félix de Furstemberg, meurt à trente ans. L'intendant et le commandant militaire de la province, le baron de Montclar, viennent en personne pour faire élire à sa place son parent, le comte de Lœwenstein-Wertheim. Le Chapitre cède d'abord. Mais, encouragé par le Saint-Siège, il se réunit peu après en secret pour protester contre la violence faite et nommer abbé le vieux Columban d'Andlau, déjà désigné jadis par lui pour ces hautes fonctions. Comme on ne pouvait espérer le faire revenir sur cette décision, l'autorité militaire fit enlever par une escouade de dragons et jeter à la frontière les meneurs de l'opposition <sup>(2)</sup>.

Les interventions de La Grange n'étaient pas toujours faites dans un but politique. Elles étaient souvent dictées par l'intérêt supérieur de la religion. En 1689, il signale à Louvois qu'il n'y a plus de Grand-Vicaire pour les dépendances alsaciennes de l'Evêché de Spire. Comme le bien de la religion en souffre, il serait bon d'en nommer un ou d'en charger le Grand-Vicaire de Strasbourg <sup>(3)</sup>. Enfin, un fait historique important se produit sous son intendance; c'est l'arrivée à Strasbourg du premier des Rohan: « Comme il y a une place de capitulaire qui vogue dans le Chapitre de Strasbourg, que le Roi a accordée à M. l'abbé de Rohan, écrit Barbézieux en 1692, Sa Majesté désire que vous requériez Messieurs les capitulaires de s'assembler pour le recevoir avec les mêmes dignités qu'ils font [pour] les princes allemands que l'on admet dans ledit chapitre et que vous les sollicitiez, en son nom, pour apporter toutes les facilités que le Roi peut souhaiter en cette occasion » <sup>(4)</sup>. Il s'agit ici de l'abbé Armand-Gaston de Rohan, alors âgé de dix-huit ans, futur prince-évêque de Strasbourg et cardinal, auquel succèdera plus tard un neveu que l'affaire du Collier rendra tristement célèbre. Quelques jours après, La Grange rend ainsi compte de sa mission: « M. l'abbé de Rohan a été reçu ce matin chanoine capitulaire de la Cathédrale de Strasbourg, avec tous les honneurs et prérogatives qu'il a pu désirer » <sup>(5)</sup>.

S'il est parfois énergique, le rôle de l'intendant est toujours bien-

(1). — D. G., Vol. 3.780: Lettre de Louvois à La Grange du 16 octobre 1686.

(2). — REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, page 408.

(3). — D. G., Vol. 880: Lettre de La Grange à Louvois du mois de novembre 1689.

(4). — D. G., Vol. 1.160: Lettre de Barbézieux à La Grange du 20 août 1692.

(5). — Id.: Réponse de La Grange à la précédente lettre du 6 septembre 1692.

veillant pour la religion romaine. La politique de Louis XIV vise à la restauration du catholicisme en Alsace. Ce but est à la fois compréhensible et louable, mais pourquoi faut-il que des efforts naturels pour l'obtention de ce résultat aient été ternis par des arrière-pensées condamnables, par des violences exercées sur les personnes et sur les biens, par une intolérance manifeste pour une autre religion existant dans la province? Certains historiens ont vu dans la non application à l'Alsace de l'Edit de Révocation de l'Edit de Nantes un bienfait inestimable de la politique royale. Ce dernier édit n'y ayant jamais été appliqué, il n'y avait pas lieu de le révoquer (1). Il vaut mieux reconnaître que, par des tracasseries et par des intrigues, on s'est trop souvent efforcé de restreindre une liberté de conscience solennellement promise. Catholicisme et protestantisme pouvaient, cependant, subsister et prospérer côte à côte. On le comprit, Louvois une fois mort, mais beaucoup de mal était accompli qui assombrît le bien que Louis XIV a pu faire dans la province. Ses successeurs, heureusement, seront plus habiles et feront preuve du plus grand libéralisme.

Au moment où La Grange écrit son Mémoire (2), il y a cent soixante-sept « cures » luthériennes dans le diocèse de Strasbourg. Dans cette ville même, il y a : « Saint-Laurent, Saint-Pierre-le-Jeune, Saint-Pierre-le-Vieil, Saint-Martin, Saint-Nicolas, Saint-André, Sainte-Aurélien et Saint-Thomas, qui sont présentement occupés par les luthériens ». Le monastère de Saint-Guillaume sert de séminaire aux jeunes prédicants. Dans l'abbaye de Saint-Etienne, fondée en 650 par Albert, duc d'Alsace, il y a des chanoines et des chanoinesses. D'autre part, les calvinistes de la ville ont un prêche à une lieue de là, à Wolfisheim. Dans le diocèse de Spire, ceux-ci sont en majorité. Ils ont quarante-trois paroisses, alors que les luthériens n'en ont que sept. Pour assurer le service, ils ont, les uns et les autres, vingt ministres. Sur l'état de la religion protestante dans les régions dépendant des évêchés catholiques de Bâle et de Besançon, l'intendant ne nous dit rien.

C'est dix-huit ans avant la rédaction du Mémoire qu'est inaugurée la nouvelle politique de Louis XIV en la matière (3). L'Edit du 13 mars 1679 condamne les relaps à l'amende honorable, au bannissement perpétuel, à la perte de leurs biens. L'année suivante, un

(1). — CHR. PFISTER: *L'Alsace et l'Edit de Nantes*, Revue Historique, 54<sup>e</sup> année, Tome CLX - II, mars-avril 1929, pages 217 et suivantes, et notamment page 225.

(2). — B. N. Manuscrits: Copie précitée du *Mémoire* de LA GRANGE, folios 58 et suivants.

(3). — Voir: RODOLPHE REUSS, op. cit., Tome II, pages 538 et suivantes.

Edit de novembre défend les unions entre catholiques et hérétiques, comme « un scandale public et une profanation visible d'un sacrement ». Les contrevenants sont passibles de bannissement et de confiscation. L'Edit de Compiègne de mars 1683, enregistré au Conseil de Brisach le 30 avril, défend aux ministres de la religion prétendue réformée de recevoir les catholiques au temple ou au prêche. Il n'est pas, en principe, dirigé contre les pasteurs luthériens, si l'on en croit cette lettre de Louvois à La Grange: « Il est bon, dit-il, de faire un exemple sévère des ministres du bailliage de Guernersheim, qui ont reçu à leur prêche et donné la Cène à des habitants des environs qui s'étaient convertis il y a un an. Mais, comme la déclaration du Roi n'est pas contre les ministres luthériens, il vaut mieux les tenir en prison et les chasser du pays après leur avoir fait payer une grosse amende » (1). Trois mois après, nouvelle mesure législative. L'Edit de Bellegarde accorde aux populations alsaciennes « une entière liberté de conscience et de pouvoir continuer l'exercice de la religion qu'ils professaient ». Mais, il défend à tout sujet catholique de changer de religion. « L'exercice du culte des dites religions (de Luther ou Calvin) sera interdit pour jamais dans les lieux où un catholique aura été admis à faire profession d'icelles ».

Ces édits sont injustes. Tout en se réclamant de la liberté, ils créent, entre les confessions, une inégalité qui devait choquer les consciences protestantes. En même temps que l'on interdit la conversion des catholiques, en menaçant des pires sanctions les églises réformées, on essaie, par tous les moyens, d'entraîner celle des luthériens et des calvinistes. Dans ce but, La Grange rend le 26 août 1683 une Ordonnance en faveur des « nouveaux convertis ». « Sur l'avis qui Nous a été donné que plusieurs sujets du Roi de la religion prétendue réformée et luthérienne de la province d'Alsace sont dans le dessein de se convertir et d'embrasser la religion catholique, apostolique et romaine; et qu'ils en sont néanmoins divertis et retenus par l'appréhension qu'ils ont que par le crédit des Seigneurs des lieux de leur demeure, les Baillis et Officiers d'iceux, qui sont des mêmes religions, ne les surchargent, en haine de leur conversion, de logements de gens de guerre et d'impositions... Nous ordonnons que ceux des sujets du Roi des religions luthérienne, calviniste, juive et autres, qui se sont convertis et faits catholiques depuis le premier jour de la présente année et qui se convertiront ci-après, soient et demeurent exempts et déchargés pendant le temps de trois années consécutives, à commencer du jour de leur conversion, non seulement du logement des gens de guerre, tant

(1). — Lettre du 2 juin 1686, citée par REUSS.

d'infanterie, de cavalerie et autres, soit qu'ils soient en quartier d'hiver dans ladite province ou qu'ils tiennent garnison dans les lieux de leur résidence actuelle, mais aussi de toutes impositions, tant pour la subvention que pour la subsistance desdits gens de guerre et autres quelles qu'elles puissent être... » (1).

Les exemptions fiscales ne suffisent pas. Le 4 juin 1685, un Arrêté du Conseil d'Etat donne aux nouveaux convertis un délai de trois ans pour payer leurs dettes. Louvois écrit à La Grange d'en dresser la liste, de la lui communiquer pour que des gratifications personnelles puissent être distribuées (2). Des bienfaits analogues sont accordés à ceux dont on espère la conversion prochaine. « Le Roi a appris avec plaisir, lit-on dans une lettre du ministre, que le sieur Kempfer, Syndic de la Noblesse de la Basse-Alsace, se soit enfin déterminé à changer de religion. Sa Majesté lui a accordé, en cette considération, mille écus, par gratification, et trouvera bon que vous portiez la noblesse de l'Alsace à lui augmenter ses appointements de 1.500 livres » (3).

Christophe Güntzer, Syndic royal de Strasbourg, cumule les traitements. Ulrich Obrecht, converti par Bossuet, est nommé Prêtre royal. Encore sont-ils un peu suspects, parce que leurs femmes persistent à ne pas vouloir abjurer. Louvois presse l'intendant à ce sujet: « Il faut que vous leur fassiez entendre que le Roi, ayant lieu de croire que leurs conversions (celles des maris) ne seraient pas de bonne foi, Sa Majesté ne fît plus payer les pensions qu'Elle a bien voulu leur accorder aussi ponctuellement » (4). L'entêtement féminin est sans bornes. Trois mois après, il est encore question de cette affaire. « Je ne manquerai pas d'exécuter le surplus de vos ordres, écrit La Grange, et de faire entendre à Messieurs Güntzer, Obrecht et Kempfer ce que vous approuvez que je leur dise au sujet de la conversion de leurs femmes » (5).

La législation de la République de Strasbourg admettait le divorce. Louvois écrit à Obrecht que Sa Majesté interdit au Magistrat de rendre à l'avenir des sentences qui permettent à des époux divorcés pour cause d'adultère de se remarier. Quelques années après, Barbézieux notifie l'ordre du Roi retirant à « Messieurs de la Ville » la connaissance des affaires matrimoniales et leur défen-

(1). — PRÉSIDENT DE BOUG, op. cit. — ROD. REUSS, op. cit., Tome II. — CHR. PFISTER: *L'Alsace et l'Edit de Nantes*, page 226.

(2). — Lettre du 16 mai 1688, citée par REUSS.

(3). — Lettre de Louvois à La Grange du 25 novembre 1685, citée par REUSS, d'après les « *Documents Inédits* » de VAN HUFFEL.

(4). — Lettre de Louvois à La Grange du 15 octobre 1686, id., id.

(5). — D. G., Vol. 794: Lettre de La Grange à Louvois du 9 janvier 1687.

dant de dissoudre les mariages <sup>(1)</sup>. Entre temps, s'était accompli une réforme d'une utilité indiscutable, mais qui ne manqua pourtant pas de soulever quelque résistance locale. Le calendrier réformé de Grégoire XIII n'était pas partout en vigueur en Alsace. Après la prise de possession de Strasbourg, Louvois prescrivit l'abandon du calendrier protestant, qui était en retard de dix jours. Le bond est franchi le 12-22 février 1683.

Malheureusement, les mesures vexatoires continuent. De 1684 à 1686, le Gouvernement royal fait savoir à tous les princes et seigneurs possessionnés sur les domaines de Sa Majesté d'avoir uniquement sur leurs terres des baillis, des greffiers et des prévôts appartenant à la religion romaine. Bien qu'à Strasbourg, les protestants soient infiniment plus nombreux que les catholiques, Louis XIV, par une lettre de cachet, ordonne que l'« alternative » sera pratiquée dans les élections et promotions aux charges de la magistrature et dans les emplois en dépendant <sup>(2)</sup>. Enfin, on introduit le « simultaneum », c'est-à-dire que l'on donne aux deux cultes la faculté de se célébrer côte à côte dans les églises divisées <sup>(3)</sup>. Mais la présence de sept familles catholiques dans une localité protestante suffit pour qu'elles puissent prétendre à la possession du chœur de l'édifice. Cela donne lieu à des excès regrettables. Des monuments rappelant la foi réformée sont détruits. A Riquewihr, une bande d'individus est en train de saccager une tombe de la famille de Wurtemberg-Montbéliard. La princesse Anne, avertie par une de ses femmes de chambre, accourt en toute hâte et met en fuite les démolisseurs. L'intendant, saisi de l'affaire, n'y donne aucune suite. Louvois, d'ailleurs, veut aller plus loin encore. Le 17 août 1686, il écrit à La Grange: « Sa Majesté trouve bon que, sans rendre d'ordonnance publique, ni en rien mettre par écrit, vous empêchiez qu'il se fasse plus d'exercice de la religion luthérienne dans les lieux où il y aura les deux tiers des familles catholiques » <sup>(4)</sup>.

Beaucoup de protestants finissent par abjurer pour retrouver leur tranquillité et bénéficier des faveurs gouvernementales. Mais ceux qui sont très attachés à leurs principes ne se convertissent qu'en façade et négligent systématiquement l'éducation catholique de leurs enfants. Le Roi s'en émeut et donne à l'intendant les ordres nécessaires pour qu'il y soit paré: « J'ai été informé que

(1). — Cette correspondance se trouve à la Bibliothèque Municipale de Strasbourg, Série AA., AA. 1918 (Liasse), années 1683-1699.

(2). — CHR. PFISTER: *L'Alsace et l'Edit de Nantes*, pages 233 et 234.

(3). — CHR. PFISTER, id., p. 228.

(4). — Lettre publiée par ROD. REUSS, d'après VON HUFFEL, op. cit.

plusieurs nouveaux convertis négligent d'envoyer leurs enfants aux écoles des lieux de leurs demeures, aux instructions et catéchismes qui se font dans leurs paroisses, en sorte qu'ils pourraient rester sans être instruits de leur religion, s'il n'y était pourvu... Mon intention est que vous fassiez savoir à mes sujets nouveaux-catholiques que je désire qu'ils envoient régulièrement leurs enfants aux écoles, aux instructions et catéchismes et que, s'ils y manquent, je veux en ce cas que lesdits enfants soient mis, de l'ordonnance des juges des lieux, savoir les garçons dans les collèges et les filles dans les couvents, et que leur pension soit payée sur les biens de leurs pères et mères et que, s'ils n'ont point de bien, ils soient envoyés et reçus dans les hôpitaux des lieux les plus prochains. » (1).

Toutes ces mesures d'exception visent beaucoup plus les luthériens que les calvinistes. Dans ce siècle où la tolérance est un sentiment trop rare, les protestants, eux-mêmes, se déchirent entre-eux. Les premiers font preuve à l'égard des seconds d'un sectarisme insensé. La religion de Calvin, bannie de Strasbourg, s'était réfugiée à Wolfisheim, chez les Hanau-Lichtenberg (2).

En novembre 1685, les deux ministres qui s'y trouvent sont expulsés, bien que Suisses. Sur les supplications réitérées du Consistoire, La Grange permet à l'un d'entre eux de revenir et de reprendre les prédications en allemand, « pourvu toutefois que ledit ministre ne sache pas la langue française. » (3). La paroisse ainsi reconstituée devint assez nombreuse. En 1697, elle compte jusqu'à 1.528 âmes. Les seuls calvinistes vraiment persécutés furent ceux qui, échappés du royaume, s'étaient réfugiés en Alsace. On les poursuivait eux, personnellement, ainsi que leurs coreligionnaires qui les cachaient. Au contraire, ceux qui étaient natifs de la province ne furent guère inquiétés.

Peut-être faut-il attribuer ce régime de faveur au fait que Louis XIV avait besoin de l'alliance des cantons helvétiques. Il est possible aussi que le petit nombre des disciples de Calvin ne lui paraissait pas constituer un danger. D'ailleurs, quelque regrettable qu'ait été sa politique religieuse en Alsace, il faut reconnaître que, même à l'égard des luthériens, ses excès ont été de courte durée et n'ont jamais égalé ceux commis à l'intérieur du royaume. Les mesures rigoureuses prises de 1679 à 1686 s'atténuent peu à peu pour en arriver à une tolérance de fait. D'autre part, il est des choses aux-

(1). — Lettre du Roi à La Grange, du 5 juin 1686, publiée par Rod. REUSS, op. cit., Tome II, page 563.

(2). — CHR. PFISTER: *L'Alsace et l'Edit de Nantes*, page 230.

(3). — Lettre de La Grange du 15 janvier 1686, citée par Rod. REUSS, op. cit., Tome II, page 501.

quelles on ne toucha jamais. C'est ainsi que l'Université protestante de Strasbourg ne fut pas inquiétée <sup>(1)</sup>. Bien mieux, cette institution, créée dès 1566, ne connut son essor magnifique qu'après la réunion de la ville libre à la France. A l'époque que nous étudions, le gendre de l'historien Bœcler, le fameux Ulrich Obrecht, en est une des lumières. Bossuet disait de lui: « Cet homme est l'abrégé de toutes les sciences ». Ses ouvrages fameux: « De legibus agrariis populi romani », « De nummo Domitiani Isiaco », « Dissertationes selectae » et « Alsaticarum rerum prodromus » eurent un grand retentissement.

Ce grand savant eut encore le mérite d'être, pour l'intendant et pour le Gouvernement royal, un collaborateur avisé.

Les rapports du pouvoir et du protestantisme se détendent surtout après la mort de Louvois. C'est, en effet, à l'influence fâcheuse de ce ministre qu'il faut attribuer presque toutes les vexations commises contre les adeptes de la religion réformée. S'il n'avait été sans cesse conseillé par un esprit aussi intolérant, Louis XIV, certainement, aurait montré plus de modération. Le Roi était un politique beaucoup plus clairvoyant et plus pondéré que son secrétaire d'Etat. Quant à La Grange, il semble bien avoir compris, de bonne heure, le danger et l'inutilité que présentent, toujours, les interventions brutales de l'autorité en matière religieuse. C'est un administrateur intelligent et humain. Il obéit aux ordres qui lui viennent de ses supérieurs pour ne pas les mécontenter, mais il s'efforce d'en rendre l'exécution plus douce. Il gagne du temps, chaque fois que cela est possible. Lorsque l'ardeur du ministre se calme, il se garde bien de la réveiller.

Si les protestants ont eu à se plaindre du régime que leur faisait subir le Gouvernement de Versailles, celui-ci s'est montré, vis-à-vis des juifs, d'une tolérance rare, exceptionnelle, pour l'époque. Alors que dans les pays étrangers les vieux préjugés subsistent, on leur accorde, en France, et notamment en Alsace où ils sont assez nombreux, un traitement privilégié. Pour leur éviter les brimades des autorités locales, Louis XIV les prend sous sa protection directe, que l'intendant est spécialement chargé d'exercer en son nom. Les juifs, à côté des villes, ont leurs communautés propres. Les tribunaux rabbiniques sont compétents pour juger de leurs différends. Leur aptitude au commerce fait qu'ils rendent de grands services aux populations et au Roi lui-même. Beaucoup d'entre eux sont maquignons et assurent la remonte de la cavalerie royale.

La seule chose qu'on leur demande, c'est de ne pas enfreindre

---

(1). — Voir: ADOLPHE CHÉRUEL: « L'Ancienne Université et l'Académie moderne de Strasbourg » (Discours).

les mesures d'ordre public. Ainsi, une Ordonnance de La Grange, du 26 novembre 1690, leur interdit de faire du négoce, dans les villages, les dimanches et jours de fêtes, à peine d'être condamnés à 100 livres d'amende <sup>(1)</sup>. Au lieu de les tenir en suspicion, celui-ci, dès son arrivée en Alsace, cherche à les utiliser dans des emplois dépendant de l'administration. Dans une lettre à Louvois, il s'exprime ainsi: « ...Je manderai au dit sieur de la Goupillière d'établir les péages de Guermersheim et de Neubourg à Philipsbourg, de n'y faire lever que les mêmes droits, qui se prenaient dans les autres lieux, et que s'il peut trouver quelques juifs qui veuillent prendre à ferme tous les domaines dudit bailliage, qu'il les leur peut bailler, après en avoir fait faire des publications au plus offrant... » <sup>(2)</sup>.

Au point de vue fiscal, « les juifs, nous dit le Mémoire <sup>(3)</sup>, sont exempts de toutes les impositions, subventions et autres, à la réserve de la capitation et des droits de protection qu'ils paient au Roi dans les terres de son domaine et aux seigneurs dans celles, où ils habitent, qui n'en sont pas ». Cette situation favorable suscite des jalousies. Les fermiers du Domaine, qui n'aiment pas que des contribuables leur échappent, ne voient pas d'un bon œil tous ces privilèges. Ils prétendent n'en pas tenir compte. Les intendants, à diverses reprises, sont obligés d'y mettre bon ordre. L'ordonnance de Poncet de la Rivière ayant été transgressée, La Grange en promulgue une autre, en 1674, où il est dit: « Nous avons déchargé et déchargeons lesdits juifs des péages corporels qui se lèvent sur eux dans la province, ordonné qu'ils jouiront des mêmes privilèges que ceux de la Généralité de Metz, moyennant les 10 florins et demi que chacune famille paiera par an audit M<sup>e</sup> Etienne Chaperon (Fermier du Domaine) pour le droit de protection et tous autres généralement quelconques et les droits ordinaires qu'ils doivent à l'entrée et sortie de la province ou passant avec des marchandises sur des terres étrangères comme les habitants d'icelles pour leurs marchandises seulement... » <sup>(4)</sup>. Ce texte est formel. Il ne laisse subsister aucun doute. Il ne suffit pourtant pas à arrêter les abus. Six ans après, l'intendant est obligé de rédiger une nouvelle ordonnance: « Sur ce qui nous a été représenté par la communauté des juifs de Brisach que quoique par notre Ordonnance ci-dessus ils soient déchargés de toutes impositions, logements de troupes et fournitures, moyennant 10 florins par chaque famille juive payés à la Ville et 10 florins  $\frac{1}{2}$  au Roi, pour le droit de protection, les Ma-

(1). — Citée par REUSS, op. cit., Tome II, page 582.

(2). — D. C., Vol. 412: Lettre de La Grange à Louvois du 20 avril 1674.

(3). — JULIEN HAYEM, op. cit., Sixième Série, page 184.

(4). — DE BOUG, op. cit., Tome I<sup>er</sup>: Ordonnance de M. de La Grange portant Règlement entre les Juifs et le Fermier du Domaine. 2 mars 1674.

gistrats de Brisach ont prétendu les loger de gens de guerre et même leur faire fournir des ustensiles <sup>(1)</sup> au delà de leurs moyens et facultés... Nous faisons défense auxdits sieurs les Magistrats de Brisach et à tous ceux de la province de les loger de gens de guerre, ni de les faire contribuer aux autres choses qu'au droit de protection réglé par notre Ordonnance, à la Ville de Brisach, où ils seront seulement tenus de fournir par chaque famille un lit de bois garni d'une pailleasse, un matelas, des draps et une couverture... » <sup>(2)</sup>.

Sur les mœurs des israélites alsaciens, La Grange nous donne ces quelques détails: « Il y a plusieurs familles de juifs établies dans la province, qui font toutes sortes de commerce et particulièrement celui des chevaux et bestiaux, et l'on peut dire que l'on en tire du secours en temps de guerre et qu'ils y sont nécessaires... Ils prêtent à usure, prennent des denrées et autres marchandises en paiement, et il n'y a rien où ils ne trouvent quelque tempérament pour leur commerce, qui ne leur produit pas considérablement, car il n'y en a que très peu qui soient à leur aise et aucun que l'on puisse dire riche. » <sup>(3)</sup>.

\*  
\*\*

### § III.— Tutelle des communautés et des administrations municipales

Il y avait, dès l'époque de La Grange, un nombre assez grand de villes importantes en Alsace. Elles étaient administrées de façon souvent très différentes les unes des autres. Cette diversité s'expliquait par des raisons historiques. En établissant sa domination sur la province, Louis XIV avait garanti le respect des « libertés et privilèges » et il avait maintenu en vigueur les anciennes constitutions. A côté des villes, il y avait les simples communautés d'habitants jouissant d'un régime municipal embryonnaire. Pour ne pas heurter les usages établis, l'intendant intervient le moins qu'il peut dans la vie locale. Dans les villages, dans les paroisses, il se borne à empêcher les abus. Comme l'intérêt général est plus facilement en cause dans l'administration des cités importantes, son autorité s'y fait sentir davantage. Il nomme les bourgmestres, ce qui est une règle courante dans les provinces frontières du royaume. Il surveille la gestion des finances particulières et des revenus patrimoniaux

(1). — L'ustensile est le mobilier nécessaire aux troupes. Sa fourniture était une charge pour les villes et les communautés d'habitants.

(2). — DE BOUG, op. cit., Tome I<sup>er</sup>: Ordonnance de M. de La Grange en faveur des Juifs, rendue en conséquence de celle du 2 mars 1674, 8 mai 1680.

(3). — *Mémoire*: JULIEN HAYEM, op. cit., Sixième Série, page 184.

des collectivités, afin de prévenir leur dilapidation. Pour éviter que les magistrats municipaux n'entreprennent trop souvent des voyages à Versailles aux frais de leurs administrés, il leur est défendu de « ...faire aucune députation, sans avoir, auparavant, obtenu le consentement des habitants dans une assemblée générale, dont l'acte de délibération doit être confirmé et autorisé d'une permission par écrit de M. l'intendant... » <sup>(1)</sup>. Les députés envoyés à l'encontre de ces prescriptions ne sont pas écoutés et peuvent être punis. L'intendant est l'intermédiaire né entre les communautés et le Gouvernement. Son rôle, ici encore, est très varié et ne connaît pas de limites rigides. En fait, il exerce sur les fonctionnaires locaux, élus ou nommés, une tutelle bienveillante destinée à sauvegarder à la fois les intérêts des habitants et ceux du Roi.

Comme toute la province, les villes d'Alsace souffrent beaucoup des guerres continuelles. Louis XIV fait bien fortifier un certain nombre d'entre elles, mais il ne tient pas compte des intérêts économiques ou artistiques, inconciliables avec les intérêts militaires. Lorsqu'il fait choix d'une place à créer ou à améliorer, il ne se préoccupe que de sa situation géographique et de la possibilité d'assurer sa protection par une combinaison des travaux d'art avec les facilités données par la nature. Beaucoup de cités anciennes dont les défenses ne sont plus considérées comme utilisables se trouvent ainsi sacrifiées. Leurs garnisons sont retirées et leurs remparts rasés, pour que l'ennemi ne puisse en tirer le moindre parti. Ces démolitions suscitent un gros émoi chez les bourgeois, qui perdent ainsi la médiocre sécurité qu'ils avaient. Le Prince-Evêque de Strasbourg, François-Egon de Furstemberg, essaie de s'entremettre auprès de Louvois, en faveur de Saverne: « Je suis tellement enrhumé, Monsieur, et j'ai d'aussi grands maux de tête qu'il m'a été impossible de rester plus longtemps à Saint-Germain et de vous faire ultérieures instances pour la conservation de ma pauvre ville de Saverne... Je vous supplie, Monsieur, pour l'amour de Dieu, que Sa Majesté veuille envoyer des autres ordres, par un courrier exprès à M. de Montclar, de suspendre et différer l'ultérieure démolition des murailles... » <sup>(2)</sup>. Satisfaction ne put être donnée au malheureux prélat. La dure nécessité exigeait de sacrifier les vieilles places aux nouvelles.

Ces villes, désormais ouvertes, subissent, à chaque passage de

(1). — DE BOISLISLE: « *Correspondance des Contrôleurs Généraux des Finances avec les Intendants des Provinces* », Tome I<sup>er</sup> (1683-1698), p. 1292. Circulaire du Contrôleur Général Louis Phélypeaux de Pontchartrain à Messieurs les Intendants du 25 février 1694.

(2). — D. G., Vol. 566: Lettre de François-Egon de Furstemberg, Prince-Evêque de Strasbourg, à Louvois du 10 février 1677.

l'ennemi, des dévastations qui ruinent leur prospérité et compromettent leur vie à venir. Dès qu'à la guerre succède une période de paix, La Grange s'efforce de réparer le mal commis par les Impériaux. Le 15 novembre 1683, il prend une ordonnance pour faciliter la reconstitution matérielle de Saverne. Cette mesure porte d'heureux fruits, puisque, dix ans plus tard, la population est d'environ 1.500 âmes. Le *Mémoire* nous dit que c'est « une ville fort gaie », bien qu'elle ne possède « qu'une rue et quelques maisons derrière ». La rue, il est vrai, est longue. Elle compte 236 maisons, abritant près de 300 familles. Outre les membres du clergé, des congrégations et de la noblesse, il y a 244 bourgeois, 282 bourgeoises, 644 enfants et 275 domestiques des deux sexes <sup>(1)</sup>.

L'intendant se préoccupe d'aider les municipalités dans la construction ou la réparation de bâtiments, qui entraîneraient, pour elles, de trop grosses charges. Dans sa correspondance avec Louvois, il fait souvent appel à l'aide pécuniaire du Roi. Il écrit en 1674: « L'église que Sa Majesté a ordonné être bâtie à Sainte-Marie-aux-Mines et pour la construction de laquelle Elle a donné 5.500 livres, est achevée, en sorte que l'on y dira la messe le jour de Saint Louis. Il ne lui manque plus que des cloches pour lesquelles... il serait nécessaire d'un fonds de 1.000 livres. Si Sa Majesté voulait augmenter ses charités, toute la communauté en serait très obligée... » <sup>(2)</sup>. Une autre fois, le 16 juillet 1678, il s'agit de Brisach: « Messieurs du Magistrat me viennent d'apporter la lettre que je vous envoie, par laquelle ils vous supplient, Monseigneur, de vouloir leur faire accorder quelque chose par le Roi, pour leur aider au rétablissement de l'accident qui est arrivé aux murailles qui soutiennent le cimetière de la grande église. Comme ils ont de grandes dépenses à faire, je ne les vois guère en état de faire celle qui se présente si ce n'est par les grâces de Sa Majesté que vous aurez la bonté de leur procurer » <sup>(3)</sup>. En 1681, le Conseil d'Alsace sera transféré d'Ensisheim à Brisach. Le palais qui, dans la première de ces deux villes, est affecté à son usage sera conservé, car le ministre désire « que l'on y laisse la halle qui est dessous et qui en fait la plus grande partie ». Pour loger le Conseil dans sa nouvelle résidence, on élève un beau bâtiment sur les plans de l'ingénieur Tarade. Le Roi accorde 10.000 livres et promet de s'en procurer 20.000 autres par une imposition <sup>(4)</sup>. Enfin, les frais nécessitent un peu par-

(1). — ROD. REUSS, *op. cit.*, Tome I<sup>er</sup>, p. 394.

(2). — D. G., Vol. 469: Lettre de La Grange à Louvois du 21 août 1674.

(3). — D. G., Vol. 608: id., 16 juillet 1678.

(4). — D. G., Vol. 648: id., du 10 juillet 1679.

tout par la création d'hôpitaux sont partagés entre Sa Majesté et les municipalités.

Cette aide ne réussit d'ailleurs pas à améliorer une situation financière souvent précaire. Pour accroître leurs ressources, les magistrats des villes ont tendance à créer des taxes de légalité douteuse ou à augmenter indûment la charge de certains habitants. Il se perçoit à Landau un droit de protection d'origine seigneuriale. Ce droit est rendu plus lourd pour les Français. La Grange est contraint d'intervenir et de le fixer à 20 livres par an pour les riches marchands, à 12 pour les moins fortunés et à 3 pour les plus pauvres. Cette réduction n'est accordée qu'à la condition que les bénéficiaires construisent et se fassent réellement bourgeois dans l'année <sup>(1)</sup>.

En imposant cette dernière obligation, l'intendant se conforme exactement au droit local en vigueur dans la province et, aussi, dans l'Empire. Celui-ci va même plus loin : Les maisons et héritages vendus à des étrangers dans l'enceinte des villes y peuvent être retirés à leurs nouveaux acquéreurs. Pour empêcher ce privilège de porter son effet, ceux-ci doivent, auparavant, demander l'accession à la bourgeoisie. En se soumettant au régime municipal commun, ils participeront aux charges que tous les habitants supportent. Etant donnée la facilité avec laquelle on devient bourgeois, cet usage, dit La Grange, n'entrave pas le développement des villes, il ne porte aucun préjudice au service de Sa Majesté et il est profitable aux communes <sup>(2)</sup>.

Les interventions de l'intendant sont plus fréquentes dans la vie municipale de Strasbourg que partout ailleurs. Cette cité, la plus importante de l'Alsace, n'a pu, du fait des circonstances, prendre le rang auquel elle a droit. Sa constitution de ville libre lui a permis un large essor commercial, mais lui a ôté toute prépondérance politique dans la province. Louis XIV veut en faire ce qu'elle doit être : une capitale régionale. Dès 1681, il y installe son intendant et y centralise ses services. La République, par cette augmentation de prestige, se trouve dédommée de la perte de son indépendance. Mais le Gouvernement, qui lui confère une telle prééminence doit s'entourer de certaines garanties. Il faut que le Magistrat comprenne sa tâche et exerce son activité sans nuire à l'intérêt national.

La Grange, dans son Mémoire <sup>(3)</sup>, décrit en détail les rouages administratifs de la ville. Ils sont nombreux et compliqués, au point qu'à Versailles on ne comprend pas grand chose à leur fonctionne-

(1). — D. G., 1.067 : Lettre de La Grange à Louvois, année 1691.

(2). — D. G., Vol. 560 : id., 17 septembre 1677.

(3). — B. N. Manuscrits : Manuscrit précité du *Mémoire* de LA GRANGE, folios 84 et suivants.

ment. Il semble que les charges publiques aient été multipliées pour satisfaire les ambitions d'une bourgeoisie toujours désireuse d'y accéder. Le Magistrat de Strasbourg comprend, d'abord, un grand nombre d'assemblées. En premier lieu, viennent les « trois chambres secrètes » des Treize, des Quinze et des Vingt-et-Un. Leurs attributions sont d'ordre politique, administratif, financier et judiciaire. Devant elles sont discutées les affaires les plus importantes. Au-dessous d'elles sont le Grand et le Petit Sénat et le corps des trois cents Notables ou Echevins. Les deux Sénats ont un rôle principalement judiciaire. Le corps des Echevins en a un assez peu défini. A côté de ces assemblées, il y a un Consul ou Ammeistre et quatre prêteurs de quartiers. On élit six consuls à la fois. Chacun d'eux reste un an en fonctions et cinq ans hors d'exercice.

Tous les actes authentiques s'intitulent et toutes les lettres se signent au nom de celui qui est en place. Les membres du Magistrat sont élus par la noblesse et par la bourgeoisie. Celle-ci se divise en vingt corps appelés tribus. Il y a la tribu des bateliers ou de l'Ancre, celle des marchands ou du Miroir, celle des bouchers ou de la Fleur, celles des boulangers, drapiers, tanneurs, maçons, etc... La Grange nous dit que « les docteurs et professeurs de toutes les facultés et le reste des personnes considérables pour leur érudition ou par leur expérience sont distribués dans ces tribus aussi bien que le menu peuple et les artisans ». Cette administration municipale est fort démocratique: « Non seulement, les nobles et les notables, écrit l'intendant, mais même tout le reste des citoyens, que la stupidité de l'esprit ou la dépravation des mœurs n'excluent pas, peuvent aspirer et parvenir par degrés aux honneurs de la magistrature... »

La Capitulation du 30 septembre 1681 stipule qu'aucune modification ne sera apportée à la composition et aux pouvoirs du Magistrat de Strasbourg. Le Gouvernement royal conserve les rouages existants. Mais, par une réforme d'une régularité douteuse, il y adjoint, pour assurer la liaison entre la République et lui, deux fonctionnaires, chargés de faire connaître ses désirs et, quelquefois, sa volonté. Ce sont d'abord le Syndic royal, puis le Prêteur royal. Pour remplir ces fonctions, on choisit deux alsaciens éminents ; mieux, deux strasbourgeois. A la première, on nommera Christophe Güntzer, à la seconde, Ulrich Obrecht. Ces deux hommes seront les auxiliaires précieux de l'intendant, les intermédiaires obligés entre la Ville et le représentant du Roi. Chose curieuse, ils se haïssent à mort <sup>(1)</sup>. Obrecht éprouve une violente jalousie contre Güntzer,

---

(1). — Voir, à ce sujet, la *Correspondance échangée entre Ulrich Obrecht et Jean-Baptiste Klinglin*, publiée par ROD. REUSS.

parce que, moins cassant, il est mieux vu que lui dans les conseils (1).

La Grange ne s'émeut pas de cette situation. Il se méfie également des deux et il semble préférer leur brouille, afin de pouvoir les espionner l'un par l'autre. Leurs dissentiments le servent bien mieux que ne le pourraient faire leur entente ou leur complicité.

Avant la réunion de Strasbourg à la France, les lois de la République bannissaient du Magistrat catholiques et calvinistes. Si Louis XIV n'intervient pas en faveur des seconds, qui sont peu nombreux, il exige que les premiers soient placés sur le même pied que les luthériens. Une lettre royale du 5 avril 1687, lue au Conseil des Treize le 30 du même mois, demandait « qu'il y eût toujours dans le Magistrat un nombre de bourgeois ou habitants catholiques et luthériens proportionné à ce qu'il y en aura dans la ville de l'une ou de l'autre religion ». Cet ordre prêta à certains abus, lors des errements de la politique de Versailles en matière religieuse. Il fut, souvent, interprété de la façon la plus défavorable aux protestants (2). Les moins convaincus d'entre eux, sacrifièrent leurs convictions pour parvenir plus facilement aux honneurs. « Les catholiques, au nombre de mille familles, sont étrangers ou nouveaux convertis, écrit Boulainvilliers, car il faut dire que, depuis que le Roi a ordonné que la magistrature serait alternative entre les luthériens et les catholiques, plusieurs de ceux qui y aspiraient ont changé de religion, dans la vue d'y parvenir. Ce n'est point une médisance, chacun sait l'usage en Allemagne, où l'on se résoud assez aisément à suivre la religion du souverain. » (3).

Güntzer et Obrecht nommés, l'« alternative » introduite, aucune autre modification ne devait plus être apportée au statut de la République. La Grange se contente de veiller à ce que les habitants de la ville demeurent loyaux et fidèles. Il s'en préoccupe dès la fin de 1681, au lendemain de la capitulation. « ...Il serait à propos, écrit-il à Louvois, que [M. de Chamilly et moi] nous fissions prêter serment à toute la bourgeoisie le premier jour de l'année, comme ils avaient accoutumé de le faire, ou du moins d'y être présents,

(1). — CHR. PFISTER: *L'Alsace et l'Edit de Nantes*, p. 232: Les rapports entre Ulrich Obrecht et le Magistrat ne pouvaient qu'être fort tendus ; son père était mort sur l'échafaud, en 1672, pour avoir répandu des pamphlets perfides contre Messieurs de Strasbourg.

(2). — ROD. REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, pages 433, 434 et 435.

(3). — BOULAINVILLIERS (op. cit.) disait vrai. Un des principes admis en Allemagne, c'était que le seigneur, qu'il soit un individu ou une collectivité, pouvait imposer sa religion à tous ses sujets: « Cujus regio ejus religio ». Il fallait entendre par religion du seigneur celle du suzerain (=le Roi) et non celle du vassal. Voir à cet égard: CHR. PFISTER, *L'Alsace et l'Edit de Nantes*, page 240.

pour que cette cérémonie se fasse au nom du Roi et que le peuple puisse être persuadé qu'étant engagé par serment à avoir de la fidélité pour Sa Majesté, il lui en reste une impression qui [l'] oblige à le garder et à avoir de l'affection pour Son service. » (1). Pour la collation des grades et la nomination aux charges, l'intendant ajoute: « J'ai aussi fait dire aux Magistrats par M. Guntzer qu'il fallait dorénavant qu'ils reçussent leurs docteurs et officiers au nom du Roi, comme ils le faisaient, auparavant la réduction de la place, en celui de l'Empereur » (2).

Au début de chaque année, après la prestation du serment de fidélité, on procède, s'il y a lieu, aux élections. L'influence de La Grange s'exerce par l'intermédiaire de Guntzer et d'Obrecht. Souvent, ceux-ci rendent compte directement à Louvois des résultats qu'ils obtiennent. Le 2 janvier 1687, le premier écrit au ministre, à propos du nouvel ammeistre, Jean-Frédéric Wurtz : « Il est marchand, honnête homme, et bien venu auprès de l'Etat-Major d'ici. » (3). La lettre du second, écrite le même jour, est plus précise encore : « Le sieur Wurtz a été fait Ammeistre Régent et le sieur Wormser Prêteur. Du reste, j'ai travaillé tant qu'il m'a été possible à ce que les places vacantes ne fussent remplies que de personnes qui possèdent la langue française et qui ont de l'affection pour le service du Roi. » (4).

Si délicates qu'aient pu être, quelquefois, les interventions directes ou déguisées de l'intendant dans les affaires municipales de Strasbourg, il ne semble pas qu'il y ait jamais rencontré de résistance difficile à vaincre. Le Magistrat, presque toujours ombrageux et souvent agressif au temps de l'Empire, faisait preuve d'un louable esprit de conciliation, vis-à-vis du Gouvernement royal, mieux averti et plus fort. On ne comprend pas beaucoup La Grange, quand il nous dit dans son Mémoire: « Le Gouvernement de la ville de Strasbourg tient trop de la République et, avec le temps, il ne sera pas hors de propos d'en diminuer les officiers et l'autorité, pour les éloigner de penser à leur premier établissement et les mettre hors de toute espérance ». Il est vrai qu'il ajoute aussitôt: « Ce sera un bien qui diminuera les dépenses de la ville, qui en autorisera davantage la police et la rendra incorruptible. » (5).

Sur la capitale de l'Alsace, le Mémoire ne se contente pas de nous donner des renseignements d'ordre politique. Son climat est ainsi

(1). — D. G., Vol. 671: Lettre de La Grange à Louvois du 21 novembre 1681.

(2). — Même lettre.

(3). — D. G., Vol. 795: Lettre de Guntzer à Louvois du 2 janvier 1687.

(4). — D. G., Vol. 795: Lettre d'Obrecht à Louvois du même jour.

(5). — *Mémoire de LA GRANGE*. Voir: J. HAYEM, op. cit., Sixième Série, page 201.

jugé : « Les hivers y sont longs à cause de la proximité des montagnes de Suisse, de Lorraine et de la Forêt Noire. Le printemps y est fort court à cause des neiges des montagnes qui ne fondent qu'au mois de mai. Les chaleurs y surviennent tout d'un coup et par les pluies fréquentes et la diversité des temps, les saisons y sont inconsistantes et, souvent, elles passent d'une extrême chaleur au froid. Les automnes y sont fort souvent très agréables, en sorte que les fruits parviennent à une parfaite maturité. » <sup>(1)</sup>.

L'intendant écrit, encore, à propos de Strasbourg : « La ville est très belle, les rues bien percées et les maisons bien bâties... Il y a 3200 maisons, 4.300 familles et 28.000 âmes » <sup>(2)</sup>. S'il insiste moins sur les autres villes d'Alsace, il nous donne quand même un aperçu très précis de leur état. Colmar, située « dans une plaine rasante », contient « 1.100 maisons, 1.478 familles et 10.142 âmes, moitié catholiques et l'autre luthériennes ». Elle tire sa prospérité de « la fertilité de son terroir, l'étendue et la bonté de ses pâturages, des vignobles qui l'entourent... » Brisach, « la plus forte et la plus belle place du Royaume », compte 500 maisons, 800 familles et 4.600 âmes. Fribourg, « assez grande et très agréable », a 4.000 habitants; Sélestat en a 5.000; Obernai, 3.000; Rouffach, 2.500; Haguenau, 2.600, et Thann, 2.000, Wissembourg, Saverne, Molsheim et Rosheim ne dépassent pas 1.300 âmes. Telle est aussi, à peu près, la population de Guebwiller <sup>(3)</sup>.

Si elles ont pâti des guerres trop nombreuses, les villes d'Alsace ont, néanmoins, tiré des avantages certains de l'administration de La Grange. Le développement du commerce les a enrichies. Elles ont supporté, sans peine, une tutelle bienfaisante, qui les délivrait de l'anarchie municipale, sans trop entraver leur liberté. Louis XIV fut assez habile pour respecter les usages existants, les habitudes anciennes. Les constitutions particulières furent scrupuleusement maintenues. Il est même assez piquant de constater que la monarchie absolue, jusqu'en 1789, a conservé intacte la République de Strasbourg, « ville libre royale ».

Cette politique libérale inspira aux villes, jadis éprises d'indépendance, des sentiments de sincère attachement au Roi. A plusieurs reprises, leur loyalisme put être mis à l'épreuve. Il s'affirma toujours parfait. Dès 1677, La Grange signale à Louvois la belle tenue des habitants de Brisach et leur volonté d'aider à la défense de la place. Les quatre bourgmestres ont, chacun, équipé une compagnie et « tous les bourgeois qui ont le moyen d'avoir des armes en ont »

(1). — *Mémoire* de LA GRANGE. Voir: J. HAYEM, op. cit., Sixième Série, page 167.

(2). — Id. Voir: Id., page 198.

(3). — Id., Voir: Id., page 199.

(<sup>1</sup>). En 1694, le Prince Louis de Bade fait une incursion en Alsace. Cette brusque apparition des ennemis, que personne n'avait prévue, suscite un gros émoi dans la province. En cette grave circonstance, la tenue des villes est irréprochable. Quelques jours après la retraite des Impériaux, Obrecht dit quelle fut l'attitude des magistrats de Strasbourg: « Ils se laissèrent d'abord surprendre d'une terreur panique sur les bruits qui coururent... », puis, ils se calmèrent; « ...au reste, lesdits magistrats m'ont fait de temps en temps des protestations de leur fidélité et de leur attachement pour le service du Roi et [je] n'ai rien pu remarquer en leur conduite qui eût été capable de les faire soupçonner du contraire. » (<sup>2</sup>). Que des hommes, sujets du Roi depuis treize ans à peine, n'aient pas hésité, en cette occasion, à manifester de tels sentiments, cela prouve la complète réussite de la politique suivie par Louis XIV et ses lieutenants à l'égard des villes d'Alsace.



#### § IV. — Politique économique.

Si importantes qu'elles puissent être, les préoccupations politiques ne sont pas les seules que connaisse le Gouvernement de Versailles. Il a le souci d'accroître la prospérité matérielle de l'Alsace. Pour favoriser l'exploitation des richesses économiques du pays et permettre les échanges, il crée ou améliore les voies de communication. La province, favorisée par la nature, possède déjà un fleuve magnifique: le Rhin. Mais il est rapide, « ce qui, nous dit La Grange, le rend difficile à remonter par les bateaux et, particulièrement, en été, dans le temps de la fonte des neiges des montagnes de la Suisse et des pluies, qui le font déborder et enfler de six à sept pieds en deux fois vingt-quatre heures...; il emporte les rivages et change souvent de lit, ce qui cause de grosses dépenses que le Roi est obligé de faire tous les ans pour l'entretien des épis... » (<sup>3</sup>). Quelques affluents du Rhin sont navigables. L'Ill, tout en étant riche en « saumonceaux, carpes, brochets et lottes », est « fort utile pour la province, au regard, particulièrement, du commerce des vins, eaux-de-vie et vinaigres, qui se voiturent depuis Colmar jusqu'en Hollande. » (<sup>4</sup>). Aussitôt après la capitulation de 1681, le Roi fait

(1). — D. G., Vol. 558: Lettre de La Grange à Louvois du 29 juin 1677.

(2). — D. G., Vol. 1.266: Lettre d'Obrecht à Barbézieux du 27 septembre 1694.

(3). — JULIEN HAYEM, op. cit., Sixième Série, pages 159 et 160.

(4). — Id., page 160.

creuser sur la Brusche un canal, qui va de Soultz, près Molsheim, jusqu'à Strasbourg, pour servir au transport des matériaux destinés aux fortifications de la place, permettre l'exploitation des carrières de chaux environnantes et faciliter le flottage des bois. Vauban est chargé de dessiner les plans et de surveiller les travaux. La Grange, lui-même, se rend fréquemment sur le chantier <sup>(1)</sup>. L'ouvrage terminé a, d'après lui, quatre lieues de long, vingt-quatre pieds de large et huit de profondeur. « Plusieurs belles écluses... soutiennent les eaux de distance en distance, en abaissant la pente qui est de vingt-quatre pieds depuis son commencement jusqu'à la rivière d'Ill. » <sup>(2)</sup>. Un canal semblable, mais beaucoup plus court, est créé sur la Queiche.

S'il y en a peu de navigables, la plupart des rivières d'Alsace peuvent être utilisées pour le flottage. Le Mémoire nous apprend que les Hollandais, qui s'en viennent nombreux acheter leur bois dans la forêt d'Haguenau, le font porter par les eaux de la Moutter <sup>(3)</sup>. Dans les Hautes-Vosges, où on n'avait jamais eu l'idée d'employer à cet usage la force des courants, Dom Louis de La Grange, abbé de Murbach, se montre hardi novateur. De 1696 à 1698, on construit, sur son ordre, une puissante machine, destinée à faire passer l'eau du lac du Ballon dans la Lauch, afin d'augmenter le volume de cette petite rivière et d'activer ainsi le transport des bois provenant des domaines abbaciaux <sup>(4)</sup>.

La police des cours d'eau est assurée par l'administration des Eaux et Forêts, mais l'intendant se voit souvent obligé d'intervenir. Avant la réunion de la province au Royaume, les souverains locaux avaient édicté certaines défenses. C'est ainsi qu'une convention commune, punissant le braconnage, avait été arrêtée, en 1607, par les riverains de l'Ill: la Régence Episcopale, le Grand Chapitre et la Ville de Strasbourg, les sieurs de Ribeaupierre, Colmar et Sélestat, l'abbaye d'Eberkeimmunster et la Noblesse Immédiate de la Basse-Alsace. Ce règlement, d'après lequel « les brochetons et les barbottes de la même année ne seront pas pris avant la fête de la Nativité de Notre-Dame », n'est plus observé en 1687. N'osant agir directement, le bailli épiscopal de Benfeld prie La Grange de bien vouloir intervenir, « comme on ne reconnaît maintenant que

(1). — D. G., Vol. 670: Lettre de La Grange à Louvois du 29 novembre 1681.

(2). — JULIEN HAYEM, op. cit., Sixième Série, page 161.

(3). — Id., page 162.

(4). — *Diarium* de BERNARD DE FERRETTE, Chanoine de Murbach, publié par A. INGOLD. Voir à ce sujet: RODOLPHE REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, page 579.

vous, Monseigneur, en Alsace, qui y puisse donner et observer de bonnes ordonnances pour la police publique » (1).

En même temps qu'il aménage les voies d'eau, le Gouvernement royal s'efforce d'améliorer les chemins et les routes. Le 5 octobre 1687, un ordre part de Versailles, enjoignant à tous les Trésoriers de France de dresser un état des ponts, chaussées et chemins, dont l'entretien est à la charge des seigneurs et péagers, et d'indiquer les réparations qu'il est nécessaire d'y faire. La Grange y répond le 18: « J'ai examiné les moyens les plus avantageux au pays pour que les chemins puissent être mis en état, et il m'a paru qu'il serait plus facile à la province d'y travailler par corvées, que si l'on en faisait la levée sur les communautés, parce qu'elles sont déjà assez chargées des impositions ordinaires et des quartiers d'hiver, d'autant plus que, de tout temps, l'on n'en a point usé autrement ».

La proposition de La Grange de recourir aux corvées ne plait pas à Versailles. Le Contrôleur général des Finances le lui écrit le 7 novembre: « Le Roi n'a pas approuvé la proposition que vous faites de faire travailler par corvées, estimant que cela ne serait pas moins onéreux qu'une imposition; mais Sa Majesté veut que vous examiniez les endroits où il y a à travailler, à quoi peut monter la dépense qu'il y faudra faire et ce que les communautés pourraient porter sans être trop surchargées, et Sa Majesté pourra bien, pour les soulager, contribuer de quelque chose à cette dépense. » (2). De nos jours, les principes sont restés les mêmes en matière de voirie: la majeure partie du réseau routier est entretenu aux frais des collectivités locales, qui reçoivent des subventions de l'Etat. Le contribuable s'acquitte soit en argent, soit en nature.

La charge, pour la province, était grosse, aussi les travaux n'étaient-ils pas poussés très vite. La Grange évalue à 30 ou 40.000 livres la dépense annuelle nécessaire pour restaurer et entretenir convenablement les chemins et chaussées d'Alsace (3). A cela s'ajoutent les gages que le Roi paie aux maîtres de postes commissionnés par le surintendant des Postes du Royaume. Il y en a sur les routes de Strasbourg à Besançon, à Bâle, à Metz et à Nancy, à Landau et sur celles de Fort-Louis à Philipsbourg et de Huningue à Montbéliard. Dans les villes, les distributions des lettres sont faites par des agents spéciaux, exempts du logement des gens de guerre

(1). — Lettre du bailli Oberlin à La Grange du 12 septembre 1687, citée par RODOLPHE REUSS, *op. cit.*, Tome II, page 35.

(2). — BOISLISLE, *op. cit.*, Tome I<sup>er</sup>, page 478: Lettre de La Grange au Contrôleur général Claude Le Peletier, du 18 octobre 1687, et Lettre du Contrôleur général à La Grange du 7 novembre.

(3). — J. HAYEM, *op. cit.*, Sixième Série, p. 200.

(<sup>1</sup>). Pendant longtemps, il fut à charge aux communautés de fournir des guides aux troupes de passage. Cette obligation était très lourde, à cause du perpétuel mouvement des armées. Pour en alléger les effets, Louis XIV ordonne à La Grange de faire planter à tous les croisements de chemins et de routes des poteaux indicateurs et des croix de bois. L'entretien en est mis à la charge des communautés, mais celles-ci ne doivent plus désormais fournir de guides que pour les passages de nuit (<sup>2</sup>).

Le grand mérite de l'intendant est d'avoir remarqué, tout de suite, la position très favorable de l'Alsace pour le transit et l'utilité qu'il y avait à le faciliter pour l'enrichissement de la province. Dès 1682, il correspond avec Colbert à ce sujet (<sup>3</sup>). Il envoie au ministre, en les appuyant, les mémoires des marchands, qui se trouvent en perpétuelles difficultés avec les fermiers du Domaine. Il compare les tarifs anciens et nouveaux et insiste sur la nécessité de maintenir les droits peu élevés pour ne pas nuire au passage des marchandises étrangères. En 1687, il obtient l'ordre de rétablir la route de Montbéliard à Bâle, destinée spécialement au transit, et il fait dresser aussitôt le devis estimatif des travaux (<sup>4</sup>).

Les voies de communication améliorées vont permettre de tirer un meilleur parti des ressources de la province. Celle-ci est riche. Son sol est bien meilleur que celui du Palatinat, que l'intendant n'apprécie guère: « Je n'ai pas trouvé que le Palatinat fût un fort bon pays. Ce ne sont que bois depuis Philipsbourg jusque à une lieue près Heidelberg et, depuis Heidelberg à Heilbronn, celui-ci est meilleur et plus ouvert, cependant ce mieux n'approche pas encore de l'Alsace... » (<sup>5</sup>). Le pays que La Grange administre a bien ses parties pauvres: Entre Soultz et Belfort, lit-on dans le Mémoire, les terres sont « fort spongieuses et difficiles à labourer ». Près de Haguenau, la plaine de Marienthal comporte des « prairies sablonneuses où il ne croît que du blé de Turquie et point de vin, à cause de la proximité de la forêt et des bois. » (<sup>6</sup>). Mais, dans son ensemble, « l'Alsace est un pays très fertile en toutes sortes de grains, vins, fourrages, jardinages et autres légumes. » (<sup>7</sup>). « Toutes les terres adjacentes, depuis la montagne de Saverne et la plaine de

(1). — D. G., Vol. 1.160: Rapport de La Grange à Barbézieux de l'année 1692.

(2). — D. G., Vol. 1.160: Rapport de La Grange à Barbézieux de l'année 1692.

(3). — A. N., G7 Carton 79: Lettres de La Grange à Colbert de l'année 1682.

(4). — A. N., G7 Carton 79: Lettre de La Grange au Contrôleur général des Finances du 20 juillet 1687.

(5). — D. G., Vol. 828: Lettre de La Grange à Louvois du 30 novembre 1688.

(6). — JULIEN HAYEM, op. cit., Sixième Série, page 166.

(7). — JULIEN HAYEM, op. cit., Sixième Série, page 165.

Strasbourg jusqu'au Rhin sont encore plus fertiles que toutes les autres et abondantes en toutes sortes de grains, tabacs et légumes, grains d'oignons, fleurs de safran, dont ils font commerce, et en chanvre; et c'est ce qui donne lieu à ceux qui viennent de Paris à Strasbourg par la route de Saverne de s'écrier sur la bonté et la beauté de cette province. » (1). La culture de la vigne est très répandue. Certains crûs sont justement célèbres. « Les vins tant de la Haute que de la Basse-Alsace ont la propriété de se garder autant que l'on veut et augmentent toujours en bonté jusqu'à douze ou quinze ans. » (2). Souvent, ils ne le cèdent en rien aux vins du Rhin. La production étant supérieure à la consommation locale, on utilise l'excédent, en fabriquant des eaux-de-vie et du vinaigre que l'on exporte en Hollande et dans les autres pays étrangers. Une autre source de richesse pour l'Alsace, c'est la récolte des fruits. Les vieux plants en donnaient beaucoup, mais leur qualité laissait à désirer. Depuis la réunion de la province au Royaume, on s'est efforcé de sélectionner et d'améliorer les espèces. La Grange écrit: « Il y a beaucoup de particuliers... qui font venir des arbres de bon fruit de France, qui réussissent en perfection et qui en rapportent d'aussi bon que celui qui se recueille aux environs de Paris. » (3).

L'élevage retient l'attention de l'intendant, mais les efforts tentés pour améliorer la race chevaline ne sont pas couronnés de succès: « L'on a tenté depuis quelques années d'établir des haras en Alsace, mais quelque soin que l'on en ait pris, ils n'ont pas bien réussi, parce que les cavales sont trop petites et trop basses pour les étalons, qui sont de grands chevaux qui viennent des pays étrangers. » (4). La cavalerie n'a jamais pu trouver dans la province des bêtes de remonte. Il a toujours fallu recourir aux maquignons juifs, qui importent des chevaux suisses (5). La Grange ne s'émeut pas trop de cet état de choses. Les petites « cavales » ont le mérite d'être sobres; « elles vivent de pâtures toute l'année et ne coûtent aucune chose ». Si les paysans les échangeaient contre d'autres plus grandes, celles-ci consommeraient davantage et l'armée royale, qui absorbe déjà la récolte entière, ne trouverait plus, sur place, les fourrages nécessaires. Cette argumentation optimiste ne devait pas satisfaire Pontchartrain. Dès qu'il fut mis en possession des papiers de feu M. de Louvois, au cours de l'été de 1691, il invita l'intendant à réorgani-

(1). — JULIEN HAYEM, op. cit., Sixième Série, page 166.

(2). — Id., id., page 167.

(3). — Id., id., page 183.

(4). — Id., id., page 183.

(5). — Id., id., et D. G., Vol. 1.068: Lettres de Pontchartrain à La Grange de l'année 1691.

ser les haras d'Alsace et à surveiller les commissaires jugés trop négligents <sup>(1)</sup>.

Si le Contrôleur général des Finances ne peut trouver en Alsace les chevaux qu'il y cherche, il est plus heureux lorsqu'il veut en tirer des bois pour la flotte du Roi. A plusieurs reprises, il ordonne à La Grange de venir en aide au sieur Girier, chargé de rechercher dans les montagnes des Vosges des arbres qui feront des mâts de navires. Les bois doivent être voiturés par les habitants du Val Saint-Amarin et c'est l'intendant qui règle toutes les questions d'indemnités <sup>(2)</sup>. Elles sont « d'une grande étendue », ces forêts d'Alsace, et « remplies de chênes, de hêtres, sapins et mortbois ». Celle de la Hart, en Haute-Alsace, appartient au Roi. Elle a « huit lieues de long et trois de large ». Celles d'Haguenau et de Bienwald ont, environ, « trois et quatre lieues de long et cinq de large ». La première est moitié au Roi, moitié à la Ville; la seconde est propriété de l'évêque de Spire. Toutes produisent en abondance des bois de charpente et de chauffage <sup>(3)</sup>. Les scieries se multiplient, surtout dans les montagnes. Les habitants de ces régions « fournissent à la province beaucoup de planches et de madriers de sapin, dont ils tirent un gros profit. » <sup>(4)</sup>.

Pour la sauvegarde de ce patrimoine forestier, Louis XIV crée, dès 1661, une Maîtrise des Eaux et Forêts pour l'Alsace. Un Arrêt du Conseil d'Etat prescrit, en 1670, des coupes régulières et annuelles. Quatre ans après, la grande Ordonnance de 1669, sur les Eaux et Forêts, est rendue applicable dans la province. Sont aussi étendus à l'Alsace les arrêts pris, de 1683 à 1685, sous l'influence de Colbert, dans l'intérêt de la Marine, et portant défense de couper, sans la permission du Grand Maître, les bois de haute-futaie éloignés de moins de quinze lieues de la mer et de six lieues d'un cours d'eau navigable. En août 1694, M. de Gallois, Conseiller d'Etat, est nommé « Grand Maître des Eaux et Forêts d'Alsace et Commissaire pour la réformation desdites forêts ». Il est chargé de diriger leur aménagement rationnel et d'organiser leur exploitation commerciale. Les grands baillis et les magistrats municipaux sont déclarés déchus de leurs pouvoirs en cette matière. La nouvelle administration comprend, outre le Grand-Maître, en résidence à Ensisheim, deux maîtres des Eaux et Forêts, l'un à Ensisheim, l'autre à Haguenau. Tous trois possèdent leur office à titre héréditaire.

(1). — Même lettre.

(2). — D. G., Vol. 1.068: Lettres de Pontchartrain à La Grange des 29 août et 8 septembre 1691.

(3). — JULIEN HAYEM, op. cit., Sixième Série, page 165.

(4). — ROD. REUSS citant La Grange, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, page 579.

Ils ont, chacun, sous leurs ordres, un Lieutenant du Roi, un Procureur du Roi, un garde-marteau, un greffier, deux huissiers, un arpenteur, un réarpenteur-soucheteur, un sergent collecteur des amendes et huit sergents gardes. L'appel des jugements rendus par les maîtrises est porté à la Table de marbre du Parlement de Metz. La Grange, soit qu'il ait eu des raisons personnelles, soit qu'il fût l'écho de ses subordonnés, parle avec amertume de cette administration et voudrait insinuer qu'elle a été fâcheuse pour le calme et le bien-être de la population <sup>(1)</sup>. « Comme les habitants ne connaissent rien dans ce qui regarde la règle et l'usage des Eaux et Forêts, ils tombent souvent dans des fautes qui les ruinent pour les grandes amendes qu'ils encourent. Ce qui fait qu'au milieu des bois qui leur appartiennent, ils aiment mieux ne se point chauffer que d'étudier les ordonnances afin de s'y pouvoir conformer. Les bois y sont très connus et le Roi ne peut pas espérer un grand avantage de cet établissement. » <sup>(2)</sup>. L'intendant fait grief aux officiers d'avoir, tout d'un coup, accablé le peuple d'amendes et de contraintes pour les moindres peccadilles, au lieu de lui avoir appris à observer les mesures prises par le pouvoir. « Pour rétablir l'ordre, ajoutez-il, il serait nécessaire, en faisant valoir les droits du Roi, de donner, aussi, moyen au peuple de pouvoir subsister, en indiquant à chaque communauté un certain canton de bois, dont elle pourrait se servir en payant un droit proportionné à la valeur du bois et en observant la coupe prescrite par l'ordonnance. Autrement, le paysan sera ruiné et ne pourra pas subsister, s'il est obligé d'acheter du bois en corde pour se chauffer et en trafiquer, lui qui le façonne lui-même dans les saisons où il n'a pas autre chose à faire. D'ailleurs, les bois sont en si grande quantité que l'on peut dire, sans exagérer, qu'il est impossible de les dégrader et d'en tirer un plus grand avantage par une plus forte sévérité. Il en est de même du pâturage, puisque l'herbe se perd dans les bois sans que le Roi et ses sujets en profitent, à quoi il serait aisé de remédier en indiquant de même aux communautés, qui veulent être guidées et instruites, des endroits des forêts où elles pourraient faire paître, sans y apporter du dommage. » <sup>(3)</sup>.

La fécondité de la terre d'Alsace et la générosité de la nature ne s'arrêtent pas aux seuls produits agricoles. Veut-on se soigner ? Il y a, à Soultzmatt, près de Munster, des sources d'eaux minérales « fort fréquentées pour les paralysies, faiblesses de nerfs et gravel-

(1). — ROD. REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, pages 572 et 573.

(2). — JULIEN HAYEM, op. cit., Sixième Série, pages 170 et 171.

(3). — Id., id., page 182.

les » <sup>(1)</sup>. Les mêmes maladies et la goutte se soignent à Niederbronn. Les eaux de la province ne peuvent rivaliser avec celles de Bade et de la Forêt-Noire. Par contre, l'Alsace est plus riche en métaux que ces régions voisines. Sur les rives du Rhin, on trouve un sable d'or très pur. En se donnant la peine de le démêler, « un bon ouvrier peut gagner jusqu'à quinze ou dix-huit sols par jour » <sup>(2)</sup>. A Giromagny, près du village d'Auxelle-le-Haut, dans les parages de Thann, de Sainte-Marie-aux-Mines et de Munster, il y a des mines d'argent, de cuivre, de plomb et de fer. Bien que toutes aient beaucoup pâti des guerres, on a pu les remettre en état d'alimenter les fourneaux et les forges, qui sont assez nombreux dans la province. Le cardinal Mazarin et son neveu, le gouverneur de l'Alsace, ont été les premiers à faire renaître la métallurgie aux environs de Belfort, tandis que M. de Rottenbourg et le marquis d'Huxelles la restauraient à Masmunster.

Cette industrie n'est pas la seule qui existe dans la province. Il y a des verreries et des tanneries qui emploient un personnel nombreux. La Grange n'assiste pas indifférent au développement des manufactures. Il suit l'exemple de Colbert, s'efforce de provoquer leur création et obtient en haut lieu les autorisations nécessaires. Le 17 mai 1695, il adresse au Contrôleur général des Finances un mémoire <sup>(3)</sup>, dans lequel il dit que le sieur Adam a trouvé près d'Haguenau des « terres et sables propres à la fabrication de faïence, dont le blanc et les émaux sont plus fins que celles de Hollande ». Aucune fabrique de cette sorte n'existant en Alsace, l'intendant donne un avis favorable à ce qu'un arrêt permette au sieur Adam, à sa veuve, à ses enfants et ayant cause, à l'exclusion de toutes autres personnes, d'établir tous les fourneaux, ateliers, magasins qu'il voudra pendant vingt ans.

Selon les principes de l'époque, la réglementation est poussée à l'extrême. Il est défendu aux tailleurs d'employer des boutons de drap ou d'autres étoffes. Ceux-ci ayant enfreint cette prescription, les fabricants de boutons obtiennent de La Grange qu'il intervienne pour la faire observer <sup>(4)</sup>. L'industrie provinciale est protégée contre la concurrence étrangère. Un Edit interdit l'entrée en Alsace des draps de Suisse. Le Magistrat de Bâle, malgré plusieurs tentatives, ne réussit pas à le faire rapporter. Le gouvernement tient à sauvegarder les manufactures de Strasbourg, de Sainte-Marie-aux-

(1). — V.: JULIEN HAYEM, op. cit., Sixième Série, page 185.

(2). — Id., id., page 188.

(3). — BOISLISLE, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, page 1342, et A. N. G<sup>7</sup>, Carton 79.

(4). — A. N., G<sup>7</sup>, Carton 79: Correspondance au sujet de l'application de la Déclaration Royale du 25 septembre 1694.

Mines et de tant de villes d'Alsace où l'on fabrique des étoffes, des draps, des tapisseries et des broderies.

Les industries utiles à la défense du royaume sont particulièrement encouragées. Les montagnes, qui séparent l'Alsace de la Lorraine, contiennent du salpêtre. Ceux qui veulent l'exploiter peuvent bénéficier de divers privilèges, à condition qu'ils n'aient pas d'autres métiers. L'intendant reçoit leurs demandes et les transmet au ministre avec son avis. « Il y a un habitant de l'Alsace, écrit-il en 1677, qui m'est venu demander la permission de chercher du salpêtre dans la province, voulant s'obliger d'en fournir 50 livres par semaines au prix de 25 livres le quintal. Je ne crois pas qu'il ait la force d'en faire beaucoup, mais comme l'on n'y hazarde rien, si vous le trouvez à propos, Monseigneur, je lui accorderai cette demande. » <sup>(1)</sup>. Le salpêtre extrait est traité dans « plusieurs moulins en Haute-Alsace, à Colmar et à Strasbourg, où la poudre est réputée être des meilleures de l'Europe. » <sup>(2)</sup>. Des ordonnances organisent la surveillance de cette industrie. Ses produits font l'objet d'inventaires dressés chez les marchands, afin qu'ils puissent être centralisés au moment opportun <sup>(3)</sup>.

L'augmentation du rendement agricole et manufacturier donne un vif essor au commerce. Les vins, les fruits, les eaux-de-vie et les vinaigres sont exportés en Allemagne et en Hollande, ainsi que les bois bruts ou travaillés. Les graines d'oignons, de pavots et d'anis, le safran, la thérébentine et le chanvre vont jusqu'en Angleterre. La Suisse achète beaucoup de blé dans la province <sup>(4)</sup>. D'importantes foires se tiennent à Belfort et, surtout, à Cernay. Le bétail du Sundgau y est enlevé par les Lorrains, les Bourguignons et les Comtois <sup>(5)</sup>. Sur l'ordre de Louvois, La Grange crée un marché à Brisach, dans l'île, entre les deux ponts. Les articles, qui sont apportés pour y être vendus, sont déchargés de tous droits pendant vingt-quatre heures. Les paysans, qui y viennent, ne peuvent être arrêtés pour dettes <sup>(6)</sup>. Après la capitulation de Strasbourg, le Gouvernement acceptera toutes les tolérances fiscales pour que cette ville demeure un entrepôt et une place de transit. Des arrêts de 1683, 1684 et 1698 confirment la liberté de son commerce. Le Magistrat, composé en majorité de vieux négociants routiniers, ne comprend pas

(1). — D. G., Vol. 568: Lettre de La Grange à Louvois du 1<sup>er</sup> janvier 1677.

(2). — V.: JULIEN HAYEM, op. cit., Sixième Série, page 188.

(3). — A. N., G<sup>7</sup>, Carton 79: Lettre de La Grange au Contrôleur général du 24 décembre 1687.

(4). — JULIEN HAYEM, op. cit., Sixième Série, pages 180, 181 et 182.

(5). — ROD. REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, page 710.

(6). — D. G., Vol. 351: Lettre de Louvois à La Grange du 15 décembre 1673, et D. G., Vol. 416: Lettre de La Grange à Louvois du 2 janvier 1674.

toujours l'intelligente politique de Versailles. Il voit d'un mauvais œil tous ces marchands français qui viennent s'établir sur le territoire de la République. Pour forcer l'hostilité locale, l'intendant doit recourir au ministre: « Je vous supplie d'écrire un petit mot à M. Gützer pour qu'il fasse trouver des maisons à louer à tous les marchands français qui voudront s'établir à Strasbourg et en des termes assez forts pour qu'il s'y emploie effectivement, parce qu'autrement il ne sera pas possible qu'ils en puissent trouver par tous les obstacles et difficultés que les magistrats et bourgeois y apportent » (1).

La liberté très réelle dont jouit le commerce d'Alsace n'est pas aveugle. Des mesures de protection sont prises, lorsqu'elles deviennent nécessaires. En 1696, des importations trop considérables de vins de la rive droite du Rhin suscitent les réclamations des producteurs indigènes. Barbézieux écrit au Prêtreur royal: « Puisque cela fait que les habitants de cette province ne débitent pas leurs vins, je mande à M. de La Grange que l'intention du Roi est qu'il empêche qu'ils [les négociants strasbourgeois] en fassent entrer à l'avenir » (2). En 1696, la récolte de blé ayant été très abondante, les habitants de la province fabriquent de l'eau-de-vie avec les grains qui se vendent à bas prix. Le 24 décembre, La Grange signale au pouvoir le danger que représente une telle utilisation pour la santé publique. Le 19 novembre précédent, Turgot, intendant de Metz, avait rédigé un rapport dans le même sens. Le ministre, dès le 3 janvier, autorise La Grange à prendre les mesures qui lui sembleront propres. Quelques jours après, celui-ci rend une ordonnance portant défense, à peine de 3.000 livres d'amende, de fabriquer aucune eau-de-vie de blé et autres grains (3). Une telle prohibition pouvait engendrer une mévente préjudiciable aux paysans. L'intendant a, alors, l'excellente idée de faire lever par Barbézieux l'édit interdisant la fabrication de la bière avec le grain. Cette boisson, écrit-il, sera nécessaire pour le soldat, le vin n'étant pas commun, et les cultivateurs trouveront dans le produit de leur récolte, ainsi utilisée, de l'argent pour payer leurs impositions (4).

En période de crise, le Gouvernement s'efforce de lutter contre

(1). — D. G., Vol. 671: Lettre de La Grange à Louvois du 21 novembre 1681.

(2). — Lettre de Barbézieux au Prêtreur Royal de Strasbourg du 28 août 1696. (Archives Municipales de Strasbourg: AA. 2163), reproduite par ROD. REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, page 710.

(3). — DE BOUG, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, Ordonnance de La Grange du 12 janvier 1697.

(4). — Correspondance de La Grange et de Barbézieux de décembre 1696 et janvier 1697 (A. N., G<sup>7</sup>, Carton 79, et BOISLISLE, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, page 1.569).

la hausse du coût des produits de consommation courante. Au printemps 1690, La Grange réunit en conférence Obrecht et Gützer, afin d'étudier avec eux l'augmentation que les bouchers de Strasbourg veulent faire subir au prix de la viande. Les cours pratiqués à Bâle, à Besançon et dans les autres villes de la province sont examinés <sup>(1)</sup>.

Plus visibles encore sont les préoccupations de l'intendant, lorsqu'il s'agit du prix du blé. A cette époque, où les transports étaient lents et difficiles, de mauvaises récoltes pouvaient engendrer la famine. Jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, la politique du grain hantera l'esprit des gouvernants. La Grange et ses subordonnés envoient, à ce sujet, des rapports détaillés : « Les présages que les habitants d'Alsace ont fait de leurs moissons se réalisent abondamment, écrit Obrecht en 1694, et la récolte répond parfaitement à la bonne attente que l'on en a eue. Aux endroits où il a fallu l'année passée soixante et dix et jusqu'à quatre-vingt gerbes pour faire un sac de seigle, il n'en faut présentement que dix-huit à vingt au plus, ce qui a fait ramander (sic) encore au dernier marché de cette ville les blés de 40 sols, le prix commun du froment ayant été réduit à 18 livres et celui du seigle à 15... »

Comme tous les ans, le Magistrat de Strasbourg a publié une défense « d'acheter des grains en vert et de faire aucun contrat qui puisse contribuer au renchérissement des blés... » Il espère que cette mesure aura d'autant plus d'efficacité que « la même chose a été ordonnée dans tout le Royaume par une Déclaration du Roi du 22 juin dernier, qu'il ne doute pas qu'on fasse exécuter ponctuellement dans le reste de la province, qui par cette dernière récolte se trouve suffisamment pourvue en grains pour les pouvoir faire remettre à un prix raisonnable, pourvu qu'on en empêche les monopoles et la sortie. » <sup>(2)</sup>. De son côté, Gützer déclarait, à la même époque : « Les grains sont, dans la province, si beaux qu'on ne les a vus depuis mémoire d'homme. » <sup>(3)</sup>.

Lorsque la récolte est mauvaise, La Grange s'efforce de faciliter l'introduction en Alsace des blés produits ailleurs. En 1689, le blé et l'avoine atteignent des prix prohibitifs, causés par leur rareté et la présence des troupes cantonnées en Alsace. Il écrit à Louvois : « C'est une raison qui vous doit porter à ordonner à Messieurs Charuel et de la Fond de laisser une entière liberté de commerce entre les habitants d'Alsace, ceux de Lorraine et de Comté. » <sup>(4)</sup>.

(1). — D. G., Vol. 971 : Lettre de La Grange à Louvois du 10 avril 1690.

(2). — D. G., Vol. 1.265 : Lettre d'Obrecht à Barbézieux du 16 juillet 1694.

(3). — Id., id. : Lettre de Gützer à Barbézieux du 2 juillet 1694.

(4). — Id., Vol. 880 : Lettre de La Grange à Louvois du 21 novembre 1689.

Les Suisses, ceux, surtout, de la région de Bâle, achètent beaucoup de grain en Alsace; mais, dès que la production s'annonce inférieure aux besoins, l'exportation est interdite. Les cantons ont beau faire intervenir le sieur Amelot <sup>(1)</sup>, l'ambassadeur du Roi auprès d'eux, rien ne peut fléchir la résistance qu'oppose l'intendant à la sortie de la précieuse marchandise. « A l'égard des achats que Messieurs du Magistrat de Bâle veulent faire en Alsace, déclare-t-il à Barbézieux, je n'estime pas, Monseigneur, que le Roi doive les leur permettre, parce que cela ferait renchérir le blé et mettrait la disette dans le pays, le blé ayant été cher cette année » <sup>(2)</sup>. Il fallait que la nécessité obligât La Grange à agir ainsi, car il n'était nullement partisan d'une prohibition permanente. Il comprenait fort bien que de telles mesures nuisaient au développement du commerce. Il l'avait notamment montré, en 1675, en plaidant devant le prince de Condé la cause de la liberté, réclamée par le Magistrat de Bâle et les treize cantons suisses. Son principal argument avait été que la province, appauvrie, avait besoin de produits étrangers et qu'elle ne pouvait les acheter qu'en exportant les siens propres <sup>(3)</sup>.

Si l'abondance ou la pénurie des grains, en période normale, appelle l'intervention du pouvoir, celle-ci se manifeste plus gravement en temps de guerre. Le blé est centralisé dans les places fortes. Il continue d'appartenir à ses anciens propriétaires, mais ceux-ci n'en peuvent plus disposer qu'en faveur des sujets du Roi. La paix revenue, ils peuvent le reprendre et en user librement. Cette obligation imposée aux paysans d'Alsace à chaque menace d'invasion enlève aux ennemis la possibilité de s'alimenter. Elle empêche aussi l'exportation vers la Suisse. L'intendant surveille l'arrivée des convois. Il ordonne à la cavalerie de parcourir les bailliages, pour obtenir que l'on y batte la récolte. Si les magistrats opposent quelque résistance, comme cela s'est vu à Colmar, les membres les plus récalcitrants sont emprisonnés, jusqu'à ce que les livraisons aient été effectuées <sup>(4)</sup>.



- 
- (1). — A. N., G<sup>7</sup>, Carton 79: Lettre de La Grange au Contrôleur général des Finances du 6 janvier 1693.
  - (2). — D. G., Vol. 1.380: Lettre de La Grange à Barbézieux du 28 août 1694.
  - (3). — D. G., Vol. 467: Correspondance entre MM. de Bâle, les 13 Cantons suisses, le sieur de La Grange et S. A. S. le Prince de Condé.
  - (4). — D. G., Vol. 416: Lettre de Louvois à La Grange du 12 août 1674. — Vol. 459 et 460: Lettres de La Grange à Louvois des 5 juillet et 10 septembre 1675.

## § V. — Le rôle militaire de Jacques de La Grange.

En plus de ses attributions politiques et économiques, l'intendant joue un rôle militaire qui n'est pas négligeable. Il doit faciliter le transport des troupes de passage, en leur fournissant les bêtes de trait et de somme et les voitures nécessaires. Il veille à ce qu'elles trouvent leur subsistance et leur procure le logement. Les unités ne doivent pas s'arrêter en campagne, dans les petites localités ou dans les fermes isolées. Dès cette époque, des casernes existent dans les villes importantes, mais là où il n'y en a pas, les gens de guerre sont envoyés chez l'habitant. Le mobilier ou « ustensile » est à la charge des communautés. L'intendant assure le bon fonctionnement du Service des Etapes, c'est à dire qu'il vérifie la régularité des fournitures militaires faites par les entrepreneurs auxquels elles ont été adjudgées. Il accueille et arbitre les réclamations soulevées par les populations et les municipalités. Il empêche les abus des sergents recruteurs et préside à la formation des milices de sa généralité.

En temps de guerre, les intendants des provinces frontalières voient leurs fonctions prendre une très grande importance. Lorsqu'une armée se forme en Flandre, en Alsace, en Dauphiné, en Roussillon, il est d'usage qu'ils l'accompagnent pour y faire le service administratif <sup>(1)</sup>. La Grange ira ainsi dans le Brisgau, dans le Palatinat et en Franche-Comté. De son arrivée en Alsace à la paix de Nimègue, en 1678, puis de 1688 au traité de Ryswick de 1697, il mène constamment la vie errante du soldat. C'est à peine si l'on trouve dix années de paix dans tout le séjour qu'il fit dans la province et encore cette période de tranquillité fut-elle troublée par la démonstration militaire qui aboutit à la capitulation de Strasbourg, en 1681.

C'est dans l'organisation et le fonctionnement du Service des Etapes <sup>(2)</sup> que La Grange éprouve le plus de difficultés. Il lui faut, tout d'abord, trouver des étapiers, ce qui est souvent malaisé, ce métier n'étant pas toujours également productif. Ces entrepreneurs découverts, il s'agit de passer avec eux, au moyen d'une adjudication au rabais, un marché de fournitures assez avantageux pour être approuvé par le Contrôleur général des Finances et par le Conseil du Roi. L'intendant doit surveiller, ensuite, le choix des sous-trai-

(1). — *Mémoires* de SAINT-SIMON. Edition A. DE BOISLISLE. Tome II, page 163, note 2.

(2). — A. N., G<sup>7</sup>, Carton 79: Nombreuses lettres de La Grange et du Contrôleur général des Finances relatives au Service des Etapes, notamment lettres de La Grange des 15 mai et 21 septembre 1682.

D. G., Vol. 1.000: Lettres de La Grange à Barbézieux.

tants et des commis des étapiers. Ceux-ci respectent souvent fort peu leurs signatures. La Grange s'en plaint à Barbézieux, en 1694: « Les entrepreneurs des Etapes se mettent peu en devoir de satisfaire à leur traité, ils entrent un peu dans la fourniture des troupes qui passent dans la Haute-Alsace jusqu'à la forêt d'Haguenau, parce qu'ils y gagnent beaucoup, mais à l'égard de ce qui est au delà jusqu'à Landau compris, ils disent franchement qu'ils n'y peuvent pas penser et qu'ils n'ont point d'argent, ce qui mériterait assurément un châtiment. » (1). S'ils exécutent mal les livraisons promises, ils n'apportent non plus aucune hâte à rembourser leurs créanciers locaux. Pour que les fournitures ne soient pas retardées par le mauvais vouloir des habitants du pays, on procédait, en effet, par voie de réquisition, les vendeurs devant être désintéressés ultérieurement. Au printemps 1694, Barbézieux mande à La Grange: « L'intention du Roi est que vous imposiez incessamment en Alsace 20.000 sacs de blé pour la subsistance de ses troupes, vous pouvez assurer ceux qui le fourniront que les munitionnaires les paieront en trois termes égaux... Je dois vous faire observer que Sa Majesté veut que, dans cette imposition, les communautés, les ecclésiastiques et la noblesse soient compris et que vous régliez le prix de ces blés suivant ce qu'ils ont valu en Alsace pour les mois de janvier et février derniers. » (2).

Ces avances étaient très lourdes pour les paysans. Comme les remboursements ne survenaient souvent qu'après de longs mois de retard, certains d'entre eux, ruinés, préféraient s'expatrier (3). Les armées du Roi couraient, alors, le risque de ne plus trouver de quoi subsister dans la province. Maintes fois, La Grange signale le fait au ministre. Celui-ci le convie à prendre des sanctions énergiques, mais il rappelle, en même temps, à l'intendant, qu'il est entièrement et seul responsable du fonctionnement du service: « Si les entrepreneurs des étapes de l'Alsace, écrit-il, ne remboursent pas, au plus tôt, aux communautés de cette province ce qu'ils leur doivent, il n'y a qu'à faire mettre en prison leur directeur, jusqu'à ce qu'il les ait payées et je vous prie de me mander comme il y aura satisfait. Cependant, je vous dirai que, si ces étapes ne sont pas bien

(1). — D. G., Vol. 1.380: Lettre de La Grange à Barbézieux du 5 mai 1694.

(2). — D. G., Vol. 1.264: Lettre de Barbézieux à La Grange du 6 mars 1694.

(3). — D. G., Vol. 971: Lettre de La Grange à Pontchartrain du 9 février 1690. — Vol. 1.380: Lettre de La Grange à Barbézieux du 5 mai 1694.

fournies, ce sera votre faute, puisqu'il est de vos soins d'y tenir la main. » (1).

Les fourrages, les pailles, l'avoine, le blé et la farine étaient souvent achetés directement par l'intendant lui-même. On le voit aussi faire exécuter par des artisans du pays des bateaux qui serviront à établir des ponts sur le Rhin. Que les acquisitions aient été faites par lui ou par les étapiers, c'est La Grange qui répartit entre les différentes places fortes et les divers corps de troupes tout ce qui peut leur être nécessaire en vivres et munitions (2). Le 16 octobre 1673, Louvois lui ordonne d'expédier à M. de Turenne 6.000 paires de souliers, 2.000 paires de bas, 2.000 justaucorps et 8.000 camisoles (3). Quelques temps après, il enverra à Philipsbourg des paillasses, des draps, des toiles et des couvertures (4). Il veille à l'exactitude des paiements et en rend compte au ministre: « J'écrirai aux baillis de la province pour qu'ils m'envoient incessamment les mémoires que vous me demandez, de ce que les particuliers ont souffert pour l'enlèvement que les chevaux des caissons ont fait de leurs fourrages et pour ceux qui n'auraient pas été payés régulièrement de leurs voitures... Les chariots et les paysans de l'Alsace, qui sont commandés pour les fortifications des places de mon département, ont toujours été ponctuellement payés... » (5).

Diriger les travaux de construction et d'aménagement des forteresses est encore du rôle de La Grange (6). Jusqu'en 1691, Louvois est à la tête de ce service, en qualité de secrétaire d'Etat à la Guerre. A sa mort, Le Pelletier est nommé Directeur général des Fortifications des Places de Terre et de Mer (7). Mais c'est surtout avec Vauban, chargé de fournir les plans, que l'intendant collabore. En

(1). — D. G., Vol. 1.214: Lettre de Barbézieux à La Grange du 21 juin 1693.

(2). — D. G., Vol. 351: Lettre de Louvois à La Grange du 11 septembre 1673. Vol. 416: Lettre de La Grange à Louvois du 8 mai 1674. — Vol. 541: Id. du 17 octobre 1677. — Vol. 558: Id. du 22 juin 1677. — Etc...

(3). — D. G., Vol. 351: Lettre de Louvois à La Grange du 16 octobre 1673.

(4). — D. G., Vol. 412: Lettre de Louvois à La Grange du 16 avril 1674.

(5). — D. G., Vol. 512: Lettre de La Grange à Louvois du 15 décembre 1676.

(6). — D. G., Vol. 351: Lettre de La Grange à Louvois du 12 septembre 1673. — Id., Vol. 416: Lettres de La Grange à Louvois des 18 et 20 juillet 1674. — Id., Vol. 508: Lettre de Louvois à La Grange du 17 août 1676. — Id., Vol. 515: Lettres de La Grange à Louvois du 5 mai 1676, de Louvois à La Grange des 17, 23 et 30 novembre 1676. — Id. Vol. 557: Lettre de La Grange à Louvois des 19 janvier et 30 mars 1677.

(7). — D. G., Vol. 1.068: Lettre de Le Pelletier à La Grange du 27 juillet 1691, lui notifiant sa nomination.

quelques années surgit une organisation défensive comme on en connaissait peu à l'époque. La Grange voit avec satisfaction les résultats de tant d'efforts. A propos des ouvrages en maçonnerie de Belfort, il écrit : « Il n'y a rien de si bien tourné que ces travaux, ni de si bon. » <sup>(1)</sup>. On va vite en besogne : la République de Strasbourg a capitulé en novembre 1681 ; dès les premiers mois de l'année suivante s'élève la citadelle. Mais tout cela coûte fort cher au Gouvernement royal. Voici ce que l'intendant demande, en 1694, pour le seul entretien des diverses places de son département <sup>(2)</sup> :

|                        |         |         |
|------------------------|---------|---------|
| Belfort . . . . .      | 20.185  | livres. |
| Lanscronne . . . . .   | 2.203   | »       |
| Huningue . . . . .     | 24.121  | »       |
| Fribourg . . . . .     | 10.576  | »       |
| Brisach . . . . .      | 39.995  | »       |
| Schlestadt . . . . .   | 4.105   | »       |
| Strasbourg . . . . .   | 121.054 | »       |
| Fort-Louis . . . . .   | 31.319  | »       |
| Landau . . . . .       | 14.022  | »       |
| Philipsbourg . . . . . | 77.962  | »       |
| <hr/>                  |         |         |
| Total . . .            | 345.542 | »       |

Les villes participent généralement aux frais d'érection des casernes et de certains ouvrages, comme les ponts, mais la construction des défenses, des arsenaux, des magasins à poudre est à la charge du Roi <sup>(3)</sup>. Quelquefois, il paie encore l'installation des moulins. C'est ainsi qu'à Brisach il en fait élever quatre fonctionnant à l'eau, deux au vent, un à cheval et trente au bras, pour qu'on puisse moudre cent « setiers » de farine par jour <sup>(4)</sup>. Tandis qu'on crée et remet en état des places fortes, on en démolit d'autres trop anciennes, comme Colmar, Delle, Saverne, Haguenau, Héricourt et Dabo, ou susceptibles d'être, comme Montbéliard, rendues aux ennemis la paix conclue <sup>(5)</sup>. Ces travaux sont confiés à des

(1). — D. G., Vol. 469 : Lettre de La Grange à Louvois du 22 juin 1674.

(2). — D. G., Vol. 1.382 : Lettre de La Grange à Barbézieux du 25 mars 1694.

(3). — D. G., Vol. 351 : Lettre de Louvois à La Grange du 22 septembre 1673.

(4). — D. G., Vol. 460 : Lettre de La Grange à Louvois du 16 août 1675.

(5). — D. G., Vol. 485 : Lettre de Louis XIV à M. de Montclar, avec ordre de la communiquer à La Grange, du 22 décembre 1676. — Id., Vol. 568 : Lettre de La Grange à Louvois du 16 avril 1677. — Id., Vol. 607 : Lettre de Louvois à La Grange du 11 juin 1678.

entrepreneurs qui, trop souvent, ne les exécutent pas dans les délais prescrits. L'un d'eux, le sieur de la Halle, suscite à La Grange de gros ennuis, par la négligence qu'il apporte à achever les ouvrages de Brisach <sup>(1)</sup>. L'intendant l'oblige à payer régulièrement ses ouvriers. La question de la main-d'œuvre est, en effet, une des plus délicates à résoudre. On emploie beaucoup les paysans des environs, mais ceux-ci sont parfois difficiles à engager: les passages de troupes, même françaises, les effraient et les font fuir. En avril 1674, l'approche de l'armée de Turenne les met dans un tel état d'appréhension qu'ils abandonnent tous leurs villages depuis Philipsbourg jusqu'à six lieues en deçà de Strasbourg <sup>(2)</sup>. Pour retenir les terrassiers, Louvois prescrit d'augmenter le prix du remuement des terres <sup>(3)</sup>.

Dans toutes les places, il y a des hôpitaux où les soldats sont soignés par des médecins, des chirurgiens et des apothicaires, assistés de religieux ou de religieuses. Les convalescents sont envoyés en pension chez les bourgeois. Les évacuations sont préparées par La Grange <sup>(4)</sup>. Celui-ci fixe, d'accord avec le ministre, les rémunérations du personnel médical. Il fait venir un chirurgien à Belfort et lui donne « vingt livres d'appointements par mois. » <sup>(5)</sup>. Il élève de six à sept sols, en faveur de celui de Brisach, l'indemnité journalière allouée pour la subsistance de chaque soldat <sup>(6)</sup>. Louvois s'intéresse de très près à tout ce qui touche aux hôpitaux et aux soins à donner aux militaires blessés ou malades. Il indique des remèdes, envoie des formules pour les composer. Il donne à l'intendant le moyen de guérir la dysenterie: « Je vous envoie deux boîtes de poudre, l'une marquée F et l'autre B. Il faut prendre le quart d'une once de chacune desdites poudres (de telle sorte que le mélange des deux fasse à peu près une demi-once), les mettre infuser douze heures dans trois demi-septiers de vin blanc, observant de mettre le vin dans lequel ce remède infusera au serain, et le lendemain matin l'on mettra le vin et le marc ensemble dans une bouteille, et l'on en fera prendre, à ceux qui n'auront la dysenterie que depuis quinze jours environ, un demi-septier le matin à jeun, à midi autant et le soir le reste, observant chaque fois de remuer la bouteille, afin que le marc se mêle avec le vin, de manière que l'on puisse l'avalier, que, quand on avalera le dernier demi-septier, il ne

(1). — D. G., Vol. 411: Mémoire de La Grange sur les travaux de Brisach du 10 avril 1674.

(2). — D. G., Vol. 412: Lettre de La Grange à Louvois du 20 avril 1674.

(3). — D. G., Vol. 469: Lettre de Louvois à La Grange du 11 septembre 1674.

(4). — D. G., Vol. 458: Lettre de La Grange à Louvois du 5 mars 1675.

(5). — D. G., Vol. 469: Lettre de La Grange à Louvois du 22 juin 1674.

(6). — D. G., Vol. 460: Lettre de La Grange à Louvois du 23 août 1675.

reste rien dans la bouteille. Cela devra être continué pendant trois jours, si tant le mal dure. Je vous prie de faire distribuer ce que je vous envoie aux malades que vous avez en cette qualité dans les hôpitaux d'Alsace, à l'exception de Landau et de Philipsbourg, où il y en a déjà, de faire examiner l'effet que fera ce remède et de m'en rendre compte au plus tôt. » <sup>(1)</sup>.

La Grange devait, enfin, prendre toutes les mesures générales de salubrité imposées par les circonstances. En temps de guerre, il ordonnait aux baillis de faire enterrer les soldats ennemis morts dans les villages d'Alsace <sup>(2)</sup>.

Chargé de toute la besogne administrative, l'intendant paie la solde des troupes, en suivant les indications du ministre <sup>(3)</sup>. En temps de guerre, quand les partis ennemis parcourent la province, les transports de fonds s'exécutent avec de grosses escortes de cavaliers <sup>(4)</sup>. Lorsque ces voyages présentent trop de risques, on utilise des lettres de change tirées sur Bâle <sup>(5)</sup>. Enfin, s'il est indispensable de se procurer des ressources immédiates, on emprunte sur place <sup>(6)</sup>.

Cette obligation d'approvisionner les armées en espèces comporte de lourdes responsabilités. Les effectifs cantonnés en Alsace sont toujours nombreux. Aux corps réguliers, vient encore s'ajouter la milice, levée dans la province et qui ne doit point en sortir <sup>(7)</sup>. Celle-ci est recrutée sous la surveillance directe de l'intendant, afin qu'aucun abus ne se puisse commettre <sup>(8)</sup>. Ses deux régiments ont, chacun, vingt compagnies et trois drapeaux. Les hommes sont habillés en bleu, les officiers l'ayant demandé. Ils sont équipés et armés aux frais de la province <sup>(9)</sup>.

Pour contenir toutes ces forces dans l'exacte observation de la discipline, La Grange a beaucoup à faire. Dans sa lutte contre les déserteurs, il recourt à l'aide des paysans, en leur faisant « bailler » à chacun « dix écus » par fuyard arrêté <sup>(10)</sup>. Après la mort de

(1). — D. G., Vol. 3.780: Lettre de Louvois à La Grange du 1<sup>er</sup> octobre 1690.

(2). — D. G., Vol. 458: Lettre de La Grange à Louvois du 1<sup>er</sup> février 1675.

(3). — D. G., Vol. 351: Lettre de Louvois à La Grange du 16 octobre 1673.

(4). — D. G., Vol. 414: Lettre chiffrée de La Grange à Louvois du 23 novembre 1674.

(5). — D. G., Vol. 414: Lettre de La Grange à Louvois du 14 novembre 1674.

(6). — D. G., Vol. 395 et 414: Lettres de La Grange à Louvois du 15 décembre 1674.

(7). — D. G., Vol. 413: Lettre de Louvois à La Grange du 4 juin 1674.

(8). — D. G., Vol. 1.160: Lettre de La Grange à Barbézieux du 24 novembre 1692.

(9). — D. G., Vol. 1.160: Correspondance entre La Grange et Barbézieux, année 1692.

(10). — D. G., Vol. 460: Lettre de La Grange à Louvois du 14 août 1675.

Turenne et la retraite des troupes françaises sur la rive gauche du Rhin, la débandade est, un instant, si grande qu'il doit envoyer en hâte de Brisach, à tous les baillis, prévôts et bourgmestres d'Alsace, l'ordre « d'arrêter tous les officiers, cavaliers et soldats, qui passeront dans leurs villages et qui n'auront point de passeports de M. le duc de Luxembourg ou de M. le baron de Montclar, pour être ensuite conduits à Schlestadt ou Brisach. » <sup>(1)</sup>. Afin que les militaires de tous grades respectent les fonctionnaires civils, l'intendant sévit à la moindre incartade. En 1678, il écrit à Louvois : « Le sieur de Courcelles, commis de la Poste de Sélestat, me fit des plaintes de ce que M. le chevalier de Savignac, qui commande le bataillon de Monseigneur le Dauphin, l'avait maltraité dans son bureau, j'ai donné ordre à M. Colliquet, commissaire, d'en informer incessamment et prié M. de Gondreville de le mettre en arrêt jusqu'à vos ordres, ce qui fut exécuté. Il en a eu beaucoup d'emportement et je crois, Monseigneur, qu'il serait à propos de le tenir un mois en prison pour l'exemple. » <sup>(2)</sup>.

Les maraudages sont sévèrement punis. Des soldats ayant volé une poule, La Grange les fait rechercher, mettre en prison et, ensuite, coucher sur le cheval de bois, avec des boulets aux pieds et la moitié de la poule attachée au cou... « ce qui a été, écrit-il, d'un fort bon exemple et je dois vous dire sur cela, Monseigneur, que les gouverneurs ne sauraient être trop sévères pour la protection des peuples, qui seraient, sans leur autorité, fort souvent exposés à un mauvais traitement et [à la] friponnerie des soldats. » <sup>(3)</sup>. S'il y a des violences commises envers les populations et si elles aboutissent à faire mourir des indigènes, les délinquants n'échappent pas au châtement suprême. Des soldats de la compagnie de Nanteuil, du Régiment de Feuquières, brutalisent leurs hôtes au point qu'ils en meurent. Montclar fait mettre le capitaine en prison et chercher les soldats pour les envoyer au gibet. Le Grand Prévôt d'Alsace est chargé de l'enquête. La Grange déclare : « Je crois, Monseigneur, que l'on ne saurait faire trop d'exemple dans un pays aussi ruiné que celui-ci, chargé de troupes, et dont Sa Majesté a un extrême besoin pour la conservation de Brisach et de toutes les autres places qu'Elle a dans la province. » <sup>(4)</sup>. Quand un tel crime a été commis, on s'efforce de venir en aide à la famille de la victime. Un habitant d'un village est tué par des hommes appartenant au Régiment de

(1). — Lettre de La Grange du 25 août 1676, citée par ROD. REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, page 355.

(2). — D. G., Vol. 606: Lettre de La Grange à Louvois du 28 janvier 1678.

(3). — D. G., Vol. 607: Lettre de La Grange à Louvois du 10 mai 1678.

(4). — D. G., Vol 512: Lettre de La Grange à Louvois du 21 décembre 1676.

Rouergue ou à celui de La Fère, qui faisaient route de Strasbourg à Landau. L'intendant obtient qu'il soit retenu sur chacun de ces deux régiments vingt-cinq écus pour la veuve, chargée de cinq enfants <sup>(1)</sup>. Si les vols sont assez fréquents, les meurtres, heureusement, sont rares. Le plus souvent, les militaires se contentent de faire du tapage, ce que les bourgeois des villes n'aiment guère. Pour avoir encouru ce reproche de la part du Magistrat, les cadets pauvres de Strasbourg voient leur Ecole, créée par Louis XIV, transférée à la citadelle, puis, plus tard, à Neuf-Brisach <sup>(2)</sup>.

Par ses pouvoirs disciplinaires, de même que par son rôle dans l'aménagement des forteresses, La Grange exerçait une activité singulièrement plus étendue que celle de nos modernes intendants d'armée. Ce n'étaient là, pourtant, que des attributions d'une importance secondaire, si on les compare à celles qui allaient lui échoir en campagne. Sa connaissance des voies de communication, de la topographie et des ressources du pays, aussi bien que des fortifications qu'il avait fait exécuter, encourage Louvois et, plus tard, Barbézieux à lui demander son avis sur chaque projet et son rapport sur chaque action. Sa correspondance mêlée à celle des maréchaux et des officiers généraux dans les volumes du Dépôt de la Guerre atteste aujourd'hui de l'importance de son rôle dans la conduite des opérations. Là, encore, il s'avère comme étant véritablement l'homme de confiance du ministre, qui le tient au courant de tous les desseins du Roi. Louis XIV, lui-même, fait grand cas des conseils de son intendant et, plus d'une fois, lui manifeste sa reconnaissance pour le zèle qu'il apporte à son service <sup>(3)</sup>.

A peine La Grange est-il arrivé en Alsace qu'on le charge, en juin 1674, d'examiner avec M. Le Roy, commandant la place de Brisach, les propositions de neutralité émises par le Gouvernement de Vienne. Les pourparlers s'annoncent assez mal. L'Empereur Léopold doit être représenté par le Général-major Schitz, gouverneur de Fribourg. Le temps mis à lui envoyer ses pouvoirs éveille déjà les soupçons de Louvois et fait croire au ministre qu'on veut « l'amuser » <sup>(4)</sup>. Les délégués du Roi et celui de l'Empereur échan- gent pourtant des mémoires <sup>(5)</sup>. Les premiers demandent que le

(1). — D. G., Vol. 1.067: Lettre de La Grange à Louvois et réponse de Louvois, année 1691.

(2). — Lettre de Christophe Guntzer du 10 août 1683, citée par ROD. REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, page 355.

(3). — D. G., Vol. 830: Lettres, ordres, mémoires et instructions envoyées par Louvois à La Grange en août et septembre 1688.

(4). — D. G., Vol. 413: Lettre de Louvois à La Grange du 4 juin 1674.

(5). — D. G., Vol. 390: Lettres et Mémoires envoyés par La Grange et Le Roy à Louvois les 3 et 7 août 1674. — Vol. 417: Réponse de Louvois du 13 août 1674.

territoire devant rester neutre comprenne au moins le Brisgau et l'Alsace. L'envoyé autrichien déclare qu'une zone de neutralité aussi étendue paralyserait complètement l'activité de Sa Majesté impériale et de ses alliés contre la France. Ne pouvant, lui-même, prendre une décision, il en réfère à « Messieurs les Conseillers privés » de l'Empereur, à Innsbrück.

A la fin d'août, l'accord semble sur le point de se conclure <sup>(1)</sup>. Seront neutres, l'Alsace, Brisach et ses dépendances, Haguenau et son bailliage compris, en remontant jusqu'à Belfort et aux confins de la province du côté de la Suisse et de la Franche-Comté, puis le Brisgau, la « montagne noire » et les autres pays d'Empire du côté du lac de Constance. Louis XIV approuve, tout en laissant à Turenne le soin de décider pour Haguenau. La Grange et Le Roy en avertissent le maréchal. Celui-ci avait suivi les négociations d'un œil assez sceptique. Il ne croit pas à la bonne foi des Autrichiens et déclare: « Leurs armées marchent et ils n'ont point d'autre dessein que d'aller en Alsace » <sup>(2)</sup>. Quelques jours après, un parti de quatre-vingt cavaliers ennemis franchit le Rhin et fait une course dans la province <sup>(3)</sup>. Schitz prétend que la chose s'est réalisée à son insu, mais le bon vouloir des Impériaux n'est plus assez manifeste pour que la mission de La Grange puisse réussir.

Après deux mois de trêve, dans la nuit du 28 au 29 novembre 1674, quatre cents dragons d'Empire, s'avancant à portée de mousquet de la demi-lune de France, brûlent le moulin du bourgmestre de Brisach Dischinger. Deux jours après, le Général-major de Schitz, lui-même, rompt la neutralité en arrêtant à Neubourg un bateau de blé qui, de Bâle, allait ravitailler Brisach. Puis, il s'en vient bloquer cette place avec les garnisons de Fribourg et de Rheinfeld, soit douze ou treize cents fantassins et quatre ou cinq cents cavaliers. Vers le milieu de décembre, les ennemis reçoivent en renfort les quatre cents hommes d'infanterie et les deux cents cavaliers de l'Electeur de Brandebourg. La Grange, enfermé dans la ville, n'a plus de nouvelles et n'en peut donner que rarement, lorsque les courriers de Bâle et de Strasbourg passent les prendre en secret. Dans le rapport détaillé qu'il enverra à Louvois le 22 janvier, il dira le courage montré par la garnison et les officiers pendant le siège. Des retranchements nouveaux ont été créés et des défenses anciennes relevées. Chacun des quatre bourgmestres de Brisach a

(1). — D. G., Vol. 391: Lettres et Mémoires envoyés par La Grange et Le Roy à Louvois les 18 et 21 août 1674.

(2). — D. G., Vol. 392: Lettre de La Grange et de Le Roy à Turenne du 3 septembre 1674, et réponse de Turenne du 7 septembre 1674.

(3). — D. G., Vol. 414: Lettre de La Grange à Louvois du 28 septembre 1674.

levé une compagnie de cent-dix bourgeois français et allemands. « Ils couchent au bivouac et font ce qui leur est ordonné avec tant de zèle et d'affection pour le service du Roi que j'ai cru être obligé de vous en informer ». Et l'intendant insistera plus d'une fois sur le loyalisme dont ont fait preuve les habitants de la ville: « Les bourgmestres et bourgeois ont paru, dans cette rencontre, très affectionnés pour le service du Roi, la plupart étant venus apporter l'argent qu'ils avaient, sachant que c'était la seule chose dont nous pouvions avoir nécessité pour des travaux, parce qu'à l'égard des troupes elles y auraient trouvé leur subsistance en pain et en vin plus d'un an et de la viande pour plus de trois mois » (1).

En même temps qu'ils assiègent Brisach, les Impériaux envahissent presque toute l'Alsace et occupent les villes de Schlestadt, Colmar, Obernai, Munster et Ensisheim, où ils commettent toutes sortes d'excès. La vigoureuse offensive de Turenne va, heureusement, libérer le pays en quelques semaines (2). La Grange peut, enfin, sortir de Brisach, en s'écriant: « Il n'y a jamais eu tant de joie en Alsace qu'il y en a présentement... M. de Turenne a envoyé mille chevaux après les ennemis et a dîné aujourd'hui à Colmar; voilà une des choses la plus avantageuse qui soit pour les affaires du Roi en Allemagne » (3). L'intendant rejoint l'armée et assistera désormais à de nombreux engagements. Les ennemis perdent à Turckheim deux mille prisonniers, beaucoup de morts et de malades (4). L'effet de cette victoire est considérable. Les Impériaux, en désordre, sont refoulés au delà du Rhin.

Après de si beaux succès, un deuil terrible va, très malheureusement, frapper les armées du Roi. Le 31 juillet, La Grange explique à Louvois les mouvements des troupes dans les jours précédents et lui annonce en termes fort obscurs et énigmatiques la mort de Turenne: « L'on nous mande de l'armée que les ennemis ont bien perdu, dans tous les petits combats qui se sont donnés, cinq cents hommes, tant tués que prisonniers, et que la blessure que M. le marquis de Vaubrun a eue au pied et qui lui passe du petit doigt au gros ne lui a offensé ni os ni nerfs, que cela ne l'empêchera pas d'agir et qu'il ne quittera point l'armée. Le 27, les ennemis sortirent de leurs retranchements et vinrent occuper Stoloffen et un landgra-

(1). — D. G., Vol. 414: Lettres de La Grange à Louvois des 29 novembre, 11 et 15 décembre 1674. — Vol. 395: Lettre de La Grange à Louvois du 18 décembre 1674. — Vol. 436: Rapport détaillé de La Grange à Louvois du 22 janvier 1675.

(2). — D. G., Vol. 466: Lettres de La Grange à Louvois des 3 janvier et 5 février 1675.

(3). — D. G., Vol. 458: Lettre de La Grange à Louvois du 6 janvier 1675.

(4). — D. G., Vol. 458: Lettre de La Grange à Louvois du 11 janvier 1675.

viat qui prend depuis ce lieu jusqu'à la montagne; ils portèrent leur droite à Steinbach et leur gauche à Bihel et mirent, en même temps, un détachement dans le clocher de Riespach. M. de Turenne, qui était à Acheren, l'ayant appris, fit avancer son armée sur la hauteur du même nom et marcher un petit corps d'infanterie dans les villages de Riespach, qui brûla les maisons des environs du clocher et se retrancha dans les autres, qui se trouvèrent les plus proches de l'armée. Sur les deux heures de l'après-midi, quelques officiers étant venus avertir M. de Turenne d'un mouvement des ennemis, il monta à cheval avec M. de Saint-Hilaire, lequel lui voulait faire remarquer le lieu où il désirait qu'il y eût une batterie, pour incommoder celle des ennemis qui tirait. M. de Turenne, menant avec lui un bataillon dans un poste qu'il voulait occuper, reçut un coup de canon, qui lui prit un peu du bras gauche et lui emporta l'aisselle avec une partie du corps et, à M. de Saint-Hilaire, le bras au-dessous du coude. Comme on ne lui trouva, dans le temps qu'il tomba de cheval, aucun ressentiment, on le jeta dans son carrosse et il dit, seulement, à la tête de l'armée qu'il avait été blessé, pour donner le temps aux généraux qui en étaient éloignés d'y venir. Ce fut M. le marquis de Vaubrun qui monta à cheval en sortant de sa litière, tout blessé, et qui s'y trouva le premier... » (1).

Turenne mort, le comte de Lorge prend le commandement de l'armée. Il doit être secondé par le marquis de Vaubrun, mais celui-ci est tué le 3 août (2). Les Impériaux profitent, alors, du désarroi qui règne chez leurs adversaires pour envahir une seconde fois l'Alsace et occuper Obernai et Rosheim. Montecuculli reste quelques mois dans la province, puis distrait une partie des troupes d'occupation pour les conduire au siège de Philipsbourg. Le 12 juin 1676, La Grange apprend à Louvois la retraite des ennemis: « Le changement qu'il y a eu en Alsace, depuis le dernier ordinaire, vous surprendra autant que nous avons eu de joie d'apprendre, dès hier au soir et encore ce matin, que les ennemis repassaient le Rhin sur le pont de Strasbourg, soit qu'ils aient reconnu l'armée du Roi plus forte qu'ils ne croyaient, que le secours qui l'a joint le 8, le 9 et le 10 leur ait donné de l'appréhension ou qu'ils aient eu des ordres précis de l'Empereur pour se rendre incessamment à Philipsbourg et en faire le siège... Si la ville de Strasbourg n'avait pas donné son

(1). — D. G., Vol. 459: Lettre de La Grange à Louvois du 31 juillet 1675. La dernière phrase: « Comme on ne lui trouva... » est assez incompréhensible, Turenne étant mort sur le coup. Peut-être La Grange veut-il faire une allusion aux efforts tentés pour cacher la nouvelle à l'armée? Voir la lettre du jeune Saint-Hilaire reproduite par le GÉNÉRAL WEYGAND, *Turenne*, page 239.

(2). — D. G., Vol. 443: Lettre de La Grange à Louvois du 3 août 1675.

pont, l'armée des ennemis était perdue, parce qu'il leur manquait des vivres et qu'elle ne pouvait pas repasser par la forêt d'Hague-nau, à la vue de M. le duc de Luxembourg » (1).

La défense de Philipsbourg fut un des plus beaux faits d'armes de la guerre. L'héroïsme manifesté par la garnison fut tel que les chefs ennemis, remplis d'admiration, lui accordèrent les plus grands égards, le jour où le Colonel de dragons Dufay, gouverneur de la place, dut capituler, toute résistance étant devenue impossible. Le duc de Lorraine, ne voulant pas s'en tenir aux termes du traité, laissa cet officier sortir de la ville cent trente-quatre chariots chargés de vaisselle, d'argent et d'ameublement, au lieu de cinquante, chiffre qui avait été convenu. Il lui fit don de mille sacs de blé et de six pièces de canons, outre les huit pièces et le mortier accordés par la capitulation. Le marquis de Grana lui donna un sabre garni de pierreries de la valeur de trois cents pistoles. Enfin, le duc de Lorraine ordonna au Général Stirmm, chargé d'escorter la garnison, avec trois cents hommes, de traiter splendidement les officiers et les soldats pendant la route. Le Roi, satisfait de la conduite de Dufay et ne voulant pas laisser dans l'inaction un officier aussi capable que lui de rendre des services considérables, lui donna le gouvernement de Brisach, une pension de trois mille écus et le fit maréchal de camp (2).

Tandis qu'en septembre, les Impériaux prennent Philipsbourg, deux mois après, les Français entrent dans Montbéliard. Le 19 novembre, La Grange écrit : « Hier, la ville et la citadelle de Montbéliard se rendirent sans avoir tiré un coup de canon » (3). Le Prince de Montbéliard avait décidé de ne pas résister à la suite d'une conférence avec le Maréchal-duc de Luxembourg. D'après l'intendant, la ville peut compter « six à sept cents maisons et huit à neuf cents bourgeois ». Le pays environnant « ne lui semble pas fort riche » et lui paraît même « bien méchant ». Les remparts de la cité sont en mauvais état. Il ordonne à l'ingénieur Tarade de relever le plan de la forteresse. Il dresse, lui-même, un état des armes, des munitions et de toutes les provisions trouvées dans la place et, conformément au désir de Louvois, il profitera de la première gelée pour emporter la grosse artillerie et la conduire à Belfort (4).

La reddition de Montbéliard ne nécessite qu'une démonstration militaire. Le siège de Fribourg, que l'armée du Roi entreprend au même moment, exige plus d'effort. Le 7 de ce mois de novembre

(1). — D. G., Vol. 508: Lettre de La Grange à Louvois du 12 juin 1676.

(2). — D. G., Vol. 509: Correspondance des mois d'août et septembre 1676.

(3). — D. G., Vol. 509: Lettre de La Grange à Louvois du 19 novembre 1676.

(4). — D. G., Vol. 485: Lettre de Louvois à La Grange du 25 novembre 1676.

1677, La Grange explique au ministre: « Je partirai demain à la pointe du jour pour me rendre à Brisach, afin de faire faire le pont sous la ville, où il était l'année dernière, et disposer toutes choses pour que l'armée passe le Rhin le 9, qui est le jour que la place doit être investie par M. de Montclar. L'on ne croit pas qu'il y ait plus de deux mille hommes d'infanterie dedans et deux cent cinquante chevaux » (1). L'opération ne put être conduite aussi vite que le commandement l'avait espéré. Le siège dure plusieurs jours, et l'intendant reconnaît que l'on subit de grosses pertes dans les travaux d'approche et dans les tentatives d'assaut. Pourtant, le 13, à 4 heures du soir, la première enceinte est enlevée par le Maréchal de Créqui. Le lendemain, la ville tombe en sa possession. La Grange envoie son rapport habituel: « Je vous dirai que si le Roi veut conserver cette place, il sera nécessaire de la fortifier, parce qu'en l'état qu'elle est, il serait plus avantageux de la raser que de la conserver, à cause de Brisach ». La garnison est sortie avec les honneurs de la guerre: tambour battant, mèches allumées et enseignes déployées, pour aller à Rheinfeld. L'intendant ajoute: « La ville est d'une grande enceinte, bien bâtie et les rues très belles. Les habitants peuvent être, au moins, de six à sept cents. » Zélé, il a déjà fait faire, comme il le doit en pareille occasion, un inventaire de tout ce qu'on a trouvé et un plan de la place. Puis, l'administrateur se révèle: « Il serait à propos, conclut-il, d'y établir un gouverneur populaire, pour faire connaître à l'Allemagne la douceur de notre domination, qui eût de l'activité, pour l'étendue des contributions, et y tenir les troupes sur le pied de la garnison de Brisach » (2).

La prise de Fribourg-en-Brigau couronne de succès la brillante offensive du Maréchal de Créqui. Les Impériaux ne conservent plus en Alsace que Wissembourg et Landau. Devant leur désarroi, La Grange conseille d'assiéger Trêves et Luxembourg: « J'exécuterai très exactement ce que vous me prescrivez au sujet du voyage du Roi en Alsace et Brigau. Le Roi ne pourrait pas se servir d'une plus favorable occasion pour entreprendre le siège de Trêves et celui de Luxembourg » (3).

La connaissance qu'avait l'intendant de la force des garnisons ennemies et des mouvements des troupes adverses l'autorise à donner de tels avis. Son rôle, en effet, ne se borne pas à rendre compte des opérations auxquelles il assiste. Il est chargé de diriger un véri-

(1). — D. G., Vol. 541: Lettre de La Grange à Louvois du 7 novembre 1677.

(2). — D. G., Vol. 541: Lettre de La Grange à Louvois du 16 novembre 1677.

(3). — D. G., Vol. 606: Lettre de La Grange à Louvois du 4 février 1678.

table service de renseignements <sup>(1)</sup> et il transmet au ministre, par lettres chiffrées <sup>(2)</sup>, tous les détails qu'il a pu obtenir sur l'organisation des Impériaux. Pour connaître la direction que prennent les armées en marche, il les fait suivre par des paysans <sup>(3)</sup>. Il entretient des espions. Un de ceux-ci, en février 1676 <sup>(4)</sup>, se montre particulièrement exigeant pour le paiement de ses services. Il s'agit d'un certain sieur Sanson, dit du Breuil. Un officier, M. de Lorgerie, sert d'intermédiaire entre l'intendant et lui. On est en train d'organiser un plan d'espionnage, qui aboutira à un vol de fonds appartenant aux espagnols et aux allemands. Dans une lettre à La Grange <sup>(5)</sup>, du Breuil déclare que c'est « sa propre inclination » qui le pousse à se dévouer au Roi. Je suis sûr, énonce-t-il, de n'avoir « jamais tant d'avantage à son service que j'en puis avoir à celui d'Espagne, cependant j'aimerais mieux de quoi éviter la nécessité à son service que l'abondance chez un autre, à cause qu'il est mon Roi ». Sa fidélité, pourtant, est rien moins que désintéressée. Il pose ses conditions, ne veut pas attendre d'avoir agi pour être payé. Il risque, dit-il, toute sa fortune et la situation très avantageuse pour lui, qui lui est faite chez les Impériaux. Il veut une récompense avant d'avoir rien entamé, parcequ'il craint d'être oublié après. Et c'est avec une certaine brutalité qu'il met l'intendant et ses supérieurs en demeure de le satisfaire : « Enfin, Monsieur, une fois pour toutes, je connais l'esprit de la Cour, je ne veux point m'embarquer sans biscuit. Quoi ! j'irai perdre ma fortune et mon crédit pour mendier, après, une misérable pension, je suis trop sage pour faire une si grossière faute... Je demande au Roi une pension de six mille livres sur des bénéfices. Voilà une belle affaire ! il en donne tous les jours à mille gens qui ne lui serviront jamais à rien ». Il a un compère, nommé Thibergeau. Il lui a consenti une avance de douze mille livres. Cette somme, bien entendu, devra encore lui être remboursée par Sa Majesté. Enfin, du Breuil, dans le passé, a été impliqué à tort, prétend-il, dans une affaire de vol de bijoux. Pour prévenir les conséquences possibles de cette fâcheuse histoire, c'est à Louvois

---

(1). — D. G., Vol. 414: Lettres de La Grange à Louvois des 7, 9, 14, 20 et 23 novembre et des 15 et 31 décembre 1674. — Vol. 394: Lettre de La Grange à Louvois du 27 novembre 1674. — Vol. 395: Lettre de La Grange à Louvois du 4 décembre 1674. — Vol. 456: Lettre de Louvois à La Grange du 13 décembre 1675.

(2). — D. G., Vol. 460: Lettre de La Grange à Louvois du 10 septembre 1675.

(3). — D. G., Vol. 557: Lettre de La Grange à Louvois du 9 mars 1677.

(4). — D. G., Vol. 486: Lettre de La Grange à Louvois du 18 février 1676.

(5). — D. G., Vol. 486: Lettre du sieur du Breuil à La Grange du 14 février 1676.

qu'il s'adresse directement <sup>(1)</sup>. Il exige... « sûreté et des lettres d'Etat ou de Chancellerie, par lesquelles le Roi me relève ou absout de toutes censures, soupçons ou malversations tant contre son service qu'affaires civiles ou criminelles ». Fort heureusement pour lui, La Grange n'a pas toujours besoin de se commettre avec des hommes de moralité aussi douteuse. Il lui suffit, parfois, de recueillir les bruits qui courent et d'en contrôler la véracité, dans la mesure du possible. Il transmet à Versailles tous les échos perçus, même les plus lointains, même ceux que font naître les batailles livrées par les Suédois <sup>(2)</sup>.

Dans les premières semaines de l'année 1678, les messages de l'intendant s'éclairent d'une lueur de joie. Il entend, enfin, parler de paix. Cette guerre, qui dure depuis des années, qui a ravagé l'Alsace, qui annihile toutes ses tentatives d'organisation va peut-être se terminer. Le 22 Février, il écrit à Louvois : « On mande de Vienne que la célébration du mariage de Monseigneur le Prince Charles de Lorraine avec la Reine douairière de Pologne s'est faite le 6 de ce mois à Neustadt et que l'on parle fort de la paix. » <sup>(3)</sup>. Le ministre, de son côté, avise, bientôt, le Maréchal de Créqui que « plusieurs courriers vont et viennent de Londres à Paris, chargés de plusieurs propositions de paix » <sup>(4)</sup>. Au début de Juillet, l'Empereur acquiesce à la suspension d'armes. Créqui et le Prince Charles procèdent aux échanges de prisonniers <sup>(5)</sup>. Deux traités sont signés à Nimègue, en août avec la Hollande, en septembre avec l'Espagne. Les négociations entre les plénipotentiaires de l'Empire et ceux du Roi, plus délicates, traînent davantage en longueur. Ce n'est que dans les premiers jours de Février 1679 que l'accord se réalise. La Grange écrit, à cette occasion : « Messieurs de Strasbourg savaient déjà que le traité de paix avait été signé le 5 et ils en ont fait de grandes réjouissances. M. le Baron de Montclar a envoyé dans toutes les places des ennemis, pour marquer aux commandants qu'il avait ordre de Sa Majesté de faire cesser les actes d'hostilité, et c'est une chose qui sera bientôt exécutée, parcequ'ils semble, par tout ce qu'ils écrivent, qu'ils en ont bien de l'empressement » <sup>(6)</sup>.

Le Roi qui veut entourer l'évènement de toute la solennité qu'il comporte donne, de sa main, ses ordres à M. de Montclar : « Ayant

(1). — D. G., Vol. 486 : Lettre du sieur du Breuil à Louvois du 14 février 1676.

(2). — D. G., Vol. 558 : Lettre de La Grange à Louvois du 29 juin 1677.

(3). — D. G., Vol. 612 : Lettre de La Grange à Louvois du 22 février 1678.

(4). — D. G., Vol. 612 : Lettre de Louvois au maréchal de Créqui du 11 avril 1678.

(5). — D. G., Vol. 608 : Lettre de La Grange à Louvois du 16 juillet 1678.

(6). — D. G., Vol. 631 : Lettre de La Grange à Louvois du 17 février 1679.

plû à la Divine bonté de rendre la paix à la Chrétienté, j'ai résolu de lui en faire rendre des grâces solennelles et je mande pour cette fin à tous les archevêques et évêques de mon royaume de faire chanter le *Te Deum* dans leurs églises métropolitaines, cathédrales et autres de leurs diocèses... Mon intention est que vous assistiez à cette cérémonie en l'église principale du lieu où vous vous trouverez lorsque la présente vous sera rendue, que vous teniez la main à ce que les officiers du corps de la justice et autres dudit lieu y assistent pareillement, que vous fassiez tirer le canon en toutes les villes de votre commandement, que vous preniez soin qu'il soit fait des feux de joie et qu'au surplus il soit donné toutes les marques de réjouissance publique que mérite un si grand événement. » (1).

Cette paix, obtenue grâce aux victoires de ses armées, va laisser à Louis XIV un peu de répit. Le gouvernement de Vienne restera plusieurs années avant de pouvoir gêner les entreprises du Roi. Le moment semble donc venu de régler, une fois pour toutes, la question de Strasbourg. La réunion de la République à la France était la conséquence logique de toute la politique alsacienne de Versailles. Aucun doute, à cet égard, ne pouvait être permis. A peine arrivé dans la province, La Grange entretient Louvois des possibilités qu'aurait le Roi d'accomplir son dessein. Pendant la guerre, les Impériaux se servent, à diverses reprises, du pont de Strasbourg pour franchir le Rhin. Le Magistrat, trop faible, ne peut s'y opposer. Il ne peut, davantage, refuser l'accès de la ville aux troupes de l'Empereur et, pourtant, il n'est pas en état de guerre avec le Roi. Le Maréchal de Créquî, à qui on a donné pour mission de libérer l'Alsace, veut fermer cette porte toujours ouverte aux ennemis. En Juillet 1678, il déclare au Magistrat que la possession de Kehl et du pont lui est indispensable : « Il ne vous est que trop connu avec quelle violence les impériaux vous ont toujours forcé à donner un passage à leur armée, dans votre propre pays, qui en a été désolé... On veut simplement Kehl pour ôter ce lieu à l'armée impériale. Si vous désirez prendre le parti de le remettre..., vous éprouverez dans les suites une plus grande tranquillité dans vos familles et je serai fort aise, dans une apparence d'un si grand mal, d'avoir contribué en quelque chose à la fortune publique de votre ville... » (2).

Le 10 août, « le Maréchal avait repassé le Rhin avec toute l'armée..., après avoir fait démolir le fort de Kehl et brûlé la moitié

(1). — D. G., Vol. 631 : Lettre de Louis XIV au baron de Montclar du mois de février 1679.

(2). — D. G., Vol. 608 : Lettre du maréchal de Créquî à MM. de Strasbourg du 27 juillet 1678.

du pont de Strasbourg » (1). Mais, l'attitude du Magistrat lui paraissant toujours des plus suspectes, il demande à l'intendant de faire, de son côté, pression sur la République. Celui-ci fait part de ce désir à Louvois : « Le Maréchal de Créquy a souhaité que j'écrivisse à MM. de Strasbourg comme de moi-même, que l'on était surpris de ce qu'ils ne s'étaient pas plutôt accommodés de la neutralité que d'une guerre qui leur sera onéreuse, c'est ce que j'exécuterai mais il y a une apparence qu'ils ne sont plus les maîtres ou que l'appréhension dans laquelle ils sont tombés ne leur fournit pas assez de résolution pour se déterminer à faire sortir de leur ville les troupes de l'Empereur » (2). L'animosité du Maréchal de Créquy finit par gagner Montclar et La Grange. Tolérer plus longtemps les lâchetés du Magistrat les révolte. C'est, selon eux, faire montre de faiblesse. Ils proposent à Louis XIV le siège de la ville libre. Le souverain qui a, là-dessus, son idée bien arrêtée, leur fait répondre par Louvois : « Il a plu au Roi de me commander de vous répéter ce que je vous ai déjà mandé de ses intentions, qui est que Sa Majesté ne veut pas penser à cette entreprise, cette année » (3). Devant cette impérieuse manifestation de volonté, les subordonnés n'avaient plus qu'à s'incliner.

Il fallut attendre trois ans pour que le projet fût repris. Dans le courant de l'hiver 1680-1681, La Grange fait un voyage. Il rejoint la Cour, qui est à Saint-Germain-en-Laye. Il est reçu par Louvois et par le Roi, lui-même. C'est pendant une de ces audiences que la chose fut décidée. L'intendant retourne à Brisach, au printemps.

A la fin d'août, il reçoit cette mystérieuse dépêche du ministre : « Ce mot est pour vous donner avis que les mémoires et instructions concernant l'entreprise qui vous a été confiée à votre dernier voyage à Saint-Germain arriveront à l'abbaye de Lure, en Franche-Comté, le dixième du mois prochain, où vous aurez soin de faire trouver deux hommes à vous, qui attendront l'arrivée des miens, dans le cabaret de ce lieu-là le plus proche de l'abbaye. Vous leur donnerez un billet cacheté adressé au sieur Mesières, par lequel vous lui direz : « Je vous prie de remettre entre les mains de ceux qui vous rendront ce billet la boîte dont M. de Louvois vous a chargé. » Vous vous rendrez, en même temps, à Belfort, sous prétexte d'en visiter les fortifications et vous y attendrez le retour de vos deux domestiques, qui auront tous deux du ruban bleu et jaune à leur chapeau, afin que mes gens, qui en auront aussi, ne

(1). — D. G., Vol. 608 : Lettre de La Grange à Louvois du 10 août 1678.

(2). — D. G., Vol. 608 : Lettre de La Grange à Louvois du 30 août 1678.

(3). — D. G., Vol. 608 : Lettre de Louvois au maréchal de Créquy du 5 septembre 1678.

puissent manquer de les reconnaître. » (1). Les instructions ainsi transmises débutent par ce préambule : « Le sieur de La Grange a été informé, au voyage qu'il a fait l'hiver dernier à St-Germain-en-Laye, de la résolution que le Roi a prise de soumettre Strasbourg à son obéissance entre ci et la fin de l'année... » (2). Puis, tout est prévu, au sujet des fournitures d'avoine, de blé, de farine, au sujet de la solde à donner aux troupes. 130.000 livres seront envoyées à Brisach, « sous prétexte d'une augmentation de fonds pour les fortifications ». Des ordres précis sont joints, à l'usage du commandant en chef, le baron de Montclar, « Lieutenant-Général des armées du Roi Très Chrétien, Mestre de camp général de la Cavalerie française et Commandant pour le service de Sa Majesté dans la Haute et la Basse-Alsace ».

Quelques jours après, en septembre, Louvois invite son subordonné à lui demander, sans hésitation, tous détails complémentaires qui pourraient être utiles. Il annonce, aussi, son arrivée en Alsace, qui, jusqu'au bout, doit rester secrète : « Ce mot est pour vous dire que si, lorsque vous et M. de Montclar aurez lu tous les mémoires, instructions et copies des lettres qui vous ont été adressées, il vous restait, ou à lui, quelque doute, vous pourriez en être promptement éclairci en me dépêchant un courrier qui me trouvera à Fontainebleau, où je fais état de rester jusqu'au 25 de ce mois, que je partirai à la pointe du jour, sous prétexte d'aller à Meudon, comme je fais quelquefois les jeudis, et j'irai ce jour-là coucher à Montmirail, le lendemain 26 à Louvois, d'où je partirai le 27, à la pointe du jour, pour aller coucher à Ligny ou à Void, si je puis. Le lendemain, j'essaierai d'aller à Ste-Marie-aux-Mines, d'où je fais état de me rendre le 29 au camp. Je ne vous parle point de me faire trouver de l'escorte sur le chemin, parceque personne ne sachant que je dois passer et ayant douze hommes à cheval avec moi, je crois que cela serait inutile... » (3).

Pour faciliter l'arrivée du ministre, La Grange a soin de faire établir des relais depuis Sainte-Marie-aux-Mines. Il avise son protecteur, le 27 septembre au soir, des dispositions qu'il a prises : « ...Mes domestiques sont à Grafstatt avec ce qui vous sera nécessaire pendant que vous serez dans la province », et il ajoute : « J'aurais, seulement, souhaité y avoir pu être moi-même, dans la crainte que j'ai qu'ils ne satisfassent pas si ponctuellement que je le désirerais au

(1). — D. G., Vol. 663 : Lettre de Louvois à La Grange du 25 août 1681.

(2). — D. G., Vol. 663 : Mémoire servant d'instruction au sieur de La Grange, du mois de septembre 1681.

(3). — D. G., Vol. 663 : Lettre de Louvois à La Grange du mois de septembre 1681.

zèle et à l'affection que j'ai pour tout ce qui vous touche... » (1).

Les instructions données par Louvois avaient toutes été exécutées, entre temps (2). L'intendant avait fait préparer les bateaux pour convoier les farines et le ravitaillement. On avait amené des chariots pour porter les canons, élevé des moulins, jeté des ponts sur l'Ill. Des commissaires des guerres avaient été détachés auprès des corps de troupes. On avait établi, à Illkirch, un hôpital dirigé par le Père Montelier, ancien directeur des hôpitaux de l'Armée. Fort heureusement, tous ces préparatifs belliqueux ne servirent à rien. La capitulation de Strasbourg fut toute pacifique, le Magistrat ayant souscrit, sans résistance, aux conditions, d'ailleurs honorables, offertes par Louis XIV. Des auteurs ont prétendu que le Roi avait acheté les membres influents des assemblées de la République, et notamment Güntzer. Cela n'a jamais pu être prouvé et paraît inexact. On a dit, encore, que l'entrée des Français avait été facilitée par l'existence, dans la ville, d'un parti puissant auquel appartenaient entre autres les chanoines du chapitre catholique. Ceux-ci, tous nobles et titrés, vivaient sur leurs terres et ne pouvaient guère avoir d'influence sur la population, dont une minorité, seule, était catholique. En réalité, les habitants de Strasbourg sentaient parfaitement que le commerce et l'avenir de leur ville dépendaient, désormais, de l'union avec la France et que cette union était aussi indispensable à eux que la possession de leur cité était nécessaire au Roi. Le souvenir de leur patrie, ville libre et réputée comme telle dans toute l'Europe, leur était cher. Ce sentiment ne fut pas assez vigoureux pour leur faire méconnaître les avantages offerts. Louis XIV montra sa force et n'eut point à s'en servir (3).

La capitulation signée, il fallait éviter que les troupes françaises ne se comportassent dans la ville comme en pays conquis. La Grange consacre tous ses efforts à maintenir la discipline et le bon ordre. Grâce aux mesures qu'il prend, il s'établit, pour la garnison, « une fort grande quantité de bouchers, boulangers et vivandiers, ce qui fait que le soldat y vivra à bon marché ». Il ne néglige rien pour réprimer la maraude : « Les troupes vivent avec fort grand ordre dans la ville. Il y a, néanmoins, encore quelques soldats qui volent chez les bourgeois... J'ai mis le lieutenant du prévôt en campagne pour essayer d'en prendre quelques-uns, afin de les faire punir, pour servir d'exemple; cependant, je fais rembourser les particuliers qui sont volés sur les appointements des officiers, afin de les inviter à

(1). — D. G., Vol. 671 : Lettre de La Grange à Louvois du 27 septembre 1681.

(2). — D. G., Vol. 671 : Lettre de La Grange à Louvois du 27 septembre 1681.

(3). — Voir à ce sujet : LEGRELLE, « Louis XIV et Strasbourg ».

prendre un soin tout particulier pour que ces petits désordres n'arrivent plus » (1).

L'intendant, installé à Strasbourg, y demeure plusieurs années. Il faudra une nouvelle guerre pour l'obliger à quitter sa résidence. Vers la fin de l'été de 1688, les opérations militaires étant commencées, il rejoint l'armée et pourvoit, de nouveau, à tous les besoins en vivres, matériel et munitions. Il accompagne le Dauphin et assiste avec lui à la prise de Philipsbourg, en octobre, et à celle de Mannheim et de Frankenthal, en novembre (2). L'armée, ensuite, se disloque pour aller prendre ses quartiers d'hiver. Philipsbourg est évacué. La Grange en profite pour faire enlever certaines choses de la citadelle. Il en avertit Louvois: « Je crois que vous trouverez bon que je fasse porter à Strasbourg, pour la paroisse de Saint-Louis, les orgues qui sont dans l'église de la citadelle, qui me paraissent fort belles ». Puis, il ajoute: « Dans le mémoire que j'ai donné à M. Pageau, commissaire, pour ce qu'il avait à faire, j'ai compris un article pour l'enlèvement des plus beaux meubles..., car il ne faut pas qu'ils soient perdus » (3).

Pour couvrir l'Alsace, la destruction d'un certain nombre de places ennemies est ordonnée (4). L'intendant surveille de plus près celle de Mannheim. « On commença hier à raser les maisons de la ville, écrit-il le 6 mars 1689 (5). Les soldats firent bien peu de chose, car les bourgeois les saouèrent tous, apparemment à dessein de les empêcher de travailler, afin d'avoir plus de temps pour en ôter leur effets, car ils n'avaient ni chariots, ni bateaux. Cela nous a fait prendre un autre parti, à M. de Montclar, à M. le comte de Tessé et à moi, en les obligeant d'en tirer dans quatre jours tous leurs meubles et effets et de les transporter dans leurs temples et dans la maison de l'hôpital pour dix ou douze jours ». Dans ce temps-là, les habitants pourront se procurer en Alsace voitures et bateaux. On pourra, alors, « mettre le feu dans les maisons et, ce qui restera de muraille sur pied, on le fera tomber avec des poutres, sans quoi il n'est pas possible d'en venir à bout ». Dix jours après, on allume, en effet, cinquante foyers dans des endroits différents. Les bourgeois, qui avaient conservé de l'eau jusque dans leurs greniers, arrivent à éteindre l'incendie de leur ville. Mais, la tentative manquée est reprise et, cette fois, réussit. Le 19 avril, La

(1). — D. G., Vol. 671: Lettre de La Grange à Louvois du 21 novembre 1681.

(2). — D. G., Vol. 823, 825, 826, 827, 828, 829 et 831: Nombreuses lettres de La Grange à Louvois des mois de septembre, octobre, novembre et décembre 1688.

(3). — D. G., Vol. 874: Lettre de La Grange à Louvois du 23 février 1689.

(4). — D. G., Vol. 829: Lettre de La Grange à Louvois du 28 décembre 1688.

(5). — D. G., Vol. 875: Lettre de La Grange à Louvois du 6 mars 1689.

Grange rend compte à Louvois : « Je vous puis assurer que l'on n'y a rien laissé et que jamais place n'a été mieux rasée » <sup>(1)</sup>.

Si cruel que cela puisse paraître, la destruction de certaines places fortes des ennemis pouvait être rendue nécessaire pour la sauvegarde des intérêts supérieurs du Royaume. Louis XIV eut le tort d'aller plus loin. L'histoire ne lui a pas encore pardonné le ravage systématique du Palatinat. La protection d'une province ne justifiait pas l'accomplissement d'un tel crime. C'est au printemps de 1689 que le duc de Duras exécute les terribles ordres reçus et fait brûler Spire, Worms et bien d'autres villes, presque toutes anciennes et vénérables. Avant d'obéir, le maréchal avait attiré l'attention du Roi sur la gravité d'un tel acte. Il lui avait montré l'ombre qu'il allait projeter sur la gloire du règne. Pour se couvrir devant la postérité, le chef militaire avait exigé un ordre écrit de la main du monarque. La Grange assiste, ému de tant de ravages : « J'ai passé à Spire, dit-il, où j'ai vu bien de la désolation de la part des habitants, qui se retirent de tous côtés. Les uns vont à Strasbourg, les autres à Landau, à Philipsbourg et le reste à Wissembourg et dans les villages derrière Landau. D'autres n'ont pas la force de prendre un parti, comme les religieux et les religieuses, qui sont en fort grand nombre. Il y en a quelques-uns, même, qui abandonnent ce qu'ils ont dans leurs maisons et s'en vont sans rien emporter et cela est dans un point qu'on ne le peut pas croire, à moins de l'avoir vu. J'ai commandé tout ce qui restait de chariots dans la Basse-Alsace, pour les aider, quoique la plupart y soient déjà. Ils donnent jusqu'à deux pistoles pour chaque chariot par jour, ce qui fait qu'il leur en vient de toutes parts, cependant je ne doute pas qu'avec cette précaution, il ne reste, encore, bien des vins dans les caves et quantité de meubles de bois dans les maisons » <sup>(2)</sup>.

Tandis que la guerre continue, La Grange est le spectateur de maintes actions. Il est présent au siège d'Heidelberg, et, suivant l'habitude, après la capitulation de cette place, il fait l'inventaire de l'artillerie abandonnée et surveille la démolition des murailles de la ville <sup>(3)</sup>.

Bien que Louvois soit mort, son avis est toujours sollicité et ses conseils généralement suivis. Jusqu'ici, la confiance qu'on a mise en lui a été pleinement justifiée. Un optimisme un peu trop hardi va,

(1). — D. G., Vol. 875: Lettres de La Grange à Louvois des 17 mars et 19 avril 1689.

(2). — D. G., Vol. 876: Lettre de La Grange à Louvois du 27 mai 1689.

(3). — D. G., Vol. 1.213: Lettres de La Grange à Barbézieux des 17, 21, 23 et 28 mai 1693. Lettre de S. M. le Roi au maréchal de Lorge du 24 mai 1693. Vol. 1.218: Lettres de La Grange à Barbézieux des 24 et 26 mai 1693.

cependant, influer sur la clairvoyance de son jugement. Sa bonne foi, surprise, va permettre une fâcheuse aventure.

En septembre 1694, l'armée du Roi se prépare à prendre ses quartiers d'hiver. Le Maréchal de Lorge veut laisser un gros corps d'infanterie en Alsace, pour enlever aux ennemis toute velléité d'y faire une incursion. La Grange se montre hostile à ce projet. Il déclare que la présence dans la province de troupes nombreuses l'épuisera pour longtemps et la mettra hors d'état de payer cent mille écus prêts à être touchés. Aux arguments qu'il expose, le maréchal réplique: « ...Cela, Sire, ce sont des discours d'intendants, qui ne songent qu'à faire décharger leurs provinces pour charger les voisines, sans considérer si c'est le bien des affaires de Votre Majesté » <sup>(1)</sup>. Puis, il précise sa pensée: « J'ai cru qu'il était absolument nécessaire de ne pas m'éloigner de l'Alsace, tant que M. le Prince Louis de Bade sera le long de la vallée du Rhin. Tout le bruit de son armée est qu'il veut faire un pont sur le fleuve et, tout présentement, je viens de recevoir une lettre de M. de Saint-George <sup>(2)</sup>, écrite d'avant-hier, par laquelle il me confirme cette nouvelle-là... » Les ennemis « peuvent passer un gros corps d'infanterie, pour se retrancher en deça du fleuve, et, avec quelque cavalerie, brûler et piller le bon pays de l'Alsace, devant que les troupes qui sont sur la Nahe puissent l'empêcher » <sup>(3)</sup>. Mais, La Grange ne veut pas croire que l'évacuation sera périlleuse pour la province. Il écrit à Barbézieux: « Il est venu des bruits que les ennemis veulent porter des bateaux d'Heilbron jusque sur le Rhin, pour y faire un pont. Cela ne se peut, à moins que d'y être préparés de six mois, et tout ce qu'ils peuvent faire, c'est apporter quelques petits bateaux, pour essayer de faire passer des partis en Alsace, mais comme le Rhin est fort bien gardé, cela n'est guère praticable... » Laisser des régiments nombreux « est, à présent, fort inutile et cette quantité de troupes ne pourrait être qu'à charge à la province, parce qu'il n'y a aucune apparence que les ennemis soient en état d'entreprendre la moindre chose... » <sup>(4)</sup>. Cette assurance finit par convaincre Louis XIV et son ministre. Saint-Simon, qui servait, alors, sous les ordres du maréchal, le raconte, sans omettre quelques méchancetés: « Barbézieux, qui, avec tous ses grands airs, sentait plus l'intendant que le général d'armée, et plus enclin, aussi, à croire

(1). — D. G., Vol. 1.266: Lettre du maréchal de Lorge à S. M. le Roi du 3 septembre 1694.

(2). — M. de Saint-George, officier faisant fonction d'agent de renseignements.

(3). — D. G., Vol. 1.266: Lettre du maréchal de Lorge à S. M. le Roi du 8 septembre 1694.

(4). — D. G., Vol. 1.266: Lettre de La Grange à Barbézieux du 9 septembre 1694.

l'un que l'autre, mit le Roi de son côté, tellement que le maréchal reçut un ordre positif tel que La Grange l'avait proposé. A cela, le Maréchal de Lorge ne put qu'obéir, et, ne trouvant point de subsistances plus proches que les bords de la Nahe, il se mit avec la première ligne tout contre Kreuznach, et envoya Tallard, avec la seconde, au delà de cette petite rivière, guéable partout, dans le Hundsrück, où nous eûmes des fourrages et des vivres en abondance » <sup>(1)</sup>.

L'armée s'est à peine retirée que les événements justifient les appréhensions du maréchal. Tout ce qu'il avait craint se réalise. Le Prince Louis de Bade, se retranchant dans une grande île située près d'Hagenbach, jette un pont de bateaux sur le Rhin et fait passer sa cavalerie en Alsace. Les paysans, pris de panique, abandonnent leurs villages et se réfugient à Landau, à Fort-Louis et à Strasbourg <sup>(2)</sup>. Le Maréchal de Lorge en est d'autant plus atterré qu'une lettre royale <sup>(3)</sup> vient de lui apprendre sa nomination, bien des fois sollicitée, au gouvernement de la Lorraine, où il va remplacer Boufflers, qui succède, dans les Flandres, au Maréchal d'Humières, mort depuis peu. Le brave soldat dit au Roi tout son chagrin; « J'ai un regret qui durera autant que ma vie, d'autant plus qu'il n'y avait rien de si aisé que d'empêcher M. le Prince Louis de Bade de faire un pont sur le Rhin et qu'il faille que tout ce malheur-ci n'arrive que pour épargner à l'Alsace quelques rations de fourrage, qui n'auraient rien coûté à Votre Majesté. Depuis un ou deux mois, parlant à M. de La Grange sur ce passage du Rhin, je lui ai dit et répété plusieurs fois qu'il fallait savoir se couper un doigt pour se sauver le bras et peut-être la vie et c'était sur ce que je souhaitais tenir sur le Rhin un petit corps, pour avoir toujours la vue sur M. le Prince Louis de Bade... Mais M. de La Grange m'a toujours dit que ce serait ruiner l'Alsace... et, de plus, qu'il était persuadé qu'il était impossible aux ennemis de pouvoir faire conduire d'Heilbron tous les bateaux et toutes les autres choses qu'il leur fallait pour faire un pont sur le Rhin. Et même hier, à deux lieues au delà de Neulinange, en venant ici, il me dit qu'il garantirait pour une pistole tout le mal qui pourrait arriver à l'Alsace par le passage des ennemis... » <sup>(4)</sup>.

(1). — *Mémoires de SAINT-SIMON*, Edition A. DE BOISLISLE, Tome II. Voir les pages 163, 164 et 167.

(2). — SAINT-SIMON, op. cit. — D. G., Vol. 1.266: Lettre du Commissaire Baudouin à Barbézieux du 15 septembre 1694.

(3). — D. G., Vol. 1.266: Lettre de S. M. le Roi du 5 septembre 1694.

(4). — D. G., Vol. 1.266: Lettre du maréchal de Lorge au Roi du 17 septembre 1694.

La responsabilité de l'intendant était lourde, en effet, dans cette affaire qui tournait au désastre. Vingt ou trente mille Impériaux <sup>(1)</sup> avaient pu passer dans la province, où ils faisaient grand mal, pillant et prenant des otages <sup>(2)</sup>. Saint-Simon nous dit qu'à Landau, auprès du Maréchal de Lorge et des officiers généraux, il aperçut La Grange « fort embarrassé de sa contenance et la tête fort basse... » <sup>(3)</sup>. Une gêne évidente apparaît dans le premier rapport que l'intendant adresse à Barbézieux après l'évènement <sup>(4)</sup>. Ses explications sont embrouillées et peu précises. Il reproche aux postes laissés sur le Rhin de s'être tenus trop loin de l'île d'Hagenbach. Il insiste le moins possible et termine sur une note rassurante, déclarant que les ennemis n'ont pas le dessein de rester en Alsace et qu'ils attendent l'arrivée de l'armée royale pour se retirer.

Louis XIV, qui avait épousé la manière de voir de La Grange, eut le mérite de ne lui adresser après coup aucun reproche et de ne faire montre à son égard d'aucune mauvaise humeur. Dès le 20 septembre, il a tout appris. Il espère que le maréchal a donné les ordres nécessaires et manifeste son désir de le voir battre le Prince de Bade. Il ajoute : « Je m'attends qu'en cette occasion vous me donnerez des marques de votre zèle et de votre loyauté et soutiendrez l'honneur de la Nation, de manière que j'aie lieu d'en être satisfait » <sup>(5)</sup>. Les choses, heureusement, ne traînèrent pas. Quatre jours après, l'intendant était trop content de pouvoir annoncer avec quelque fanfaronnade : « Les ennemis ont repassé le Rhin... M. le Prince Louis de Bade est bienheureux de s'être tiré d'une aussi mauvaise affaire... Le dommage qu'ils ont fait dans la Basse-Alsace n'est pas tout à fait considérable, parce qu'ils n'en ont point ôté les grains et qu'une partie des chevaux et des bestiaux s'était retirée dans les montagnes. La province se rétablirait bientôt si l'armée du Roi en sortait promptement... » <sup>(6)</sup>. Puis, il propose de faire rétablir la perte subie par les pays d'au delà du Rhin et de brûler quatre

(1). — SAINT-SIMON, op. cit., Tome II, pages indiquées, note de M. A. DE BOISLISLE. Références données : *Gazette d'Amsterdam*, pages 315, 321 et 324, et Extraordinaires LXXVII à LXXX.

(2). — D. G., Vol. 1.266 : Lettre du commissaire Baudouin à Barbézieux du 20 septembre 1694. — SAINT-SIMON, op. cit., Tome II.

(3). — SAINT-SIMON, op. cit., Tome II.

(4). — D. G., Vol. 1.266 : Lettre de La Grange à Barbézieux du 17 septembre 1694 et carte jointe des environs immédiats de l'île d'Hagenbach.

(5). — D. G., Vol. 1.266 : Lettre du Roi au maréchal de Lorge du 20 septembre 1694.

(6). — D. G., Vol. 1.266 : Lettre de La Grange à Barbézieux du 24 septembre 1694.

viles ou villages du marquisat de Bade, en représaille de ceux auxquels on a mis le feu en Alsace <sup>(1)</sup>.

La guerre allait durer trois années encore, mais aucune invasion nouvelle des ennemis ne devait plus se produire dans la province. Quand la paix fut revenue, La Grange put consacrer, dans son *Mémoire*, quelques pages à l'état militaire de l'Alsace. Il y donne d'intéressants détails sur l'organisation du commandement en temps de paix, sur les deux régiments de milice, levés durant les récentes hostilités, et sur les deux régiments d'infanterie de Haute et Basse-Alsace. Il cite, avec fierté, les places créées par le Roi et dont il a fait exécuter les travaux. Tant de constructions fournissent la meilleure preuve d'une activité qui ne s'est jamais démentie.

---

(1). — *Mémoire* de LA GRANGE, manuscrit cité de la Bibliothèque Nationale, folio 68 et suivants.



## CHAPITRE VI

---

### **Les Finances**

---

Les intendants avaient, dans toutes les provinces du Royaume, des attributions financières très importantes et le soin qu'ils durent apporter à l'accroissement des revenus publics ne fit que grandir avec l'augmentation continuelle des dépenses en cette fin du XVII<sup>e</sup> siècle.

Au point de vue fiscal, on distinguait dans la France d'alors les « pays d'états » et les « pays d'élections ». Les premiers étaient ces provinces, comme la Bretagne, la Bourgogne, le Languedoc, qui avaient conservé, après leur réunion à la Couronne, leurs libertés constitutionnelles. Dans chacune d'entre elles, des états provinciaux étaient chargés de voter et de répartir les impôts. Ils pouvaient même porter jusqu'au pied du trône les doléances des habitants. Dans les pays d'élections, des bureaux composés de sortes de fonctionnaires ou élus accomplissaient la tâche dévolue ailleurs aux assemblées représentatives des intérêts locaux. Dans le premier comme dans le second cas, l'intendant n'assure pas lui-même la répartition. Il se borne à donner des conseils plus ou moins persuasifs, et la responsabilité qu'il encourt est partagée par les états ou par les bureaux.

En Alsace, la situation est tout autre. Il n'y a pas d'états, et Louis XIV n'a pas jugé nécessaire d'y introduire des bureaux d'élections. Rien donc n'y vient contrebalancer le pouvoir de l'intendant, qui est absolu. Le Contrôleur général des Finances lui notifie le montant de la « subvention » attendue de la province. Il fixe, alors, de lui-même, le contingent qui sera réclamé à chaque bailliage. A l'intérieur de ces circonscriptions, les baillis et les magistrats des villes répartissent entre les communes. Enfin, le prévôt

de chaque localité, aidé de quelques notables, fait la répartition entre les contribuables <sup>(1)</sup>. La Grange, qui se doit d'empêcher les abus, fait de louables efforts pour que personne n'ait à se plaindre. A propos d'une imposition exceptionnelle, prélevée en 1694, il écrit à Pontchartrain: « ... J'en ferai la répartition si juste pour tout le monde que la levée s'en pourra faire sans peine et sans aucune difficulté. Les ecclésiastiques, la noblesse, les villes et les cabarettiers y seront tous compris pour une bonne somme, à la décharge du plat pays, et j'estime, Monseigneur, que l'on ne peut rien faire de mieux pour le bien du service de Sa Majesté » <sup>(2)</sup>. Cette préoccupation d'égaliser les charges, qui pèsent sur les différentes classes, est constante chez lui. Il l'avait déjà, très vive, au début de son séjour en Alsace <sup>(3)</sup>. Sa correspondance révèle à quel point il avait développé le sentiment de la justice.

La répartition faite, il faut percevoir l'impôt. La capitation, instituée en 1695, est perçue par quarts <sup>(4)</sup>. Cette règle n'est pas uniforme pour toutes les contributions. La tâche est confiée, sous la responsabilité des baillis et magistrats, et sous la surveillance de l'intendant, à des collecteurs qui touchent un pourcentage sur les rentrées. En 1673, leur commission est de un à deux liards par livre <sup>(5)</sup>. Ceux-ci versent les sommes recouvrées entre les mains des receveurs particuliers des finances. Ces officiers royaux, qui étaient deux, voient leur nombre porté à six par l'édit de 1696, qui crée quatre charges nouvelles. Les six receveurs exercent alternativement leurs fonctions dans les trois bureaux de Brisach, Strasbourg et Landau. Ils touchent « six deniers par livre de taxations ». Les fonds encaissés par eux sont centralisés chez le Receveur général de la Généralité de Metz, dont l'Alsace fait partie <sup>(6)</sup>.

Dans les premières années de l'administration de La Grange, le produit des impôts est peu élevé. Cela coïncide, d'ailleurs, avec une période de guerre pendant laquelle la province est envahie à diver-

(1). — *Mémoire de LA GRANGE, J. HAYEM*, op. cit., page 173. — G. DANZAS, *Notes sur la Correspondance du Contrôleur général relative à l'Alsace 1679-1728*. (Revue Catholique d'Alsace). — ROD. REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, page 300.

(2). — A. N., G<sup>7</sup>, Carton 79: Lettre de La Grange à Pontchartrain du 5 avril 1694.

(3). — D. G., Vol. 351: Lettre de La Grange à Colbert du 7 novembre 1673.

(4). — D. G., Vol. 1410: Lettre de La Grange à Barbézieux du 11 décembre 1697.

(5). — D. G., Vol. 351: Lettre de La Grange à Colbert du 7 novembre 1673.

(6). — *Mémoire de LA GRANGE, J. HAYEM*, op. cit., pages 171, 172, 173 et 174, — ROD. REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup> pages 300 et 301.

ses reprises. En 1676, la recette totale des contributions et confiscations s'élève à 371.879 livres, 15 deniers. Dans ce chiffre, il faut comprendre non seulement le numéraire, mais encore le prix des grains, fourrages et vins fournis aux troupes <sup>(1)</sup>. Plus tard, lorsque l'intendant écrit son Mémoire, l'effort fiscal fourni par l'Alsace est d'une toute autre envergure. Tenons-nous-en, pour l'instant, aux seuls impôts directs <sup>(2)</sup>. La taille, appelée « subvention », rapporte 99.000 livres, ce qui est peu en regard du produit de la capitation qui atteint 546.433 livres. La taxe pour l'entretien des épis aux fortifications des places du Rhin a un rendement de 40.000 livres. Enfin, le don gratuit du clergé est de 50.000 livres. A cela, il faut ajouter des impositions temporaires souvent considérables. A diverses reprises, il en est levé dans le but d'indemniser les propriétaires de terrains ou d'immeubles englobés dans les nouvelles défenses des places d'Alsace et du Brisgau. Ainsi, en 1690, 17.953 livres sont demandées à la province pour rembourser les bourgeois de Belfort dont les maisons ont été expropriées <sup>(3)</sup>. De 1690 à 1697, un prélèvement de 50.265 livres est effectué, pour subvenir à l'entretien de dix compagnies franches de fusiliers, chargées de la garde du Rhin. A la même époque, l'Alsace s'est engagée à verser, chaque année, tant que la guerre durera, la somme de 600.000 livres, pour le rachat des offices qu'avait voulu créer le Gouvernement <sup>(4)</sup>. « C'est une grosse somme », écrit La Grange, « mais je crois qu'elle (la province) aura encore moins de peine à y satisfaire que si l'on avait continué à y introduire d'un jour à l'autre quelque chose de nouveau et d'autres charges » <sup>(5)</sup>. Clergé, noblesse, habitants des villes et des campagnes étaient soumis à cette contribution extraor-

(1). — D. G., Vol. 564: Lettre de La Grange à Louvois du 26 février 1677.

(2). — *Mémoire de LA GRANGE*, J. HAYEM, op. cit., Sixième Série, pages 173 et 174. — ROD REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, pages 298 et 299. — BOULAINVILLIERS, *L'Etat de la France*.

(3). — D. G., Vol. 1.000: Lettre de La Grange à Louvois du 27 juin 1690.

(4). — La Grange, voyant combien étaient impopulaires dans la province les créations et les ventes d'offices, avait, lui-même, proposé le rachat: Lettres de La Grange à Pontchartrain des 7 et 22 avril et 24 mai 1694. (BOISLISLE, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, n° 1.297.)

(5). — D. G., Vol. 1.265: Lettre de La Grange à Barbézieux du 4 juillet 1694. — L'intendant était optimiste; En réalité, le recouvrement donna lieu à quelques mouvements séditieux: Lettres du sieur Postolle, receveur des Finances, du 9 décembre 1694, de M. de La Boutière, maître des Requêtes, et de La Grange des 19 et 22 février 1696. (BOISLISLE, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, n° 1.297.)

dinaire <sup>(1)</sup>. A côté des impôts qui frappent indifféremment tous les contribuables, il en est qui ne visent que certaines catégories d'entre eux. Ainsi, les abbés des monastères doivent verser une redevance destinée à grossir le budget des recettes de l'institution royale des Invalides <sup>(2)</sup>. Réclamer de tels versements des abbayes est parfaitement naturel, puisque, dans le passé, ce sont elles qui recevaient les militaires infirmes et les entretenaient complètement <sup>(3)</sup>.

Pour rendre plus précis les détails qu'il nous donne sur les diverses impositions, La Grange a dressé ce tableau qui indique le montant des sommes réunies dans les trois bureaux de l'Alsace, en l'année 1697:

|                                                                                           |                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| « Brisach: le bureau de Brisach. . . . .                                                  | 431.882 l. 10 s. 10 d.  |
| « Strasbourg: celui de Strasbourg. . . .                                                  | 548.234 l. 2 s. 8 d.    |
| « Strasbourg: l'évêché de Strasbourg<br>au Trésor royal. . . . .                          | 50.000 l.               |
| « Landau: le bureau de Landau. . . . .                                                    | 305.581 l. 11 s. 6 d.   |
|                                                                                           | <hr/>                   |
|                                                                                           | 1.335.698 l. 5 s. 0 d.  |
| « dont il y a 600.000 livres en argent de France, ce qui augmente cette somme de. . . . . | 66.666 l. 13 s. 4 d.    |
|                                                                                           | <hr/>                   |
| « Le tout, en argent d'Alsace, revient à                                                  | 1.402.364 l. 18 s. 4 d. |

Ce total, qui représente la part des impôts directs supportée par la province, est vraiment impressionnant pour l'époque. Il n'est pas douteux que la faculté contributive de l'Alsace se trouvait atteinte et, peut-être, dépassée. Ses habitants n'auraient pas pu, longtemps, soutenir un tel effort fiscal. La Grange, qui prenait toujours avec courage la défense de ses administrés, avait, maintes fois, tenté de réduire les exigences du pouvoir central. Dès 1692, on le voit écrire à Pontchartrain, avec toute sa franchise et sans ménager les ter-

(1). — La répartition était la suivante:

|                                                     |                |
|-----------------------------------------------------|----------------|
| le Clergé de l'Evêché de Strasbourg payait. . . . . | 50.000 livres. |
| le Clergé des autres Evêchés payait . . . . .       | 25.000 »       |
| la Noblesse payait . . . . .                        | 36.000 »       |
| les Villes payaient . . . . .                       | 120.000 »      |
| les habitants des campagnes payaient . . . . .      | 369.000 »      |

*Mémoire de LA GRANGE, J. HAYEM, op. cit., Sixième Série, page 173. — ROD. REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, pages 298 et 299. — BOUTIN, L'Etat de la France.*

(2). — D. G., Vol. 631: Lettre de La Grange à Louvois du 17 janvier 1679.

(3). — Voir à ce sujet: ABBÉ DEROUX, « L'Oblature bénédictine ».

(4). — *Mémoire de LA GRANGE, J. HAYEM, op. cit., Sixième Série, page 174.*

mes : « Je ne sais, Monsieur, qui vous a fait entendre que l'Alsace est riche. Il n'y a rien moins que ce qui vous a été dit. Les denrées s'y vendent, à présent, mais il y a de fort gros quartiers d'hiver, qui consomment ce que les habitants en tirent et l'on doit demeurer d'accord que, dans Strasbourg, ni dans aucun autre lieu de la province, il n'y a personne qui ait du bien plus qu'il ne lui en faut pour vivre médiocrement » (1).

Outre les impôts directs, le Roi percevait en Alsace ce qu'on appelait alors les « revenus du Domaine ». Ces revenus étaient d'origines très diverses. Ils comprenaient, d'abord, tous les produits que le Roi pouvait retirer des territoires dont il était seigneur particulier. Le traité de Munster avait subrogé la Couronne de France à la Maison de Habsbourg dans la pleine propriété et souveraineté des fiefs que celle-ci possédait en Alsace. Un grand nombre de seigneuries étaient, alors, échues au Roi. Mais celui-ci, cédant à une générosité excessive, les avait presque toutes octroyées à divers personnages, dont il se croyait obligé de récompenser magnifiquement le zèle (2). Le Cardinal Mazarin, qui ne perdait jamais une occasion de s'enrichir, s'était fait donner la plus grosse part, avec Belfort, Delle, Ferrette, Altkirch, Thann et Issenheim, dans la Haute-Alsace, et le grand bailliage de Haguenau, dans la Basse-Alsace. Tout cela, au temps de La Grange, était devenu la propriété du duc de Mazarin, neveu par alliance du ministre.

Les autres fiefs des Habsbourg : Landser, Masmunster, Cernay et le bailliage d'Ensisheim avaient été accordés, respectivement, à Messieurs d'Hervart, de Rottenbourg, de Schönbeck et Desmadry. Il ne restait plus à la Couronne, qui s'était ainsi dépouillée, que le bailliage de Guermersheim. Ce territoire avait, jadis, rapporté jusqu'à 600.000 livres par an, mais les guerres l'ayant ruiné, Louis XIV ne put, pendant longtemps, en tirer aucun profit (3). La Grange, qui était chargé de la conservation de cette seigneurie, dut intervenir plusieurs fois pour qu'aucun empiètement ne vînt diminuer les droits du Roi (4).

Si les produits tirés du bailliage de Guermersheim demeurent insignifiants, il n'en est pas de même des autres « revenus du Domaine », que le Roi touche en Alsace. A côté du domaine matériel, composé de fiefs et de biens immobiliers, la Couronne en possède

(1). — VAN HUFFEL, *Documents*, page 164.

(2). — *Mémoire de LA GRANGE*, J. HAYEM, op. cit., Sixième Série, pages 172 et 173.

(3). — *Mémoire de LA GRANGE*, J. HAYEM, op. cit., Sixième Série, pages 178 et 179.

(4). — BOISLISLE, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, n° 555.

un autre abstrait, incorporel. Louis XIV a réussi, non sans peine, à faire reconnaître dans toute la province son droit de souveraineté. L'exercice de ce droit lui permet de surveiller la transmission des fiefs appartenant aux seigneurs particuliers et de lever des impôts indirects, aides, gabelles, péages et droits de douane. Il lui donne, enfin, la possibilité de créer des offices et des charges vénales.

De bonne heure, La Grange se préoccupe de faire classer et inventorier, par un conseiller du Conseil Provincial, les titres et documents récupérés dans les archives de l'ancienne Régence d'Ensisheim et pouvant avoir un intérêt pour « le recouvrement des fiefs et des domaines de la province. » <sup>(1)</sup>. Cette mesure ne suffit pas. A cette époque, beaucoup de fiefs d'Alsace se trouvent dans le cas de reversion, faute d'hoirs masculins, et les titres du domaine royal sont dispersés en plusieurs endroits. Sur la proposition de l'intendant <sup>(2)</sup>, tous les seigneurs sont priés de rapporter leurs titres et de faire foi et hommage au Roi. Cette déclaration générale permet de reconnaître les domaines aliénés et, pour l'avenir, elle permet l'établissement d'un registre sur lequel seront désormais inscrits tous les renouvellements de fiefs. C'est, en effet, lors des mutations que les fraudes sont plus fréquentes. La Grange y veille. En 1689, il délègue deux sages-femmes jurées de la ville de Strasbourg, pour assister à l'accouchement d'une dame de Rokenhousen. La naissance se produit : c'est une fille. L'intendant en avertit Louvois. Les fiefs sont déclarés vacants, à la disposition de Sa Majesté, qui les accorde à M. de Chamlay <sup>(3)</sup>.

En matière d'impôts indirects l'activité de La Grange est différente. Une Ordonnance royale du 1<sup>er</sup> Août 1662 introduit la Ferme Générale en Alsace. Une administration privée se trouve donc libre d'organiser ses services au mieux de son intérêt propre, dans le cadre de la législation en vigueur <sup>(4)</sup>. L'intendant écoute les doléances des habitants, éclaire de ses conseils le gouvernement et publie, par ses ordonnances, les décisions prises à Versailles. Vis-à-vis des fermiers, il est le défenseur des contribuables et cherche à apaiser les conflits que suscitent les prétentions adverses des uns et des autres.

(1). — D. G., Vol. 606: Lettre de La Grange à Louvois du 7 janvier 1678.

(2). — A. N., G<sup>7</sup>, Carton 79: Lettre de La Grange au Contrôleur général des Finances du 18 mars 1687. — BOISLISLE, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, n° 391.

(3). — D. G., Vol. 880: Lettres de La Grange à Louvois des 26 octobre et 26 décembre 1689.

(4). — ROD. REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, pages 663 et suivantes. En 1675, il y avait, en Alsace, quatre recettes générales des fermes: Haguenau, Ammerschwihr, Altkirch et Belfort.

Jusqu'au traité de Nimègue, de nombreux péages seigneuriaux subsistent en Alsace à côté des douanes françaises. Les taxes perçues se superposent les unes aux autres, deux et trois fois. Louis XIV profite de sa victoire pour régulariser cette fâcheuse situation. Les Chambres de réunion lui permettent de réaliser cete réforme. Le 3 Octobre 1680, un arrêté du Conseil d'Etat supprime, dans le plat pays, tous les péages royaux et particuliers. L'Alsace, qui demeure « province d'étranger effectif » <sup>(1)</sup>, ne conserve plus qu'une seule barrière douanière sur les frontières de la République de Strasbourg, des cantons suisses, de la Franche-Comté, de la Lorraine et du Palatinat. Il est à remarquer qu'aucune entrave de ce genre n'existe du côté du Rhin.

Après la capitulation de Strasbourg, les règlements sont remaniés dans un sens favorable à cette cité, qui est devenue ville française et dont il importe de sauvegarder la prospérité économique. La République délègue à Versailles, comme agents commerciaux, les frères Bennelle. Ceux-ci soumettent à Colbert un important mémoire. Le ministre, de son côté, échange avec La Grange une volumineuse correspondance. Le Roi ne veut pas qu'une atteinte soit portée au commerce de Strasbourg, qui demeure ville libre et franche. Il tient, d'autre part, à conserver l'intégralité de ses revenus <sup>(2)</sup>. Sur place, l'intendant confère avec le sieur de Sombreuil, directeur des fermes de la province, et avec le Magistrat de la République. A la suite de ces pourparlers sont pris les Edits des 13 juin 1682 et 20 février 1683 et l'Ordonnance de La Grange du 30 juin 1683. Un bureau des domaines est établi proche la douane de Strasbourg. Pour favoriser les classes peu fortunées de la population, la viande de boucherie, les légumes et les fruits non séchés sont exempts de tous droits. Les céréales ne paient qu'au delà de six boisseaux, les vins, les vinaigres et les bières au delà d'une mesure, et l'eau-de-vie au delà de six pots. Peu de temps après, sur le rapport du Contrôleur général Le Pelletier, le Conseil d'Etat va plus loin encore. Par un nouvel édit, que publie une Ordonnance de l'intendant du 20 décembre 1684, il décharge de tous droits à la sortie les vins, eaux-de-vie, blés, légumes, tabacs, chanvres et lins, pailles, foin en direction de l'Alsace <sup>(3)</sup>.

L'application de toutes les mesures, même les plus bienveillantes,

---

(1). — CHRISTIAN PFISTER: *L'Alsace et la France* (Annales d'Alsace publiées par l'Union amicale d'Alsace-Lorraine, I. Paris 1917).

(2). — PIERRE CLÉMENT: *Lettres, Instructions et Mémoires de J.-B. Colbert*, Tome VII, page 272: Lettre de Colbert à La Grange du 25 juillet 1682.

(3). — ROD. REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, pages 663 et suivantes.

n'allait pas sans heurts entre les marchands de la ville libre royale et les commis de la ferme. A diverses reprises, le Corps des marchands s'adresse à Strasbourg ou à Versailles, aux représentants du Gouvernement ou au Gouvernement lui-même. En 1686, le fermier général Nicolas Fauville proteste contre l'accueil favorable que l'on fait à ces récriminations: « Ce n'est pas d'aujourd'hui, écrit-il, que les marchands sont accoutumés de se plaindre des fermiers du Roi et de leurs commis, et que, si on les croyait, on réglerait leurs procès à l'extraordinaire. Mais les fermiers et leurs commis ne s'en étonnent pas et en faisant leur devoir, selon les intentions du Roi, ils n'ont aucun égard à toutes ces paroles injurieuses, qui d'ordinaire n'ont lieu que quand on manque de raison » (1). Les doléances des marchands étaient, peut-être, exagérées, mais il y avait un gros intérêt politique à empêcher les actes d'arbitraire, dont une administration toute puissante se rend souvent coupable. La Grange était pénétré de l'idée qu'il fallait sévèrement réprimer tout abus. Deux commis de la ferme, Richemont et Fleuru, exigent, en 1687, le paiement de droits non dûs. Par ordonnance du 19 novembre de la même année, l'intendant condamne le fermier général Fauville à 138 livres de dommages-intérêts. Le conflit, un moment apaisé, reprend vers 1695 et donne lieu à l'échange de plusieurs lettres entre La Grange et le Contrôleur général (2). Les marchands reprochent, notamment, aux commis, de n'être jamais dans leurs bureaux, lorsqu'ils veulent, eux-mêmes, acquitter les droits. Un accord finit par intervenir, sur ce point, entre les parties. Il est signé par Jean-Christophe Kellermann, le grand-père du héros de Valmy, au nom des marchands, par les sieurs Jacques Costé, directeur, et Pierre de Bures, contrôleur général des Domaines d'Alsace, et contresigné par La Grange. Les bureaux resteront ouverts de six à onze heures du matin et de une heure à six heures du soir, en été. En hiver, ils seront ouverts, le matin, de sept à onze heures et, le soir, de une à quatre heures. Si les commis n'y sont pas, les voituriers ne seront plus tenus de les attendre. Il leur suffira de se munir d'un certificat du prévôt ou du curé, constatant leur passage (3).

La ferme générale percevait, aussi, en Alsace, les aides, établis sur diverses marchandises et principalement sur les boissons, et les gabelles. Comme il n'y avait, dans la province, qu'une petite saline

(1). — Archives Municipales de Strasbourg: AA. 2332: Lettre du 23 janvier 1686.

(2). — BOISLISLE, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, n° 1.453. Lettres de La Grange au Contrôleur général des Finances des 11 août et 13 septembre 1695, et Mémoire du prêteur royal Obrecht du 4 juillet 1695.

(3). — ROD. REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, page 667.

à Sultz, entre Haguenau et Wissembourg, cet impôt sur le sel était surtout payé sous forme de droit de douanes. D'après La Grange, le rendement de ces taxes indirectes est peu élevé. Il augmentera, dit-il, dans l'avenir, avec la reprise et le développement du commerce. Lorsque l'intendant rédige son Mémoire, on n'a pas encore rétabli l'impôt du timbre, le « contrôle » des exploits et des actes notariés, les droits sur les bois, blés, tabacs et vins supprimés au moment de l'imposition extraordinaire de 600.000 livres, pour le rachat des charges et offices (1).

De même que dans les autres provinces, Louis XIV avait voulu instituer de nombreuses charges vénales en Alsace, pour créer des ressources au Trésor. Successivement, la plupart des fonctions administratives ou judiciaires sont érigées en offices. Puis, les besoins financiers s'aggravant, on s'efforce de faire argent avec les moindres emplois royaux ou même municipaux. On crée des charges de notaires, de commissaires-vérificateurs du rôle des impositions, de maires et assesseurs, de colonels, majors, capitaines, lieutenants et enseignes des villes, de contrôleurs des deniers patrimoniaux et d'octroi, de commissaires aux revues de troupes qui passent par étapes, de médecins et chirurgiens royaux et bien d'autres encore (2). Cette politique d'expédients mécontente vivement les populations alsaciennes. Elle heurte leurs usages, elle lèse les intérêts des fonctionnaires originaires du pays et va à l'encontre du libéralisme jusqu'alors pratiqué par le Gouvernement de Versailles. La Grange lui est hostile. « Il ne faut pas compter beaucoup sur ces charges, en ces quartiers, écrit-il. C'est un pays de frontière, où les personnes s'attachent plutôt au commerce qu'à toute autre chose... » (3). Beaucoup de ces offices, en effet, ne trouvent pas preneurs. D'autre part, le nombre des privilégiés, en s'accroissant, diminue celui des habitants chez lesquels on peut loger des soldats et cela crée de réelles difficultés, lors des passages de troupes. Il fallut néanmoins toute la diplomatie de l'intendant pour convaincre le Roi et l'amener à accepter le rachat par la province de la plupart des charges, moyennant l'imposition dont nous avons parlé.

Tous ces revenus, impôts directs et produits du Domaine, ont un caractère normal et licite. Louis XIV en perçoit de semblables dans

(1). — *Mémoire de LA GRANGE*, J. HAYEM, op. cit., Sixième Série, pages 176 à 179.

(2). — A. N., G<sup>7</sup>, Carton 79: Lettre de La Grange au Contrôleur général du 3 juillet 1691; Mémoire du 7 avril 1694 et Extrait des registres du Conseil d'Etat du 15 juin 1694.

(3). — A. N., G<sup>7</sup>, Carton 79: Lettre de La Grange au Contrôleur général du 28 janvier 1690.

toutes les parties de son royaume. A côté de ces ressources d'une fiscalité régulière, le Roi s'efforce d'en trouver d'autres, d'un caractère exceptionnel. En Alsace, comme dans chaque province frontrière, lorsque l'état de guerre ou la situation politique le permettent, il exige de son intendant et de ses officiers généraux qu'ils « fassent contribuer » les pays ennemis voisins. Enfin, les confiscations, totales ou partielles, définitives ou provisoires, sont choses courantes. Ces pratiques, qui sont bien près de nous scandaliser aujourd'hui, étaient, alors, fréquentes et, souvent, admises.

Dès que les hostilités commencent avec l'Empire, on essaie d'obtenir des populations du Brisgau, ou même de régions plus lointaines, qu'elles versent au Roi de France des contributions en espèces ou en nature. Comme elles s'exécutent avec beaucoup de mauvaise grâce, on lance sur leurs territoires des partis de cavaliers qui rançonnent et, au besoin, incendient les villages récalcitrants <sup>(1)</sup>. Il est bon de remarquer que les Impériaux, de leur côté, en font autant. En 1677, ils raflent, en Alsace, tous les chevaux et bestiaux qu'ils rencontrent <sup>(2)</sup>. Une Ordonnance du Prince Louis de Bade nous montre que ce procédé était, presque sans restriction, admis à l'époque. Le Prince y déclare, d'abord, que les gens qui oseront venir en deçà des lignes, pour inviter les populations allemandes à contribuer, seront mis à mort, « empalés vifs », un écriteau attaché au col, au lieu même où ils seront arrêtés et sans autre forme de procès, mais il ajoute qu'il reste « libre et permis à l'ennemi d'imposer la contribution sur les lieux qui sont au dehors des lignes et réduits sous sa puissance, suivant l'usage de la guerre et ainsi qu'il l'a pratiqué jusqu'à présent » <sup>(3)</sup>.

En vertu de tels principes, il arrivait aux assemblées locales de conseiller d'elles-mêmes le versement de ce qui était prescrit. En 1675, La Grange écrit: « Les Etats de Fribourg ont ordonné à leurs villages de payer ce qui leur a été demandé en argent et en fourrages » <sup>(4)</sup>. Mais, d'habitude, les choses ne se passent pas aussi facilement. Pour « faire contribuer », il faut envoyer sur place des unités de cavalerie et celles-ci ne rencontrent pas toujours un bon accueil. Il arrive qu'à leur approche les paysans se soulèvent et les

---

(1). — D. G., Vol. 461: Lettre de La Grange à Louvois du 20 décembre 1675.  
— Vol. 507: Lettre de Louvois à M. de Montclar du 11 janvier 1676.  
— Lettres de La Grange à Louvois des 5 et 25 février 1676. — Vol. 561: Lettre de Louvois à La Grange du 20 décembre 1677. Etc...

(2). — D. G., Vol. 559: Lettre de La Grange à Louvois du 11 août 1677.

(3). — D. G., Vol. 1.406: Ordonnance du Prince Louis de Bade envoyée par La Grange à Barbézieux le 16 février 1697.

(4). — D. G., Vol. 458: Lettre de La Grange à Louvois du 19 mars 1675.

obligent à rebrousser chemin <sup>(1)</sup>. D'autres fois, elles se heurtent à des troupes ennemies, et ce sont, alors, des combats souvent meurtriers <sup>(2)</sup>. Après avoir fait une rafle dans le Brisgau, d'où il ramenait cent cinquante vaches, le baron de Montclar, trop confiant, s'était arrêté dans un village du pays pour y passer la nuit. Le général autrichien Schitz survient, cerne sa maison et le fait prisonnier <sup>(3)</sup>. Ces courses sont donc parfois périlleuses, aussi accorde-t-on aux officiers qui les dirigent des récompenses et des faveurs spéciales à titre d'encouragement <sup>(4)</sup>. Ces contributions rapportent, en effet, au Trésor royal des sommes fort importantes. A une question que lui posait Louvois, La Grange répond, le 16 novembre 1688: « Monseigneur, vous m'avez demandé ce que l'on pourrait faire payer de contribution par année au duché de Wurtemberg, je crois qu'il sera aisé d'en tirer cent mille écus en argent et cent mille rations de fourrages » <sup>(5)</sup>. Dans une autre lettre, écrite moins d'un mois plus tard, l'intendant déclare que les contributions en pays ennemi ont rapporté 300.000 livres et qu'elles pourront donner au total 1.084.400 livres <sup>(6)</sup>.

Moins productives sont les confiscations, mais elles viennent seconder une action politique. Le Grand Doyen du Chapitre de Strasbourg ayant eu une conduite hostile au Roi, ordre est donné, en 1677, de confisquer tous les biens possédés par le Chapitre en Alsace, malgré les protestations des chanoines les plus notables <sup>(7)</sup>. La même année, un grand nombre de bourgeois de Fribourg abandonnent cette ville à la suite de l'armée impériale, La Grange rend une ordonnance pour leur enjoindre de rentrer chez eux, à peine de confiscation de leurs biens <sup>(8)</sup>. Dans ces deux cas, la mesure prise est naturelle.

Plus discutable est la moralité des pourparlers qui s'engagent à partir de la réunion de Strasbourg à la France et qui se prolongent, au moins, jusqu'en 1690. La République a beaucoup de créanciers dans les pays d'Empire. Si elle les rembourse des sommes considérables sortiront de France au profit des ennemis du Roi. Or, celui-ci a toujours besoin d'argent. Il ordonne au prêteur royal Obrecht,

(1). — D. G., Vol. 1.410: Lettre de La Grange à Barbézieux du 13 décembre 1693.

(2). — D. G., Vol. 1.218: Lettre de La Grange à Barbézieux de juillet 1693.

(3). — D. G., Vol. 487: Lettre de La Grange à Louvois du 25 février 1676.

(4). — D. G., Vol. 416: Lettre de Louvois à La Grange du 1<sup>er</sup> mars 1674.

(5). — D. G., Vol. 828: Lettre de La Grange à Louvois du 16 novembre 1688.

(6). — D. G., Vol. 829: Lettre de La Grange à Louvois du 6 décembre 1688.

(7). — D. G., Vol. 466: Lettre de La Grange à Louvois du 12 mars 1675. — Vol. 566: Lettre des chanoines de Strasbourg au Roi de mai 1677.

(8). — D. G., Vol. 561: Lettre de La Grange à Louvois du 7 décembre 1677.

au stettmeister Johan de Mundolsheim, au syndic Güntzer, à l'ammeister Reisslissen et à La Grange d'opérer la vérification générale des dettes de la ville libre. La commission invite les créanciers à produire leurs titres. Ce dénombrement fait, le Roi accorde à Strasbourg une prorogation de six années pour l'acquittement de ses dettes. A l'échéance de cette première prorogation, une seconde de même durée est accordée, sur la demande du Magistrat <sup>(1)</sup>. Avant que ce nouveau délai ne soit expiré, en 1689, Louvois entame une correspondance secrète avec le prêteur Obrecht. Le Roi, propose le ministre, pourrait déclarer la ville quitte de ce qu'elle doit aux sujets de l'Empire, en reconnaissance de quoi elle consentirait à donner à Sa Majesté une somme « un peu considérable », payable en plusieurs termes <sup>(2)</sup>. Obrecht indique la manœuvre à exécuter pour convaincre Messieurs de Strasbourg et prépare le terrain <sup>(3)</sup>.

Le 26 janvier 1689, le Magistrat est officiellement mis au courant des intentions de Louis XIV. Le Roi confisque les droits, dettes et prétentions que états et sujets de l'Empire ont sur la République. En échange, celle-ci s'engage à verser cette année et les suivantes, 30.000 écus pour les fortifications, au lieu des 15.000 qu'elle donnait auparavant. Pour que l'Empereur n'en fasse pas autant avec les effets que les marchands de Strasbourg peuvent avoir en Allemagne, cette confiscation sera tenue secrète et on se prévaudra des lettres de répit accordées par le Roi, si les créanciers viennent à se présenter <sup>(4)</sup>. Un an plus tard, Messieurs de la Ville veulent aller plus loin encore. Ils demandent qu'on leur accorde le droit de confisquer les biens des sujets de l'Empire situés dans leur ville. La Grange, écrivant à Louvois, déclare qu'on peut les autoriser à en jouir pendant la durée de la guerre, à charge de porter de 90.000 à 100.000 livres le don qu'ils font pour les fortifications <sup>(5)</sup>. Les intérêts pécuniaires du Roi n'étaient, on le voit, jamais oubliés.

Tous les moyens étaient bons pour accroître les ressources du Trésor. La fiscalité de Louis XIV, en Alsace, était productive, certes, mais elle était devenue accablante pour une province qui devait fournir autant d'approvisionnements aux troupes de passage. La Grange le dit fort bien dans son Mémoire <sup>(6)</sup>. « La difficulté du

(1). — D. G., Vol. 795: Lettre de Güntzer à Louvois du 4 janvier 1687.

(2). — A. N., G<sup>7</sup>, Carton 79: Lettre de Louvois à Obrecht du 8 janvier 1689.

(3). — A. N., G<sup>7</sup>, Carton 79: Lettre d'Obrecht à Louvois du 17 janvier 1689.

(4). — A. N., G<sup>7</sup>, Carton 79: Lettre de Louvois à Obrecht du 25 janvier 1689 et lettre de Louvois aux Magistrats de Strasbourg du 26 janvier.

(5). — D. G., Vol. 966: Lettre de La Grange à Louvois de janvier 1690.

(6). — *Mémoire de LA GRANGE*. Voir: J. HAYEM, Sixième Série, op. cit., pages 172, 174, 175, 176 et 201.

recouvrement est grande, ce pays étant trop chargé par toutes les impositions qui excèdent la force et la juste portée de cette petite province, car, outre ce qu'elle paie en argent, elle a fourni depuis les guerres tous les fourrages des magasins des places, et ceux du quartier d'hiver, dans le plat pays, les logements et suppléments d'ustensiles et l'entretien des deux régiments de milices et les corvées et les voitures pour les armées, qui ont excédé de beaucoup les impositions ci-dessus, au lieu que, pendant la paix, toutes ces charges n'allaient qu'à 99.000 livres, de manière que s'étant trouvée obligée de payer au Roi de si grosses sommes, depuis le commencement de la guerre, et chargée des autres impositions, dont il a été parlé, elle a besoin après la paix d'être soulagée et particulièrement la Basse-Alsace, qui a été fort ruinée par le passage et séjour des armées ». L'intendant énumère tous les dangers qu'il y a à trop exiger de la province, dont les habitants seraient tentés d'émigrer et il ajoute: « Il convient assez de faire connaître combien il est important de traiter ces peuples avec douceur et de rétablir le pays ».

Un des gros reproches que les Alsaciens d'alors font à cette fiscalité c'est d'être empirique et conçue sans aucun plan d'ensemble. Aux impôts ordinaires se superposent des taxes temporaires. A celles-ci s'ajoutent les « dons » consentis par certaines collectivités. A côté, subsiste une bonne partie des péages ou droits locaux et seigneuriaux. Dès qu'apparaît un besoin nouveau, le Gouvernement crée une imposition nouvelle, sans se soucier de son incidence. Les surtaxes sont fréquentes. Ce qui frappe dans l'étude de ce système fiscal, c'est la place excessive qu'y tiennent les revenus de caractère exceptionnel. Le rendement immédiat est seul cherché. L'avenir est négligé pour le présent. Les répercussions économiques ne sont pas envisagées. On ne montre à Versailles aucun souci d'améliorer l'assiette d'impôts qui sont, la plupart, temporaires. La Grange demande en vain la suppression d'un grand nombre de taxes et l'établissement d'un régime rationnel. La Monarchie s'avère incapable de lui donner satisfaction. C'est le revers d'une politique qui par ailleurs est brillante. C'est le signe du déclin. Un siècle plus tard, la royauté sera abolie, parce qu'elle n'aura pas su créer de bonnes finances.

Cette mauvaise fiscalité fait naître des différends nombreux et soulève des contestations fréquentes entre les contribuables et l'administration. Il n'existe pas en Alsace de juridiction chargée d'apaiser ces conflits. Il n'y a ni élections, ni cours des aides, ni bureaux de finances. Les recours contentieux, tout comme les recours gracieux, sont portés « par devant M. l'Intendant ou ses subdélégués ».

L'appel de la décision rendue est toujours possible en Conseil d'Etat <sup>(1)</sup>.

Il n'y a pas davantage en Alsace de chambre des comptes. L'intendant, non seulement, contrôle les opérations des comptables de deniers royaux <sup>(2)</sup>, mais il est, aussi, leur juge. Il rend les ordonnances d'apurement des comptes. Il peut constituer un comptable en débet. Aux lieu et place de la juridiction qui n'existe pas, il peut prendre des sanctions, infliger des condamnations à l'amende et à la prison. A la suite d'un jugement rendu par La Grange, un certain sieur La Croix languit sept ans dans les prisons de Strasbourg, faute d'avoir pu verser 2.593 livres, dont il avait été déclaré débiteur envers le Roi. La dette de cet individu ne lui fut remise que quand il eut prouvé qu'aucune malversation n'avait pu être relevée à sa charge <sup>(3)</sup>.

Pour être complet dans l'examen de l'activité financière de La Grange, il est nécessaire, enfin, de dire un mot de la politique monétaire suivie par Louis XIV en Alsace. Avant le traité de Nimègue, des pièces d'origines diverses ont cours dans la province. Il n'y a aucune unité de circulation. Le Roi profite de la prise de possession définitive que lui permet sa victoire, pour créer, en 1681, la « Livre d'Alsace ». Puis, il fait prendre tout un ensemble de mesures destinées à faciliter le commerce. Des ordonnances de La Grange des 26 décembre 1681, 1<sup>er</sup> février 1682, 18 mars 1683 et 2 octobre 1686 fixent les rapports de la nouvelle monnaie avec les anciennes et éliminent successivement les espèces d'appoint, qui abondaient, en prescrivant à leurs détenteurs de les porter à la Monnaie. Ceux-ci doivent, de la même façon, se démunir des pièces étrangères <sup>(4)</sup>. Cette réforme, très sage, est accomplie par étapes, avec beaucoup de prudence, sans froisser les intérêts ni les habitudes des populations auxquelles des délais suffisants sont accordés pour effectuer les échanges prescrits <sup>(5)</sup>.

La nouvelle livre est frappée à Strasbourg. L'acte de capitulation, signé à Illkirch le 30 septembre 1681, laissait à la Ville libre le privilège de battre monnaie. Jusqu'en 1682, ce privilège est exploité en régie. Ensuite, la République l'affirme au sieur de Diétrich, d'abord, puis, à partir de 1687, au sieur Damont. En 1690, le Gouver-

(1). — D. G., Vol. 416: Lettre de La Grange à Louvois du 8 janvier 1674.

(2). — D. G., Vol. 1380: Lettre de La Grange à Pontchartrain du 28 août 1694.

(3). — G. DANZAS: *Notes sur la correspondance du Contrôleur général relative à l'Alsace (1679-1728)*. — *Revue Catholique d'Alsace*.

(4). — ROD. REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, page 696.

(5). — A. N., G<sup>7</sup>, Carton 79: Lettres de La Grange au Contrôleur général des Finances des 29 octobre 1687, 9 février, 25 mars, 2 et 28 juin, 21 septembre et 24 octobre 1691.

nement royal viole les engagements pris: une ordonnance du 9 mars défend aux officiers de la Monnaie de Strasbourg de continuer leur travail, à peine de mille écus d'amende. Le 30 du même mois, La Grange, par ordre de Louvois, signifie aux autorités municipales la volonté du Roi <sup>(1)</sup>. Ce coup de force aurait pu s'excuser: il convient que, dans un pays correctement administré, le pouvoir central seul frappe monnaie. Par malheur, ce n'était pas dans ce but de progrès que Louis XIV avait agi. Un arrêt du 6 octobre 1693 rouvre l'Hôtel des Monnaies de Strasbourg, où l'on trouvera désormais un directeur, un contrôleur, des changeurs, un essayeur, un monnayeur, un graveur et une équipe d'ouvriers <sup>(2)</sup>. Avec ce nouveau personnel, on inaugure une politique équivoque, parée du nom fallacieux de « réformation des monnaies » <sup>(3)</sup>. Il s'agit, encore une fois, par ce moyen, de procurer des ressources au Roi. Et on y réussit, puisque La Grange déclare que cela « a produit un très grand profit à Sa Majesté ». Mais le résultat, au point de vue économique, est détestable. Les cours monétaires sont soumis à des fluctuations artificielles. Les changements brusques des évaluations gênent le commerce alsacien comme le commerce national. Un contrôle abusif s'exerce sur l'ouverture des successions <sup>(4)</sup> susceptibles de contenir des espèces métalliques. Toute exportation de celles-ci est interdite « à peine de la vie contre les contrevenants et de confiscation des espèces et matières d'or et d'argent, des marchandises dans lesquelles elles pourraient être emballées, des chariots, chevaux, mulets et autres équipages qui auront servi au dit transport » <sup>(5)</sup>. Mais, les contrebandiers ont beau jeu. Comme devait le dire La Houssaye <sup>(6)</sup>, le successeur de La Grange, une garde continuelle de mille hommes n'aurait pas été suffisante pour surveiller des frontières aussi étendues que celles d'Alsace. Le principal fruit de cette maladroite intervention du pouvoir dans le domaine monétaire fut de créer de graves perturbations économiques qui se prolongèrent jusque dans les premières années du dix-huitième siècle.

(1). — D<sup>r</sup> HENRY WEISGERBER: *L'Alsace au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle*, d'après un Mémoire inédit de l'Intendance (Mémoire de Le Pelletier de La Houssaye). Extrait de la Revue d'Alsace.

(2). — *Mémoire* de LA GRANGE, J. HAYEM, op. cit., Sixième Série, pages 184 et 185.

(3). — ROD. REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, page 696.

(4). — Voir la correspondance échangée entre La Grange et le Contrôleur général des Finances, au sujet de la succession du sieur Picard, bourgeois de Fort-Louis. A. N., G<sup>7</sup>, Carton 79, année 1695.

(5). — Déclaration du 28 août 1693.

(6). — Lettre du 13 novembre 1701, citée par le D<sup>r</sup> HENRY WEISGERBER, op. cit.



## CHAPITRE VII

---

### **La Révocation de La Grange**

---

La période de vingt-cinq ans que La Grange passa en Alsace fut, nous l'avons vu, loin d'être pacifique. Il y eut, pendant son séjour dans la province, deux guerres dont la durée fut longue. Les temps que nous venons, nous-mêmes, de vivre nous ont permis d'admirer les sacrifices héroïques qui se consomment lorsque des peuples combattent. Mais ils ont pu nous rappeler, aussi, qu'en de semblables occasions, à côté d'actes si beaux, il s'en accomplit d'autres que dicte un intérêt très bas. L'entretien d'armées qui luttent induisent les pouvoirs publics en de très fortes dépenses. La nécessité de poursuivre la guerre empêche d'utiliser les moyens habituels de contrôle, lents mais seuls efficaces. Les fournisseurs des armées ont toujours eu tendance à abuser de leur situation privilégiée en face d'un Etat que les événements réduisent à leur merci. De graves abus de ce genre se commirent en Alsace durant l'intendance de Jacques de La Grange. Si les munitionnaires en furent les auteurs et les premiers à en profiter, les soupçons allèrent plus haut et se portèrent sur l'intendant, qu'on accusa de complaisance à leur égard, sinon de complicité. La malencontreuse politique monétaire du Roi devait, d'autre part, permettre à certains personnages cupides des fraudes suspectes et des spéculations fructueuses. Là encore, on prétendit que La Grange s'était laissé compromettre dans des affaires louches.

Tous ces bruits fâcheux parviennent à Versailles dès l'année 1692. Louis XIV n'était pas homme à tolérer de telles turpitudes. Voulant être édifié sur l'authenticité des faits reprochés à La Grange, il charge, aussitôt, l'intendant de Franche-Comté, La Fond, de conduire une enquête minutieuse. L'idée était excellente, mais le choix détestable. La Fond était un ennemi personnel de La Grange.

Il avait servi sous les ordres directs de celui-ci comme intendant d'armée, en 1689. Les deux hommes n'avaient pu s'entendre. A diverses reprises, La Grange avait dû se plaindre à Louvois des velléités d'indépendance de son subordonné et prier le ministre d'intervenir pour le rappeler à l'ordre. Dans le même temps, La Fond écrivait, de son côté, à Versailles, pour dire la négligence de l'intendant d'Alsace. Il signalait, notamment, le mauvais état des soldats hospitalisés à Strasbourg, couchés, en exécution d'ordres écrits de La Grange, trois dans un même lit, sans matelas, avec seulement des paillasses. Ces précédents n'étaient pas garants d'une enquête impartiale. D'autant plus que La Fond, en entraînant la disgrâce de son collègue, pouvait espérer améliorer sa propre situation. C'est, en fait, ce qui se produisit: après le départ de La Grange, La Fond troqua l'intendance de Franche-Comté contre celle d'Alsace beaucoup plus importante.

Aussi comprend-on la rigueur des rapports qu'il adresse les 21 mars et 8 juillet 1692 au Contrôleur général des Finances <sup>(1)</sup> au sujet de l'accaparement des blés et de l'exportation des espèces d'or et d'argent, dont se seraient rendus coupables La Grange et M. de la Chétardie, gouverneur de Brisach: « Il est de la connaissance de tous ceux qui ont quelque commerce en Alsace que, pendant les deux dernières campagnes, M. de La Grange, dès le commencement de juillet, faisait ordonner aux habitants du Bas-Rhin (ce sont ceux principalement du Brisgau) d'apporter tout leur blé en Alsace, parce que l'armée de Sa Majesté allait entrer dans le pays. Il a fait acheter lesdits blés à bas prix et, comme, l'hiver, ces malheureux peuples n'avaient pas de quoi subsister, on leur a revendu les mêmes blés bien cher. Il ne faut pas douter qu'on ne se fasse riche avec un tel commerce...

« Depuis deux années, il est bien certain qu'on a trafiqué à Brisach les vieux louis d'or et les vieux écus. Les Suisses et les Juifs ont donné 10 et 12 sols au delà de la valeur des louis d'or et 2 et 3 sols par écu... On a fait mille plaintes de ce négoce à M. de La Grange, qui, jamais, n'a répondu...

« Il n'y a pas une ville d'Alsace qui n'ait des revenus très considérables. Les fermiers ou les receveurs, pour la plus grande partie, sont des gens qui ont été ou sont actuellement domestiques du sieur de La Grange, ce qui fait juger que ces revenus ne sont pas dans leur juste valeur...

« Le plus grand abus qui se commet dans ladite province d'Alsace n'est point marqué dans le Mémoire présenté au Roi: il provient

(1). — BOISLISLE, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, n° 1.063.

des baillis et des magasiniers... On dit, dans la province, que lesdits baillis donnent des rétributions au dit sieur de La Grange...

« Pour les magasiniers des fourrages, c'est une hydre de friponneries...

« De tout ce que j'ai l'honneur de vous marquer, il résulte que cette province est très mal administrée, que le Roi n'en tire rien, que les peuples ne laissent pas que d'y être bien foulés... Ledit sieur de La Grange est haï universellement, soit de la noblesse, soit des bourgeois, soit des peuples, ce qui fait que, suivant mon sentiment, il est difficile qu'il puisse servir utilement. »

Les faits allégués dans ce rapport ne sont peut-être pas inexacts, mais ils sont relatés avec une passion qui laisse sceptique sur la bonne foi de son auteur. Pontchartrain, à qui ces lignes sont adressées, n'a jamais beaucoup aimé La Grange, ce protégé de Louvois, trop indépendant à son égard, toujours peu disposé à accroître les charges pesant sur l'Alsace et qui n'hésite pas à répondre, par des fins de non-recevoir, aux exigences fiscales du Contrôleur général. Celui-ci, cependant, est trop honnête homme pour sévir, sans que la culpabilité soit démontrée. Mais, si l'argumentation forcée de La Fond ne le convainc pas tout de suite, du moins l'impressionne-t-elle défavorablement, à l'égard de l'intendant d'Alsace. L'année suivante, à propos d'une ordonnance que doivent prendre MM. de La Grange, de La Fond et de La Goupillière, sur les achats de fourrages à exécuter en Alsace, en Franche-Comté et en Lorraine, Pontchartrain écrit à Barbézieux: « ...Vous savez que les choses ne s'y passent pas avec toute la pureté qu'il serait à désirer, ainsi on ne saurait trop leur faire sentir [à ces Messieurs] que l'on y donne une attention particulière » (1).

Puis, le Contrôleur général des Finances sera mieux disposé qu'auparavant à accueillir les doléances et, même, les libelles que font courir les ennemis de l'intendant d'Alsace. La poigne un peu rude de La Grange n'avait pas été sans lui créer de farouches adversaires. Il est impossible d'administrer une province sans y faire des mécontents et des opposants. On retrouve, aujourd'hui, dans la correspondance de Pontchartrain (2), une lettre assez curieuse émanant d'un grand-bailli du comte de Linange, le sieur Jules de Pflugk, emprisonné sur l'ordre de l'intendant, pour n'avoir pas encore versé les sommes qu'il devait toucher au profit du Roi. « M. de La Grange, écrit cet homme, qui, depuis vingt-quatre années qu'il est dans cette province, n'ayant fait du bien à personne, ni employé qui

(1). — D. G., Vol. 1.237: Lettre de Pontchartrain à Barbézieux du 2 juillet 1693.

(2). — A. N., G<sup>7</sup>, Carton 80: Lettre du sieur Jules de Pflugk au Contrôleur général des Finances du 23 février 1698.

que ce soit, s'il n'avait obtenu préalablement des faveurs illicites de leurs femmes, filles ou parentes, ainsi que les exemples en sont très notoires en Alsace, n'a point aussi manqué de poursuivre les maris de celles desquelles il avait espéré telles faveurs et que leur vertu lui ont fait refuser. Je suis, Monseigneur, dans ce cas et à l'épreuve de la vengeance de M. de La Grange, ma naissance ne m'ayant jamais voulu permettre d'embrasser aucun avantage à un prix aussi sordide... » Après l'intendant, le grand-bailli s'en prend à Obrecht: « Le sieur Obrecht cherche à me perdre et à me ruiner dans le présent revers de fortune où je me trouve, parce que j'ai découvert, il y a trois années ou environ, que ledit sieur Obrecht, prêteur en cette ville, avait un commis nommé Schmidt, qui correspondait avec les ennemis de la France... »

Laissons à d'autres le soin de défendre, s'il en est besoin, le prêteur royal. En ce qui concerne La Grange, il est très possible que ses mœurs n'aient pas été irréprochables. Trompé par sa femme, la belle Florimonde, il a bien pu se dédommager ailleurs. Mais que les choses aient été aussi loin que le sieur de Pflugk veut bien le dire, on nous permettra d'en douter. Son témoignage ne nous paraît pas encore d'une impartialité suffisante et il n'est confirmé ni par les écrits des contemporains, ni par les ouvrages postérieurs des historiens.

La plainte du grand-bailli fut classée et n'eut pas de suite, mais à côté de cette affaire de nulle importance, il en est une autre qui aura les plus fâcheuses répercussions sur la carrière de l'intendant d'Alsace. Vers 1695, un brave homme, mais à qui la pondération fait totalement défaut, entre en lutte contre les magasiniers de Strasbourg et de Brisach. C'est René La Limouse, Procureur du Roi à Brisach. Il recueille, sans en être chargé, les doléances des paysans, maltraités, et présente leurs requêtes à La Grange. Ce dernier communique aux gardes-magasins les plaintes dont ils sont l'objet. Pour se venger de La Limouse, ceux-ci le font passer pour un extravagant et un homme dangereux, qui aurait créé des attroupements de paysans. L'intendant, ainsi abusé, fait mettre le procureur en prison. Il ne faut pas oublier qu'on est en guerre et qu'il faut, à tout prix, maintenir l'ordre. Lorsque les soldats viennent l'arrêter, La Limouse se répand en invectives et en menaces. Pendant le trajet de Strasbourg à Brisach, il est quelque peu malmené et brimé, ce qui lui fait perdre toute retenue. Dans sa prison, son intempérance de langage redouble; il accuse les magasiniers de vol et La Grange d'être leur complice. Cette attitude maladroite exaspère ses ennemis. Son incorrigible étourderie et les discours inconsidérés qu'il tient vont lui causer toutes sortes de malheurs. Après quelques se-

maines de détention, il est relâché, mais défense lui est faite de revenir en Alsace. Ne faisant aucun cas de cette interdiction, il retourne dans la province. On l'y arrête et, de nouveau, on l'emprisonne <sup>(1)</sup>.

La Limouse se persuade qu'il est un martyr. Il en appelle au Conseil Souverain, il écrit au Contrôleur général des Finances et à bien d'autres personnages. Sa femme implore l'épouse du Gouverneur de Strasbourg. La Cour est inondée de mémoires. Le Roi, lui-même, est saisi. Pour être indemnisé de tous excès commis contre sa personne, La Limouse réclame 27.000 livres de dommages-intérêts. L'affaire a un très gros retentissement. Comme on avait déjà, à Versailles, de forts soupçons sur les agissements des gardes-magasins, Louis XIV décide qu'une nouvelle enquête sur place aura lieu.

Un membre du Parlement de Dijon, M. de la Boutière, est envoyé en Alsace. En janvier, février et mars 1696, ce magistrat se livre à une étude scrupuleuse des faits <sup>(2)</sup>. L'instruction aboutit, aussitôt, à la découverte d'irrégularités graves et de malversations. Un garde-magasin de Strasbourg, du nom de Garnier, est arrêté. Ses aveux sont édifiants. Il n'a pas rendu de comptes depuis 1689. Lorsque les paysans veulent se libérer des réquisitions de fourrages par le paiement d'une somme d'argent, il leur compte la quantité de foin due au taux le plus élevé et il en livre du vieux aux troupes. D'autre part, « dans les livraisons en nature, Garnier déclare que l'intendant lui a permis de prendre 13 quintaux pour 10, attendu le déchet. Sur ce dernier pied, la livraison à une compagnie produirait un bénéfice de 1.000 livres par an, mais sur le pied des preuves, cela passerait 2.000 livres, non compris les appointements », car il est des gardes-magasins qui « ont pris jusqu'à 13, 14, 16 et 17 quintaux pour 6, 7, 8 ou 9 quintaux au plus... » <sup>(3)</sup>. Ces gens s'enrichissent de façon scandaleuse. Bien que les appointements du sieur Garnier n'aient été que de 1.200 livres par an, plus 360 pour un commis, il a amassé 70.000 livres d'argent comptant, après avoir acheté une charge de secrétaire du Roi pour lui, une de commissaire des Guerres pour son fils et une maison à Strasbourg.

L'enquête de M. de La Boutière est conduite, comme elle devait l'être, avec une rigueur extrême. Les protections puissantes qui s'é-

(1). — A. N., G<sup>7</sup>, Carton 79: Lettres du Procureur La Limouse au Contrôleur général des Finances, 1695 et 1696. — Carton 80: Lettre de d'Aguesseau au Contrôleur général du 21 avril 1697.

(2). — BOISLISLE, *op. cit.*, Tome I<sup>er</sup>, n° 1.501: Lettres de M. de La Boutière et de La Grange au Contrôleur général des Finances des 16, 18, 21, 23, 24, 27, 28, 30 et 31 janvier, 1, 3, 6, 9, 17, 19, 23, 25 et 29 février, 3, 6, 11, 14 et 17 mars 1696.

(3). — BOISLISLE, *id.*: lettre de M. de La Boutière au Contrôleur général du 21 janvier 1696.

tendent sur les gardes-magasins, les complicités qu'ils comptent dans les bureaux de l'intendant ou des ministres, rien n'attiédit le zèle du parlementaire dijonnais. Il contrôle aussi toutes les opérations des administrateurs locaux. Sur son ordre, Melchior Bittet, bourgmestre de Sélestat, est jeté en prison. Son collègue de Brisach, le sieur Scheppelin, connaît la même disgrâce, pour n'avoir rendu aucun compte depuis 1690, et cela malgré l'intervention du Magistrat de la ville, qui se porte garant de la probité du bourgmestre, comme aussi de son dévouement à la chose publique et de la haute honorabilité de sa famille <sup>(1)</sup>. Toutes ces mesures remuent profondément l'Alsace. La Grange se plaint que les habitants de certaines localités en prennent prétexte pour ne plus payer les impositions dues au Roi <sup>(2)</sup>. La guerre continuant, cette situation pouvait devenir grave. Il apparut au Gouvernement qu'il y aurait intérêt à calmer les esprits. Il fut admis qu'on apporterait à l'affaire des magasiniers une solution plus rapide que celle prévue tout d'abord.

L'instruction menée par M. de la Boutière avait fait ressortir des culpabilités nombreuses, mais, au bout de plusieurs mois, il en restait encore bien d'autres à découvrir. La preuve était souvent difficile sur des faits remontant à plusieurs années. Puis, il importait de ne pas désorganiser tout le service des fournitures de l'armée. Si le procès suivait son cours par la procédure engagée, il semblait qu'on dût attendre fort longtemps avant d'en voir arriver la fin. C'est ce que La Grange et le Maréchal marquis d'Huxelles font valoir à partir d'avril 1697 <sup>(3)</sup>. Ils proposent de liquider l'affaire par un règlement amiable. Obrecht est chargé, en juillet, de provoquer les propositions des gardes-magasins. Le Roi, en son Conseil, accepte le principe de l'accord. Il est décidé que tous ceux qui voudront payer la somme à laquelle ils seront taxés bénéficieront d'un arrêt de décharge. Ceux qui s'y refuseront seront poursuivis devant les tribunaux. Tout fut conclu par l'intermédiaire du comte de Gramont. Les gardes-magasins, qui avaient été en fonctions entre 1689 et 1695, achetèrent l'absolution générale, moyennant le versement de cent écus, en monnaie de France, par compagnie.

(1). — A. N., G<sup>7</sup>, Carton 79, et G. DANZAS, op. cit.: Lettre des Mag<sup>strats</sup> de Brisach au Contrôleur général du 28 février 1696.

(2). — Lettre de 1896, citée par BOISLISLE. — A. N., G<sup>7</sup>, Carton 80: Lettre du marquis d'Huxelles au Contrôleur général du 12 juin 1697.

(3). — BOISLISLE, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, n° 1.501, et A. N., G<sup>7</sup>, Carton 80: Lettres de La Grange au Contrôleur général des 8 et 27 avril, 9 juin, 14 juillet et 26 septembre 1697. — Lettre du marquis d'Huxelles à Pontchartrain du 12 juin 1697. — Lettre d'Obrecht à La Grange du 11 septembre 1697. — Lettre du comte de Gramont au marquis d'Huxelles du 29 juin 1697.

Malgré la grosse somme qu'ils avaient à payer, l'aventure se terminait heureusement pour les coupables. Il n'en fut pas de même pour La Grange. Cette affaire révélait une fréquente négligence apportée par lui dans l'exercice de son droit de contrôle en matière de finances. M. de la Boutière indique, dans une lettre du 3 février 1696, la responsabilité qu'il a encourue et les excuses qu'il invoque pour expliquer sa conduite vis-à-vis des magasiniers et, aussi, de tous les administrateurs locaux: « M. l'Intendant excuse sa facilité envers ces gens-là par les grandes recommandations de la Cour, qui l'ont empêché d'écouter les plaintes que l'on a faites contre eux. Il m'a même fait voir une lettre de Son Altesse Royale Monsieur. ...Je dois aussi vous observer que les baillis, chefs de la police et de la justice se sont rendus maîtres des biens des communautés, sans avoir rendu aucun compte depuis vingt-cinq ans. Ils font les répartitions et les recouvrements comme bon leur semble. ...M. l'Intendant se défend de sa négligence en cette affaire, parce qu'il sert six mois à l'armée et parce qu'il n'aurait pu faire rendre les comptes aux baillis et prévôts sans entendre une infinité de plaintes contre eux, ce qui aurait affaibli leur autorité parmi le peuple, qui est cependant nécessaire pour faire obéir promptement pour les corvées qui se font tous les ans, à cause des armées d'Allemagne » (1).

Les occupations multiples de La Grange, la nécessité dans laquelle on le mettait d'abandonner pendant de longues semaines l'administration de sa province, l'état de guerre à peu près permanent dans lequel avait vécu l'Alsace, tout cela aurait pu faire oublier ses tolérances à l'égard des prévôts et des baillis. Mais il était impossible de lui pardonner sa passivité en face des agissements scandaleux des gardes-magasins. En omettant de sévir, il avait manqué à son devoir. Il avait pris figure de complice et justifié les plus graves accusations portées contre lui. Avant de compromettre l'intendant devant l'Histoire, cette attitude l'avait irrémédiablement perdu dans l'esprit de ses contemporains. Obrecht en est frappé, lors d'un voyage qu'il fait à Versailles: « M. de La Grange, écrit-il, fait certaine figure en ce pays-ci qui le fait passer pour criminel, auprès des personnes mêmes qui ne le connaissent pas. Je le vis dimanche passé, lorsqu'il sortait de l'audience de M. de Barbézieux. Il se présenta avec une profonde révérence, mais le seigneur ne lui dit mot et passa sans le regarder. M. de Chamlay me dit qu'auprès de tous les ministres et gens de robe il passait pour être riche de plusieurs millions et le plus grand voleur du royaume » (2).

(1). — BOISLISLE, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, n° 1.501: Lettre de M. de La Boutière au Contrôleur général des Finances du 3 février 1696.

(2). — Lettre d'Obrecht à Klinglin du 28 mars 1698. Extrait de la correspondance publiée par ROD. REUSS.

Cette opinion que rapporte Obrecht est-elle justifiée par la réalité des faits? L'intendant est-il le malhonnête homme qu'on veut bien dire? C'est là une chose qu'il semble à peu près impossible d'élucider aujourd'hui. M. de La Boutière, dont la juste sévérité n'est tempérée d'aucune bienveillance particulière à La Grange, ne lui reproche que sa « négligence » et sa « facilité » envers les gardes-magasins. La disgrâce que devait connaître l'intendant semble prouver qu'il n'a jamais pu se laver complètement de toutes les accusations. Il était en pleine force physique et susceptible de servir encore. Il aurait pu retourner à Strasbourg ou terminer sa carrière au Conseil d'Etat, comme le fera plus tard son successeur, Claude de La Fond. Si sa culpabilité, pourtant, avait été pleinement démontrée, on a peine à croire que Louis XIV, qui avait fait condamner avec la rigueur que l'on sait un Surintendant des Finances, ait laissé s'en aller tranquillement chez lui un fonctionnaire prévaricateur.

Révoqué à la fin de janvier 1698, La Grange devait écouler une vie paisible dans l'un de ses nombreux domaines. Son départ n'allait pas sans arracher quelques regrets à de vieux Alsaciens. Klinglin écrit de Strasbourg: « Nous avons eu depuis deux jours ici la nouvelle de la révocation de M. de La Grange. Le Magistrat de cette ville, avec qui il a toujours vécu en très bonne intelligence et dont il s'est fait aimer, non seulement, mais toute cette province, qu'il a ménagée autant qu'il a pu, en avançant pourtant d'un autre côté les intérêts du Roi, à proportion des forces de l'Alsace, paraît en être affligée et croit en avoir quelque raison par rapport à la bonne justice qu'il a toujours rendue et des manières douces et convenables à l'humeur et à l'esprit de la nation dont il l'a traitée... » (1).

---

(1). — D. G., Vol. 1.435: Lettre de Klinglin à Barbézieux du 2 février 1698.

## Conclusion

---

Telle fut, d'après les documents parvenus jusqu'à nous, l'œuvre de Jacques de La Grange en Alsace. Cette période de 1673 à 1698 présente un intérêt capital pour qui veut étudier l'histoire de la province depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution. Avant 1673, il n'y a pas eu de politique française en Alsace. Après 1698, on s'est contenté d'appliquer les principes qui avaient été posés pendant l'intendance de La Grange.

Ces principes, il est assez facile de les dégager. On est frappé, tout d'abord, de la lenteur voulue avec laquelle Louis XIV a agi. Chez lui, aucune hâte, aucune impatience, aucun désir d'en arriver rapidement au résultat final: la francisation de la province. Le Roi retient le plus souvent Louvois et La Grange. Il calme leur ardeur. Pour résoudre les délicats problèmes qui se posent, il ne veut pas de solution brusquée. Louis XIV comptait sur la stabilité monarchique. La continuité et la durée sont les auxiliaires indispensables d'une bonne politique. En maintenant pendant un quart de siècle le même intendant dans la province, le Roi mettait dans son jeu cet atout formidable qu'est le temps.

Cette politique de très longue haleine permettait de « ne pas toucher aux usages de l'Alsace ». La structure de la France d'alors facilitait singulièrement l'application de ce grand principe. La décentralisation existante permettait aux diverses provinces de conserver leurs coutumes propres. C'étaient autant d'états qui subsistaient côte à côte et auxquels la Couronne avait laissé de larges libertés. Réunies au Royaume, les seigneuries alsaciennes, les villes, la République de Strasbourg, elle-même, conservent leurs antiques constitutions. Tout est respecté. Tout reste en place. On ne veut pas « causer du chagrin » <sup>(1)</sup> aux populations. C'est le régime français, souple et libéral, qui s'adapte, sans idées préconçues, aux habitudes locales. Pour se mouvoir sur un terrain neuf, Versailles crée de toutes pièces une politique nouvelle. Les fonctionnaires anciens sont

---

(1). — D. G., Vol.<sup>I</sup> 966: Lettre de La Grange à Louvois du mois de janvier 1690.

conservés. De nombreux Alsaciens accèdent aux postes que la nécessité oblige à créer. Enfin, dans l'administration, au tribunal et à l'école, la langue allemande reste couramment employée. Son maintien intégral ne présentait, au temps de Louis XIV, aucun inconvénient. L'Empire n'était pas assez fortement organisé pour pouvoir utiliser à son profit cet excellent instrument de propagande.

Le respect scrupuleux des traditions locales, pratiqué en Alsace comme il l'avait été précédemment dans les autres provinces réunies au Royaume, ne condamne pas la politique royale à une routine mortelle. Il s'allie avec l'esprit de progrès et ne bannit pas les innovations indispensables. Louis XIV et La Grange introduisent en Alsace des réformes hardies, mais ils le font progressivement, par paliers. Pour construire le nouvel édifice, ils utilisent tout ce qui, dans l'ancien, a fait preuve de force et de solidité.

C'est merveille qu'en sauvegardant les apparences et en ménageant les susceptibilités, le Gouvernement de Versailles ait pu accomplir tant de choses utiles. Car, il a créé l'Alsace. Il l'a unifiée. Il en a rassemblé les bribes éparses, seigneuries, villes, en coupant les derniers liens qui les rattachaient à l'Empire. Il a fait de Strasbourg la capitale de la province. Il a doté celle-ci d'une administration moderne, dont les organes essentiels ont été l'Intendant et le Conseil Supérieur de Brisach. A l'anarchie succède l'ordre créateur de richesse et de progrès. C'est par des mesures appropriées et intelligentes et, surtout, par une bonne justice que Louis XIV conquiert à la France les sympathies indigènes. Les Alsaciens de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle pouvaient faire un parallèle entre l'état antérieur de leur pays et ce qu'il était devenu depuis sa réunion au Royaume. La comparaison était à l'avantage de la situation nouvelle.

La politique de Versailles eut, pourtant, ses erreurs. Aucune œuvre humaine n'est parfaite. Il n'est pas douteux que des fautes lourdes furent commises en Alsace. Bien que cela ne soit pas prouvé et qu'aujourd'hui on le lave généralement de cette accusation, il est possible que Louis XIV ait eu sa part de responsabilité dans la multiplication des guerres qui ont appauvri la province à cette époque. Sa politique religieuse, en tout cas, fut néfaste. Plus mauvaise encore fut sa politique financière. Tout à fait dangereuses furent les mesures prises en matière monétaire. Ces fautes auraient pu créer une atmosphère de mécontentement général et compromettre l'œuvre entreprise. Il n'en fut rien. Cela était peu en regard du bien fait à l'Alsace. Le Gouvernement manifestait, d'ailleurs, la meilleure bonne volonté. Quand il s'apercevait à temps de ses erreurs, il s'efforçait d'en atténuer les effets: Louvois mort, toute persécution injuste cesse à l'égard des protestants. Une tolérance de fait s'éta-

blit. Pour rendre supportable la fiscalité, lorsqu'elle devient trop lourde, La Grange s'évertue à améliorer la répartition des impôts entre les différentes classes de la société, afin que la justice soit respectée.

Le résultat de tant d'efforts, il fallut attendre plus d'un siècle pour en voir la consécration magnifique. Il fallut attendre le jour où les députés envoyés par l'Alsace aux Etats Généraux et devenus constituants reconnurent, sans hésiter, que leur pays faisait partie intégrante de la France une et indivisible. La Révolution cueillait le fruit que la Monarchie avait longuement mûri.

Jacques de La Grange a été un des premiers artisans et non des moindres de cette œuvre grandiose, qui dota la France d'une de ses plus belles provinces. Laissons au grand historien moderne de l'Alsace et à l'Alsacien éminent que fut M. Rodolphe Reuss le soin d'apporter un jugement sur le rôle personnel de l'Intendant: « C'est au milieu de la crise aiguë amenée par la résistance des villes de la Décapole aux volontés de Louis XIV et par l'entrée des troupes impériales, que fut installé Jacques de La Grange, « Conseiller du Roi en Ses Conseils, intendant de justice, police et finances en Alsace et en Brisgau et des armées de Sa Majesté en Allemagne ». La Grange est le véritable conquérant civil de l'Alsace, si je puis m'exprimer ainsi. Tout d'abord, il a eu pour lui le seul auxiliaire efficace en pareille matière: le temps. Pendant près d'un quart de siècle (1674-1698), il a pu diriger la transformation politique, judiciaire, économique et même religieuse du pays, suivant non sans habileté, en même temps qu'avec une obéissance à toute épreuve, la ligne de conduite qu'on lui traçait de Saint-Germain ou de Versailles, flattant et caressant les ralliés par d'aimables paroles, leur transmettant les preuves substantielles de la faveur royale, gourmandant les tièdes et sachant faire plier les moins bien disposés par quelques paroles hautaines et sévères ou, s'il le jugeait nécessaire, par des violences matérielles <sup>(1)</sup>. Sa réputation d'administrateur honnête était fortement compromise longtemps avant qu'il quittât la province <sup>(2)</sup>... Mais c'était un homme d'une intelligence déliée, bon observateur des hommes et des choses; un administrateur éclairé, humain, dans la mesure du possible, à l'égard des populations mi-

(1). — ROD. REUSS, op. cit., Tome I<sup>er</sup>, pages 272, 273 et 274.

L'auteur met en note: « On n'a qu'à parcourir les procès-verbaux des Conseils de la Ville libre royale de Strasbourg, à partir de 1681, pour constater combien vite on apprit à se courber devant les désirs et les ordres de M. l'Intendant et à quelles sollicitations humiliantes on se résignait pour obtenir de lui la conservation de quelque droit, comme une faveur hautement appréciée. »

(2). — Voir le chapitre précédent.

sérables, comme le prouve le grand Mémoire sur l'Alsace, rédigé ou du moins compilé et signé par lui en 1697, vers la fin de son séjour dans la province.

« Nous retrouvons la trace de son activité féconde dans les domaines de l'industrie, du commerce et de l'agriculture; nous rencontrerons aussi plus d'une fois des faits attestant chez lui une absence fâcheuse de sens moral, une indifférence assez complète pour les moyens employés, pourvu que le but fût atteint. Quoi qu'il en soit de ses qualités et de ses défauts, de ses vices même, on ne saurait nier que ce fut La Grange qui façonna l'Alsace à la française, pour autant que le Gouvernement d'alors jugea nécessaire de métamorphoser ses formes administratives et ses allures sociales. Ses successeurs, les de La Fond, les Pelletier de La Houssaye, les d'Angevilliers, etc..., n'eurent plus qu'à continuer, sans difficultés sérieuses, le travail d'assimilation lente, inauguré par lui. »

FIN

## Bibliographie

---

### Ouvrages imprimés.

---

- BARDOT (GEORGES): *La Question des Dix villes impériales d'Alsace depuis la paix de Westphalie jusqu'aux arrêts de réunion du Conseil de Brisach* (1648-1680) — Paris, A. Picard et fils, 1899, in-8° (Annales de l'Université de Lyon. N<sup>o</sup> 11<sup>e</sup> série. II. Droit, Lettres, fasc. 1<sup>er</sup>). — Même ouvrage: Thèse, Lyon, A. Rey, 1899, in-8°.
- BOISLISLE (A.-M. de): *Correspondance des Contrôleurs Généraux des Finances avec les Intendants des provinces*, Tome I<sup>er</sup> (1683-1698) — Paris, 1874.
- BOUG (Premier Président de): *Recueil des Edits, Déclarations, Lettres Patentes, Arrêts du Conseil d'Etat et du Conseil Souverain d'Alsace, Ordonnances et Règlements concernant cette province*, Tome I<sup>er</sup> (1657-1725) — Colmar, J.-H. Decker, 1775.
- BOULAINVILLIERS (Cte HENRI de): *L'Etat de la France* — Londres, T. Wood et S. Palmer, 1727.
- CHÉRUEL (Adolphe): *L'ancienne Université et l'Académie moderne de Strasbourg* (Discours).
- CLÉMENT (PIERRE): Ed. *Lettres, Instructions et Mémoires de J.-B. Colbert*, Tome VII — Paris, 1861-1882, gr. in-8°.
- COSTE (A.): *Réunion de Strasbourg à la France*.  
id. *Vieux-Brisach*.
- CROQUEZ (ALBERT): *Histoire politique et administrative d'une province française: La Flandre*. La Flandre Wallonne et les pays de l'Intendance de Lille sous Louis XIV. Michel Le Peletier. Du-gué de Bagnols — Thèse de Droit, Paris. Lille, imprimerie de H. Morel, 1912.
- DANZAS (G.): *Notes sur la Correspondance du Contrôleur Général des Finances relative à l'Alsace* (1679-1728) — Revue Catholique d'Alsace, 1895.

- GLASSON (E.): *Le Rôle politique du Conseil Souverain d'Alsace* — Revue Historique, Tome LXXII, année 1900.
- GODARD (CHARLES): *Les Pouvoirs des Intendants sous Louis XIV* — Thèse de Lettres, Paris, 1901, in-8°.
- HALLÈS-CLAPARÈDE: *La Réunion de l'Alsace à la France* — Paris 1844.
- HAYEM (JULIEN): *Mémoires et Documents pour servir à l'histoire du Commerce et de l'Industrie en France*, Sixième Série — Paris, Hachette, 1921, in-8°.
- LAGUILLE (le Père): *Histoire de la Province d'Alsace* — Strasbourg, J.-R. Doulssecher, 1727, in-folio.
- LAGRELLE (A.): *Louis XIV et Strasbourg* — Paris, 1881, in-8°.
- LEHR (ERNEST): *Description du département du Bas-Rhin*, Tome I<sup>er</sup> — Strasbourg, 1858.
- MÜLLENHEIM (HERMANN v.): *Die annexion des Elsass durch Frankreich und Rückblicke auf die Verwaltung des Landes vom wesphälischen Frieden bis zum Ryswicker Frieden (1648-1697)*, von Hermann Freiherr v. Müllenheim u. v. Rechberg, 2<sup>e</sup> Auflage. — Strasbourg, Heitz und Mündel, 1896, in-8°.
- PFISTER (CHRISTIAN): *L'Alsace et la France. Annales d'Alsace publiées par l'Union amicale d'Alsace-Lorraine*, I. — Paris, 1917, in-8°.
- id. *L'Alsace et l'Edit de Nantes*, article paru dans la Revue historique, 54<sup>e</sup> année, Tome CLX, II, mars-avril 1929, page 217. — Paris, Félix Alcan.
- REUSS (RODOLPHE): *L'Alsace au XVII<sup>e</sup> Siècle* — Paris, 1890.
- id. *Correspondance intime entre Ulrich Obrecht, Prêtreur Royal, et J.-B. Klinglin, Avocat Général et Syndic de Strasbourg*.
- id. *Compte-rendu critique de l'ouvrage de Legrelle: Louis XIV et Strasbourg* — Revue Historique, Tome XXX.
- SAINT-SIMON (Duc de): *Mémoires* — Edition A. de Boislisle, Tome II.
- SCHÖEPFLIN (Jo.-DANIEL): *Alsatia Illustrata Germanica Gallica*, Tome II, in-folio.
- WEISGERBER (D<sup>r</sup> HENRY): *L'Alsace au Commencement du XVIII<sup>e</sup> Siècle, d'après un Mémoire inédit de l'Intendance* (Mémoire de Le Pelletier de la Houssaye). Revue d'Alsace, 1897-1898.
- WEYGAND (Général): *Turenne* — Paris, Flammarion, 1929.

### Manuscrits.

- I. — *Documents Généalogiques et Archives de famille, conservés par M. RÉMI ROUSSELLE, au château du Bois-Chicot, à Servon (Manche). Généalogie. Papiers divers.*

Actes de partage entre les enfants de Jacques de La Grange et leurs cousins germains Bertherand de Longprez.

Contrat de mariage de Marie-Antoinette de La Grange, petite-fille de l'intendant, et de Jacques Blondel, du 11 mai 1751.

II. — *Bibliothèque de la Ville de Blois.*

Registres des baptêmes de la paroisse Saint-Honoré de Blois, années 1642-1649.

III. — *Archives de Notaires.*

1) Ancienne Etude ROUTIER (actuellement M<sup>e</sup> Salats, notaire, 3, rue du Louvre).

Contrat de mariage de Jacques de La Grange et de Gilberte-Florimonde Bonnet de Mainville, du 20 août 1679.

2) Ancienne Etude JUNOT (actuellement M<sup>e</sup> Moreau, notaire, 76, rue Saint-Lazare).

Actes divers concernant Jacques de La Grange et sa famille (26 mai 1699, 12 juillet 1702, 28 septembre 1709, 20 mars 1711).

Acte de renonciation à la succession de Marie Hébert, veuve Jean Bonnet, belle-mère de Jacques de La Grange, du 25 février 1708.

Inventaire après décès des biens de l'intendant, du 22 septembre 1710.

Actes divers concernant Gilberte-Florimonde Bonnet de Mainville, femme de l'intendant (années 1708 à 1730).

Testament olographe de la même, du 6 mai 1730.

Inventaire après décès de ses biens, du 9 février 1737.

3) Anciennes Etudes DUPORT et SAVIGNY (Paris).

Contrat de mariage de Guy-Roger-Jacques de La Grange, fils de l'intendant, avec Marie-Anne de Saint-Yon, du 20 janvier 1717.

4) Ancienne Etude BELLANGER (actuellement M<sup>e</sup> Faroux, notaire, 5, rue du Louvre).

Inventaire après décès des biens de Guy-Roger-Jacques de La Grange, du 3 mai 1740.

IV. — *Bibliothèque Nationale* (département des *Manuscrits*).

Fonds Dossiers bleus N° 330 (art. La Grange).

id 366 (art. Ivonnet, orthographié à tort avec I).

Fonds Carrés de d'Hozier. N° 309.

Fonds Français. Mémoire sur l'Alsace en 1697 (La Grange) N° 8151

id Mémoire de Colbert sur l'Alsace. N° 4294.

id Mémoire des Généralités (Als. 1701). N° 8135.

id de Cheverry. Histoire de l'Alsace. N° 11.471.

id Gouvernement Général d'Alsace. N° 9549.

V. — *Archives Nationales.*Cote Q<sup>1</sup> Carton 979: Fief de Florimont (pièce de 1731).Cote G<sup>7</sup> Cartons 79 et 80: Correspondance du Contrôleur Général des Finances (années 1673 à 1698).VI. — *Dépôt des Archives historiques du Ministère de la Guerre.*

Volumes N<sup>os</sup> 261-263, 265, 271, 276, 278, 292-296, 310, 311, 324, 325, 336-340, 351, 378, 390-395, 411-414, 416, 417, 420, 436, 443, 455, 458-461, 466, 467, 469, 484, 486, 487, 494, 507-509, 512, 515, 541, 556-561, 564-566, 568, 606-608, 610-612, 614, 631, 648, 663, 667, 670-672, 735, 792, 794, 795, 823, 825-832, 874-877, 879-884, 966, 967, 971, 975, 987, 1.000, 1.067, 1.068, 1.113, 1.115, 1.116, 1.160, 1.213-1.215, 1.218, 1.236, 1.237, 1.264-1.267, 1.284-1.286, 1.321-1.324, 1.364 - 1.367, 1.379, 1.380, 1.382, 1.406 - 1.410, 1.435, 2.522, 2.524, 2.621, 3.780.

Carton III.

VII. — *Bibliothèque de Strasbourg.*

Archives communales de la Ville de Strasbourg.

Actes constitutifs et politiques de la commune.

AA. 1282 (Liasse) — Années 1673-1676.

AA. 1352 ( id ) — id 1678-1679.

AA. 1359 ( id ) — id 1678-1679.

AA. 1366 ( id ) — id 1679-1680.

AA. 1678 ( id ) — id 1682-1702.

AA. 1911 ( id ) — id 1674-1679.

AA. 1918 ( id ) — id 1683-1699.

AA. 2056 ( id ) — id 1687-1785.

AA. 2099 ( id ) — id 1693-1746.

AA. 2207 ( id ) — id 1682-1778.

AA. 2332 ( id ) — id 1680-1789.

## Table des Matières

---

|                                                                                                |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Introduction . . . . .                                                                         | VII |
| Abréviations utilisées dans cet ouvrage . . . . .                                              | XI  |
| Chapitre I <sup>er</sup> : Jacques de La Grange et sa famille . . . . .                        | 1   |
| Chapitre II : Les Débuts d'une Carrière: Jacques de La<br>Grange, Commissaire des Guerres. . . | 19  |
| Chapitre III : L'Alsace au temps de Jacques de La<br>Grange . . . . .                          | 29  |
| Chapitre IV : La Justice . . . . .                                                             | 47  |
| Chapitre V : La Police . . . . .                                                               | 61  |
| § I. Le Maintien de l'ordre public . . . . .                                                   | 61  |
| § II. Politique religieuse . . . . .                                                           | 65  |
| § III. Tutelle des communautés et des administra-<br>tions municipales . . . . .               | 79  |
| § IV. Politique économique . . . . .                                                           | 87  |
| § V. Le rôle militaire de Jacques de La Grange.                                                | 99  |
| Chapitre VI : Les Finances . . . . .                                                           | 125 |
| Chapitre VII: La Révocation de La Grange . . . . .                                             | 141 |
| Conclusion . . . . .                                                                           | 149 |
| Bibliographie des Ouvrages imprimés . . . . .                                                  | 153 |
| Bibliographie des Manuscrits. . . . .                                                          | 154 |

---



VU : *Le Président de la Thèse,*  
4 Juillet 1929  
OLIVIER MARTIN

VU : *Le Doyen,*  
H. BERTHÉLEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :  
*Le Recteur de l'Académie de Paris,*  
S. CHARLÉTY.













